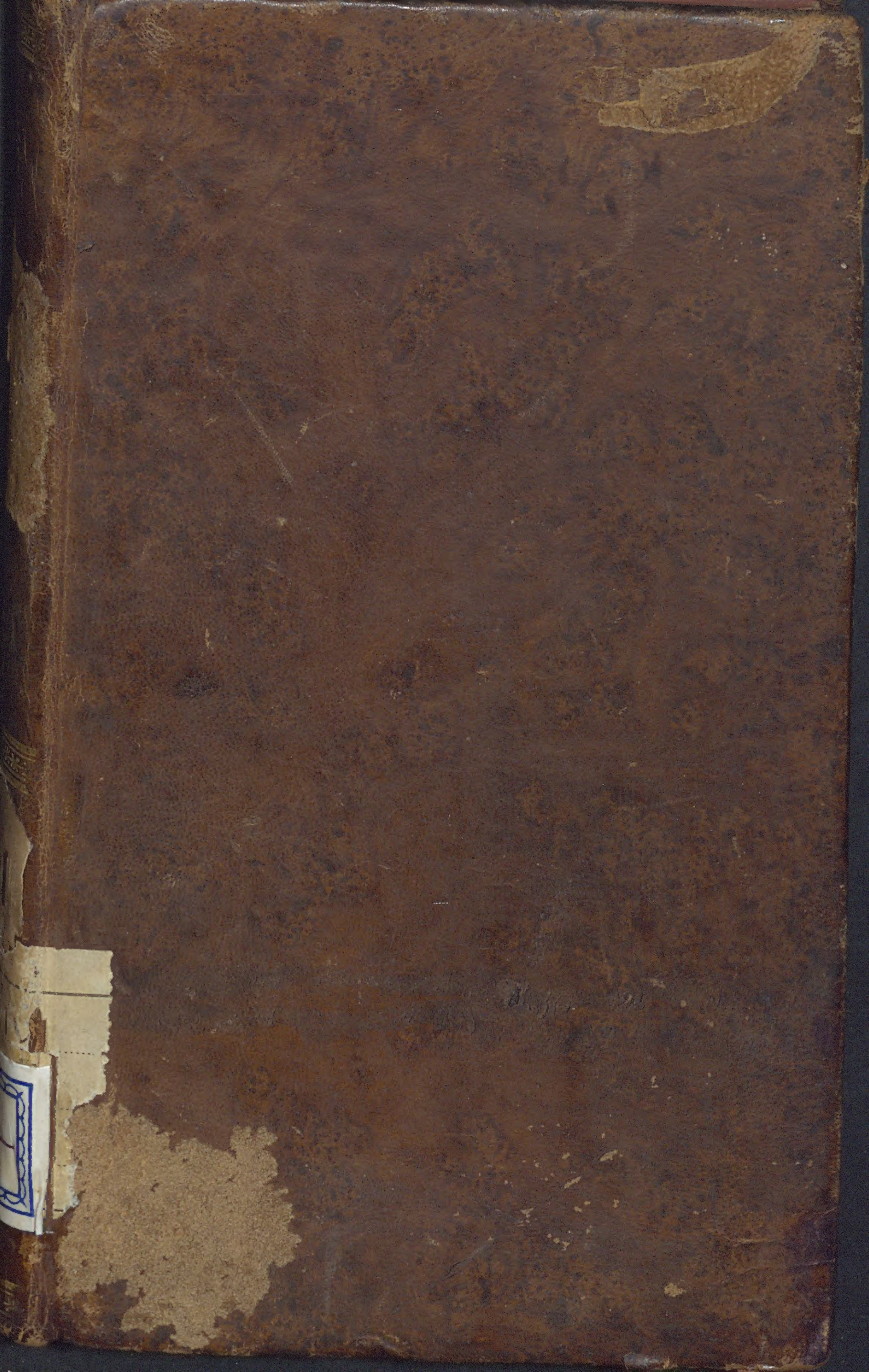






DISCOURS FONDAMENTAL

SUR

LA POPULATION.

DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE MODERNE.

DISCOURS FONDAMENTAL SUR LA POPULATION.

Par HERRENSCHWAND.



A PARIS.

Chez MARADAN, Libraire, rue du Cimetière André-des-Arts.

L'an IIIe de la République.



AVERTISSEMENT
DE L'ÉDITEUR.

ASSUREMENT s'il est permis à un Traducteur de vanter l'original dont il essaye de transmettre les beautés dans sa langue, à plus forte raison doit-il être permis à un Éditeur de vanter l'ouvrage qu'il donne pour la première fois, ou qu'il réimprime : celui de M. Herrenschwand, Médecin Suisse, connu par d'autres écrits sur sa profession, est un des meilleurs livres qui ayent paru sur l'Économie Politique ; mais c'est à Londres qu'il a été publié, nous ne savons trop pourquoi ; en conséquence il manquoit en France et l'on s'en est bien apperçu lorsqu'il a été question d'entretenir les Elèves de l'École Normale de la partie dont il traite. Nous avons donc cru faire une chose utile et agréable à nos concitoyens, en leur donnant un livre écrit dans leur langue qui traite si essentiellement de la France, et qui lui assigne une place si distinguée parmi les nations de l'Europe, lorsqu'il parle de ses ressources physiques.

L'auteur, qui s'y connoît, met la France au premier rang ; et les arts de la paix que nous

n'exercerons pas avec moins d'activité et de succès que ceux de la guerre, prouveront dans quelques années qu'il ne s'est pas trompé.

Ce livre est une excellente introduction à la lecture de l'Economie Politique de Steuart, et du Traité de la richesse des nations de Smith ; mais l'auteur, fait pour se placer à côté de ces Écrivains justement célèbres, ajoute à leurs idées et les perfectionne.

Nous avons cru devoir faciliter aux Lecteurs la recherche des articles qu'ils auroient besoin de trouver, en ajoutant à cette édition, faite sur celle publiée à Londres en 1786 chez Th. Hookham, une table des matières, si non indispensable, du moins toujours commode dans un livre de la nature de celui-ci.

TABLE
DES MATIÈRES
Par ordre alphabétique.

Fin de la Table des Matières.

DISCOURS

DISCOURS
SUR
LA POPULATION.

PRINCIPES.

L'HOMME a des besoins que la nature lui impose ; et il en a qu'il se donne lui-même volontairement ; les uns sont ses besoins naturels et ont des limites ; les autres sont ses besoins artificiels et n'ont point de bornes ; mais le sujet, que je vais traiter, m'oblige de considérer les besoins de l'homme sous un autre point de vue.

L'espece humaine se nourrit sur des végétaux et sur la chair des animaux et l'on peut distinguer sa nourriture en naturelle, en artificielle et en mixte ; je regarderai comme nourriture naturelle celle, qui est le produit du seul travail de la nature ; comme nourriture artificielle celle, qui est le produit du seul travail de l'homme ; comme nourriture mixte celle, qui est le produit du travail de l'homme combiné avec celui de la nature.

Dans la nourriture naturelle tout est l'ouvrage de la nature, végétaux et animaux ; dans la nourriture artificielle tout est l'ouvrage de l'homme, végétaux et animaux ; dans la nourriture mixte l'homme laisse à la nature le soin des végétaux et se charge de celui des animaux.

D'après cette division de la nourriture de l'espece

humaine, je distinguerai les besoins de l'homme en besoins naturels, en besoins artificiels et en besoins mixtes ; j'appellerai les besoins de l'homme naturels, lorsqu'il les satisfait sur une nourriture naturelle ; artificiels, lorsqu'il les satisfait sur une nourriture artificielle ; mixtes, lorsqu'il les satisfait sur une nourriture mixte.

Je n'établis cette distinction des besoins de l'homme, que dans l'unique vue de découvrir leur influence sur la population de l'espece humaine ; car dans la réalité l'homme peut se contenir dans les bornes des besoins naturels sur toute espece de nourriture.

Je distinguerai encore la nourriture de l'espece humaine en nourriture actuelle et en nourriture possible ; par nourriture actuelle j'entends celle, que l'espece humaine se trouve avoir en sa possession dans un moment quelconque et par nourriture possible celle, qu'il est au pouvoir de l'espece humaine de se procurer au de là de sa nourriture actuelle.

Deux conditions sont essentiellement nécessaires pour la multiplication de l'espece humaine ; la procréation et la nourriture ; la procréation donne l'existence, la nourriture la maintient et l'espece humaine ne peut multiplier, que dans la proportion de sa nourriture, quelque productive que puisse être sa procréation.

La procréation de l'espece humaine paroit être sans bornes ; sa nourriture au contraire a des limites ; tant que la procréation n'a pas atteint les limites de la nourriture, l'espece humaine est susceptible de multiplication ; mais au moment où la

procréation a atteint les limites de la nourriture ; l'espece humaine cesse d'être susceptible de multiplication, à tel degré que la procréation puisse franchir ces limites.

Les limites de la multiplication de l'espece humaine sont de deux especes ; physiques ou morales ; elles sont physiques, lorsque la procréation a porté l'espece humaine à la pleine proportion de toute sa nourriture possible ; elles sont morales, lorsque des obstacles quelconques empêchent la procréation de porter l'espece humaine, soit à la pleine proportion de toute sa nourriture actuelle, soit à la pleine proportion de toute sa nourriture possible ; dans le premier cas l'espece humaine est dans une incapacité physique et dans le second dans une incapacité morale de multiplier davantage.

La population de l'espece humaine est le degré de sa multiplication ; elle est ou réelle ou apparente ; réelle, lorsqu'elle est contenue dans les limites de la nourriture ; apparente, lorsqu'elle a excedé les limites de la nourriture et la différence entre la population apparente et la population réelle donne la mesure de l'excès de procréation.

L'espece humaine se trouve répandue sur la surface de la terre sous trois grands modes d'association, qui la divisent en trois classes distinctes et presque en trois especes différentes ; la premiere de ces classes est formée par les peuples chasseurs ; la seconde par les peuples pasteurs ; la troisieme par les peuples cultivateurs ; il faut voir quels sont les degrés de population, dont ces trois grandes divisions de l'espece humaine sont susceptibles.

POPULATION DES PEUPLES CHASSEURS.

LES peuples chasseurs se maintiennent sur une nourriture naturelle ; ils vivent sur les productions spontanées de la terre et principalement sur la chair des animaux sauvages ; ils laissent par conséquent à la nature le soin de tout, des végétaux et des animaux et leurs besoins sont purement naturels ; la masse de leur nourriture dépend du nombre des animaux sauvages, sur la chair desquels ils se maintiennent et le nombre des animaux sauvages dépend de la masse des végétaux, que la nature produit pour leur nourriture ; ainsi la population des peuples chasseurs dépend définitivement de la masse des végétaux, que la nature produit pour la nourriture des animaux sauvages.

De tous les végétaux, que la terre est capable de produire, les végétaux de la nature sont ceux, qui offrent le moins de nourriture aux hommes et aux animaux, soit qu'on les considére dans la quantité, dans laquelle la nature les produit, soit qu'on les apprécie dans la substance qu'elle leur donne ; une population fondée sur les productions spontanées de la terre est donc nécessairement le plus bas degré de population, dont l'espece humaine puisse être susceptible et telle est la population des peuples chasseurs.

La foible subsistance, que la nature séme pour

ces peuples sur un vaste espace, les force nécessairement de se distribuer sur le territoire, qu'ils occupent, en petites peuplades et de se séparer à des distances proportionées à la possibilité et à la facilité de pourvoir à leurs besoins; s'ils se réunissoient ensemble en trop grand nombre, ils seroient obligés de chercher leur uourriture à des distances trop considérables, et s'ils ne mettoient pas des distances assez grandes entre leurs peuplades, elles se nuiroient les unes aux autres pour leur subsistance.

Cette dispersion des peuples chasseurs et l'embarras, où ils sont, de se rassembler en grandes masses, les rendent incapables de former ou de réaliser des projets de conquêtes sur les nations civilisées, et c'est par cette raison, que le voisinage de ces peuples ne peut jamais être redoutable à ces nations. Les Européens, qui se sont établis sur le continent de l'Amérique septentrionale, originairement tout habité par des peuples chasseurs, n'ont pas eu de peine à faire fuir devant eux ces peuples, et les feront fuir plus loin encore, à mesure qu'ils étendront vers eux leurs frontieres.

Les peuples chasseurs multiplient naturellement jusqu'à la pleine proportion de la masse des productions spontanées de la terre, qui maintient les animaux sauvages, sur la chair desquels ils se nourrissent et ils sont dans l'incapacité physique de multiplier au de là; cette masse des productions spontanées de la terre étant la représentation de toute leur nourriture possible.

La population des peuples chasseurs ne subsiste

donc pas long-tems, ni au dessus, ni au dessous de la masse des productions spontanées de la terre, et chez ces peuples l'excès de population sur la nourriture doit continuellement être suivi de l'excès de nourriture sur la population ; l'excès de nourriture sur la population, de l'excès de population sur la nourriture, et de siecle en siecle le terme moyen de leur population, ou ce qui est la même chose, leur population réelle doit rester invariablement la même.

La procréation, après avoir porté la population des peuples chasseurs à la pleine proportion de la masse des productions spontanées de la terre, ne s'arrête point dans les limites de cette proportion ; elle les franchit, et de cet excès de procréation résulte la nécessité de diviser et subdiviser la même masse de nourriture en portions plus modiques ; dès lors chaque individu se trouve plus mal nourri, d'une constitution plus foible et plus susceptible de maladie ; une mauvaise saison arrive, où la nature retient une partie de ses dons ordinaires, la famine devient générale et la mortalité beaucoup plus grande, que n'a été l'excès de procréation sur la masse de nourriture.

Après cette révolution la masse des productions spontanées de la terre surpasse la population des peuples chasseurs de tout l'excès de la mortalité ; dès lors chaque individu se trouve bien nourri, d'une constitution forte et d'une santé vigoureuse ; la procréation reprend ses droits et opére de nouveau sans s'arrêter, jusqu'à ce qu'un nouvel excès de popula-

tion et une nouvelle saison mauvaise viennent causer une nouvelle mortalité générale.

C'est dans cette succession alternative d'excès de procréation et d'excès de mortalité, que la population réelle des peuples chasseurs se maintient dans une proportion invariable ; mais ces peuples abrégent souvent le cours naturel des choses, soit en se détruisant les uns les autres dans les guerres qu'ils se suscitent, soit en exposant leurs enfants, leurs infirmes et leurs vieillards à périr de faim ou à être dévorés par les bêtes féroces, et par des moyens aussi violens ils rapprochent leur population surabondante plus promptement de la masse reglée de leur nourriture, que n'auroient fait les opérations plus lentes de la nature.

Le système de population des peuples chasseurs est le système de la nature elle-même sur la population de l'espece humaine et ce système semble présenter à la fois des contradictions et des imperfections ; des contradictions, en ce que la nature tend à opérer la plus grande population et cependant n'en opère que la plus petite, c'est-à-dire, en ce qu'elle circonscrit la nourriture de l'espece humaine dans les bornes les plus étroites et cependant n'en met aucunes à la procréation ; des imperfections, en ce que la nature est sans-cesse forcée de corriger les écarts, qui résultent de la disproportion de ses mesures et de recourir à des destructions périodiques, pour ramener la population de l'espece humaine au taux invariable qu'elle lui a fixé dans son plan.

Mais ces contradictions et ces imperfections, que semble présenter le systême de la nature sur la population de l'espece humaine, ne sont des contradictions et des imperfections qu'aux yeux de l'homme, dont la foible portée n'est pas capable d'embrasser l'ensemble des vues de la nature; ce n'est pas d'une station aussi limitée, que celle que l'homme occupe dans l'univers, que les œuvres de la nature peuvent être jugées; ce qui paroit défaut dans la partie est perfection dans le tout, même dans les ouvrages de l'homme, et l'on ne doit pas douter que ce ne soit le cas dans tous ceux de la nature.

POPULATION DES PEUPLES PASTEURS.

LES peuples pasteurs se maintiennent sur une nourriture mixte, et leurs besoins sont de la même espece, en partie naturels et en partie artificiels; ils vivent, comme les peuples chasseurs, sur le regne animal; mais c'est sur des animaux domestiques, c'est-à-dire, sur des animaux enlevés à la nature et assujettis à l'homme; ils ne laissent par conséquent à la nature d'autre charge, que celle de la production des végétaux et ils se chargent eux-mêmes de l'application de ces végétaux à la nourriture et à la multiplication des animaux.

Ce systême de nourriture des peuples pasteurs est une premiere perfection du systême de nourriture des peuples chasseurs, en ce qu'il ôte à la nature la moitié de son influence sur la population de l'espece humaine, et par cette seule circonstance, les mêmes végétaux, qui voués à la nourriture des animaux sauvages opérent la foible population des peuples chasseurs, voués à la nourriture des animaux domestiques fournissent aux peuples pasteurs des moyens de population bien supérieurs.

Dans l'état des peuples chasseurs les animaux sauvages, nécessairement dispersés sur un grand espace, laissent la terre perpétuellement dans le même degré d'imperfection, sans jamais la bonifier par leurs en-

grais ; dans l'état des peuples pasteurs au contraire, les animaux domestiques, continuellement réunis en masses, c'est-à-dire, en troupeaux et comme parqués de paturages en paturages, améliorent la terre par le moyen le plus parfait, que l'agriculture la plus éclairée même connoisse, et la rendent par conséquent capable de produire pour leur nourriture une plus grande masse de végétaux, qu'elle n'est capable de produire pour la nourriture des animaux sauvages.

La population des peuples pasteurs dépend définitivement, comme celle des peuples chasseurs, de la masse des végétaux, que la terre produit pour la nourriture des animaux, sur lesquels ils se maintiennent ; ainsi dans la même proportion, que la terre, améliorée par les animaux domestiques, produit par la nourriture de ces animaux une plus grande masse de végétaux, qu'elle ne produit pour la nourriture des animaux sauvages, dans la même proportion les peuples pasteurs deviennent capables d'une plus grande population que les peuples chasseurs.

Les animaux sauvages ne fournissent aux peuples chasseurs pour toute nourriture que leur chair ; mais la chair ne forme qu'une partie de la nourriture, que les animaux domestiques présentent aux peuples pasteurs ; car ces peuples trouvent dans le lait de leurs animaux et dans le laitage de toute espece une nourriture accessoire, capable elle seule de maintenir, à nombre égal d'animaux, une population aussi grande que celle, que peut maintenir la nourriture principale des peuples chasseurs ; l'expérience prouvant, que les animaux domestiques à lait sont capables, les uns dans les autres, de fournir annuellement les

deux tiers de leur poids en lait et laitage de toute espece.

Les peuples pasteurs gagnent donc deux grands avantages pour leur population, en ôtant à la nature le soin des animaux et s'en chargeant eux-mêmes; ils maintiennent pour leur nourriture une quantité d'animaux beaucoup plus considérable, que la nature n'est capable de maintenir pour la nourriture des peuples chasseurs, et ils ont de plus pour eux le lait et laitage de leurs animaux, que les peuples chasseurs n'ont point.

Ainsi quand les peuples pasteurs ne se maintiendroient que sur la seule nourriture, qui vient de la chair des animaux, leur population surpasseroit de beaucoup celle des peuples chasseurs; mais à cette premiere différence dans la population des deux peuples, il faut ajouter toute la population, qu'opére en faveur des peuples pasteurs exclusivement, la nourriture qu'ils tirent du lait et du laitage de leurs animaux.

La masse totale de la nourriture des peuples pasteurs se trouve continuellement sous leurs mains et comme rassemblée dans un vaste dépôt; cette circonstance place ces peuples dans une position bien différente de celle des peuples chasseurs; non-seulement elle ne les oblige point, comme ces peuples, de disperser leur population, mais elle les force nécessairement de la réunir et fixer toute entiere autour de leurs troupeaux, le centre commun de leur subsistance.

Sans cesse rassemblés en masses et comme campés en corps d'armée et par-tout accompagnés de leur

subsistance, les peuples pasteurs doivent donc être formidables, non seulement aux nations civilisées, qui les ont pour voisins, mais à toutes les nations et les annales du genre humainles montrent tels dans tous les tems ; il n'y a point de trône ni de domination en Asie, en Europe, en Afrique, que les Tartares et les Arabes, les deux grands peuples pasteurs de la terre, n'ayent renversés, et probablement l'Amérique septentrionale ne seroit pas devenue si facilement le partage des Européens, si au lieu des peuples chasseurs ils y avoient rencontrés des peuples pasteurs.

La population des peuples pasteurs étant circonscrite dans la masse des végétaux, que la terre produit pour la nourriture de leurs animaux, ils sont dans l'incapacité physique de multiplier au de là ; mais lorsque l'excès de procréation porte leur nombre au de là de ces limites, au lieu de détruire le surabondant de leur population, ou de donner au cours de la nature le tems de le détruire, un chef se détache avec des forces suffisantes, attaque et réduit en servitude quelque nation civilisée et laisse après lui dans l'abondance le peuple dont il s'est séparé.

C'est ainsi que les peuples pasteurs, placés au second rang dans la grande division de l'espece humaine ; moitié maintenus par le travail de la nature et moitié par leur propre travail ; moitié barbares et moitié policés, s'élevent tôt ou tard au premier rang et deviennent des nations entierement civilisées; tandis que les peuples chasseurs, maintenus, comme les animaux, par le seul travail de la nature, paroissent être incapables de sortir de leur barbarie et de s'élever en rang par eux-mêmes.

POPULATION

DES

PEUPLES CULTIVATEURS.

LES peuples cultivateurs se maintiennent sur une nourriture artificielle ; ils vivent sur leurs propres végétaux et sur leurs propres animaux et leurs besoins sont purement artificiels ; dans ce nouvel ordre de choses la nature n'a plus rien a fournir que ses forces ; car après avoir perdu ses animaux avec les peuples pasteurs, elle perd ses végétaux avec les peuples cultivateurs, qui non seulement la dispensent d'en produire pour eux, mais qui réduisent en art leur destruction.

Ce systême de nourriture des peuples cultivateurs est une perfection du systême de nourriture des peuples pasteurs et une derniere perfection de celui des peuples chasseurs, en ce qu'il ne laisse plus à la nature aucune influence sur la population de l'espece humaine ; sous ce systême de nourriture artificielle l'espece humaine devient susceptible du plus haut degré de multiplication ; mais dans sa marche il présente des irrégularités et des contradictions, que n'offre ni le systême de nourriture naturelle des peuples chasseurs, ni le systême de nourriture mixte des peuples pasteurs.

Les peuples chasseurs, ainsi que les peuples pasteurs, multiplient uniformement jusques à la pleine

proportion de la masse de leur nourriture, sans qu'aucun obstacle les arrête dans les progrès de leur multiplication et lorsque l'excès de procréation les porte au de là des limites de cette nourriture, un remede périodique, soit naturel, soit anticipé, corrige ces écarts et ramene leur population dans les limites de leur nourriture.

Il n'en est pas de même des peuples cultivateurs; la masse de leur subsistance ne forme pas nécessairement dans tous les cas la mesure de leur population; leur multiplication peut s'arrêter au milieu d'une nourriture surabondante; leur population peut diminuer sans la moindre diminution dans leur subsistance; leur procréation peut devenir excès longtems avant qu'elle ait atteint les limites de la nourriture; en un mot une foule d'obstacles peuvent les mettre dans l'incapacité morale de multiplier, soit à la pleine proportion de toute leur nourriture actuelle, soit à la pleine proportion de toute leur nourriture possible et ce qu'ils gagnent du côté de la population, ils le perdent du côté de l'ordre et de la régularité, que la nature met dans toutes ses opérations.

Les peuples cultivateurs, en enlevant à la nature ses végétaux, pour les soumettre à leurs propres soins, les améliorent et les multiplient pour ainsi dire indéfiniment; l'agriculture devient pour eux une source intarissable de subsistance et la nature, qui fait un si foible usage de ses forces en faveur des peuples chasseurs et des peuples pasteurs, les prodigue et les abandonne sans réserve aux peuples cultiva-

teurs, pour les appliquer à leur gré à la perfection et à la multiplication de leurs végétaux.

Le regne végétal est la fondation de toute la multiplication de l'espece humaine, des peuples cultivateurs, comme des peuples chasseurs et des peuples pasteurs; tous y puisent médiatement ou immédiatement la totalité de leur subsistance; ainsi plus les peuples cultivateurs enleveront de végétaux à la nature pour les approprier à l'agriculture, plus ils multiplieront le fond de leur subsistance et les moyens de leur population et ils ne cesseront d'être capables de multiplier davantage, que lorsque d'un côté ils auront enrichi l'agriculture de tous les végétaux de la nature, susceptibles d'être convertis en nourriture subtsantielle, soit pour les hommes, soit pour les animaux; et que de l'autre ils auront porté l'agriculture au dernier degré de perfection.

Les peuples cultivateurs ont le pouvoir de faire naitre leur subsistance, pour ainsi dire, par tout où ils le choisissent et cette subsistance est de plus transportable aux plus grandes distances; ils ont par conséquent l'avantage de pouvoir réunir leur population par tout et pour ainsi dire en aussi grandes masses qu'ils jugent à propos; cette situation des peuple cultivateurs, totalement opposée à celle des deux autres divisions de l'espece humaine, leur donne la liberté de suivre, dans la maniere de se maintenir et de pourvoir à leurs besoin, des systêmes différens les uns des autres et cette diversité de systêmes, en faisant disparoitre parmi eux cette uniformité, qui regne de peuple chasseur à peuple chas-

seur et de peuple pasteur à peuple pasteur, les transforme en apparence en autant d'especes de peuples différens.

Cependant les systêmes sur lesquels les nations agricoles ont pu fonder leur maintien et pourvoir à leurs besoins peuvent se réduire à trois principaux ; ou les terres d'une nation se trouvent partagées entre toutes ses familles et chacune cultive sa portion librement pour sa propre subsistance ; ou les terres d'une nation ne se trouvent appropriées qu'à une partie de ses familles et le reste de la nation, réduit en esclavage, est forcé de les cultiver pour la subsistance de la nation entiere ; ou les terres d'une nation ne se trouvent appropriées qu'à une partie de ses familles et le reste de la nation voue librement son travail à la production des nécessités et des commodités de la vie, distinctes de la nourriture, pour les échanger contre sa subsistance avec les propriétaires des terres et les engager par là à produire la subsistance de la nation entiere.

Le premier de ces systêmes est un systême d'agriculture absolue ; il étoit celui de l'ancienne Rome. Le second est un systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême d'esclavage ; il étoit celui de Lacédémone. Le troisieme est un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures ; il est celui des nations modernes de l'Europe.

SYSTÊME

SYSTÊME

D'AGRICULTURE ABSOLUE.

DANS une nation, qui a adopté un systême d'agriculture absolue, chaque individu se trouve nécessairement obligé de pourvoir à tous ses besoins lui-même et de cette circonstance résulte, que la nation entiere est forcée de vivre dans un état de simplicité, c'est à dire, est dans l'impossibilité de se donner des besoins superflus; car l'obligation de l'homme de se procurer toutes les nécessités de la vie par son propre travail et la simplicité de sa vie sont inséparables l'une de l'autre; le superflu n'étant pas au pouvoir de l'homme lorsque tout son travail suffit à peine pour lui donner le nécessaire.

Dans un état de vie aussi simple la procréation multipliera les hommes dans une progression non interrompue; les hommes multiplieront dans la même proportion leur subsistance et la population de la nation ne s'arrêtera, que lorsque la terre refusera toute augmentation ultérieure de subsistance, soit parce que le degré de perfection du sysême de culture de la nation n'en pourra plus admettre, soit parce que la nation aura porté l'agriculture sur toute l'étendue de son territoire au dernier degré de perfection; dans le premier cas la nation se trouvera dans une incapacité morale, dans le second dans une incapacitité physique de multiplier davantage.

Aussitôt que la nation aura multiplié jusques à la pleine proportion de toute sa subsistance, soit actuelle, soit possible, sa population réelle sera déterminée, c'est à dire, ne sera plus susceptible d'accroissement; mais la procréation ne la laissera pas dans ses limites naturelles, elle la portera au de là et dès lors, l'excès de procréation étant sans subsistance appropriée, la nation sera réduite à la nécessité, ou de se délivrer, soit continuellement, soit périodiquement, de l'excedent de sa population, ou de souffrir un partage illimité de la même masse de subsistance entre sa population réelle et l'excès continuellement croissant de sa population apparente.

Si dans chaque nation les homme s'expatrioient régulierement dans la même proportion qu'ils naitroient de trop, la balance entre la population et la subsistance des nations ne seroit jamais subvertie, du moins tant que la terre offriroit aux hommes un refuge quelque part; mais les nations sont souvent long-tems à s'appercevoir de l'excès de leur population et plus long-tems encore à y remédier.

Lorsque dans une nation, sous un systéme d'agriculture absolue, la procréation commence à multiplier les bouches au de là de la proportion de leur juste nourriture, les individus dans les familles se soumettent graduellement à diviser et subdiviser entre eux la même portion de nourriture et les inconvéniens de ce partage ne sont pas d'abord fort sensibles; mais la nourriture des hommes décroissant continuellement en raison de leur multiplication, le moment arrive enfin où la misere devient insupportable.

Alors il devient tems pour la nation de recourir au seul moyen capable de la garantir des suites fatales de sa situation, c'est à dire, il devient tems pour elle d'éloigner de son sein une partie de ses hommes, soit dans la proportion de l'excès de sa population, soit dans une plus grande proportion encore et de les envoyer chercher leur subsistance dans quelqu'autre territoire, soit préparé d'avance pour les recevoir, soit d'une retraite probable pour eux ; par cet expédient la nation sauvera une multitude de vies et rétablira chez elle l'abondance, du moins pour quelque tems et jusqu'à ce qu'un nouvel excès de procréation vienne la réduire aux mêmes extremités et la forcer de recourir au même expédient.

C'est à des pareils excès de procréation que les colonies Romaines ont du leur origine, et s'il étoit possible de regarder comme des excès de procréation sur leur terre natale ces malheureuses victimes de l'avarice de l'Europe, que l'Amérique enleve sans cesse à l'Afrique, on pourroit les envisager comme des colonies violemment établies et l'inhumanité exercée envers eux auroit au moins l'avantage de leur conserver la vie.

Mais si la nation, au lieu de soulager son territoire périodiquement de l'excès de sa population, laissoit à la procréation son libre cours, sa misere sans cesse progressive la conduiroit tôt ou tard à la même révolution que subissent nécessairement les peuples chasseurs dans le cours indéfini de leur multiplication ; la famine et la mortalité viendroient enfin suppléer au défaut de colonies et opérer une destruction si grande

dans la nation, que l'abondance redeviendroit le partage de ceux qui auroient survécu à la calamité et qui multiplieroient de nouveau sans s'arrêter, jusqu'à ce que le même enchaînement de causes vint renouveler les mêmes maux et le même remede.

Deux circonstances hâtent ou retardent le moment, où une nation, sous un système d'agriculture absolue, arrive au terme de sa population réelle et par conséquent au commencement de sa multiplication abusive; l'une est la nature de son système de culture et l'autre la proportion dans la division de ses terres. Plus le système de culture de la nation sera parfait ou imparfait et plus ses terres seront dans l'origine partagées en grandes ou en petites portions, plus tard ou plutôt la nation arrivera à l'incapacité morale ou physique de multiplier davantage et par conséquent plus tard ou plutôt sa procréation deviendra excès.

Le partage des terres en portions modiques est le système favori d'un grand nombre de personnes, qui ont écrit sur l'Economie politique; mais ce système paroit n'être pas réfléchi, même dans le cas des nations purement agricoles, et le recommander à ces nations seroit leur recommander d'amener sur elles plus promptement la misere et la désolation.

Je veux bien pour un moment accorder, comme absolument vrai, que plus la terre est partagée en petites propriétés, mieux elle est cultivée; car c'est sur ce principe, que les partisans de ce système se fondent; mais il ne prennent pas garde que la multiplication continuelle des individus dans les familles d'un nation sous un système d'agriculture absolue,

ou plutôt la subdivision naturelle des grandes familles en petite, doit nécessairement tôt ou tard opérer une culture aussi parfaite sur les grandes portions de terres, que celle, qu'auroient pu recevoir dans l'origine les petites en obligeant ces familles de s'étendre graduellement et par conséquent d'étendre définitivement leur culture jusques sur le dernier pouce de la grande portion de terre.

Il est donc parfaitement indifférent, quant à la masse finale de subsistance, qu'une nation, sous un systême d'agriculture absolue, peut se promettre de son territoire, que ce territoire soit dès l'origine partagé en propriétés modiques, ou qu'il soit d'abord divisé en grandes propriétés et ensuite graduellement et dans le cours naturel des choses subdivisé en petites; car cette différence dans le partage des terres ne peut avoir d'autre effet pour la nation, que de la faire arriver plutôt ou plus tard à la masse finale de sa subsistance; mais il n'est pas indifférent pour le bien-être de la nation, ni même pour celui des autres nations, qu'elle suive plutôt l'une que l'autre de ces deux manieres de diviser ses terres.

Une longue exemption de misere est certainement un bien pour une nation; or il est de toute évidence, qu'une nation, sous un systême d'agriculture absolue, jouira plus surement de cet avantage sous le systême des grandes divisions de terres, que sous celui des petites et que dès son premier établissement même il vaudroit mieux pour elle, si la proportion de ses hommes se trouvoit considérable, relativement à l'étendue et à la fertilité de son territoire, d'en destiner

tout de suite une partie à former des colonies quelqu'autre part, que d'attendre à prendre ce parti, qu'elle eut éprouvé tous les maux, qu'une population surabondante entraîne nécessairement après elle et qu'elle ne pourroit pas manquer de sentir beaucoup plus promptement.

D'ailleurs la nécessité fréquente de fonder des colonies, à laquelle se trouveroit inévitablement réduite une nation, sous un système d'agriculture absolue, qui maintiendroit continuellement le partage de ses terres sous le système des petites divisions, ne deviendroit-elle pas un fléau pour les autres nations, sur les territoires desquelles ces colonies s'introduiroient et s'établiroient le plus souvent par la force, soit en expulsant, soit en exterminant, soit en réduisant en servitude les légitimes habitans ?

Le système d'agriculture des premiers Romains étoit un système d'agriculture absolue, fondé sur un partage minutieux des terres et l'expérience a fait voir, que ce partage minutieux des terres a opéré promptement des excès de procréation et par conséquent la nécessité de fonder des colonies, non pas dans des territoires préparés d'avance pour les recevoir, mais dans des territoires à conquérir sur des nations voisines et comme le courage ou plutôt le désespoir d'un peuple, manquant de subsistance chez lui et combattant pour les premiers besoins de la vie, devoit naturellement l'emporter sur la résistance de peuples vivant paisiblement chez eux dans l'abondance, falloit-il d'autres circonstances, que des succès réitérés dans ce genre, pour enraciner dans les

Romains cet esprit de conquêtes, qui pendant tant de siecles a formé leur caractere dominant; et seroit-on loin de la vérité de regarder le système de petites divisions de terres, que les Romains ont maintenu pendant si long-tèms, comme la cause de l'habitude fatale qu'ils se sont donnée de dévaster et de désoler la terre ?

De ces considérations il semble résulter, qu'une nation, qui veut se former sous un système d'agriculture absolue et se maintenir long-tems dans la jouissance de tous les avantages, qu'un pareil système peut admettre, doit observer deux choses; la premiere, de distribuer ses terres dès l'origine en grandes portions; la seconde, de composer chaque fois ses colonies d'une proportion d'hommes plus grande, que n'aura été l'excès de sa population, afin de se renouveller continuellement sous le système des grandes divisions de terres; ce dernier moyen étant celui de la nature elle-même, lorsque les nations lui abandonnent le soin de remédier aux excès de leur population; car alors la nature substitue la mortalité aux colonies et sa regle est d'opérer constamment une mortalité plus grande, que n'a été l'excès de procréation.

J'ai dit qu'une nation, sous un système d'agriculture absolue, n'avoit pas le choix de son genre de vie et qu'elle étoit forcée de vivre dans un état de simplicité; j'ai fondé cette assertion sur une circonstance, qui paroit la rendre incontestable, c'est-à-dire, je l'ai inféré de la nécessité, où chaque individu de la nation se trouve de pourvoir à l'universalité de

ses besoins par son propre travail et cette nécessité devient inévitable, tant que la nation se conserve strictement sous son systême d'agriculture absolue; cependant dans le nombre de ceux qui ont publié des ouvrages sur l'Economie politique, il y en a eu qui se sont persuadé, qu'il étoit au pouvoir des individus d'une nation, sous un systême d'agriculture absolue, d'abréger la maniere pénible de pourvoir à leurs besoins et de sortir de leur état de simplicité.

Il est certain que jusqu'au moment, où la nation sera arrivée aux dernieres limites, soit morales, soit physiques, de sa nourriture, c'est à dire, jusqu'au moment où sa population réelle aura reçu son plein complément, elle pourra continuellement se ménager un superflu de subsistance au de la de ses propres besoins et par conséquent ouvrir un commerce avec quelque nation agricole, qui sera sous un systême de manufactures et qui manquera de subsistance, afin d'échanger avec elle son superflu de subsistance et ses matieres premieres brutes contre des matieres premieres manufacturées; mais je dis, qu'un pareil commerce ne pourroit jamais, ni altérer la simplicité de vie de la nation, ni même avoir un fondement durable.

Toute matiere premiere manufacturée est la représentation d'une matiere premiere brute et d'une certaine quantité de subsistance, c'est à dire, sa valeur est composée de la valeur de la matiere premiere brute, qui lui a servi de base et de la valeur de la quantité de subsistance, qu'ont consommée tous ceux qui ont concourus par leur travail à la manufacturer;

la derniere de ces deux valeurs est dans tous les cas un multiple de la premiere et ce multiple peut être cinq, dix, vingt dans les manufactures de premiere nécessité et cent, mille, un million dans les manufactures de luxe, c'est à dire, la valeur de la subsistance consommée par ceux, qui ont concouru par leur travail à manufacturer une matiere premiere brute, peut dans les manufactures de premiere nécessité être cinq fois, dix fois, vingt fois et dans les manufactures de luxe cent fois, mille fois, un million de fois plus grande, que la valeur de la matiere premiere brute, qui a servi de base à la manufacture.

Je dois observer ici, que pour simplifier le raisonnement j'entends par le mot subsistance, non seulement la nourriture proprement dite des ouvriers et des entrepreneurs de manufactures, mais de plus toutes les nécessités de la vie, qui forment leur maintien et qui entrent avec la nourriture dans la composition de leurs salaires et de leurs profits réels, c'est à dire, je réduis par fiction la totalité de leurs salaires et de leurs profits en subsistance.

Or il seroit impossible, qu'une nation, sous un systême d'agriculture absolue, put dans aucun période de son existance parvenir à sauver sur sa subsistance un superflu assez considérable, pour fournir à l'énorme proportion, qu'absorbent les manufactures de luxe. Dans toute nation agricole un peu avancée dans sa civilisation et sous la plus grande partie des climats de la terre, la valeur des seules manufactures de premiere nécessité, que chaque individu

ses besoins par son propre travail et cette nécessité devient inévitable, tant que la nation se conserve strictement sous son systême d'agriculture absolue; cependant dans le nombre de ceux qui ont publié des ouvrages sur l'Economie politique, il y en a eu qui se sont persuadé, qu'il étoit au pouvoir des individus d'une nation, sous un systême d'agricultûre absolue, d'abréger la maniere pénible de pourvoir à leurs besoins et de sortir de leur état de simplicité.

Il est certain que jusqu'au moment, où la nation sera arrivée aux dernieres limites, soit morales, soit physiques, de sa nourriture, c'est à dire, jusqu'au moment où sa population réelle aura reçu son plein complément, elle pourra continuellement se ménager un superflu de subsistance au de la de ses propres besoins et par conséquent ouvrir un commerce avec quelque nation agricole, qui sera sous un systême de manufactures et qui manquera de subsistance, afin d'échanger avec elle son superflu de subsistance et ses matieres premieres brutes contre des matieres premieres manufacturées; mais je dis, qu'un pareil commerce ne pourroit jamais, ni altérer la simplicité de vie de la nation, ni même avoir un fondement durable.

Toute matiere premiere manufacturée est la représentation d'une matiere premiere brute et d'une certaine quantité de subsistance, c'est à dire, sa valeur est composée de la valeur de la matiere premiere brute, qui lui a servi de base et de la valeur de la quantité de subsistance, qu'ont consommée tous ceux qui ont concourus par leur travail à la manufacturer;

la derniere de ces deux valeurs est dans tous les cas un multiple de la premiere et ce multiple peut être cinq, dix, vingt dans les manufactures de premiere nécessité et cent, mille, un million dans les manufactures de luxe, c'est à dire, la valeur de la subsistance consommée par ceux, qui ont concouru par leur travail à manufacturer une matiere premiere brute, peut dans les manufactures de premiere nécessité être cinq fois, dix fois, vingt fois et dans les manufactures de luxe cent fois, mille fois, un million de fois plus grande, que la valeur de la matiere premiere brute, qui a servi de base à la manufacture.

Je dois observer ici, que pour simplifier le raisonnement j'entends par le mot subsistance, non seulement la nourriture proprement dite des ouvriers et des entrepreneurs de manufactures, mais de plus toutes les nécessités de la vie, qui forment leur maintien et qui entrent avec la nourriture dans la composition de leurs salaires et de leurs profits réels, c'est à dire, je réduis par fiction la totalité de leurs salaires et de leurs profits en subsistance.

Or il seroit impossible, qu'une nation, sous un systême d'agriculture absolue, put dans aucun période de son existance parvenir à sauver sur sa subsistance un superflu assez considérable, pour fournir à l'énorme proportion, qu'absorbent les manufactures de luxe. Dans toute nation agricole un peu avancée dans sa civilisation et sous la plus grande partie des climats de la terre, la valeur des seules manufactures de premiere nécessité, que chaque individu

consomme et use nécessairement dans la variété de ses besoins, approche de celle de sa stricte subsistance ; par conséquent une nation agricole, qui adopteroit le plan de se pourvoir de toutes les manufactures de premiere nécessité chez d'autres nations, seroit obligée, pour maintenir ce commerce, de demander à la terre un superflu de subsistance égal à sa propre consommation et quoique l'expérience prouve qu'il seroit au pouvoir de la nation d'obtenir de la terre, du moins pour quelque tems, un pareil superflu de subsistance, seroit-il en son pouvoir de le multiplier peut être dix fois au de là de sa propre consommation, pour répondre à la proportion qu'exigeroient les manufactures de luxe, et n'est-il pas évident que dans tous les cas son commerce avec d'autres nations ne pourroit jamais embrasser que les seules manufactures de premiere nécessité ?

Mais la nation ne resteroit pas même long-tems en état de disposer d'un superflu de subsistance suffisant pour se procurer chez d'autres nations les seules manufactures de premiere nécessité. Dans le progrès continuel de sa population, la proportion de sa propre subsistance augmenteroit nécessairement en raison directe de sa multiplication et en même raison diminueroit la proportion de son superflu ; dans cette double progression, croissante d'un côté et décroissante de l'autre, le moment arriveroit enfin, où la nation consommeroit elle-même toute sa subsistance, sans laisser aucun superflu ; alors ses importations de manufactures de premiere nécessité, qui auroient graduellement diminué avec la diminution du superflu

de sa subsistance, cesseroient totalement avec l'anéantissement de ce superflu et les individus de la nation se trouveroient forcés de reprendre sur eux le soin de pourvoir eux-mêmes à tous leurs besoins.

Le seul commerce qu'une nation, sous un systême d'agriculture absolue, pourroit entreprendre et maintenir avec d'autres nations sur un pied durable, seroit celui du superflu de ses matieres premieres brutes, si ses besoins n'en absorboient par la totalité, et le seul retour qu'il lui conviendroit de prendre en échange de ces matieres premieres brutes seroit de la subsistance. Par le moyen d'un pareil commerce la nation se conserveroit plus long-tems dans l'abondance, retarderoit l'excès de sa procréation et arriveroit plus tard à la misere et par conséquent plus tard à la nécessité de fonder des colonies.

SYSTÊME D'AGRICULTURE RELATIVE

FONDÉ SUR UN

SYSTÊME D'ESCLAVAGE.

SI la terre n'avoit jamais récompensé le travail du cultivateur, que de sa seule subsistance, toutes les nations agricoles n'auroient eu qu'un seul et même système à suivre, celui d'une agriculture absolûe; alors dans toutes ses divisions l'espece humaine auroit vécu dans un état de simplicité et les peuples cultivateurs, pasteurs et chasseurs n'auroient essentiellement différé les uns des autres, que dans les degrés de leur population. Mais l'expérience prouve que, sur la plus grande partie de la surface de la terre, le cultivateur est capable d'opérer par son travail une quantité de subsistance supérieure à ses propres besoins, et c'est sur ce fondement que les hommes ont pu se reposer les uns sur les autres, pour la production de leur subsistance et que les nations ont pu établir leur maintien sur des systêmes d'agriculture relative.

Le systême d'agriculture absolue et le systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême d'esclavage, se ressemblent parfaitement dans leur objet principal et ne different l'un de l'autre que dans la maniere de le remplir; dans l'un et l'autre systême une subsistance certaine se trouve appropriée à tous les individus de la nation, seulement sous le systême d'agri-

culture absolue la subsistance de la nation est le produit du travail libre de toute la nation et sous le système d'agriculture rélative, fondé sur un système d'esclavage, la subsistance de la nation est le produit du travail forcé d'une partie de la nation; sous l'un des deux systêmes l'individu cultive librement sa propre terre et pour sa propre subsistance; sous l'autre l'individu cultive forcément la terre d'un autre, pour sa propre subsistance et celle d'un autre.

Le systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême d'esclavage, admet une subdivision et se partage en deux branches différentes, c'est à dire, une nation sous un systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême d'esclavage, peut être considérée sous deux modes distincts, qui la transforment en deux nations entierement dissemblables; sous l'un des deux modes elle est forcée de vivre dans le dernier degré de simplicité; sous l'autre elle devient capable de vivre dans le plus haut degré de luxe et une seule circonstance détermine pour elle l'une ou l'autre de ces deux situations; la disposition au travail ou la disposition à l'oisiveté dans la partie libre de la nation.

Si le caractere de la partie libre de la nation la porte naturellement à l'oisiveté, ou si une institution civile lui interdit le travail, la partie esclave sera chargée elle seule de pourvoir, par son travail, non seulement à la nourriture, mais à toutes les autres nécessités de la nation entiere, et comme le produit du travail de chaque nation, toutes choses égales, est en raison directe du nombre des hommes, qui

travaillent, il est évident, que la simplicité de vie d'une nation sous un systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême d'esclavage, dans laquelle les individus libres ne travaillent point, doit naturellement être plus grande, que la simplicité de vie d'une nation sous un systême d'agriculture absolue, dans laquelle tous les indivaidus travaillent.

Ce degré de simplicité de vie, auquel se trouve nécessairement réduit une nation sous un systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême d'esclavage, dans laquelle la partie libre ne travaille point, est entierement confirmé par l'exemple de la République que Lycurgue avoit fondée à Sparte exactement sur les principes de ce systême, et dans laquelle on sait que la simplicité de vie de la nation ne différoit gueres de celle de la plus basse division de l'espece humaine.

Mais quand on supposeroit la partie esclave de la nation capable par son travail de fournir à la partie libre amplement, non seulement les nécessités, mais les superfluités de la vie*, des obstacles bien difficiles à vaincre s'opposeroient à l'introduction du luxe dans la nation. La force peut commander les bras, mais elle ne commande point l'industrie; il n'est pas de l'intérêt de l'esclave, qui reçoit sa nourriture en retour d'un travail reglé et en quelque façon limité, de se soumettre pour la même nourriture à un travail arbitraire et par sa nature sans bornes, c'est à dire de multiplier sa tâche indéfiniment au de là de celle qui lui vaut son nécessaire, pour ne rien recevoir de plus que ce même nécessaire, dont il est sûr dans

tous les cas; et rien ne semble pouvoir rendre l'esclave industrieux que la certitude de recevoir, en retour de son industrie, ou un équivalent, ou la liberté, c'est à dire, que la certitude de cesser d'être esclave.

Si les colonies, que les nations de l'Europe ont établies dans le nouveau monde, avoient eu toutes le malheur d'être fondées et maintenues sur un sistême d'esclavage, comme le sont celles des isles de ce vaste continent, l'industrie n'auroit probablement jamais pris racine dans ces colonies; une dépendance absolue de leurs métropoles auroit été leur partage, et l'Amérique n'auroit pas montré sitôt des nations florissantes.

L'Europe pendant toute la durée de la constitution féodale de ses gouvernemens étoit sans industrie; les classes inférieures d'hommes n'étoient pas à la vérité esclaves sous des liens aussi étroits que les esclaves des nations anciennes; mais elles étoient esclaves sous toute la force des deux conditions qui caractérisent essentiellement ce misérable état de l'homme. Les serfs n'avoient ni liberté ni propriété; tout ce qu'ils acquéroient par leur travail étoit acquis au seigneur, qui avoit le droit de les vendre avec la terre, à laquelle ils appartenoient et de les réclamer comme son bien, lorsqu'ils s'enfuyoient.

Les campagnes regorgeoient d'hommes et cette surabondance de cultivateurs, en réduisant proportionnellement le travail de chacun, laissoit à tous du tems de reste, non pas pour employer à quelqu'autre genre de travail, mais pour passer dans l'oisiveté; auroit-il été naturel qu'ils eussent voué leurs mo-

mens libres à exercer leur industrie pour un maître qui se seroit approprié le surcroit de leur travail, sans améliorer pour cela leur sort, ni leur donner en retour aucun équivalent ? Dans les villes les hommes avoient un peu de liberté et ce peu de liberté avoit proportionnellement développé un peu d'industrie, si l'on peut appeller de ce nom les simples nécessités de la vie un peu mieux façonnées et mieux adaptées aux besoins des hommes.

Une troisieme espece d'esclavage, sous laquelle les hommes ont été opprimés dans tous les tems et le sont malheureusement encore trop chez la plupart des nations, est l'esclavage, qui provient de l'instabilité ou de l'application arbitraire des loix sur la liberté et la propriété des individus ; l'homme dans ce cas n'est pas un esclave comme l'étoit l'esclave sous le systême des anciens, ou le serf sous le systême féodal ; il n'est forcément attaché à la personne ni à la terre de qui que ce soit et il est censé jouir en plein de sa liberté et de sa propriété ; mais si un pouvoir arbitraire peut à tout instant le priver de cette liberté et de cette propriété, en quoi differe sa condition de celle de l'esclave proprement dit ? En ce que l'esclave proprement dit est un esclave certain et lui un esclave probable ; et c'est cette fatale probabilité, que l'homme a contre lui et qui lui fait craindre sans cesse de se voir ravir tôt ou tard le fruit de son travail, qui oppose les plus grands obstacles aux progrès de l'industrie dans les gouvernemens arbitraires.

On n'a qu'a jeter les yeux sur le tableau de l'Europe et l'on verra, si dans chaque nation les progrès de

de l'industrie ne sont pas en proportion exacte des degrés de protection et de sureté, que les loix accordent à la liberté et à la propriété des hommes. Vouloir faire fleurir l'industrie sous un gouvernement arbitraire, c'est vouloir à la fois des choses contradictoires et par conséquent l'impossible ; il n'y a point de milieu, il faut ou que le pouvoir cède, ou que l'industrie languisse ; et si l'industrie prospere, c'est le signe le plus certain, que le pouvoir s'est adouci dans le droit ou dans le fait. Voilà l'avantage précieux, que l'industrie procure à l'humanité ; celui de commander au pouvoir arbitraire ; de le forcer de se contenir dans les strictes limites de la justice et de le punir de ses moindres écarts dans l'endroit le plus sensible. Le système d'agriculture absolue n'exclut point la tyrannie ; le système d'agriculture rélative, fondé sur un système d'esclavage, est par son essence même un exercice continuel de tyrannie ; ce n'est que dans les retranchemens de l'industrie, c'est à dire, sous un système d'agriculture rélative, fondé sur un système de manufactures, que la liberté de l'homme peut être en sureté.

Il existe en Europe, ou plutôt sur la terre, un état colossal (1) qui montre les intentions les plus louables pour le bonheur de ses peuples et qui fait les plus grands efforts pour introduire et faire fleurir parmi eux l'industrie ; mais cet Etat peut-il se persuader sérieusement que sous le pouvoir le plus arbitraire l'Economie politique moderne puisse être applicable

---

(1) La Russie.

à un amas informe de peuples en partie chasseurs, en partie pasteurs et dans leur plus haute station cultivatèurs sous un systême d'esclavage ? Les grands encouragemens que cet Etat prodigue au succès de ses vues pourront bien attirer chez lui passagerement des étrangers ; mais ni l'exemple de ces étrangers, ni ses propres-mesures ne feront jamais sur ses peuples des impressions solides, tant qu'il poursuivra son plan sur les principes d'une marche aussi irréguliere et dans des dimensions aussi monstrueuses.

Mais si la partie libre d'une nation, sous un systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême d'esclavage, se livre au travail, un changement total dans sa situation devient la conséquence immédiate de cette circonstance, et dès ce moment elle acquiert le pouvoir, non seulement de suppléer aux nécessités de la vie, qui lui manquent dans son état d'oisiveté, mais de se donner tous les genres de superfluités, dont le luxe peut se nourrir ; car la partie esclave de la nation étant forcée de cultiver la terre et de pourvoir elle seule toute la nation de subsistance et de matieres premieres, les manufactures formeront l'objet naturel du travail de la partie libre, qui dès lors se créèra une multitude de besoins et y adaptera sous toutes sortes de formes les matieros premières, que son territoire sera capable de produire.

Au moment même où les matieres premieres, que le territoire de la nation seroit capable de produire, ne suffiroient plus au travail de la partie libre, elle pourroit s'en procurer chez d'autres nations, en échange de ses manufactures et alors aidée dans les

pouvoirs productifs de son travail par l'introduction des machines, par la division et la subdivision du travail, par tous les moyens qui peuvent en faciliter et abréger les opérations, rien ne pourroit l'empêcher de porter ses manufactures au dernier degré de perfection, de les multiplier bien au de là de ses propres besoins et de fonder sur son superflu le commerce le plus étendu avec d'autres nations.

Un pareil systême, s'il étoit possible d'écarter les regards de la malheureuse condition qui lui sert de fondement, ou si l'on pouvoit au moins n'envisager dans l'esclave qu'un homme nourri, maintenu et traité avec humanité pour un travail raisonnable, présenteroit sans contredit au bonheur de l'espece humaine le systême d'Economie politique le plus exempt d'inconvéniens et le plus durable. Dans toutes les révolutions que subiroit la prospérité de la nation, dans le déclin de son commerce, dans le déclin de ses manufactures, dans l'anéantissement même total de ce commerce et de ces manufactures, le grand objet final de toute nation, la subsistance et les nécessités de la vie, resteroient invariablement assurées à chaque individu.

Quoique les annales des nations, que le tems a laissé venir jusqu'à nous, ne nous en tracent aucune précisément sous ce systême, il n'en est pas moins vrai, qu'il ne renferme rien dans ses conditions, qui ne le rende praticable, et il faut bien que Lycurgue l'ait regardé comme tel, ou que dans les contrées qu'il a parcouru, pour s'instruire dans la science de l'Economie politique, il l'ait vu réalisé quelque part,

puisque non content d'interdire le travail à la partie libre de sa République, il a cru nécessaire en même tems de lui interdire l'usage de l'argent et la communication avec d'autres nations.

La proportion entre la partie libre et la partie esclave d'une nation, sous un système d'agriculture rélative, fondé sur un système d'esclavage, doit naturellement se régler sur le produit du travail de la partie esclave et ce produit du travail de la partie esclave dépendra dans tous les cas, du degré de perfection de la culture et du degré de fertilité de la terre; car l'esclave doit être le premier nourri, il faut que sa subsistance soit prélevée sur le total de celle que son travail est capable de produire et ce n'est que sur l'excédent, qu'il laisse, que l'homme libre peut être nourri.

Si l'on prend la subsistance des familles esclaves pour l'unité et que, les unes comptées dans les autres, on suppose le produit ordinaire de leur travail, comme 1, $1\frac{1}{2}$, 2, 3, 4; dans le premier cas il ne resteroit rien pour la subsistance de la partie libre et le système d'agriculture rélative, fondé sur un système d'esclavage, deviendroit impraticable sur un pareil territoire; dans le second cas, il faudroit distribuer la nation en deux tiers d'esclaves et un tiers d'hommes libres; dans le troisieme cas, en moitié esclaves et moitié hommes libres; dans le quatrieme cas, en deux tiers d'hommes libres et un tiers d'esclaves; dans le cinquieme cas, en trois quarts d'hommes libres et un quart d'esclaves; sans l'observation de ces proportions la nation s'exposeroit au risque

d'avoir ou trop d'hommes libres ou trop d'esclaves.

Si la partie libre de la nation ne travaille point, la population de la nation suivra exactement la même marche dans ses progrès et dans ses excès que la population d'une nation sous un système d'agriculture absolue, la séparation de l'une des deux nations en deux classes d'hommes distinctes ne pouvant causer aucune variation à cet égard. Les individus esclaves et libres de la nation, sous le système d'agriculture rélative, fondé sur un système d'esclavage, multiplieront ensemble et franchiront les limites de leur nourriture dans le même ordre, que les individus libres sous le système d'agriculture absolue, et comme tous dériveroient de leur subsistance de fond parfaitement semblables, si ces fonds étoient égaux dans les deux nations, ils opéreroient naturellement la même population de part et d'autre.

Si la partie libre de la nation travaille et voue son travail aux manufactures, mais en consomme elle-même la totalité, la population de la nation restera précisément la même, que dans le cas, où la partie libre ne travaille point. La partie libre de la nation pourra bien par son travail se procurer tout ce qui peut flatter le luxe dans le vêtement, dans l'ameublement, dans les équipages et dans tous les genres de frivolité; mais quant à la nourriture, elle sera forcée de se contenter de sa part dans le produit du travail de la partie esclave et par conséquent de se nourrir dans la plus grande simplicité.

Mais si la partie libre de la nation, en vouant son travail aux manufactures, se ménage un superflu

au de là de ses propres besoins et échange ce superflu continuellement avec d'autres nations, en partie contre des matieres premieres et en partie contre de la subsistance, elle devient capable de multiplier bien au de là des limites de sa portion de nourriture, dans le partage général de la subsistance du territoire et par conséquent de porter la population totale de la nation bien au de là de celle, à laquelle la nation se trouve nécessairement réduite, lorsque la partie libre ne travaille point, ou travaille, mais consomme elle-même tout le produit de son travail. La population de la partie esclave de la nation resteroit invariablement fixée à sa proportion de subsistance territoriale; mais celle de la partie libre s'accroitroit en raison de toute la subsistance étrangere, qu'elle pourroit se procurer au de là de sa part dans celle de son territoire.

L'Europe montre depuis long-tems une nation (1), dont l'étonnante population, lorsqu'on la compare avec l'étendue et la nature de son territoire, est pour ainsi dire maintenue toute entiere sur une subsistance étrangere, que la nation se procure régulierement en retour de son industrie, et cet exemple prouve que dans le plus parfait désert une poignée d'hommes industrieux seroient capables de multiplier graduellement au point, de surpasser en population les nations, favorisées des sols les plus riches, pourvu que ce désert fut situé sur une mer abondante en poissons et sous un climat habitable; c'est presque la

(1) La Hollande.

seule donnée, que la nation que je cite ici, a tenue des mains de la nature et le seul fondement sur lequel elle a élevé l'immense édifice de son industrie.

Lorsque dans le cours naturel des choses la procréation auroit porté la population d'une nation, sous un système d'agriculture rélative, fondé sur un système d'esclavage, au de là des limites de sa subsistance, soit dans la classe des esclaves, soit dans celle des hommes libres, soit dans toutes les deux à la fois, elle s'exposeroit à tous les maux qu'une multiplication indéfinie cause nécessairement, si elle négligeoit de se délivrer à tems du surabondant de sa population, en formant des colonies d'une partie de ses hommes libres et en vendant une partie de ses esclaves, ou leur donnant la liberté de chercher leur subsistance ailleurs; sans cette double mesure l'excès de procréation ne manqueroit pas d'apporter enfin lui-même un remede à ses propres désordres.

Comme la partie libre de la nation, lorsqu'elle ne travaille point, ou travaille, mais consomme elle-même tout le produit de son travail, ne peut être maintenue, que sur la portion de subsistance, que les besoins de la partie esclave n'absorbent point, il devient de son intérêt de veiller à ce que les esclaves ne multiplient pas aux dépens de sa propre nourriture et de contenir par conséquent leur population dans les limites de la proportion de subsistance, qui leur est assignée dans le partage général.

L'interdiction de l'usage de l'argent et de toute communication avec les étrangers avoit mis les Lacé-

démoniens, dans l'impossibilité de vendre leurs esclaves surabondans, et au lieu de puiser dans l'inhumanité des moyens raisonnables de s'en délivrer, la férocité de leur caractere leur avoit inspiré la cruauté de se débarrasser de ces malheureux, par des massacres périodiquement exécutés avec ruse.

Si la partie libre de la nation travaille et échange le superflu des produits de son travail avec d'autres nations contre de la subsistance, l'excès de procréation se fera sentir chez elle plus tard que dans la partie esclave, et avant qu'elle puisse arriver à la nécessité de fonder des colonies, la partie esclave peut avoir exigé plus d'une fois l'application d'un remede contre l'excès de sa multiplication. Dans tous les cas une nation, sous un systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême d'esclavage, se maintiendra d'autant plus long-tems sans excès de procréation, dans sa partie libre, comme dans sa partie esclave, que dans l'origine elle aura eu l'attention de distribuer ses terres en grandes portions, et que dans la suite elle aura eu soin de remédier aux excès de sa procréation dans une proportion toujours supérieure à la surabondance de sa population.

SYSTÊME D'AGRICULTURE RELATIVE

FONDÉ SUR UN

SYSTÊME DE MANUFACTURE.

J'ARRIVE au système d'Economie politique le plus téméraire, que l'espece humaine ait pu imaginer d'appliquer à son maintien. Dans tous les autres systêmes, dans celui des peuples chasseurs, dans celui des peuples pasteurs, dans celui des peuples cultivateurs, tant sous un systême d'agriculture absolue, que sous un systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême d'esclavage, une subsistance certaine est assurée à tous les hommes; mais sous le systême d'agriculture, fondé sur un systême de manufacture, la moitié d'une nation est laissée dans une situation entiérement précaire par son existance, sans subsistance appropriée, sans certitude de se la procurer par son travail, nourrie un jour et périssant de misere un autre.

J'appelle ce systême d'Economie politique téméraire, non pas qu'il ne soit aussi propre que tout autre systême d'Economie politique, à conduire l'espece humaine au plus grand et au plus solide bonheur; mais parce qu'il ne marche pas de lui-même, qu'il est infiniment difficile dans ses combinaisons, et surtout, parce qu'il ne souffre pas d'être dirigé dans sa marche par les mains d'un homme ordinaire.

Les individus sous le systême des peuples chasseurs, sous celui des peuples pasteurs, et sous celui des peu-

ples cultivateurs, qui suivant un systême d'agriculture absolue, pourvoyant tous eux-mêmes à leur nourritures par des moyens simples, naturels et en leur pouvoir et par conséquent sans avoir besoin de l'intervention, ni des sollicitudes d'aucun agent intermédiaire; quant aux individus des peuples cultivateurs, qui suivant un sistême d'agriculture rélative, fondé sur un systême d'esclavage, la force, ce moyen si facile, si vuide de génie et par conséquent si fort à la portée de toutes les capacités, est le seul expédient qu'il soit nécessaire d'employer, pour assurer à tous leur nourriture. Mais dans une nation, sous un systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême de manufactures, une multitude d'individus ne peuvent jouir de leur subsistance que par des moyens compliqués, artificiels, hors de leur pouvoir et totalement dépendans des lumieres et des vertus de l'homme d'Etat, qui se charge pour eux d'une tâche aussi hérissée de difficultés; aussi sérieuse et aussi responsable.

Il y a près de trois siecles que les nations de l'Europe ont cessé d'être des nations purement agricoles et qu'elles ont commencé à monter leur Economie politique sur les principes d'un systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême de manufactures; mais dans ce long intervalle de tems, une science aussi importante et aussi précieuse à l'humanité s'est laissé dévancer infiniment, par toutes les autres branches de connoissances, que les hommes ont cultivées avec tant de succès.

Existe-t-il une nation en Europe, qui ait porté l'a-

griculture sur toute l'étendue de son territoire au dernier degré de perfection et qui n'ait pas resté considérablement en arriere dans la route qui conduit à cette perfection ? En existe-t-il une qui soit un seul instant sans avoir devant ses yeux le spectacle affligeant d'une partie de ses manufacturiers gémissant dans la misere, tantôt dans une branche, tantôt dans une autre, et pour ainsi dire successivement dans toutes ? En existe-t-il une dont la prospérité mal assurée ne soit pas dans un cours perpétuel de vicissitudes, et, s'il est permis de s'exprimer ainsi, dans un flux et reflux continuel de hausse et de baisse aux moindres événemens ? Enfin en existe-t-il une dont l'Economie politique ne présente pas dans son ensemble une foule de déterminations fausses, contradictoires et destructives, et si le contrairde tant de maux et de tant d'imperfections eut été depuis longtems la conséquence d'un système d'Economie politique fondé sur les vrais principes, n'est-il pas naturel d'inférer de là que les nations de l'Europe n'ont pu continuellement être frustrées de l'effet, sans avoir été continuellement dans l'erreur sur les moyens ?

Dans les principes de l'Economie politique moderne une nation doit être considérée comme composée de trois grandes classes d'hommes; de cultivateurs, de manufacturiers et de consommateurs. Les cultivateurs travaillent la terre et fournissent la nation de subsistance et de matieres premieres brutes ; les manufacturiers travaillent les matieres premieres brutes et fournissent la nation de manufactures ; les consommateurs ne travaillent point et se fournissent de subsistances chez les cultivateurs, de manufactures

chez les manufacturiers, en retour d'un équivalent; qu'ils ont constamment d'avance dans leurs mains.

Quoique ces trois grandes classes d'hommes consomment chacune leur proportion de subsistance et de manufactures, le développement clair et facile des principes généraux de l'Economie politique moderne m'oblige de faire une fiction, c'est-à-dire, de supposer que la classe des manufacturiers est la seule, qui consomme le supperflu de subsistance des cultivateurs et la classe des consommateurs la seule qui consomme le superflu de manufacturiers, ou ce qui est la même chose, de regarder la consommation de subsistance, que font ensemble les manufacturiers et les consommateurs, comme entierement concentrée dans celle des manufacturiers et la consommation de manufactures, que font ensemble les cultivateurs et les consommateurs, comme entiérement concentrée dans celles des consommateurs.

Dans le nombre des classes dont je viens de faire l'énumération, je n'ai point compris celle des commerçans, parce que dans les principes de l'Économie politique moderne cette classe d'hommes ne forme pas une classe constitutive, mais seulement représentative; les fonctions du commerçant étant de représenter tour à tour le cultivateur, le manufacturier et le consommateur; car pour éviter à ces trois classes d'hommes l'embarras de se chercher les unes les autres, et sur tout à celles des cultivateurs et des manufacturiers l'inconvénient de se déplacer et d'interrompre leurs travaux, le commerçant se présente au cultivateur, comme s'il étoit le manufacturier;

au manufacturier, comme s'il étoit le consommateur; au consommateur, comme s'il étoit le manufacturier, et au manufacturier, comme s'il étoit le cultivateur, chaque individu de la nation le paye de ses peines et de ses risques et les besoins de tous sont satisfaits avec plus de certitude et de célérité.

Toute l'essence du systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême de manufactures, consiste dans le maintien complet et imperturbable de la classe des manufacturiers; c'est le point capital de l'homme d'Etat; il se charge d'être le pere d'une multitude d'orphelins, qui n'ont point de pain assuré, qui lui offrent de le mériter par leur travail et qui ne peuvent le tenir que de ses mains; les deux autres classes se maintiendroient, pour ainsi dire, sans lui, l'une étant la source de la subsistance et l'autre étant pourvue de moyens propres pour se la procurer.

Or les manufacturiers ne peuvent être maintenus que sous deux conditions; la premiere, que les consommateurs consomment leur superflu de manufactures, en retour d'un équivalent universellement acceptable; la seconde, qu'en retour de cet équivalent universellement acceptable ils puissent se procurer chez les cultivateurs leur subsistance. Ainsi la classe des manufacturiers se trouve placée entre la classe des consommateurs et la classe des cultivateurs et dépend d'elles entierement pour sa subsistance; mais dans des degrés différens, c'est-à-dire, plus de l'une que de l'autre, plus de la classe des consommateurs, que de celle des cultivateurs; car sans l'équivalent des consommateurs il est impossible à la classe des

manufacturiers de se procurer sa subsistance chez les cultivateurs et avec l'équivalent des consommateurs elle est certaine de se la procurer.

Je dis que les manufacturiers sont certains de se procurer leur subsistance chez les cultivateurs en retour de l'équivalent qu'ils reçoivent des consommateurs pour leurs manufactures; mais c'est à condition que l'homme d'État laissera les cultivateurs parfaitement libres de combiner leurs opérations dans leurs propres principes, et qu'il ne cherchera point à les troubler dans la poursuite de leurs travaux, en opposant à leur intérêt naturel un intérêt artificiel de sa propre combinaison.

L'intérêt naturel des cultivateurs est d'opérer le plus grand superflu de subsistance possible, s'ils ont la certitude de le vendre; par conséquent dans le cours naturel des choses ils ne laisseront jamais manquer les manufacturiers de subsistance, quelques grands que puissent être leurs besoins, tant que les manufacturiers seront en état de la payer, et qu'il restera un pouce de terre à cultiver sur le territoire de la nation; l'homme d'État peut se reposer sur cette vérité et avoir l'esprit parfaitement tranquille sur un objet qui a occasionné et occasionne encore chez bien des nations des sollicitudes si déplacées et des mesures si déraisonnables.

Mais en même tems il faut que l'homme d'État se pénétre bien intimement de deux autres vérités; la premiere, qu'il n'y aura jamais de subsistance dans la nation, si les cultivateurs n'en produisent pas plus que la nation n'a besoin; la seconde, que les

cultivateurs ne produiront jamais plus de subsistance que la nation n'a besoin, s'il ne leur est pas permis d'exporter le surplus librement à d'autres nations. Ce n'est pas comme branche lucrative de commerce, que l'homme d'Etat doit envisager l'exportation de surplus de subsistance, mais sous le double point de vue d'assurer invariablement à la nation sa pleine subsistance et d'avoir continuellement une avance de subsistance toute prête, pour l'augmentation future de population, que sa bonne conduite doit nécessairement epérer; et quand il seroit obligé de se charger d'une partie et même de la totalité des fraix de l'exportation de ce surplus de subsistance, pour en faciliter la vente, il ne pourroit jamais payer trop cher deux avantages aussi inappréciables.

Les principes de l'Economie politique moderne étoient encore si peu développés en France dans la derniere partie du siecle passé, qu'un ministre de ce grand Etat (1), qui a laissé après lui une réputation méritée à bien des égards, avoit imaginé de faire le bien des manufacturiers et des manufactures, en fermant aux cultivateurs, non seulement les portes du royaume, mais les portes des provinces, pour la vente de leur superflu de subsistance; cette double interdiction s'étoit présentée à son esprit comme un moyen infaillible d'assurer aux manufacturiers une subsistance toujours abondante et par conséquent toujours à bon marché, c'est-à-dire, il a cru pouvoir se persuader qu'en rétrécissant le marché des cultivateurs pour la

(1) M. Colbert.

vente de leur superflu de subsistance, il devoit nécessairement résulter d'un pareil système, que les manufacturiers ne manqueroient jamais de pain, qu'ils le mangeroient constamment à un prix modéré, et qu'ils modéreroient en conséquence le prix de la main d'œuvre, au grand avantage des manufactures et du commerce; mais tout le contraire est arrivé, et il étoit impossible, que tout le contraire n'arrivât pas; l'agriculture s'est trouvé dérangée à pure perte pour les manufactures.

L'homme d'Etat peut bien contrarier, mais jamais anéantir l'intérêt naturel des hommes; au moment où les cultivateurs de la France se sont trouvés strictement limités à l'approvisionnement des seuls manufacturiers de la nation, il étoit naturel pour eux de chercher à proportionner leur superflu de subsistance le plus strictement possible à cet approvisionnement; en produire davantage auroit été leur ruine. Mais la chance des saisons se refusant au calcul des hommes, il étoit moralement impossible que leur superflu de subsistance ne se trouvât pas continuellement, soit au dessus, soit au dessous des besoins des manufacturiers; par conséquent un cours irrégulier dans le produit des récoltes, un cours irrégulier dans le prix du pain, les deux plus grands maux que l'agriculture et les manufactures d'une nation puissent éprouver, devoient être et ont été le malheureux partage de la France, pendant toute la durée de ses fausses mesures.

Si le jugement du ministre, que je viens de citer, l'avoit mieux servi et que ses successeurs eussent en-

suite

suite invariablement adhéré aux bons principes, qu'il leur auroit tracés, il est difficile de dire, où la prospérité de la France se seroit arrêtée. Une population de quarante millions et un revenu public net de deux milliards ne rempliroient peut-être pas encore la mesure des avantages, dont elle jouiroit aujourd'hui ; car lorsqu'on sait calculer les données de la nature et la force des vrais principes, on voit évidemment les germes d'une pareille grandeur dans le sein de ce superbe Etat. Dans ce moment même et sur le pied de sa population actuelle la France, considérée dans un parfaite égalité avec l'Angleterre, devroit avoir un revenu public net de près d'un milliard et demi, l'Angleterre jouissant de ce revenu dans la proportion de sa population.

Une différence aussi énorme n'est certainement pas à la louange des hommes d'Etat qui ont conduit l'Economie politique de la France ; car il est impossible de ne pas accorder que ce que l'Angleterre a pû opérer avec des avantages naturels inférieurs, la France auroit dû l'opérer bien plus facilement avec des avantages naturels supérieurs ; avec le sol le plus riche, le meilleur, le plus industrieux et le plus frugal des peuples.

Pas bien long-tems après que la France fut affligée d'un systême aussi contraire à la saine raison, l'Angleterre en embrassa un dans des principes totalement opposés ; non seulement elle ouvrit à ses cultivateurs les portes des provinces et du royaume, pour la vente de leur superflu de subsistance, mais elle fut si convaincue que d'un pareil systême résulteroit

infailliblement le bien de ses manufacturiers et de ses manufactures qu'elle en força, pour ainsi dire, l'exécution, en promettant des récompenses considérables à tous ceux qui exporteroient des grains à l'étranger.

Depuis ce tems l'Angleterre jouit des heureux fruits de la sagesse de ses mesures; sous son nouveau systême le prix nominal des grains a sensiblement diminué de ce qu'il étoit sous l'ancien, quoique le prix de toutes choses ait graduellement augmenté; les classes inférieures de ses hommes qui sous l'ancien systême ne se nourrissoient que sur les moindres sortes de grains, mangent du pain de froment sous le nouveau; à l'irrégularité dans les prix a succédé la régularité et aux disettes une abondance si suivie que, depuis l'établissement du nouveau systême, il y a eu peu d'années où l'Angleterre n'ait pas exporté des grains à l'étranger, et qu'il est prouvé que depuis 1697 jusques en 1765, dans un intervalle de 68 ans, ses importations de grains de l'étranger, pour la consommation nationale, n'ont pas monté toutes ensemble à la huitieme partie de la consommation d'une seule année, c'est-à-dire, pas seulement à six semaines de subsistance.

Dans les observations que je viens de faire sur la France et l'Angleterre, je n'ai voulu que montrer le contraste dans le choix des moyens, par lesquels ces deux Etats voisins ont cherché presque en même tems à obtenir la même fin, c'est-à-dire, je n'ai eu d'autre objet, que celui de faire voir combien les moyens de l'un ont été judicieux; car quoique le systême An-

glois ait été prisé et presque universellement recommandé par tous ceux qui en ont parlé comme le systême le plus parfait que l'Economie politique puisse présenter sur la police des grains, je suis bien loin de lui accorder ce haut degré de perfection et de le proposer aux autres nations comme un modele à suivre dans toutes ses circonstances:

Le systême Anglois sur la police des grains a été parfaitement bien vu dans ses principes, mais il n'a pas été parfaitement bien combiné dans son exécution, et les mains qui ont travaillé le chef-d'œuvre y ont laissé des imperfections. Une de ces imperfections est qu'il coûte cher et a très-souvent coûté fort cher à l'Etat sans nulle nécessité; car les mêmes effets auroient pu être opérés avec des dépenses beaucoup moins considérables, et quoique cet inconvénient ne soit pas un mal national, puisque la dépense ne se fait pas hors de la nation, il est cependant un mal, puisque tout excès dans les dépenses publiques devient nécessairement un surcroit de charges sur les peuples, qui en définitif payent tout. Mais le grand défaut de ce systême est d'exposer la nation au risque continuel de voir exporter sous le nom de superflu de subsistance une partie de son nécessaire, présent ou futur, et je n'ai nul doute qu'un mal aussi grand n'ait eu lieu dans bien des exportations de grains que l'Angleterre a faite depuis l'origine de son nouveau systême.

Les bornes que je me suis prescrites dans ce discours ne me permettent pas d'établir la démonstration de ce que j'avance sur des preuves incontestables, comme

je le pourrois ; je me contenterai de dire ici, en deux mots, que dans le jeu de son mécanisme le systême Anglois n'a point été fixé avec la précision qu'il falloit, pour séparer dans tous les cas le nécessaire du superflu, c'est-à-dire, pour empêcher que jamais l'un puisse se confondre avec l'autre, et que ce défaut capital a eu sa principale cause dans le mauvais choix qui a été fait de l'endroit où la gratification pour l'exportation des grains est payée. Je me réserve de traiter cet objet plus amplement, lorsque je vouerai un discours particulier à la police des grains en général.

Il y a vingt ans que la France a mis la main à la réforme de son ancien systême. Ma premiere idée étoit de ne point parler de cet événement ; il en coûte de ne pas dire du bien d'une détermination inspirée d'un côté par le zèle le plus louable de citoyens patriotiques et de l'autre accueillie du souverain avec tant de confiance ; mais le sentiment du bien de l'humanité est trop prédominant chez moi pour que je puisse taire la vérité, lorsqu'elle intéresse le bonheur d'une grande masse de mes semblables, et je suis forcé de dire que je ne puis envisager la nouvelle police de la France, telle qu'elle a été conçue alors, que comme un systême incompletement réfléchi, manqué dans l'ensemble de ses combinaisons et ne présentant rien de plus qu'une imitation très-imparfaite du systême Anglois, imparfait lui-même dans sa partie la plus essentielle. Je suis forcé de dire plus ; je dis que la France ne doit pas même se regarder comme préparée à recevoir un bon systême de police sur les grains, et qu'elle a commencé par où elle auroit dû finir. Mais il est tems de reprendre le fil de mon discours.

Sous un mauvais système de police une année irréguliere devient le principe d'une série infinie d'années irrégulieres ; car après une année irréguliere en trop, l'intérêt naturel des cultivateurs les porte à produire moins et alors ils produisent trop peu, et après une année irréguliere en trop peu, leur intérêt naturel les porte à produire plus et alors ils produisent trop ; sous un bon systême de police au contraire une année irréguliere en trop est moralement impossible, et une année irréguliere en trop peu ne peut avoir sa cause que dans un cours extraordinaire des saisons et jamais dans les combinaisons des cultivateurs, dont l'intérêt constant est de tendre à l'abondance et par conséquent à la régularité.

La régularité et l'irrégularité dans le produit des récoltes, et par conséquent dans le prix courant des grains, ont définitivement leur principe dans l'étendue du marché des cultivateurs, pour la vente de leur superflu de subsistance ; plus le marché des cultivateurs est borné, plus les récoltes tendent vers l'irrégularité, et plus le marché des cultivateurs est étendu, plus les récoltes tendent vers la régularité ; l'expérience et la raison se réunissent si fort en faveur de cette vérité que l'homme d'Etat ne doit jamais la perdre de vue, s'il ne veut pas tenir sa nation dans une situation continuellement précaire pour sa subsistance.

Lorsque dans sa conduite l'homme d'Etat n'a rien de plus à faire que de laisser les choses aller leur cours naturel, ce n'est qu'à ses erreurs qu'il doit s'en prendre si sa tâche devient pénible ; le rapport entre les cultivateurs et les manufacturiers d'une nation est

si simple, si clair dans ses principes et fondé sur une harmonie si naturelle que lorsque les manufacturiers souffrent ou périssent de misere par le fait des cultivateurs, le seul coupable est l'homme d'Etat ; c'est à lui seul et jamais aux cultivateurs que la calamité doit être imputée. Il n'en est pas de même du rapport entre les consommateurs et les manufacturiers ; ce rapport est si complexe, si enveloppé dans ses principes et fondé sur une harmonie si artificielle que sans les connoissances les plus profondes et la vigilance la plus active, il est moralement impossible que l'homme d'Etat puisse éviter, même avec les intentions les plus pures, de devenir l'instrument du malheur de sa nation, soit dans la génération présente, soit dans la génération avenir.

Les consommateurs des manufactures d'une nation se divisent en deux especes générales ; en consommateurs nationaux et en consommateurs étrangers ; les consommateurs nationaux sont ceux qui consomment les manufactures de la nation dans son territoire ; les consommateurs étrangers sont ceux qui consomment les manufactures de la nation dans les territoires d'autres nations ; on verra par la suite de ce discours, combien il est nécessaire de distinguer ces deux classes de consommateurs l'une de l'autre.

Les consommateurs nationaux des manufactures d'une nation sont tout à la fois sous les yeux et sous la main de l'homme d'Etat ; je dis qu'ils sont sous la main de l'homme d'Etat, parce qu'il a le pouvoir de modifier à son gré leur consommation, de la retarder, de l'accélérer, de l'arrêter, et que je le suppose parfaitement

maître de ce moyen ; s'il avoit le malheur d'ignorer ce pouvoir, ou de ne pas savoir l'exercer convenablement, il seroit par cela seul incapable de diriger l'Economie politique d'aucune nation sur les principes du systême moderne ; car les inconvéniens inséparables de ce systême ne peuvent trouver leur correctif que dans un usage fréquent et judicieux de ce pouvoir, et dans nombre de circonstances les manufactures resteroient sans pain, si l'homme d'Etat abandonnoit les consommateurs nationaux à eux-mêmes.

Si les manufactures d'une nation ne devoient jamais être consommées que par des consommateurs nationaux, la tâche de l'homme d'Etat deviendroit infiniment facile, parce que dans ce cas il seroit le maître absolu de se fixer un systême de conduite invariable et si simple que rien ne pourroit le contrarier dans ses opérations, que ses propres faits ; il n'auroit, pour ainsi dire, besoin de porter son attention que sur la seule classe des consommateurs ; car en réglant bien cette classe, les deux autres classes se trouveroient naturellement bien réglées, c'est-à-dire, il n'auroit besoin, pour maintenir la nation dans un progrès continuel de prospérité, que de tenir constamment la demande des consommateurs dans une proportion imperceptiblement supérieure à la provision des manufacturiers.

Dans cette marche uniforme, les manufacturiers obéiroient d'eux-mêmes à la demande des consommateurs ; les cultivateurs obéiroient d'eux-mêmes à la demande des manufacturiers ; l'agriculture, les manufactures, la richesse réelle et la population de la

nation augmenteroient de concert dans une progression qui seroit d'autant mieux assurée qu'elle seroit moins rapide, et la nation ne cesseroit d'augmenter sous tous les rapports, que lorsqu'elle seroit enfin arrivée aux derniers termes de toute augmentation possible.

La Chine se gouverne, et paroît s'être gouverné dans tous les tems, sur les heureux principes d'un systême d'Economie politique aussi simple, et elle jouit depuis long-tems de tous les avantages dont je viens de montrer ce systême susceptible; sans commerce extérieur, entierement concentrée en elle-même, et n'admettant à la participation de sa richesse réelle que ses consommateurs nationaux, la Chine a élevé sa prospérité à ce degré étonnant, qui semble ne lui plus permettre de rien ajouter ni à son agriculture, ni a ses manufactures, ni à sa population.

Je représente la Chine comme étant sans commerce extérieur, parce qu'il n'est pas possible d'appeller de ce nom le foible trafic étranger, qu'elle tolere dans quelques points de son immense territoire, et qui, comparé à l'énorme étendue de son commerce intérieur, ne doit être considéré que comme ces quantités infiniment petites, que les géometres comptent pour rien; dans tous les cas, il est certain que les consommateurs étrangers, que son trafic extérieur a pu lui procurer, n'ont pas été plus capables de donner des encouragemens sensibles à ses manufactures et à son agriculture, que ne seroient capables d'en donner aux manufactures et à l'agriculture de l'Europe entiere, si on la supposoit gouvernée par

un seul souverain, quelques commerçans d'une autre partie du monde, qui viendroient fréquenter un ou deux de ses ports.

Malheureusement pour les nations de l'Europe, le systême politique, qui regne dans cette partie du monde, ne permet pas à ces nations de se contenter de la richesse réelle que leurs terres et leurs hommes sont capables de produire; rien ne circule plus dans son état naturel; les hommes, les choses, les services, la puissance des Etats, tout est aujourd'hui calculé en argent et ne peut plus être mis en mouvement que sous la force de ce levier. La richesse nominale est par conséquent devenue nécessaire aux nations de l'Europe, et celles qui n'ont ni mines d'or ni mines d'argent ne peuvent se procurer ce genre de richesse que par le commerce extérieur, c'est-à-dire, qu'en cherchant à appauvrir de leurs portions les autres nations.

Mais c'est au moment où les consommateurs étrangers se mêlent avec les consommateurs nationaux, pour la consommation des manufactures d'une nation, que se découvrent les vices du systême de l'Économie politique moderne et que commencent les embarras de l'homme d'Etat. Le maintien des manufacturiers si facile, lorsque cette classe d'hommes ne dépend que de consommateurs nationaux, devient infiniment difficile, lorsque l'homme d'Etat la met dans la dépendance de consommateurs étrangers, qu'il ne tient ni sous ses yeux ni sous sa main; qui peuvent lui échapper au moment où il s'y attend le moins et sur lesquels il est impossible qu'il puisse se reposer avec tranquillité.

Lorsque des consommateurs étrangers arrivent à une nation pour se pourvoir chez elle de manufactures, c'est leur propre intérêt qui les lui amene ; lorsqu'ils la quittent pour se pourvoir ailleurs, c'est leur propre intérêt qui les éloigne d'elle, et dans l'un et l'autre cas cet intérêt des consommateurs étrangers n'a qu'un seul et unique objet, celui de chercher les manufactures chez la nation qui à qualité égale les fournit au meilleur marché ; voilà le mobile des relations de commerce entre les nations ; c'est ce rapport entre le prix et la qualité des manufactures qui attire ou repousse les consommateurs étrangers, qui favorise ou détruit la rivalité des nations, en un mot, qui détermine les révolutions heureuses et malheureuses dans le commerce extérieur des manufactures ; et comme ce rapport tient à une infinité de circonstances, qu'il se ressent en bien ou en mal de toutes les déterminations de l'homme d'Etat, qu'il est affecté par les causes les plus éloignées et les plus imperceptibles, il est par sa nature nécessairement sujet à des variations continuelles et assujettit malheureusement à toutes ses variations de sort les manufacturiers.

Ce rapport entre le prix et la qualité des manufactures étant un des grands principes de l'Economie politique moderne et la cause directe des succès et des revers qu'éprouve le commerce extérieur des manufactures, il mérite d'être distingué par un nom particulier, et je l'appellerai rapport caractéristique du prix à la qualité ; je supposerai ce rapport composé, comme tous les autres rapports, de deux termes,

d'un antécédent et d'un conséquent, et je regarderai le prix des manufactures comme le terme antécédent et la qualité des manufactures comme le terme conséquent de ce rapport.

Si le rapport caractéristique du prix à la qualité des manufactures d'une nation se trouve dans un tems quelconque comme 2 à 3 et que dans la suite il se change en 3 à 3 ou en 2 à 2 ; dans le premier changement la qualité des manufactures de la nation aura resté la même, mais leur prix aura augmenté de moitié ; dans le second changement le prix des manufactures aura resté le même, mais leur qualité aura diminué d'un tiers ; cette maniere de voir les choses simplifiera à la fois le langage et le raisonnement.

Une nation qui manque de manufactures peut bien s'engager de s'en pourvoir chez une autre qui en a plus qu'elle ne consomme, et de lui donner la préférence sur toutes les autres nations ; mais elle n'est jamais censée s'engager de lui donner la préférence sur elle-même, et ses engagemens deviennent nuls au moment où elle se détermine et se trouve en état de se suffire à elle-même. L'intérêt du commerce et de l'industrie occupe aujourd'hui si entierement l'attention de tousles gouvernemens qu'une nation favorisée par un traité de commerce ne doit se regarder que momentanément favorisée, et seulement jusqu'à ce que la nation que ses manufacturiers fournissent ait eu le tems de se préparer à se passer d'eux. C'est ainsi que sont devenus successivement nuls ces innombrables traités de commerce que les villes Anséatiques et la Hollande avoient contractés avec toutes les na-

tions de l'Europe, et dont la durée ne pouvoit avoir d'autre garantie que l'ignorance ou la négligence des nations qui les avoient accordés.

L'homme d'Etat doit donc regarder tout commerce extérieur de manufactures comme un commerce incertain, & par conséquent tous consommateurs étrangers de manufactures comme des consommateurs précaires, quelque grand que puisse être dans le moment l'intérêt de snations de se pourvoir de préférence chez ses manufacturiers, et quelques bien cimentés que puissent être ses traités de commerce avec les nations que ses manufacturiers fourniront ; car le moment viendra où la préférence et les traités cesseront ; la préférence, par la détérioration, soit absolue, soit rélative, qui sera arrivée dans le rapport caractéristique du prix à la qualité des manufactures ; les traités, par le parti qu'auront pris les nations de se livrer elles-mêmes au travail des manufactures ; le dernier de ces deux inconvéniens sera inévitable, mais le premier sera presque dans tous les cas l'effet ou de la négligence de l'homme d'Etat à veiller sur le cours naturel des choses, ou de ses fausses déterminations dans les différentes branches de l'Economie politique.

Lorsque le commerce extérieur d'une branche de manufactures diminue graduellement ou cesse subitement, les manufacturiers ci-devant occupés à fournir cette branche de manufactures tombent, ou graduellement, ou tous à la fois sur les bras de l'homme d'Etat, et ne peuvent tomber sur les bras de personne autre, parce que c'est lui seul qui s'est chargé du devoir sérieux de les conduire et de pourvoir à leur

maintien, et s'il n'a ni le talent ni l'attension de leur remplacer à tems les consommateurs étrangers qu'ils auront perdus, il faut de nécessité absolue, ou qu'ils s'expatrient pour aller chercher leur subsistance ailleurs, ou qu'ils demandent leur pain de porte en porte, ou qu'ils périssent de misere ; car dès ce moment les cultivateurs, ou ne produiront plus leur subsistance, ou l'exporteront.

Les nations se glorifient des exportations de grains qu'elles font à l'étranger, et s'habituent à les regarder comme des preuves manifestes de l'état florissant de leur agriculture et de l'abondance dont elles jouissent ; mais comment savent-elles que ces exportations de grains ne sont pas plutôt des preuves manifestes de la misere qui regne chez elles ? Comment savent-elles que sous le nom de superflu ce n'est pas le pur nécessaire qu'elles exportent ? Le mot superflu de subsistance suppose nécessairement tous les individus de la nation complétement nourris, il est impossible de lui donner un autre sens ; mais si les circonstances malheureuses dans lesquelles la négligence ou l'ignorance de l'homme d'Etat jettent les classes inférieures de sa nation, privent les uns de tout moyen de se pourvoir de grains et ne permettent aux autres de s'en procurer au prix d'exportation que le quart, la moitié, les trois quarts de leurs besoins, n'est-ce pas la totalité de la subsistance des uns, les trois quarts, la moitié, le quart de la subsistance des autres qu'on exporte sous le faux nom de superflu ? et n'est-ce pas souvent sous cette criminelle apparence et aux dépens de la subsistance d'une foule de malheureux que l'homme

d'Etat usurpe la gloire de faire fleurir l'agriculture de sa nation ?

L'homme d'Etat a deux grands devoirs à remplir dans la conduite du commerce extérieur des manufactures de sa nation ; le premier, d'être continuellement instruit des circonstances de chaque branche de ce commerce ; le second, d'être continuellement prêt à remplacer aux manufacturiers les consommateurs étrangers par qui ils se trouveroient abandonnés ; sans la plus stricte observation de ces deux devoirs, il ne seroit pas possible que les manufacturiers qui travaillent pour des consommateurs étrangers, pussent être en sureté dans ses mains.

Pour être parfaitement instruit des circonstances du commerce extérieur des manufactures de sa nation, il faut que l'homme d'Etat ait ces circonstances sans cesse sous ses yeux dans des tableaux de récapitulation rédigés avec la plus exacte fidélité, et que dans chaque branche de commerce il porte son attention principalement sur deux choses ; sur le rapport caractéristique du prix à la qualité des manufactures et sur le degré d'étendue de la branche de commerce ; mais ce ne sera pas assez qu'il veille sur le rappott caractéristique du prix à la qualité des manufactures de sa nation, il faut en même tems qu'il ait les yeux ouverts sur le rapport caractéristique du prix à la qualité des manufactures établies chez des nations rivales, afin de le suivre dans ses variations et conserver au sien dans tous les cas la supériorité.

Si dans une branche du commerce extérieur des manufactures l'homme d'Etat trouve le rapport ca-

ractéristique du prix à la qualité détérioré dans l'un ou l'autre de ses termes, il faut que dans la variété des causes qui peuvent avoir donné lieu à cette détérioration, il cherche à découvrir celle à laquelle le mal doit être attribué ; si c'est une taxe injudicieusement imposée, une cherté de denrées trop long-tems subsistante, l'insuffisance des bras dans les manufactures, la trop grande concurrence des consommateurs nationaux avec les consommateurs étrangers, la fraude des manufacturiers ; en un mot, telle que puisse être cette cause qui aura altéré, soit le terme antécédent, soit le terme conséquent du rapport caractéristique du prix à la qualité des manufactures, il faut qu'il la détruise et qu'il restitue ce rapport promptement à sa juste proportion, s'il veut sauver la branche de commerce qu'il sera dans un danger imminent de perdre.

Si l'homme d'Etat trouve la branche de commerce dans un déclin sensible, sans que le rapport caractéristique du prix à la qualité des manufactures ait éprouvé la moindre détérioration, ni dans son terme antécédent, ni dans son terme conséquent, il peut être sûr qu'il a eu un événement contre lui dans le dehors, c'est-à-dire, ou que les consommateurs étrangers auront commencé à se fournir de manufactures chez eux, ou qu'une révolution heureuse arrivée dans le rapport caractéristique du prix à la qualité des manufactures d'une nation rivale aura commencé à les attirer chez elle ; dans le premier cas la branche de commerce sera perdue ; mais dans le second, l'homme d'Etat aura des moyens infaillibles pour la conserver,

s'il sait en faire usage et si sa négligence n'a pas laissé jouir les manufactures de la nation rivale trop longtems de leur avantage.

Mais lorsque l'homme d'Etat se verra d'un côté sans espérance de pouvoir retenir les consommateurs étrangers d'une branche de manufactures et de l'autre sans apparence probable de pouvoir les remplacer à tems par d'autres consommateurs étrangers, le seul parti qui lui restera a prendre, sera de substituer aux consommateurs étrangers perdus des consommateurs nationaux, qu'il doit regarder dans tous les cas comme son dernier refuge ; il est vrai qu'alors les manufacturiers cesseront de contribuer à l'augmentation de la richesse nominale de la nation ; mais ils préserveront de diminution sa richesse réelle ; ils vivront, toutes les classes de la nation se conserveront dans leurs relations naturelles ; le grand objet final du systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême de manufactures, sera rempli et l'homme d'Etat restera préparé à saisir la premiere occasion que les circonstances lui présenteront pour regagner, soit la même, soit une nouvelle branche de commerce dans le dehors.

Le remplacement des consommateurs étrangers par des consommateurs nationaux n'est jamais impossible à l'homme d'Etat, lorsque sa capacité égale son devoir ; mais ce remplacement n'est pas également facile dans tous les cas, et sa difficulté doit être considérée comme étant en raison composée de l'étendue de la branche qui se perd, et du degré dans lequel elle se perd.

Si

Si l'on suppose l'étendue de deux branches du commerce extérieur des manufactures d'une nation comme 1000 et 100 et que les deux branches de commerce, ou déclinent graduellemement au même degré ou cessent à la fois subitement, la difficulté de remplacer par des consommateurs nationaux les consommateurs étrangers perdus dans la branche de commerce comme 1000, doit être regardée comme dix fois plus grande que la difficulté de remplacer par des consommateurs nationaux les consommateurs étrangers perdus dans la branche de commerce comme 100, et si l'on supposoit le déclin annuel de la branche de commerce comme 1000 d'un dixieme pendant que le déclin annuel de la bran ch ede com merce comme 100 ne seroit que d'un vingtieme, le remplacement deviendroit vingt fois plus difficile dans le premier cas que dans le dernier.

Or comme la difficulté plus ou moins grande de remplacer des consommateurs étrangers par des consommateurs nationaux est la même chose que le risque plus ou moins grand de laisser dans l'intervalle des manufacturiers sans pain, il est évident qu'il est de l'intérêt des manufacturiers, et par conséquent de la nation entiere, que l'homme d'État donne à un grand nombre de branches médiocres de commerce la préférence sur un petit nombre de grandes branches. Ce principe doit être regardé comme un des principes essentiels de l'Économie politique moderne et comme un des plus sûrs garants du maintien facile de ce système, quoiqu'aucune nation ne l'ait connu ou du moins régulierement pratiqué jusqu'ici.

Une grande branche de commerce extérieur des manufactures est l'avant-coureur certain d'une calamité, soit pour la génération même qui l'entreprend, soit pour celles qui lui succéderont, et l'homme d'État qui par trop d'encouragemens force trop de capitaux dans une branche de ce commerce, ou qui souffre que les individus la portent d'eux-mêmes à une étendue trop considérable, agit comme feroit un empirique qui par des remedes forcés donneroit à un homme pendant quelque tems une apparence extraordinaire de vigueur et de santé, mais au prix d'une longue suite d'infirmités. Le malheur est, que la plûpart des hommes d'État n'ont ni assez de capacité, ni assez de vertu pour opérer le bonheur d'une nation jusques dans ses générations futures.

Le principe que je viens d'établir est si évident, qu'il est imposible de n'en pas admettre la vérité. Car s'il est vrai que tout commerce extérieur de manufactures est par sa nature un commerce incertain qui tôt ou tard se perd ; s'il est vrai que le maintien imperturbable des manufacturiers est la base sur laquelle pose tout l'édifice de l'Économie politique moderne ; s'il est vrai qu'à la perte d'une branche du commerce extérieur des manufactures, les manufacturiers restent sans pain, si les consommateurs perdus ne leur sont pas remplacés à tems par d'autres consommateurs ; s'il est vrai que plus une branche du commerce extérieur des manufactures est grande, plus il devient difficile de préserver les manufacturiers de la misere, lorsqu'elle vient à manquer, il est de toute évidence que chaque branche du commerce extérieur

des manufactures doit être proportionnée de maniere que sa perte ne puisse dans aucun cas opposer des obstacles insurmontables au maintien des manufacturiers.

L'Angleterre présente aujourd'hui un exemple bien sérieux des maux que prépare et cause à un État un commerce extérieur des manufactures porté dans une proportion excessive vers un même point; d'innombrables bras étoient occupés chez elle à fournir de manufactures ses colonies sur le continent de l'Amérique septentrionale, et cette branche de commerce avoit attiré à elle une masse de capitaux d'autant plus grande, que l'Angleterre en jouissoit exclusivement, sans concurrence de la part des autres nations, et pour ainsi dire sans concurrence de la part de ses colonies elles-mêmes; qu'elle avoit eu soin d'empêcher de travailler librement leurs propres matieres premieres. Une révolution a détaché ces colonies de son empire en les rendant indépendantes, et dès ce moment ces nouvelles nations ont non seulement ouvert leurs ports aux manufactures de l'Europe entiere, mais s'empressent elles-mêmes d'encourager tous les genres d'industrie dans leur propre sein.

Sous le désavantage d'une concurrence aussi universelle, la saine raison défend à l'Angleterre de se flatter de conserver avec les États unis de l'Amérique le même commerce de manufactures qu'elle faisoit avec eux, lorsqu'ils étoient sous le joug de sa domination; elle a beau se former une haute opinion de la supériorité de ses manufactures sur celles des autres nations de l'Europe et même être fondée dans son opi-

nion à bien des égards, non seulement les nations de l'Europe porteront leurs manufactures en Amérique en concurrence avec la plus grande partie des siennes, mais elle en porteront dont les siennes ne pourront pas même soutenir la concurrence, et son commerce se trouvera nécessairement diminué de tout celui que ces nations feront.

L'expérience seule pourra apprendre à l'Angleterre de quelle part elle sera forcée de se contenter dans ce commerce; mais à telle proportion qu'elle puisse être réduite au tiers, à la moitié, aux deux tiers, la conséquence immédiate de cette réduction sera, que les deux tiers, la moitié, le tiers de ses manufacturiers qui subsistoient sur le commerce entier, se verront sans travail et par conséquent sans autre parti à prendre, si les anciens consommateurs ne leur sont pas remplacés par des nouveaux, que de s'expatrier, ou de tomber à la charge des paroisses.

Des signes non équivoques semblent même indiquer que le dernier de ces maux a déjà commencé à avoir lieu en Angleterre dans un degré sensible. De toutes les nations de l'Europe et peut-être de toutes les nations civilisées de la terre, l'Angleterre, eu égard à sa population et à l'étendue de son territoire, est sans contredit celle qui dans ce moment montre la plus grande proportion de pauvres, c'est-à-dire, d'hommes capables de travailler et ne travaillant point. Les taxes exorbitantes annuellement levées sur la nation, pour le maintien des pauvres attachés aux paroisses, forment aujourd'hui un montant presque égal aux sommes que dépensent ensemble annuellement trois Rois de

l'Europe, les Rois d'Angleterre, de Suede et de Danemark pour leur entretien, leur luxe, leurs bienfaits, les charges et offices et tout le faste de leurs cours, et à ces contributions forcées il faut ajouter les charités volontaires, nulle part au monde si grandes que dans la nation Angloise.

Ce n'est pas seulement la capitale qui montre ce prodigieux nombre de pauvres; le mal s'étend universellement sur toutes les paroisses du royaume, et l'on voit même des villes de province en souffrir, proprotion gardée, dans un degré plus considérable que la capitale. Pour surcroit de malheur, les pauvres maintenus aux fraix des paroisses ne sont pas le seul fardeau qui pése sur la nation; une foule de vagabonds et de voleurs, la plûpart dans la fleur de l'âge, grossissent en Angleterre la classe des hommes désœuvrés dans une proportion qui révolte l'humanité et qui non seulement surpasse tout ce qui se voit dans ce genre de fléau chez d'autres nations, mais tout ce qu'on imagineroit possible sans le témoignage de faits.

Une proportion de pauvres et de vagabonds si monstrueuse et si fort au dessus de la proportion ordinaire des autres nations doit certainement avoir une cause extraordinaire; il est impossible de supposer le peuple Anglois naturellement plus lâche que tous les autres peuples; car il ne s'est jamais montré sur les bras et à la charge du public dans une proportion aussi énorme qu'il se montre aujourd'hui; cette cause extraordinaire ne peut pas non plus être attribuée au mauvais système de législation qui régne en Angleterre sur le maintien des pauvres, car cette législation n'est

pas nouvelle, elle subsiste depuis le régne de la Reine Elizabeth, et a même reçu depuis ce tems quelques améliorations, si l'on peut donner ce nom à des modifications de simple forme appliquées à un systême radicalement absurde; encore moins est-il possible de regarder cette multitude de pauvres et de vagabonds comme l'excès de procréation d'une nation arrivée aux dernieres limites de sa population réelle, car la population de l'Angleterre est loin encore de celle que son territoire seroit capable de maintenir.

Enfin l'agriculture de l'Angleterre ne se présente sous aucune circonstance qui puisse authoriser de croire qu'il en sort aujourd'hui plus de pauvres que par le passé; aucune nation de l'Europe n'a donné à cette branche de l'Économie politique des encouragemens aussi grands que l'Angleterre, et ces encouragemens subsistent encore dans toute leur force; les fermiers ne peuvent avoir aucune raison pour soustraire des terres à la culture et employer moins de bras dans leurs travaux; les pauvres ne cessent pas de consommer les productions de la terre pour être dans ce malheureux état, et les sommes immenses levées pour leur maintien sont en plus grande partie versées sur les terres; dans tous les cas les portes du royaume restent ouvertes à l'exportation du superflu de la nation, et cette circonstance seroit-elle seule plus que capable de corriger, du moins jusqu'ici, le défaut de consommation qu'on pourroit attribuer au grand nombre des pauvres.

Tout semble donc indiquer que le nombre excessif des pauvres et des vagabonds de l'Angleterre doit être

regardé comme un débordement du canal rétréci des manufactures; car on ne peut pas révoquer en doute que l'Angleterre n'ait déjà perdu une partie de son commerce de manufactures avec l'Amérique ; toute la question se réduit par conséquent à savoir si elle a remplacé à ses manufacturiers les consommateurs perdus dans ce commerce, et pour le résoudre voici le raisonnement que je fais.

Si les consommateurs perdus ont éte remplacés aux manufacturiers, on ne voit aucune raison pourquoi le nombre actuel des pauvres et des vagabonds de l'Angleterre seroit sensiblement différent de celui qu'elle avoit au commencement des troubles de l'Amérique, puisque dans ce cas, ni l'agriculture, ni les manufactures, les deux grandes pépinieres de pauvres, n'auroient dû dans le cours naturel des choses en fournir une proportion plus grande qu'à l'époque de ces troubles; car je suppose la population de la nation la même aux deux époques. Si au contraire le nombre actuel des pauvres et des vagabonds de l'Angleterre surpasse de beaucoup celui qu'elle avoit au commencement des troubles de l'Amérique, il est plus que probable que les consommateurs perdus n'ont point été remplacés aux manufacturiers, et qu'une partie de ces manufacturiers ou leurs enfans restés sans travail et sans pain ont dû nécessairement grossir la classe des hommes désœuvrés; or les régistres des paroisses comparés aux deux époques prouveront manifestement que le nombre des pauvres et les taxes levées pour leur maintien ont considérablement augmenté depuis l'origine des troubles de l'Amérique, et tout le monde

semble convenir que jamais l'Angleterre n'a été affligée d'un si grand nombre de vagabonds et de voleurs qu'elle l'est aujourd'hui.

L'Angleterre a dans ses mains un moyen infaillible de vérifier mon raisonnement ; c'est de se faire représenter un relevé des régistres des paroisses et des tribunaux de justice, dans lequel l'origine des pauvres maintenus par les paroisses et des malfaiteurs annuellement jugés par les tribunaux, seroit constaté individu par individu, c'est-à-dire, dans lequel il seroit spécifié quel métier chacun exerçoit et quel métier exerçoient les peres des enfans ; cette opération facile apprendroit à l'Angleterre de la maniere la plus évidente, si c'est dans l'agriculture, dans les manufactures ou dans quelque autre classe qu'elle doit chercher la cause du mal, et si une spécification aussi authentique lui montroit que la plus grande partie de ses hommes désœuvrés seroient des manufacturiers sans travail ou des enfans de manufacturiers, elle auroit la preuve convaincante que ses manufactures seroient en souffrance.

Il seroit plus naturel pour l'Angleterre d'avoir recours à un moyen aussi simple et aussi certain pour s'éclairer sur sa situation, que de se laisser éblouir par ces déclarations pompeuses que ses commerçans exagèrent aux douanes, lorsqu'ils exportent des manufactures, parce que ces déclarations flattent leur vanité et ne leur coûtent rien. Il ne peut certainement pas lui être indifférent de savoir la vérité ou de se faire illusion sur un point aussi important ; car dans le trouble actuel de son Económie politique le

seul mal qui menaceroit sa prospérité d'une maniere irremédiable, seroit un déclin non apperçu dans ses manufactures.

Mais l'Angleterre est-elle à blâmer d'avoir donné toute l'étendue possible à son commerce de manufactures avec ses colonies sur le continent de l'Amerique septentrionale ? Ce commerce ne devoit-il pas être regardé comme un pur commerce intérieur d'une partie de l'empire à l'autre, susceptible de toute l'extension possible et par conséquent totalement affranchi des proportions dans lesquelles j'ai fait voir qu'il falloit contenir les branches du commerce extérieur des manufactures ? Je dis que l'Angleterre est à blâmer d'avoir gouverné ses colonies pendant tout le tems qu'elle les a possédé, sur les principes d'un systême impossible à maintenir, et dont l'instabilité devoit par conséquent donner à son commerce intérieur avec elles toute l'incertitude d'un commerce extérieur. Mon intention n'est point de développer ici en plein le systême des colonies modernes ; j'embrasserai ce sujet dans un autre discours, et je ne dirai dans celui-ci qu'un mot pour justifier mon assertion.

Les colonies que les nations modernes de l'Europe ont établies dans les autres parties du monde, ont été placées dans deux sortes de territoires, dans des territoires semblables et dans des territoires dissemblables aux territoires des métropoles, et ces deux sortes de territoires ont dû nécessairement donner lieu à deux sortes de systêmes à suivre dans la maniere de gouverner les colonies.

Lorsqu'une mere patrie forme le systême de fournir

à ses colonies placées dans des territoires dissemblables au sien les productions naturelles et artificielles, qu'elles ne peuvent pas se procurer dans leurs territoires pour recevoir d'elles en retour leurs propres productions, elle forme un système naturel et juste, parce que dans ce commerce l'avantage est réciproque des deux côtés, et le maintien d'un pareil système est susceptible d'une longue durée. Mais lorsqu'une mere patrie forme le systême de fournir à ses colonies placées dans des territoires semblables au sien des productions naturelles et artificielles qu'elles peuvent se procurer dans leurs territoires, en les obligeant en même tems de borner leur travail et leur industrie aux seules productions qu'il lui convient de recevoir d'elles en retour, elle forme un systême violent et injuste, parce que dans ce commerce l'avantage n'est pas réciproque des deux côtés, et il est moralement impossible qu'un systême aussi contraire à la liberté naturelle puisse durer plus long-tems que la nécessité de le supporter.

C'étoit sur les principes du dernier de ces deux systêmes que l'Angleterre avoit gouverné ses colonies établies sur le continent de l'Amérique septentrionale dans des territoires en plus grande partie semblables au sien; et, malheureusement pour elle, ce système lui avoit paru dans tous les tems si naturel et si peu dangereux dans ses conséquences que, bien loin de songer à en adoucir les conditions, elle avoit cru pouvoir sans risque en aggraver le poids sur les colonies ; mais une expérience fatale lui a appris ce que la raison auroit dû lui faire prévoir.

Ce ne sont point ses ennemis qui lui ont fait perdre ses colonies ; ses ennemis les lui ont seulement fait perdre plutôt, car tôt ou tard elles se seroient soustrait à sa dépendance de ses propres forces. Ce ne sont point ses ennemis qui ont mis les armes à la main à l'Irlande, et qui lui ont inspiré des résolutions semblables à celles des colonies ; c'est le même système qui a opéré le mal de part et d'autre, qui est devenu aussi insupportable à une nation isolée au de là d'un petit bras de mer, qu'à treize nations unies au de là de l'océan ; il est probable que l'Irlande, au lieu de forcer l'Angleterre de changer de système à son égard, auroit pris la conduite des colonies pour parfait modele de la sienne, si ce parti avoit pu s'accorder avec sa situation locale.

Les nations de l'Europe s'empressent à l'envi les uns des autres d'offrir leurs manufactures aux Etats unis de l'Amérique, et chacune d'elles s'efforce de gagner la préférence sur ses rivales ; mais la plus malheureuse de toutes seroit certainement celle qui se croiroit la plus heureuse, c'est-à-dire, celle qui réussiroit à supplanter les autres dans ce commerce. Pour entreprendre une branche de commerce aussi considérable, elle seroit nécessairement obligée de dépouiller ses anciennes branches de commerce de leurs capitaux ; car le commerce ne se fait pas sans capitaux, et le même capital ne peut pas servir à la fois à deux branches de commerce différentes ; elle seroit par conséquent forcée de renoncer à une grande proportion de son commerce actuel, et de souffrir que d'autres nations s'en enrichissent ; tout commerce négligé

par une nation étant promptement saisi par les autres.

Mais quel seroit l'objet de cette nouvelle destination de ses capitaux ? De fournir à un commerce précaire, sans fondement solide et sans durée probable ; car tel sera indubitablement le commerce de manufactures que les nations de l'Europe feront avec les Etats unis de l'Amérique qui tôt ou tard introduiront chez eux tous les genres de manufactures qui non seulement perfectionneront et multiplieront les matieres premieres que leur propre sol sera capable de produire, mais qui se procureront, aussi bien que les nations de l'Europe, les matieres premieres des sols étrangers, et qui travailleront toutes ces matieres premieres, non seulement avec les bras qu'ils formeront eux-mêmes, mais avec les bras tout formés que l'ignorance des hommes d'Etat, l'oppression des gouvernemens et l'intolérance des religions feront fuir chez eux d'Europe. Je reviens à mon sujet après une longue, mais je ne pense pas inutile digression.

Je crois avoir prouvé d'une maniere claire et par le raisonnement et par les faits que liberté et protection, cette double maxime, qu'un cri universel a consacré en dogme dans l'Economie politique moderne, n'est point applicable dans toute son étendue au commerce extérieur des manufactures, et que le bien des nations exige que proportion et protection lui soit substitué. Que dans tous les tems les entrepreneurs de manufactures et les commerçans ayent réclamé en leur faveur liberté et protection d'une maniere illimitée et qu'ils ayent eu l'art dans chaque nation de trom-

per l'homme d'Etat et de lui faire prendre leur intérêt particulier pour l'intérêt général n'a rien qui doive surprendre ; ceux qui entendoient bien leur intérêt devoient naturellement l'emporter sur celui qui entendoit mal le sien ; mais que depuis plus d'un siecle un principe aussi dangereux ait reçu la sanction de tous ceux qui ont écrit sur l'Economie politique ; que dans tous les esprits il ait acquis la force d'axiome et que les hommes les plus éclairés même l'ayent pris les uns des autres sans examen, est certainement fait pour étonner et fait voir avec quelle circonspection on doit se permettre d'avancer des maximes générales dans une science encore si peu approfondie.

Liberté et protection n'est parfaitement applicable qu'à l'Economie politique d'une nation qui comme la Chine seroit sans commerce extérieur ; ce n'est que dans une telle nation que le travail et l'industrie se balanceroient naturellement dans toutes leurs branches et que les moindres écarts se corrigeroient promptement d'eux mêmes. L'homme d'Etat pourroit laisser aux individus la plus libre disposition de leurs capitaux, dans l'agriculture comme dans les manufactures, sans avoir le moindre inconvénient à craindre de l'abus de cette liberté ; s'il arrivoit au cultivateur de mettre trop de prairies en champs, ou trop de champs en vignes et à l'entrepreneur de manufactures d'employer trop de capitaux dans une branche particuliere de l'industrie, le défaut de consommation de leurs productions surabondantes et l'avilissement du prix de ces productions les avertiroient bien vîte, l'un et l'autre, de leurs erreurs, et leur intérêt les rameneroit

d'eux-mêmes et sans l'intervention de l'homme d'Etat aux justes proportions que l'ordre général des besoins de la nation leur dicteroit.

Mais l'homme d'Etat a une conduite bien différente à tenir, lorsqu'il joint le commerce extérieur au commerce intérieur de sa nation ; une seule branche du commerce extérieur, non surveillée et abandonnée à elle-même, seroit capable de renverser l'ordre naturel dans l'agriculture et dans les manufactures, et de troubler toute l'harmonie du commerce intérieur, le premier et le plus essentiel commerce de toute nation. Ces considérations importantes paroissent avoir totalement échappé à ceux qui se sont occupés à développer les principes de l'Economie politique moderne ; ils ont confondu ensemble le commerce extérieur et le commerce intérieur, et ont appliqué à tous les deux ce qui n'est applicable qu'à un seul.

Un auteur Anglois (1) du premier rang en Europe parmi les hommes qui ont voué leurs travaux à l'Économie politique et qui a répandu sur bien des parties de cette science des lumieres qui lui méritent la réconnoissance de ses semblables et la mienne en particulier, puisque j'en ai considérablement profité, a cependant plus que personne envisagé la liberté indéfinie dans toutes les branches de l'industrie et du commerce comme le grand principe de l'Économie politique moderne. Je ne choisirai dans tout son ouvrage qu'un seul exemple, et un exemple bien simple, pour lui prouver les conséquences dangereuses de ce principe, lorsqu'il

(1) Le Dr. Adam Smith.

est appliqué au commerce extérieur, même des productions de la terre.

Il semble blâmer la France d'avoir apporté des restrictions aux progrès de la plantation des vignes, et regarder cette précaution comme déplacée, parce que les champs et les vignes se seroient tenus naturellement en équilibre et dans une juste proportion; oui certainement, si les champs et les vignes de la France n'avoient été destinés qu'à sa seule consommation; ni les champs n'auroient alors pu primer les vignes, ni les vignes primer les champs; mais cette parfaite égalité entre les champs et les vignes cesse absolument au moment où le commerce extérieur entre en ligne de compte.

Les vignes de la France ont toute l'Europe pour marché, parce que la France ne peut être rivalisée par aucune nation de l'Europe, pour ses vins et ses eaux-de-vie; ses champs au contraire n'ont qu'une partie de l'Europe pour marché, parce qu'il n'y a qu'une partie de l'Europe qui manque de grains, et dans ce marché borné la part de la France est encore limitée par celles de toutes les nations qu'elle a pour rivales dans cette branche de commerce; auroit-il été possible que dans cet état des choses les champs eussent pu lutter contre un ennemi aussi redoutable que les vignes et se conserver avec lui dans l'égalité sous des circonstances aussi défavorables? Ne pouvoit-il pas devenir de l'intérêt des propriétaires des terres de la France de planter une trop grande proportion de ce royaume en vignes et de le réduire par conséquent à l'état précaire de vivre sur une subsistance étrangere? Le particulier

voit-il autre chose dans ses spéculations de commerce que les conséquences qu'elles peuvent avoir pour lui, et songe-t-il un seul instant aux conséquences qu'elles peuvent avoir pour la nation, et n'est-il pas de toute évidence que les individus d'une nation peuvent trouver le plus grand avantage à entreprendre et à poursuivre avec ardeur des branches de commerce fatales à la nation ?

Peu gouverner en matiere d'industrie et de commerce et laisser les choses suivre leur pente naturelle est une maxime qu'un auteur François et après lui l'homme célèbre (1) qui a eu une si grande part à la révolution de l'Amérique, auroient voulu introduire dans l'Économie politique moderne; mais ne pouvoient-ils pas avec autant de fondement dire peu de boussole en mer et laisser aller le vaisseau au gré des vents ? Ceux qui publient des ouvrages sur l'Économie politique devroient se pénétrer de toute l'importance de la tâche qu'ils entreprenent, et ne jamais perdre de vue que les doctrines qu'il cherchent à répandre peuvent tôt ou tard arriver à des hommes d'État destitués de lumieres propres, et devenir pour eux, si elles ne sont pas certaines, des guides infideles dans la conduite des peuples, ou, ce qui est la même chose, ils ne devoient jamais perdre de vue que des millions de leurs semblables peuvent devenir les victimes de leurs erreurs.

Après avoir donné une idée des maux que l'homme d'Etat peut causer à sa nation par sa négligence à veil-

(1) Le Dr, Franklin.

ler

ler sur le cours naturel des choses, je devrois parler de ceux dont il peut se rendre coupable par ses propres faits ; mais comme ce discours n'est destiné qu'aux principes généraux et non à l'universalité des principes de l'Economie politique moderne, et que les fausses déterminations par lesquelles l'homme d'Etat peut nuire aux manufacture de sa nation sont malheureusement en plus grand nombre que la plûpart des hommes d'Etat ne paroissent s'en douter, je n'en tracerai ici que quelques-unes, me réservant le développement des autres dans les discours, où je pourrai les indiquer plus naturellement.

Le plus grand danger dont les manufactures d'une nation puissent être menacées est celui qui a son principe dans un faux système de taxation, et cependant des taxes destructives sont l'erreur la plus commune des hommes d'Etat. Les taxes portent sur les manufactures, soit directement, soit indirectement ; directement, lorsqu'elles sont assises sur les manufactures elles-mêmes ; indirectement, lorsqu'elles sont assises sur les necessités de la vie qui entrent dans la composition du maintien du manufacturier ; dans le premier cas elles détériorent nécessairement et dans le second presque toujours le rapport caractéristique du prix à la qualité des manufactures, et attaquent par conséquent le système de l'Economie politique moderne jusques dans ses premiers fondemens.

Si la taxe sur les manufactures est directe, elle augmente necessairement le terme antécédent du rapport caractéristique du prix à la qualité et communément dans une plus grande proportion que celle de la taxe,

parce que dans la plûpart des cas l'entrepreneur de manufactures ajoute au montant de la taxe, non seulement l'intérêt de la somme qu'il avance pour la payer, mais le profit qu'une pareille somme lui auroit valu en l'employant comme capital dans ses entreprises; mais si la taxe sur les manufactures est indirecte, elle n'affecte pas nécessairement dans tous les cas le terme antécédent du rapport caractéristique du prix à la qualité comme la plûpart de ceux qui ont écrit sur l'Economie politique ont paru le croire, et jamais elle ne l'affecte dans la progression absurde dont un auteur Anglais (1), trop accrédité parmi les Ecrivains des autres nations, a tracé la marche.

Dans une nation qui avance continuellement dans sa prospérité, le sort du manufacturier s'étend au de là des simples necessités de la vie, c'est-à-dire, le manufacturier est dans l'aisance et le degré de son aisance est toujours proportionné au degré dans lequel la nation avance dans sa prospérité. Dans une nation qui n'avance ni ne décline dans sa prospérité, le sort du manufacturier ne s'étend qu'aux simples nécessités de la vie, c'est-à-dire, le manufacturier n'a que le nécessaire et point d'aisance. Dans une nation qui décline continuellement dans sa prospérité, le sort du manufacturier ne s'étend pas jusques aux simples nécessités de la vie, c'est-à-dire, le manufacturier est dans la misere et le degré de sa misere est toujours proportionné au degré dans lequel la nation décline dans sa prospérité; ces vérités que j'anticipe ici, seront développées dans la suite de ce discours; j'appellerai la premiere des trois nations une

(1) Le Chev. Matthew Decker.

nation à prospérité progressive, la seconde une nation à prospérité arrêtée, la troisieme une nation à prospérité rétrograde.

Il est clair que dans une nation à prospérité progressive le manufacturier peut supporter jusqu'à un certain dégré des taxes sur les nécessités de la vie, sans éprouver d'autre mal que de tomber de l'aisance au nécessaire; mais qu'il ne peut dans aucun degré les supporter dans une nation à prospérité arrêtée, sans tomber du nécessaire à la misere; et dans une nation à prospérité rétrograde, sans tomber de la misere à l'impossibilité absolue de subsister; d'où il résulte que les taxes sur les nécessités de la vie ne détériorent pas nécessairement le rapport caractéristique du prix à la qualité des manufactures dans une nation à prospérité progressive, mais qu'elles le détériorent nécessairement dans les nations à prospérité arrêtée et à prospérité rétrograde, en forçant le mafacturier d'augmenter le prix nominal de son salaire.

Dans le cours naturel des choses la conséquence immédiate de l'augmentation du prix des manufactures d'une nation est une diminution dans leur consommation nationale; parce que dans toute nation il existe dans tous les instans une proportion plus ou moins grande de familles qui n'ont que les facultés strictement nécessaires pour se procurer au prix actuel les manufactures dont elles ont besoin, et qui par conséquent sont forcées d'en consommer moins au moment où leur prix augmente. Quant aux consommateurs étrangers, probablement une pareille diminution auroit lieu parmi eux, si, comme les consom-

mateurs nationaux, ils étoient obligés de prendre leurs manufactures chez la nation ; mais cet ordre de consommateurs ayant le choix de chercher les manufactures où elles sont au meilleur marché, il est évident que le renchérissement du prix des manufactures d'une nation l'expose au risque de perdre la totalité de ses consommateurs étrangers.

Ainsi toutes les fois que l'homme d'Etat cause une augmentation dans le prix des manufactures par des taxes, soit directes, soit indirectes, sa conduite tend à diminuer à la fois la consommation nationale et étrangere, à appauvrir la nation dans sa richesse réelle et nominale, et à laisser des manufacturiers sans travail et sans pain. Mais ce n'est pas là encore tout le mal dont il se rend coupable ; le commerçant et l'entrepreneur de manufactures sur l'intérêt desquels une diminution dans la consommation des manufactures frappe immédiatement, cherchent par des moyens illicites, l'un à la prévenir et l'autre à s'en dédommager ; la fraude s'introduit ; la morale de la nation se corrompt et des tentations invincibles détournent une foule d'individus des travaux honnêtes pour les exposer au risque de perdre leur fortune, leur liberté et souvent leur vie.

Car lorsque par des taxes sur les manufactures l'homme d'Etat en augmente le prix dans un degré considérable, les taxes sont fraudées, les manufactures se consomment par contrebande et nulle vigilance humaine n'est capable d'arrêter le cours de ce genre de commerce. Si dans sa tendance ce moyen illicite n'avoit d'autre effet que celui d'affecter le revenu que l'homme d'Etat auroit voulu se procurer

par une taxe nouvelle, le mal intrinsèquement considèré ne seroit pas grand, parce que cet inconvénient se trouveroit plus que compensé par la conservation de la richesse réelle de la nation et des bras dans ses manufactures, et l'homme d'Etat apprendroit forcément à pourvoir aux nécessités publiques par des taxes plus efficaces et moins préjudiciables. Mais le grand mal est que le commerce frauduleux affecte le revenu public, non seulement dans la nouvelle, mais dans toutes les anciennes taxes précédemment imposées sur la manufacture et même sur la matiere premiere, et force par conséquent sur la nation, pour remplir le vuide, un surcroit de taxe qu'elle n'auroit point été dans la nécessité de supporter sans la taxe destructive de l'homme d'Etat.

Les pernicieux effets d'un système de taxation aussi inconsidèré se montrent d'une maniere manifeste en Angleterre. Par des taxes progressivement accumulées sur les mêmes objets, les hommes d'Etat de cette nation ont provoqué la fraude de tous les côtés à un tel excès que dans plus d'une branche considérable le commerce de contrebande égale et surpasse même le commerce légitime, et que ce n'est peut-être pas exagérer que de dire que le détriment causé au revenu public par ce désordre coûte à la nation un quart dans le montant des taxes qu'elle paye.

Mais la fraude de l'entrepreneur de manufactures est d'une nature bien plus funeste encore dans ses conséquences que celle du commerçant. L'entrepreneur de manufactures, pour ne pas souffrir du défaut de consommation qu'une taxe imprudente sur les ma-

nufactures opère nécessairement, falsifie la manufacture et se met en état, ou de maintenir la consommation sans diminution, en vendant la manufacture avec les mêmes profits à l'ancien prix, ou de se dédommager de la consommation diminuée, en vendant la manufacture avec des profits plus grands au nouveau prix ; et c'est ainsi que les manufactures les plus florissantes et les plus riches branches de commerce se détériorent et se perdent graduellement chez des nations que des dépenses trop vastes ou un crédit public malhabilement exercé forcent d'envahir l'industrie par les taxes les plus fatales.

Si chacun des hommes d'État qui depuis un siecle ont conduit l'Économie politique de l'Angleterre, avoit eu la précaution, immédiatement avant d'imposer une taxe capable d'affecter le prix d'une manufacture, de faire déposer un échantillon de cette manufacture dans l'Echiquier où sont conservés les originaux des poids et des mesures, je n'ai nul doute qu'une démonstration oculaire n'eût prouvé aujourd'hui que le nombre des falsifications de la manufacture auroit été égal au nombre des taxes progressivement assises sur elle directement ou indirectement. Un état authentique publié au commencement du siecle passé spécifioit déjà dix manieres différentes de falsifier les draps que les manufacturiers avoient pratiquées alors, et il faut bien que depuis ce tems leurs successeurs ayent considérablement ajouté à cet art, puisque un Écrivain Anglois respectable (1) dit qu'on attribue aux falsifications la perte que l'Angleterre a faite en dernier lieu de son commerce de draps en Russie.

(1) Lord Sheffield.

Les hommes d'État imaginent qu'ils remédient complétement aux conséquences que des taxes sur les manufactures peuvent avoir sur le commerce extérieur, lorsqu'ils restituent ces taxes en totalité ou en partie à la sortie des manufactures. Mais est-il probable que les entrepreneurs de manufactures ne se fassent aucun scrupule de falsifier les manufactures destinées à la consommation de leurs concitoyens et qu'ils s'en fassent un de falsifier celles qui sont destinées à la consommation des étrangers ? L'expérience n'a-t-elle pas prouvé le contraire ?

D'ailleurs cette restitution des taxes à la sortie des manufactures n'a-t-elle pas ouvert la porte à un nouveau genre de fraude, à des exportations simulées, c'est-à-dire, à la réimportation des mêmes manufactures ainsi déchargées de taxes. L'Angleterre, qui est la nation de l'Europe chez laquelle cette pratique des restitutions de taxes à la sortie des manufactures s'est plus généralement étendue que chez aucune autre nation, en éprouve les abus à un tel degré que le ministre des finances s'est vu forcé en dernier lieu de déclarer en plein parlement que la fraude avoit eu lieu jusques à quatre fois sur des cargaisons de tabac, c'est-à-dire, que des cargaisons de tabac identiquement les mêmes avoient été exportées et réimportées quatre fois.

L'homme d'État se persuade quelques fois qu'il rend des services essentiels à sa nation, lorsqu'il lui ouvre des Ports francs; la verité est au contraire que dans presque toutes les nations les Ports francs nuisent et opposent des obstacles réels au progrès de l'indus-

trie nationale. Il faut bien que jusqu'ici la nature de ce moyen et sa vraie tendance n'ayent été qu'imparfaitement entendues, puisque tant d'Écrivains l'ont regardé et recommandé comme favorable à la prospérité des nations. Quoique ce ne soit pas ici la place de parler des Ports francs, je vais cependant tâcher d'en donner une idée suffisante pour faire sentir les conséquences que je leur attribue.

Le commerce d'une nation se divise en deux especes générales; en commerce intérieur et en commerce extérieur, et le commerce extérieur se subdivise en commerce extérieur de consommation et en commerce extérieur de transport. Dans le commerce extérieur de consommation la nation échange ses manufactures contre celles d'autres nations dans la vue de les consommer en totalité ou en partie; dans le commerce extérieur de transport la nation échange les manufactures d'une nation étrangere contre les manufactures d'une autre nation étrangere, sans l'intervention de ses propres manufactures et sans intention de les consommer. Je dois observer ici que par manufacture j'entends toute matiere premiere dans les trois regnes de la nature qui a reçu un travail quelconque, si informe qu'il puisse encore être, c'est-à-dire, qui n'est plus dans l'état de matiere premiere brute, et par conséquent par manufacturier tout artisan quelconque.

Lorsqu'une nation ne consomme pas la totalite des manufactures étrangeres qu'elle se procure en échange de ses propres manufactures, elle réexporte le surplus à d'autres nations, soit dans sont état primitif, soit ultérieurement manufacturé et l'échange contre d'autres manufactures étrangeres, dans la vue encore

de les consommer en totalité ou en partie. Ainsi le commerce extérieur de consommation a deux branches; dans l'une la nation consomme les manufactures étrangeres immédiatement, dans l'autre elle les réexporte. La premiere de ces deux branches forme le commerce extérieur de consommation direct et la seconde le commerce extérieur de consommation circuiteux.

Le commerce extérieur de consommation circuiteux differe du commerce extérieur de transport en ce que dans le commerce extérieur de transport l'échange des manufactures étrangeres contre d'autres manufactures étrangeres se fait dans l'intervention des manufactures de la nation, au lieu que dans le commerce extérieur de consommation circuiteux les manufactures étrangeres réexportées et échangées contre d'autres manufactures étrangeres sont originairement acquises en échange des manufactures de la nation; il est vrai qu'une branche du commerce extérieur de consommation circuiteux, long-tems continuée dans la même série peut approcher et ne presque plus différer du commmerce extérieur de transport.

Telle espece de commerce qu'une nation puisse entreprendre, il faut indispensablement que ce soit avec des capitaux et ces capitaux doivent se trouver primitivement dans les mains du commerçant; il les avance à l'entrepreneur de manufactures et les consommateurs, ou, ce qui est la même chose, un autre commerçant qui représente le consommateur, les lui remplace; et comme ce n'est qu'avec les capitaux que l'entrepreneur de manufactures reçoit du commerçant

qu'il peut faire travailler et maintenir les manufacturiers, il est clair que le nombre des manufacturiers que l'entrepreneur de manufactures devient capable de faire travailler et de maintenir, est dans tous les cas en raison directe des capitaux qu'il reçoit des mains du commerçant, et par conséquent que les capitaux du commerçant sont le fondement du maintien des manufacturiers et le principe actif de l'industrie.

Je m'écarterois trop du sujet de ce discours, si je cherchois à développer dans toute leur étendue les effets qu'opèrent en bien ou en mal sur l'industrie d'une nation les quatre especes de commerce dont je viens de parler; savoir, le commerce intérieur, le commerce extérieur de consommation direct, le commerce extérieur de consommation circuiteux et le commerce extérieur de transport; je me contenterai donc d'indiquer seulement ces effets, en traçant la marche générale que suivent les capitaux dans chaque espece de commerce, et j'observerai une fois pour toutes que par capitaux dans les mains de l'entrepreneur de manufactures j'entends un nombre proportionné de manufacturiers actuellement maintenus et vouant leur travail à l'augmentation de la richesse réelle, l'un étant la même chose que l'autre.

Voici la marche des capitaux dans le commerce intérieur; 1° Les capitaux passent des mains du commerçant dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures; 2° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur national; 3° des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures; 4°

ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur national; 5° des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures; 6° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur national; 7° des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures; 8° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur national et ainsi de suite.

Voici la marche des capitaux dans le commerce extérieur de consommation direct; 1° Les capitaux passent des mains du commerçant dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures; 2° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger; 3° des mains du commerçant ils passent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures; 4° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur national; 5° des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures; 6° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger; 7° des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures; 8° ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur national et ainsi de suite.

Voici la marche des capitaux dans le commerce extérieur de consommation circuiteux; 1° Les capitaux passent des mains du commerçant dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures; 2° ils re-

viennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger ; 3o des mains du commerçant ils passent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 4o ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger ; 5o des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 6o ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger ; 7o des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 8o ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger et ainsi de suite, jusqu'à ce que la nation consomme elle-même la totalité des manufactures étrangeres.

Voici la marche des capitaux dans le commerce extérieur de transport ; 1o Les capitaux passent des mains du commerçant dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 2o ils reviennent dans les mains du cemmerçant par les mains du consommateur étranger ; 3o des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 4o ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger ; 5o des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 6o ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger ; 7o des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures ; 8o ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du con-

sommateur étranger et ainsi de suite, jusqu'à ce que le commerçant retire ses capitaux de ce commerce.

Il ne faut que jeter les yeux sur ces quatre marches générales de commerce, pour voir évidemment que le commerce intérieur fait venir les capitaux du commerçant quatre fois dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures, pendant que dans le même nombre de circulations il ne les reçoit par le commerce extérieur de consommation direct que deux fois, par le commerce extérieur de consommation circuiteux qu'une fois et jamais par le commerce extérieur de transport; ou, ce qui est la même chose, pour voir évidemment que l'industrie nationale se trouve encouragée par les quatre especes de commerce dans la proportion des nombres 4, 2, 1, 0.

Mais les encouragemens que le commerce extérieur de consommation direct et le commerce extérieur de consommation circuiteux donnent à l'industrie nationale sont encore au dessous de ceux que les marches de capitaux montrent; car de ces encouragemens il faut déduire la différence entre la célérité des circulations dans le commerce intérieur et leur lenteur inévitable dans le commerce extérieur, c'est-à-dire, entre la célérité avec laquelle les capitaux reviennent dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures par le commerce intérieur, et la lenteur avec laquelle il les reçoit par le commerce extérieur.

Cet exposé trace à l'homme d'État l'ordre naturel dans lequel il doit encourager et protéger les quatre especes de commerce dans sa nation, s'il veut être fidelle aux vrais principes de l'Economie politique

moderne et ne point nuire aux progrès de l'industrie nationale. Le grand et le premier objet de son attention doit être le commerce intérieur ; le commerce extérieur de consommation direct vient après ; ensuite le commerce extérieur de consommation circuiteux, et il ne doit permettre à sa nation le commerce extérieur de transport que lorsque d'un côté le commerce intérieur et le commerce extérieur de consommation direct et circuiteux auront absorbé dans toutes leurs branches tous les capitaux dont ils pouvoient être susceptibles avec le secours des plus grands encouragemens, et que de l'autre il restera encore dans les mains des commerçans des capitaux non employés.

Lorsque l'homme d'État intervertit cet ordre naturel du commerce par l'établissement prématuré de Ports francs, sa conduite tend directement à faire descendre sa nation du degré de prospérité dont elle jouit au moment où les Ports francs s'ouvrent. Car les commerçans nationaux, pour pouvoir entreprendre le commerce extérieur de transport auquel ils seront invités par les Ports francs, seront obligés de retirer graduellement leurs capitaux, soit des branches du commerce intérieur, soit de celles du commerce extérieur de consommation ; dès lors les entrepreneurs nationaux de manufactures ne recevant plus les mêmes capitaux des mains des commerçans ne pourront plus maintenir le même nombre de manufacturiers, et les manufactures, la richesse réelle, le commerce intérieur et le commerce extérieur de consommation tomberont nécessairement dans la proportion des capitaux qui auront été ainsi détournés de

l'industrie nationale pour favoriser l'industrie étrangere.

L'Europe n'a montré jusqu'ici qu'une seule nation sous les circonstances qui justifient et appellent le commerce extérieur de transport, c'est la Hollande; les immenses capitaux que les commerçans de cette nation possedent, excèdent non seulement tout ce que son commerce intérieur et son commerce extérieur de consommation direct et circuiteux sont capables d'absorber, mais le surabondant de ces capitaux qui reste encore dans les mains des commerçans, paroit surpasser si fort tout ce qu'ils sont en état d'employer dans le commerce extérieur de transport, qu'on les voit réduit à la nécessité d'en placer une grande proportion à simple intérêt dans les fonds publics des autres nations.

Mais les autres nations de l'Europe sont toutes si loin encore d'avoir des capitaux de reste à destiner au commerce extérieur de transport, que les plus avancées même sont encore considérablement en arriere pour les capitaux qu'exigeroit leur seul commerce intérieur. Dans toute nation sous le système de l'Economie politique moderne, le commerce intérieur et l'agriculture marchent inséparablement du même pas, c'est-à-dire, les progrès de l'une suivent les progrès de l'autre immédiatement comme l'effet suit sa cause; ainsi c'est dans l'agriculture qu'il faut chercher la vraie mesure de l'étendue du commerce intérieur de chaque nation et la preuve démonstrative de la suffisance ou de l'insuffisance des capitaux qu'elle voue à ce commerce.

L'Angleterre est la nation de l'Europe qui, après la Hollande, a le plus de capitaux dans le commerce, et la France celle qui en a le plus, après l'Angleterre; mais pour se convaincre combien les capitaux que ces deux nations vouent à leur commerce intérieur sont encore au dessous de ceux que ce commerce exigeroit, il n'y a qu'à jeter les yeux sur leur agriculture. Non seulement il reste à l'une et à l'autre nation une grande proportion de terres incultes, mais en Angleterre une partie et en France presque l'universalité des terres cultivées le sont encore sous un systême de culture très-imparfait, et l'on est fondé de croire que jusqu'ici l'agriculture de l'Angleterre est à peine arrivée aux deux tiers et celle de la France à la moitié de ce que l'une et l'autre pourroient et devroient être, et qu'il s'en faut par conséquent d'un tiers en Angleterre et de moitié en France que le commerce intérieur ait reçu les capitaux qu'il demanderoit.

Cette différence seroit bien plus grande encore, si elle étoit calculée sur l'exemple de la Chine, la seule nation agricole de la terre chez laquelle le commerce intérieur jouisse de tous les capitaux qu'il est capable de recevoir, et la seule par conséquent chez laquelle l'agriculture ait dû arriver et soit arrivée aux derniers termes de toute augmentation possible. Par le pouvoir irrésistible que les capitaux ont sur les bras des hommes, la Chine est non seulement parvenue à cultiver de la maniere la plus complete jusques au dernier pouce de sa surface naturelle, mais à cultiver même une plus grande surface qu'elle n'avoit reçu des

des mains de la nature, en créant sur toute l'étendue de son immense territoire ces innombrables élévations artificielles que le travail et l'industrie ont su rendre aussi fertiles que les terres naturelles.

Si en Angleterre et en France l'agriculture est encore si éloignée de sa perfection, ce n'est pas tant faute de capitaux dans les mains de ces deux nations, que parce que dans lemploi de leurs capitaux elles se sont écartées de l'ordre naturel ; d'abord en vouant des capitaux au commerce extérieur de transport pour lequel aucune des deux nations n'étoit encore mûre, et ensuite en vouant une trop grande proportion de capitaux au commerce extérieur de consommation direct et circuiteux. Quelques contraires que puissent paroître ces assertions aux opinions généralement reçues, il n'est pas possible de voir les choses autrement, lorsqu'on les juge sur les vrais principes de l'Economie politique moderne, c'est-à-dire, sur la vraie essence d'un systême d'agriculture rélative fondé sur un systême de manufactures dans lequel l'industrie nationale est nécessairement la grande fin ver laquelle tout doit tendre et à laquelle tout doit être subordonné.

En vouant une trop grande proportion de leurs capitaux au commerce extérieur les nations de l'Europe ont non seulement appauvri sans cesse leur industrie nationale, mais elles lui ont fait partager continuellement toutes les vicissitudes auxquelles le commerce extérieur est nécessairement sujet par sa nature, et c'est dans ces deux circonstances principalement qu'il faut chercher la raison pourquoi ces nations ont avancé

avec tant de lenteur, tant de difficulté et tant d'irrégularité dans leur prospérité; pourquoi elles sont encore si arrièrées dans leur agriculture et dans leur population; pourquoi le territoire de l'Europe ne produit pas la moitié de la subsistance et ne montre par conséquent pas la moitié des hommes qu'il seroit capable de produire et de montrer; en un mot pourquoi les nations de l'Europe n'ont fait jusqu'ici que monter et descendre alternativement d'un degré de prospérité à un autre, sans jamais s'élever sensiblement au dessus de la médiocrité.

Par le commerce intérieur une nation augmente sa richesse réelle, par le commerce extérieur elle augmente sa richesse nominale, mais nécessairement aux dépens de sa richesse réelle; voilà en deux mots les effets naturels des deux especes de commerce sur la prospérité des nations; car les avantages exagerés dont on voudroit rendre l'industrie nationale redevable à des balances de commerce favorables n'ont jamais été calculés comme ils auroient dû l'être. Les torts que le commerce extérieur fait à l'industrie nationale sont en raison des capitaux qu'il lui enleve pour en favoriser l'industrie étrangere; les bénéfices que l'industrie nationale peut recevoir du commerce extérieur sont en raison des capitaux qu'il lui apporte par des balances favorables; mais comme dans tous les cas la balance de commerce doit naturellement être fort inférieure aux capitaux qui la produisent, il est non seulement évident que les torts que le commerce extérieur fait à l'industrie nationale sont dans tous les cas beaucoup plus grands que les bénéfices qu'il peut

lui procurer, mais que plus la balance de commerce est grande, c'est-à-dire, plus le commerce extérieur qui la donne est grand, plus grands aussi sont les torts que ce commerce fait à l'industrie nationale.

L'erreur qui a porté les hommes si universellement à regarder le commerce extérieur comme le plus puissant moyen d'avancer l'industrie nationale, et pour ainsi dire comme l'objet final de toute l'Economie politique moderne, a son fondement dans une opinion également contraire à la raison et à l'expérience. On s'est persuadé que l'industrie d'une nation ne pouvoit s'accroitre qu'en proportion des pieces de métal qui circuloient chez elle; sur cette fausse idée les hommes d'Etat ont cru n'avoir autre chose à faire pour avancer la prospérité des nations, que de chercher à multiplier ces pieces de métal; le commerce extérieur, à défaut de mines d'or ou d'argent, s'est présenté comme la ressource la plus naturelle et la plus certaine; dès lors toute l'attention des hommes d'Etat s'est dirigée vers ce commerce, et des balances de commerce favorables sont devenues la grande et presque l'unique fin de toutes leurs mesures.

Mais dans cette maniere de voir et de juger, on est bien loin des véritables notions qu'on doit se former des fonctions de l'argent dans le commerce, et de sa proportion avec les besoins de l'industrie nationale. La richesse, qui en définitif circule dans tout commerce, est incontestablement la richesse réelle, c'est-à-dire, ce sont les productions de la terre et les manufactures et la richesse nominale où les pieces de

métal ne doivent être considérées que comme des machines avec le secours desquelles les productions de la terre et les manufactures sont mises en mouvement, avec plus de célérité et de facilité qu'elles ne pourroient l'être autrement. Or comme dans les principes de la mécanique ce n'est pas en raison de leurs volumes, mais en raison de leur perfection, que les machines deviennent capables de mettre en mouvement des masses plus ou moins grandes; de même dans le commerce ce n'est pas en raison de leur étendue, mais en raison de leur perfection que les machines de circulation deviennent capables de mettre en mouvement des masses plus ou moins grandes des productions de la terre et des manufactures.

On peut distinguer les machines de circulation en deux especes, en machines de circulation simples et en machines de circulation composées; les machines de circulation simples sont celles qui ne sont formées que d'un seul rouage, de celui des pieces de métal, et leur perfection ou plutôt leur imperfection est en raison directe des quantités de pieces de métal qui forment leur rouage, c'est-à-dire, la machine ne devient capable d'opérer une grande circulation qu'au moyen d'une grande quantité de pieces de métal. Les machines de circulation composées sont celles qui sont formées de deux rouages, de celui de pieces de métal et de celui du crédit, et leur perfection est en raison composée des quantités de pieces de métal et de la grandeur du crédit qui forment leurs deux rouages, c'est-à-dire, la machine devient capable d'opérer une grande circulation avec peu de pieces de métal.

Plus le rouage du crédit est grand dans la machine de circulation composée, moins le rouage des pieces de métal a besoin de l'être pour opérer la même circulation ; c'est ainsi que l'Angleterre circule son immense commerce et en quelque façon encore son énorme dette avec le quart seulement des pieces de métal qui circulent en France, et cette circulation de l'Angleterre est bien loin encore de celle que la machine de circulation composée seroit capable d'opérer si elle étoit portée à la perfection dont j'espère un jour la démontrer susceptible.

Une nation qui ne circule son commerce et son industrie qu'avec le secours d'une machine de circulation simple comparée à une nation qui opère sa circulation avec le secours d'une machine de circulation composée, est comme une manufacture dans laquelle tout le travail s'exécute avec les seuls bras des ouvriers, comparée à une manufacture dans laquelle le travail est facilité et abrégé par le secours des machines. Dans la derniere manufacture un petit nombre d'ouvriers devient capable d'exécuter une quantité de travail beaucoup plus considérable qu'un grand nombre dans la premiere ; dans la derniere nation une petite quantité de pieces de métal devient capable d'opèrer une circulation beaucoup plus considérable qu'une grande quantité dans la premiere ; la premiere des deux manufactures est encore dans l'enfance pour son travail ; la premiere des deux nations est encore dans l'enfance pour sa circulation.

Le peu que je viens de dire doit, je crois, suffire pour convaincre les nations de l'Europe avec combien

peu de pieces de métal elles peuvent opèrer leur circulation, lorsque cette circulation est ordonnée sur les principes d'un crédit bien reglé, et par conséquent combien elles ont tort de sacrifier sans cesse si inutilement leur commerce intérieur, c'est-à-dire, leur agriculture, leurs manufactures et leur population au commerce extérieur. Je ne m'étendrai donc pas davantage sur ce sujet, pour ne pas trop anticiper ce que je me propose de dire dans un discours que je vouerai au crédit en général, et dans lequel j'espère présenter aux nations un système de crédit public, non seulement adapté à toutes les constitutions de gouvernement, mais infiniment plus naturel et plus puissant dans les mains des hommes d'Etat, plus heureux et plus consolant pour les peuples, que ce système forcé, précaire, et j'ose dire barbare, que l'Europe pratique depuis si long-tems, et par lequel elle détruit continuellement d'une main le bien qu'elle cherche à faire de l'autre.

Faut-il donc que les nations de l'Europe s'abstiennent de tout commerce extérieur ? Je n'hésiterois certainement pas à le prononcer, si ces nations pouvoient se jurer et se tenir une paix perpétuelle ; mais comme ce bonheur ne sera probablement jamais leur partage et que le tems montrera malheureusement des guerres dans l'avenir, comme il en a montré dans le passé, cette situation des nations de l'Europe les authorise et les oblige même, comme je le ferai voir plus bas, de vouer une proportion raisonnable de leurs capitaux au commerce extérieur ; car si ce commerce est un mal pour ces nations en tems de paix par le découra-

gement qu'il donne à leur industrie, en tems de guerre, il peut devenir un bien pour elles, en préservant leur industrie d'un mal plus grand encore que celui qu'il lui fait en tems de paix.

Mais de ce commerce extérieur que le malheur des guerres rend nécessaire aux nations de l'Europe, elles doivent exclure le commerce extérieur de transport et ne jamais l'entreprendre que dans l'ordre naturel du commerce elles n'y ayent été appellées. Le commerce extérieur de transport est non seulement dans tous les tems une force morte sur l'industrie nationale; non seulement il la dépouille de ses capitaux pour les faire servir à l'avancement de l'industrie étrangere, mais il l'affecte encore d'une autre maniere non moins préjudiciable. Au mépris de toutes les précautions que la prudence humaine est capable d'imaginer, les Ports francs sont des réceptacles de fraude; les manufactures prohibées franchissent toutes les barrieres et pénétrent sans cesse dans l'intérieur des terres; une classe d'hommes se forme tout exprès pour ménager ce passage illicite, un autre pour en assurer les risques et le commerce frauduleux se pratique avec autant de facilité et de sûreté que le commerce ordinaire, au grand détriment de l'industrie nationale qui se trouve ainsi souffrir à la fois, et des capitaux que le commerce extérieur de transport lui dérobe, et des manufactures étrangeres que les Ports francs opposent à la consommation des manufactures nationales.

Les hommes d'Etat qui ont ouvert des Ports francs au commerce extérieur de transport et les Ecrivains qui ont traité de l'Economie politique ont voulu jus-

tifier ce commerce sur les grands encouragemens qu'il donne à la navigation, à la construction des navires, à la formation et à la multiplication des hommes de mer si nécessaires à la défense des Etats maritimes; un auteur Anglois d'une très-grande célébrité (1), mais dans les écrits duquel je n'ai généralement trouvé, j'ose le dire, que des principes et des raisonnemens faux sur l'Economie politique, est même allé si loin que d'oser avancer que toute manufacture nationale qui contrarie le commerce extérieur de transport, doit être découragée par tous les moyens possibles comme pernicieuse. Mais tous ont été dans l'erreur et l'auteur que je cite d'une maniere revoltante. Car quand il seroit démontré que les avantages que présente le commerce extérieur de transport ne pourroient jamais être obtenus au même degré par le commerce intérieur de côte à côte, par le commerce extérieur de consommation, par les pêcheries proches et lointaines, une nation n'en seroit pas moins à blâmer de donner au commerce extérieur de transport la préférence sur un moyen plus naturel et bien plus efficace.

N'est-il pas de toute évidence qu'une nation qui voueroit à son commerce intérieur les capitaux qu'elle voue à son commerce extérieur de transport, accroîtroit son industrie, et que de cet accroissement de l'industrie nationale résulteroit nécessairement un accroissement dans le revenu public, totalemeut perdu par le commerce extérieur de transport; or cet accroissement dans le revenu public mis à part ne four-

(1) Le Dr d'Avenant.

niroit-il pas à la nation les moyens de construire annuellement un nombre proportionné de navires, d'engager annuellement un nombre proportionné d'hommes de terre, et de les mettre annuellement en mer sans autre objet, si elle vouloit, que de les exercer et d'en faire des matelots expérimentés ; et n'est-il pas plus que probable que de cette maniere elle se trouveroit avec le tems avoir augmenté sa marine dans une proportion bien plus grande qu'elle n'auroit pu le faire par le commerce extérieur de transport, sans compter l'avantage inappréciable d'avoir augmenté en même tems que sa marine son agriculture, ses manufactures et sa population, que dans le cas de commerce de transport elle auroit au contraire découragées et diminuées.

Un des objets les plus importans de l'Economie politique moderne est sans contredit l'intérêt de l'argent; peu d'hommes d'Etat paroissent s'en être formé des idées justes ou du moins l'avoir considéré avec l'attention sérieuse qu'il mérite, à juger par les grandes fautes qu'on leur a vu commettre et qu'on leur voit commettre tous les jours dans cette partie. Ce discours ne me permet pas de traiter ce sujet difficile dans toute son étendue, je le réserve à une autre occasion ; mais je vais tâcher de le développer au moins sous ses principales et plus essentielles circonstances, afin de ne laisser aucun doute sur son intime connexion avec la prospérité des nations.

Ce n'est pas comme métal que l'argent se prête et s'emprunte, comme tel il se vend et s'achete ; il se prête et s'emprunte comme machine de circulation, et l'on peut distinguer les hommes qui l'empruntent

comme tel, en deux classes générales ; en hommes qui destinent la machine de circulation empruntée à circuler les productions de la terre et les manufactures pour leur propre consommation et sans aucune vue de profit, et en hommes qui destinent la machine de circulation empruntée à circuler les productions de la terre et les manufactures pour la consommation des autres et dans la vue de tirer un profit de cette circulation ; la premiere des deux classes est formée principalement par les consommateurs, la seconde par les commerçans, les entrepreneurs de manufactures et les fermiers.

L'intérêt de l'argent se divise en deux especes, en intérêt de la loi et en intérêt du marché, ou, ce qui est la même chose, en intérêt légal et en intérêt courant. L'intérêt légal est déterminé par le souverain qui fixe le taux le plus haut auquel il veut qu'il soit permis de prêter et d'emprunter ; l'intérêt courant est déterminé par des circonstances que je vais graduellement développer.

Si l'argent n'étoit jamais emprunté que par des commerçans, des entrepreneurs de manufactures et des fermiers, son intérêt au marché seroit toujours le plus juste que les circonstances admettroient, c'est-à-dire, il seroit toujours le plus bas possible ; car les commerçans, les entrepreneurs de manufactures et les fermiers n'empruntant point l'argent pour le destiner sous la forme de revenu à leur propre consommation, mais pour le destiner sous la forme de capital à la consommation des autres et en tirer un profit ; le profit ordinaire que l'argent emprunté leur vaudroit dans leurs différentes entreprises, régleroit nécessai-

rement dans tous les cas l'intérêt, qu'ils pourroient consentir de payer aux prêteurs.

Les souverains n'auroient donc jamais été dans la nécessité de fixer un taux à l'intérêt de l'argent, si l'argent n'avoit jamais été emprunté que par des commerçans, des entrepreneurs de manufactures et des fermiers; mais les consommateurs qui souvent sont des dissipateurs, se mêlant et empruntant en concurrence avec les commerçans, les entrepreneurs de manufactures et les fermiers et n'ayant à calculer dans leurs emprunts que la satisfaction de leurs desirs et jamais des profits, si les souverains n'avoient pas eu l'attention de fixer un taux à l'intérêt de l'argent, cet intérêt auroit pu monter et se soutenir à des taux si exorbitans qu'il seroit devenu impossible aux commerçans, aux entrepreneurs de manufactures et aux fermiers, si essentiels à la prospérité des nations, d'entrer en concurrence avec les consommateurs et de se procurer des capitaux par des emprunts.

Quelle est la régle que le souverain doit observer dans la fixation de l'intérêt légal de l'argent? De ne jamais devancer, mais toujours suivre de près l'intérêt du marché; car s'il devançoit l'intérêt du marché, c'est-à-dire, s'il fixoit l'intérêt légal au dessous de l'intérêt courant, non seulement sa loi seroit sans cesse éludée, mais il ouvriroit nécessairement la porte à l'usure, au grand détriment des commerçans, des entrepreneurs de manufactures et des fermiers, parce que dans ce cas les prêteurs ne manqueroient jamais de faire payer aux emprunteurs les risques auxquels ils s'exposeroient en prêtant au dessus de l'intérêt fixé par la loi.

Mais le souverain ne peut-il pas fixer l'intérêt légal de l'argent au taux précis de l'intérêt du marché? La prudence ne le lui permet pas; car comme l'intérêt du marché est par sa nature variable et dépend d'un grand nombre de circonstances qui tantôt peuvent le hausser au dessus et tantôt le baisser au dessous de ce qu'il étoit; si le souverain fixoit l'intérêt légal au taux précis de l'intérêt du marché dans un tems déterminé, cet intérêt légal pourroit dans un autre tems se trouver au dessous de l'intérêt du marché, et dès ce moment la loi s'éluderoit comme dans le cas précédent et l'usure prendroit la place de l'intérêt légal.

En suivant de près l'intérêt du marché, c'est-à-dire, en fixant l'intérêt légal un peu au dessus de l'intérêt courant, le souverain évite tous les inconvéniens: d'abord il laisse une marge raisonnable aux variations de l'intérêt du marché et se met par conséquent à l'abri du risque de voir tomber l'intérêt légal au dessous de l'intérêt courant, ensuite il assure aux commerçans, aux entrepreneurs de manufactures et aux fermiers, dans la plûpart des emprunts, la préférence sur les consommateurs, au grand avantage de l'agriculture et des manufactures. Car les commerçans, les entrepreneurs de manufactures et les fermiers étant universellement estimés plus prudens dans le ménagement de leurs affaires que les consommateurs, cette circonstance compenseroit dans l'esprit de la plûpart des prêteurs la petite différence d'intérêt qu'ils pourroient gagner en prêtant leur argent au taux légal aux consommateurs et les détermineroit à le prêter plutôt au taux du marché aux commerçans, aux entrepre-

neurs de manufactures et aux fermiers ; ce qui n'arriveroit pas aussi généralement, si le souverain laissoit une marge trop grande entre l'intérêt légal et l'intérêt courant.

Il y a vingt ans qu'un ministre (1) des finances en France, peu familiarisé avec les vrais principes en matiere d'intérêt, s'étoit persuadé que l'intérêt légal de l'argent pouvoit se fixer à volonté, et en partant de cette opinion il a cru pouvoir diminuer et réduire celui de la France au dessous de l'intérêt du marché, heureusement pour cet Etat, une détermination aussi peu éclairée n'a pas eu le tems de produire tous les mauvais effets qui en auroient infailliblement résulté, parce qu'on a eu soin d'y remédier promptement en remontant l'intérêt légal à son ancien taux.

L'intérêt de l'argent agit-il sur la prospérité des nations comme cause, ou est-il déterminé par cette prospérité comme effet ? Cette question importante partage les opinions et n'est point encore parfaitement décidée dans l'Economie politique moderne ; comme il est essentiel de bien entendre avant de prononcer, je vais en préparer la solution, en traçant la marche naturelle de l'intérêt de l'argent dans les grandes circonstances des nations.

Dans toute nation complétement montée sur le systême de l'Economie politique moderne, ce sont les commerçans, les entrepreneurs de manufactures et les fermiers qui déterminent le taux de l'intérêt de l'argent ; car comme ils sont les plus grands et les plus

(1) M. Laverdy.

fréquens emprunteurs, ce sont eux qui déterminent le taux de l'intérêt du marché ; et comme dans tous les cas l'intérêt légal suit ou doit suivre de près l'intérêt courant, il est clair qu'en déterminant l'intérêt du marché ils déterminent en même tems l'intérêt de la loi.

Plus ou moins il y a agagner par l'usage de la machine de circulation, plus ou moins elle vaut ; c'est-à-dire, plus ou moins de profit les commerçans, les entrepreneurs de manufactures, et les fermiers sont en état de se procurer par la circulation de leurs capitaux, plus ou moins d'intérêt ils sont en état et disposés de payer pour les capitaux qu'ils empruntent et par conséquent plus ou moins hauts seront l'intérêt courant et l'intérêt légal dans une nation.

Les commerçans, les entrepreneurs de manufactures et les fermiers doivent tous indistinctement être considérés comme ne circulant d'autres capitaux dans leurs entreprises que des capitaux empruntés ; car comme ils n'appellent profit que ce qui leur reste après avoir déduit du produit net de leurs capitaux l'intérêt légal, qu'ils auroient pu se procurer dans tous les cas, ils sont tous censés avoir emprunté leurs capitaux, soit d'eux-mêmes, soit des autres.

Le prix total de toute manufacture au moment ou elle vient dans les mains du commerçant, déduction faite du prix de la matiere premiere brute, est divisé entre le manufacturier et l'entrepreneur de manufactures ; la part du manufacturier s'appelle salaire et lui est allouée à raison de son travail ; la part de l'entrepreneur de manufactures s'appelle profit, et lui est al-

louée à raison du capital qu'il avance pour l'achat de la matiere premiere brute et le maintien du manufacturier.

Ce partage du prix total d'une manufacture entre le manufacturier et l'entrepreneur de manufactures ne se fait pas d'après une proportion fixe ; il varie chez les différentes nations et dans différentes circonstances chez la même nation. Dans une nation on voit le salaire du manufacturier grand et le profit de l'entrepreneur de manufactures modique ; dans une autre nation on voit le salaire du manufacturier modique et le profit de l'entrepreneur de manufactures grand. Dans un tems une nation présente le salaire du manufacturier continuellement croissant, et le profit de l'entrepreneur de manufactures continuellement décroissant ; dans un autre tems la même nation présente le salaire du manufacturier continuellement décroissant, et le profit de l'entrepreneur de manufactures continuellement croissant.

Comme ce rapport entre le salaire du manufacturier et le profit de l'entrepreneur de manufactures est le principe le plus essentiel de l'Economie politique moderne, le résultat heureux ou malheureux de toutes les déterminations de l'homme d'Etat et l'infaillible caractèristique des degrés de prospérité des nations, il mérite à aussi juste titre, que le rapport du prix à la qualité de manufactures, d'être distingué par un nom particulier ; je l'appellerai donc rapport caractèristique du salaire au profit des manufactures, et dans ce rapport, je supposerai constamment le salaire à la place du terme antécédent, et le profit à la place du terme conséquent.

Au lieu de rapport caractéristique du salaire au profit des manufactures, j'aurois pu dire rapport caractéristique du salaire au profit en général, parce que ce rapport embrasse également le salaire et le profit du laboureur et du fermier; mais comme le rapport caractéristique du salaire au profit dans l'agriculture est naturellement déterminé, ainsi que je le ferai voir, par le rapport caractéristique du salaire au profit dans les manufactures, il n'étoit pas nécessaire de comprendre les deux rapports ensemble, et de confondre le déterminé avec le déterminant.

Deux choses sont indispensablement nécessaires dans toute manufacture, des capitaux et des bras; et comme il y a des hommes qui ont des capitaux sans bras, et des hommes qui ont des bras sans capitaux, c'est de la réunion des moyens de ces deux classes d'hommes que dépend essentiellement le travail des manufactures; les bras cherchent les capitaux, les capitaux cherchent les bras, et c'est de la proportion entre les bras et les capitaux que résulte dans toute nation la proportion entre le salaire et le profit, ou, ce qui est la même chose, le rapport caractéristique du salaire au profit des manufactures.

Lorsque dans une nation il y a moins de bras que de capitaux, les bras sont chers; le terme antécédent du rapport caractéristique du salaire au profit des manufactures devient grand, et le terme conséquent modique, c'es-à-dire, le manufacturier a un grand salaire, et l'entrepreneur de manufactures un profit modique. Lorsqu'au contraire il y a dans une nation plus de bras que de capitaux, les bras sont à bon marché;

ché ; le terme antécédent du rapport caractèristique du salaire au profit des manufactures devient modique, et le terme conséquent grand, c'est-à-dire, le manufacturier a un salaire modique, et l'entrepreneur de manufactures un grand profit.

Dans une nation à prospérité continuellement progressive, les capitaux augmentent sans cesse dans une proportion plus grande que n'augmente la population ; il y a sans cesse moins de bras que de capitaux, etl es capitaux cherchent sans cesse les bras dans une forte concurrence ; par conséquent le prix des bras augmente continuellement, et le rapport caractèristique du salaire au profit des manufactures va continuellement en croissant, ou, ce qui est la même chose, le salaire du manufacturier devient continuellement plus grand, et le profit de l'entrepreneur de manufactures continuellement plus modique.

La Hollande, l'Angleterre et la France sont des nations à prospérité progressive, c'est-à-dire, des nations qui augmentent continuellement leurs capitaux ; la Hollande dans une plus grande proportion que l'Angleterre ; l'Angleterre dans une plus grande proportion que la France : en conséquence le rapport caractèristique du salaire au profit des manufactures est plus grand en Hollande qu'en Angleterre ; plus grand en Angleterre qu'en France, c'est-à-dire, en Hollande le salaire du manufacturier est plus grand, et le profit de l'entrepreneur de manufactures plus modique qu'en Angleterre ; en Angleterre le salaire du manufacturier est plus grand, et le profit de l'entrepreneur de manufactures plus modique qu'en France.

Dans une nation à prospérité arrêtée, les capitaux restent continuellement les mêmes, sans augmenter ni diminuer ; mais il n'en est pas de même de la population, la procréation la porte naturellement au-delà de ses justes bornes, et les bras se trouvent continuellement excèder les capitaux dans une proportion sensible, de l'excès de procréation et de la misere qui en est inséparable, résulte bien une plus grande mortalité ; mais l'excès de mortalité ne compense jamais exactement l'excès de procréation, et il reste constamment plus de bras que de capitaux ; par conséquent les bras sont forcés de chercher les capitaux en concurrence ; le salaire du manufacturier devient modique, et le profit de l'entrepreneur de manufactures grand.

La Chine se présente depuis long-tems comme une nation à prospérité arrêtée, c'est-à-dire, comme une nation qui maintient continuellement son travail et son industrie sur les mêmes capitaux ; et quoique, pour corriger l'excès de sa procréation d'une manière plus efficace qu'elle ne peut l'attendre du seul cours de la nature, elle tolère le barbare usage de détruire les enfans, elle ne peut empêcher qu'il ne lui reste sans cesse plus de bras que de capitaux : aussi toutes les relations attestent-elles que les profits de ses entrepreneurs de manufactures sont grands, et les salaires de ses manufacturiers si modiques, qu'ils suffisent à peine pour leur procurer les plus strictes nécessités de la vie.

Dans une nation à prospérité continuellement rétrograde, les capitaux diminuent sans cesse dans une plus grande proportion, que ne diminue la population ; il y a sans cesse plus de bras que de capitaux, et

les bras cherchent sans cesse les capitaux dans une forte concurrence ; par conséquent le prix des bras diminue continuellement, et le rapport caractèristique du salaire au profit des manufactures va continuellement en décroissant, ou, ce qui est la même chose, le salaire du manufacturier devient continuellement plus modique, et le profit de l'entrepreneur de manufactures continuellement plus grand.

D'après le témoignage des Ecrivains Anglois eux-mêmes, le Bengale, ce royaume naturellement si fertile, et autrefois si florissant, est réduit aujourd'hui sous l'empire et le système avide d'une compagnie de marchands au misérable état d'une prospérité rétrograde ; les capitaux, au lieu d'être accumulés et consacrés au maintien des bras, passent sans cesse en Europe pour nourrir le luxe et la corruption, et ce qui en reste dans le pays se trouve de plus en plus si disproportionné avec sa population, que les profits des entrepreneurs de manufactures et des fermiers, pour ainsi dire tous Européens, sont devenus si exorbitans que les salaires qu'ils laissent aux manufacturiers et aux laboureurs indigens, ne suffisent plus pour leur procurer les premiers besoins de la vie, et qu'il y a peu d'années qui ne présentent le spectacle affreux de multitudes de ces malheureux périssant de faim et de misère.

La raison et l'expérience prouvent donc également, que les profits des entrepreneurs de manufactures sont plus grands dans les nations à prospérité rétrograde que dans les nations à prospérité arrêtée, et plus grands dans les nations à prospérité arrêtée que dans

les nations à prospérité progressive : l'intérêt de l'argent doit donc naturellement être plus haut chez les nations à prospérité rétrograde, que chez les nations à prospérité arrêtée, et plus haut chez les nations à prospérité arrêtée, que chez les nations à prospérité progressive ; et encore ici le raisonnement se trouve confirmé par l'expérience, car l'intérêt de l'argent est plus haut dans le Bengale qu'à la Chine, plus haut à la Chine qu'en Europe, plus haut en France qu'en Angleterre, plus haut en Angleterre qu'en Hollande. Je dis que l'intérêt de l'argent est plus haut en France qu'en Angleterre, parce que je ne calcule point celui de l'Angleterre sur le cours artificiel que lui a donné l'accroissement de la dette publique par la derniere guerre, et qui ne doit être regardé que comme accidentel et momentané, l'Angleterre ayant certainement plus de capitaux que son intérêt courant ne paroît l'indiquer.

Si les Etats-Unis de l'Amérique présentent une exception aux principes ci-dessus, c'est dans leurs circonstances extraordinaires et uniques qu'il faut en chercher la raison. Il est incontestable que ces nouvelles nations sont dans un état de prospérité progressive, et plus fortement progressive qu'aucune nation de l'Europe ; par conséquent dans la regle générale le rapport caractèristique du salaire au profit devroit être plus grand chez elles qu'en Hollande même, et cela n'est vrai qu'en partie, c'est-à-dire, il n'y a que les salaires qui sont plus grands en Amérique qu'en Hollande, et les profits, ainsi que l'intérêt de l'argent, sont plus modiques en Hollande qu'en Amérique.

Les salaires sont plus grands en Amérique qu'en Hollande, parce que dans toutes les branches du travail et de l'industrie les bras manquent en Amérique dans une plus grande proportion qu'en Hollande; non pas que les capitaux excèdent en Amérique les bras dans un degré considérable, mais parce que dans un pays nouveau où les terres s'acquierent presque pour rien, les hommes sont promptement en état de sortir de la classe dépendante d'ouvriers, pour entrer dans la classe indépendante d'entrepreneurs, et d'occasionner par conséquent une double diminution dans la classe des ouvriers, une diminution absolue, en sortant de cette classe, et une diminution relative, en augmentant celle des entrepreneurs.

Les profits et l'intérêt de l'argent sont plus modiques en Hollande qu'en Amérique, parce qu'en Hollande les capitaux se trouvent en abondance dans les mains de ceux qui en ont besoin, au lieu qu'en Amérique la classe des entrepreneurs de toute espece se multipliant continuellement, il n'y a jamais assez de capitaux pour fournir aux vastes entreprises qu'offre de tous les côtés un pays nouveau; cette insuffisance des capitaux en occasionne la recherche; la recherche en hausse le prix, c'est-à-dire, l'intérêt et de la hausse de l'intérêt résulte nécessairement la hausse des profits.

De tout ce que je viens de dire, il résulte donc clairement que ce n'est pas de la masse d'argent seule qui circule dans une nation que dépend le taux de l'intérêt de l'argent, comme tant d'hommes l'ont cru et avancé; la circonstance de la quantité d'argent ne

détermine rien pour l'intérêt sans le rapport caractèristique du salaire au profit des manufactures. La Chine circule propablement chez elle une masse d'argent plus considérable que n'en circule l'Europe entiere ; cependant le taux ordinaire de l'intérêt de l'argent et 12 p$\frac{c}{o}$ à la Chine, c'est-à-dire, plus que le double de l'intérêt moyen de l'Europe, parce que le rapport caractèristique du salaire au profit des manufactures n'est pas la moitié aussi grand à la Chine qu'il l'est en Europe, ou, ce qui est la même chose, parce que la Chine est arrivée à son dernier degré de prosperité et que l'Europe n'est pas encore arrivée à la moitié du sien.

La masse d'argent que la France possede en especes, est estimée deux milliards et l'intérêt de l'argent est chez elle à 5 p$\frac{c}{o}$; mais sans le moindre acroissement dans cette masse d'argent, son intérêt courant pourroit et devroit certainement depuis long-tems être à 3 p$\frac{c}{o}$; comme sans la moindre diminution dans cette masse d'argent il seroit possible qu'il montât à 6 p$\frac{c}{o}$, il ne faudroit pour opérer nécessairement l'un ou l'autre de ces deux effets, qu'un changement proportionné et permanent en bien ou en mal dans le rapport caractèristique du salaire au profit des manufactures, c'est-à-dire, dans la prospéréte actuelle de la France. J'espère un jour embrasser et développer plus particulierement ce sujet intéressant que je n'ai vu nulle part traité à ma satisfaction.

Il est donc évident que l'intérêt de l'argent auroit toujours été l'effet nécessaire et par conséquent la mesure exacte des degrés de prospérité des nations, s'il

n'avoit jamais été troublé dans son cours naturel; ces degrés de prospérité auroient été dans tous les cas en raison inverse des taux de l'intérêt de l'argent, chaque nation auroit été en état de juger avec certitude, si elle avançoit ou déclinoit dans sa prospérité; si elle gagnoit ou perdoit sur la prospérité d'une autre nation; les hommes d'Etat auroient eu constamment sous leurs yeux des preuves palpables de leur bonne ou mauvaise conduite et les nations auroient vu quand les hommes d'Etat auroient favorisé et avancé, quand ils auroient contrarié et détruit leur prospérité.

Mais les hommes d'Etat n'ont pas laissé l'intérêt de l'argent dans son cours naturel; ils l'ont détourné de ce cours pour le forcer dans un cours artificiel, et dès ce moment il a cessé d'être l'effet de la prospérité des nations pour en devenir la cause heureuse ou malheureuse; car si des taux nuturels de profit déterminent des taux naturels d'intérêt, des taux artificiels d'intérêt déterminent des taux artificiels de profit, ou, ce qui est la même chose, si dans le cours naturel de l'intérêt de l'argent, l'intérêt est reglé sur les profits. dans le cours artificiel de l'intérêt de l'argent les profits sont reglés sur l'intérêt.

Ainsi lorsque par des déterminations éclairées l'homme d'Etat opère d'une maniere permanente une baisse dans l'intérêt de l'argent, son opération tend naturellement à favoriser les manufacturiers d'une part plus grande dans le fruit de leur travail, à leur donner le nécessaire s'il ont été dans la misere, l'aisance s'il n'ont eu que le nécessaire, les moyens de former et de maintenir des familles s'ils en ont été destitués; et

comme le sort des laboureurs est inséparablement lié à celui des manufacturiers, l'homme d'Etat répand le même bonheur sur les campagnes et avance par conséquent la prospérité de sa natiou dans toutes ses circonstances, dans son agriculture, dans ses manufactures et dans sa population.

Le contraire de tous ces avantages devient la conséquence des opérations de l'homme d'Etat, lorsque par des déterminations fausses et ignorantes il hausse l'intérêt de l'argent ou le tient continuellement plus haut que dans le cours naturel des choses il ne seroit; sa conduite tend alors à retrancher proportionnellement le pain aux trois quart des individus de sa nation; à les réduire de l'aisance au nécessaire, du nécessaire à la misère, de la possibilité à l'impossibilité de former et de maintenir des familles, ou à leur ravir l'espérance consolante qu'ils avoient de monter naturellement de la misère au nécessaire, du nécessaire à l'aisance, de l'imposibilité à la possibilité de former et de maintenir des familles.

Que les hommes d'Etat, qui traitent l'intérêt de l'argent avec indifférence et le sacrifient sans scrupule aux moindres besoins qui les pressent, n'imaginent point que j'exagère ici les maux, dont ils se rendent coupables envers leurs nations; je représente ces maux dans leur réalité, et je soutiens qu'il est impossible que l'intérêt de l'argent hausse d'une maniere permanente d'un demi, et même d'un quart pour cent dans une nation, sans que dans le cours naturel des choses toutes les classes industrieuses, et par conséquent la prosperité de la nation, ne s'en ressentent en raison inverse.

Le malheur est qu'une fausse détermination dans l'Economie politique moderne est rarement suivie immédiatement du mal qu'elle doit nécessairement opérer, et que dans une nation chez laquelle les vrais principes n'ont encore qu'imparfaitement pénétré, l'homme d'Etat peut commettre les plus grandes fautes, non-seulement sans risque de se couvrir de blâme, mais souvent même en s'attirant les applaudissemens de la multitude incapable de juger, et trompée par les apparences. Il faut du tems avant qu'une cause morale ait pu porter son influence sur une grande masse d'hommes ; et lorsque la fausse détermination a enfin produit son plein effet, tant d'autres déterminations peuvent être survenues dans l'intervalle, que celle à laquelle le mal doit être attribuée, et par conséquent l'homme d'Etat, de qui elle a émanée, sont presque toujours méconnus ; et c'est ainsi qu'il arrive à des nations de languir des siecles entiers, sans faire des progrès sensibles dans leur prospérité, et pour ainsi dire sans savoir à quoi ni à qui s'en prendre.

On ne lit presque aucun écrit sur l'Economie politique moderne, dans lequel la modicité des salaires des ouvriers ne soit envisagée comme une condition essentielle à la prospérité des nations, et il y a peu d'hommes d'Etat qui n'aient regardé ce principe, si peu conforme à l'humanité, comme une des grandes regles de leur conduite. Cependant il n'y a jamais eu de vérité plus évidemment démontrée que le contraire de cette opinion. Jamais grande prospérité n'a existé sous des salaires modiques, et il semble que le plus

simple usage de la raison auroit dû faire sentir la contradiction et l'absurdité de vouloir faire prospérer une nation sous des conditions qui en laisseroient nécessairement les trois quarts dans des circonstances bornées et misérables. Heureusement l'Economie politique moderne, au milieu de tant de défauts qu'elle présente, a au moins cet avantage, que sous ses vrais principes il est de toute impossibilité de faire prospérer réellement une nation, sans faire prospérer universellement toutes ses classes, et on ne peut pas avoir une preuve plus convaincante de l'imperfection de l'Economie politique d'une nation, que de voir les classes inférieures de ses hommes misérables mal nourries, mal vêtues, mal logées.

L'exemple de la Chine ne détruit point cette vérité ; ce n'est pas la faute du systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême de manufactures, si les classes inférieures des hommes de la Chine sont misérables, c'est la faute de la Chine elle-même ; comme ce ne seroit pas la faute du systême d'agriculture absolue, si une nation, après avoir porté l'agriculture sur toute l'étendue de son territoire au dernier degré de perfection, souffroit volontairement qu'une procréation indéfinie amenât sur elle la misere.

C'est de la modicité des profits des entrepreneurs, et non de la modicité des salaires des ouvriers, que l'homme d'Etat doit faire son grand objet ; c'est alors qu'il est dans l'ordre naturel, que lui prescrit le systême d'Economie politique, sur les principes duquel il entreprend de conduire sa nation ; s'il remplit cet objet, il peut se regarder comme ayant tout fait, parce

que pour le remplir il a prodigieusement à faire, et tant qu'il ne fera pas de cet objet la grande fin de toutes ses mesures, il peut être sûr qu'il ne fera rien de solide, ni de durable pour la prospérité de sa nation. Il n'a pas besoin de se mêler des salaires des ouvriers, ce n'est pas son affaire, c'est celle des entrepreneurs et des ouvriers eux-mêmes, et il peut être convaincu que, dans le cours naturel des choses, ils en régleront le juste taux mieux que lui; son unique affaire doit être de chercher à réduire les profits des entrepreneurs, de maniere à leur faire trouver le plus grand avantage dans cette réduction.

Avec un salaire modique et la charge d'une famille, l'ouvrier est nécessairement dans un état misérable; au lieu que la situation de l'entrepreneur n'est jamais plus brillante que lorsque ses profits sont modiques, si cette modicité de profits est la conséquence de la prospérité de sa nation, parce qu'alors des entreprises vastes lui fournissent l'occasion de circuler tous les capitaux, qu'il est capable de commander, et que des profits modiques, sur une grande proportion de capitaux, lui laissent un profit total bien supérieur à celui qu'il auroit pu se promettre d'une circulation de capitaux modiques qui lui auroit procuré des profits plus grands : aussi n'est-ce que chez des nations à prospérité fortement progressive, et chez lesquelles par conséquent les profits sont modiques, qu'on voit les entrepreneurs de toute espece faire les plus grandes et les plus rapides fortunes.

L'intérêt légal de l'argent n'a été réduit à 6 p. % en Angleterre qu'en 1660, et à 5 p. % qu'en 1714;

depuis cette derniere époque jusqu'au commencement de la guerre de 1755, l'intérêt courant de l'Angleterre est graduellement tombé à 4 ½, 4 et 3 ½ p $\frac{o}{o}$, et le gouvernement a non-seulement emprunté à 3 p $\frac{o}{o}$, mais le 3 p $\frac{o}{o}$ consolidé s'est même élevé jusqu'à 106 dans l'intervalle de la paix d'Aix-la-Chapelle à la guerre de 1755. Depuis 1755 jusqu'à présent, le prodigieux accroissement de la dette publique, par les deux dernieres guerres, a graduellement remonté l'intérêt courant de l'argent à 5 p $\frac{o}{o}$.

Cette révolution dans l'intérêt courant de l'Angleterre en opéreroit infailliblement une dans le degré de sa prospérité, si elle n'y remédioit pas par le seul moyen capable de rétablir les choses dans leur ordre naturel, celui de mettre la dette publique dans un cours de remboursement; sans cette mesure il seroit impossible que l'Angleterre pût éviter une détérioration, soit dans le rapport caractèristique du salaire au profit, soit dans le rapport caractèristique du prix à la qualité des manufactures; car la hausse de l'intérêt courant de l'argent doit être considérée comme une taxe directe sur les manufactures qui, tôt ou tard, oblige les entrepreneurs, pour sauver leurs profits, ou de réduire les salaires des ouvriers, ou de hausser le prix des manufactures, ou d'en falsifier la qualité.

Un auteur Anglois (1), qui s'est fait une grande réputation dans sa patrie, et qui a long-tems cherché

(1) Le Dr. Price.

et cherche encore à guider le gouvernement dans les opérations de finances, n'a pas craint d'avancer dans ses écrits, qu'il étoit indifférent à quel intérêt un Etat empruntât, et même avantageux qu'il empruntât plutôt à un intérêt haut qu'à un intérêt bas. Absorbé tout entier dans la contemplation des marches d'intérêt composé, il n'a vu ni agriculture, ni manufactures, ni commerce; il n'a pas senti que, dans un Etat comme l'Angleterre, où la dette publique se négocie et se transfère avec aussi peu de formalité qu'une lettre de change, l'intérêt, que le gouvernement paye en empruntant, commande nécessairement celui que sont forcés de payer dans leurs emprunts les fermiers, les entrepreneurs de manufactures et les commerçans, ou du moins influe sur cet intérêt d'une maniere très-sensible. La célérité avec laquelle ses yeux ont vu qu'une dette contractée à un intérêt haut pouvoit se rembourser par l'accumulation de l'intérêt composé, l'a emporté dans son esprit sur toute autre considération.

Mais s'il existoit dans la chirurgie un instrument avec le secours duquel il devint possible d'opèrer l'amputation des grands membres du corps humain avec plus de célérité que celle des petits, seroit-ce une raison pour regarder comme avantageux à l'homme de se casser plutôt une cuisse qu'un jambe, plutôt un bras qu'un doigt, et la maniere plus ou moins malheureuse dont ces différentes opérations affecteroient le corps entier de l'homme ne mériteroit-elle aucune attention ?

Le même auteur a proposé au gouvernement des

marches d'intérêt composé dans une variété de dimensions, pour effectuer graduellement le remboursement de la dette publique; mais encore ici il n'a vu que le pur mécanisme de l'opération, sans porter un seul instant ses regards sur la situation sérieuse, où se trouvent l'Etat et la nation. Les ministres auroient été bien coupables d'avoir laissé subsister le plus effrayant des maux de l'Angleterre, si pour en délivrer la nation, le remede eût été si facile que tout homme imbu des premiers rudimens de l'arithmètique eût été aussi capable que l'auteur d'en tracer la marche en peu de tems et dans telle proportion qu'on l'eût désiré.

Le premier qui a dévoloppé en Angleterre, et je crois en Europe, le moyen d'éteindre une dette perpétuelle par l'application d'une somme annuelle continuellement grossie de l'accumulation de l'intérêt composé, n'est pas l'auteur dont je parle, mais l'auteur anonyme d'une lettre adressée à un membre du parlement en 1726; dans ce tems là et même jusques à la guerre 1755, ce moyen seul pouvoit parfaitement convenir à l'Etat pour la libération de sa dette, encore modérée alors; car les ressources immenses que le gouvernement a trouvé dans la nation depuis 1755 et qui lui ont procuré le funeste avantage de pouvoir plus que tripler la dette qui existoit en 1748, ont prouvé qu'il auroit pu attendre tranquillement l'extinction de cette dette, si immédiatement après la paix d'Aix-la-Chapelle, elle avoit été mise dans un cours de remboursement de 30 à 40 ans par une simple marche d'intérêt composé; mais ce moyen tout nud

et tel que l'auteur, dont il s'agit, s'est opiniâtré de le proposer, a cessé d'être praticable à dater de 1763 et à plus forte raison à dater de 1783.

La guerre de 1755 a doublé et celle de 1775 plus que triplé la dette de 1748 ; je suppose qu'à la fin de l'une ou de l'autre de ces deux guerres, en 1763 ou en 1783 le gouvernement eût fixé une somme annuelle, pour mettre la dette publique dans un cours de remboursement de 50 à 60 ans, et que cette somme annuelle, avec l'intérêt qu'elle auroit continuellement éteint, eût été appliquée inviolablement à l'opération, précisément dans les idées de l'auteur, n'est-il pas plus que probable que pendant la durée de cette libération et dans le cours ordinaire des choses, l'Etat se seroit trouvé exposé au risque d'avoir deux ou trois guerres à soutenir, trois si l'opération n'avoit commencé qu'en 1783, et deux encore si elle avoit commencé dès 1763 ; or je demande si la saine raison peut permettre de croire que la nation auroit été capable de supporter l'énorme surcharge des taxes qu'auroient exigé les dépenses de deux ou de trois nouvelles guerres ; et en supposant même, qu'à la rigueur il eût été possible de lui arracher encore tant de taxes, n'est-il pas de toute évidence que ce n'auroit pu être qu'à la ruine total de l'Etat ?

Destinez, dit l'auteur en question, au gouvernement, une telle somme tous les ans à la libération publique dans les principes de l'accumulation de l'intérêt composé, et je vous promets que telle année, tel mois, tel jour votre dette sera payée. Mais j'exige pour condition indispensable que vous regardiez les

sommes vouées à cette opération comme la chose la plus sacrée ; que vous n'en détourniez jamais une obole dans telle situation que vous puissiez vous trouver, et que vous preniez plutôt le parti de multiplier vos emprunts à l'infini que de toucher à ce dépôt. Quant aux besoins extraordinaires de l'Etat que des guerres futures peuvent occasionner, je n'ai pas cru devoir m'en embarrasser, ni m'occuper un seul instant sérieusement des moyens d'y faire face, parce que j'ai tout naturellement imaginé qu'il étoit aussi facile que juste d'imposer indéfiniment des taxes sur la nation, en attendant que la fin de l'opération dans 50 ou 60 ans permît de la soulager.

N'est-ce par là en derniere analyse la substance des plans de délibération de l'auteur ? n'est-ce pas là directement ou indirectement le langage qu'il n'a cessé de tenir au gouvernement, et qu'il a même osé tenir à la nation elle-même, en citant les ministres devant son tribunal et en lui laissant ignorer les maux affreux dont ses plans devoient l'accabler ? Un pareil langage est-il celui de l'humanité, est-il même celui du bon sens ? Car ne seroit-il pas barbare de vouloir que la nation fût réduite aux dernieres extrémités de la misère pour ne point troubler le cours de la libération publique, et ne seroit-il pas insensé d'exiger que le gouvernement restât fidelle à l'exécution d'un plan qui le forceroit nécessairement d'anéantir par les taxes les plus destructives la prospérité publique dans toutes ses sources.

L'Ecrit anonyme qui a paru en 1726 et qui a été attribué depuis à un directeur de la Banque d'Angle-

terre

terre (1) a eu successivement plusieurs éditions depuis sa première publication, et il les méritoit à juste titre; il devoit par conséquent être assez généralement répandu; cependant l'auteur, qui m'a occupé un moment, a déclaré qu'il ne l'avoit connu qu'à sa quatrième édition; c'est un malheur, car s'il étoit tombé plutôt dans ses mains, il se seroit probablement abstenu d'écrire sur un sujet, que sa modestie lui auroit fait sentir, que ni lui ni personne autre ne pouvoit traiter mieux ni plus profondement que ne l'a fait l'auteur de cet Ecrit précieux, et il se seroit sans doute contenté, au lieu de répéter ce que cet Ecrit a si bien dit, de prendre le parti désintéressé de le publier sans commentaire à la suite de ses propres ouvrages, comme a fait en dernier lieu l'auteur de l'excellent Traité des Principes de la Doctrine des Annuités Viageres (2).

Ce n'est certainement pas avec plaisir que j'ai déprécié des plans auxquels leur auteur a mis une si grande valeur; mais la vérité m'a forcé de parler, et dans tout ce que j'ai dit je ne crois pas m'en être écarté; si malgré la pureté de mes intentions ce malheur m'étoit arrivé le repentir, le plus sincère et la réparation la plus authentique seroient les conséquences de mon erreur à la moindre preuve qu'on m'en donneroit.

Je sens que je n'ai pu traiter d'illusoires des plans de libération si généralement applaudis, et cependant

---

(1) Le Chev. Nathaniel Gould.

(2) Le Baron Maseres.

si peu approfondis dans leurs vraies conséquences, sans avoir en quelque façon contracté l'obligation d'en montrer de meilleurs. Je m'acquitterois certainement de ce devoir avec le zèle qui me porte à tout ce qui tend au bien de mes semblables, si la discussion de ce grand objet n'étoit pas trop longue et trop étrangère au sujet principal de ce discours. Mais je veux au moins en dire deux mots, et faire voir sous quel point de vue je l'envisage.

Si le remboursement de la dette de l'Angleterre n'est regardé que comme un moyen de soulager l'Etat et la nation dans l'avenir, et non comme un moyen de les soulager l'un et l'autre graduellement et efficacement dans le présent, c'est une opération fausse et chimérique, sans utilité réelle et sans stabilité possible et qui ne pourroit émaner que d'un ministre qui ignoreroit la vraie situation de sa patrie, ou qui auroit dans l'opération des vues particulières et étrangères au bien public. Car il est impossible de se dissimuler que l'Etat touche à l'épuisement de ses ressources, je ne dis pas absolues, mais rélatives, c'est-à-dire, consistantes avec le maintien de la prospérité générale; parce que la nation ne peut, ni supporter sans inconvenient des taxes nouvelles, ni supporter long-tems sans inconvénient le poids des taxes actuelles. Voir les choses autrement, c'est, je crois, ne pas les voir dans le vrai.

Or je conçois non seulement qu'il est possible de tourner la libération publique, depuis le premier instant qu'elle commenceroit jusqu'à celui de sa parfaite consommation, au soulagement continuel de l'Etat et

de la nation ; mais j'y vois même pour le gouvernement des ressources, des économies et des facilités infiniment au dessus de tout ce qu'il pourroit se promettre du brillant crédit et de toute autre situation que celle d'une grande dette ; parce que ces ressources, ces économies et ces facilités tiennent immédiatement à l'opération de la libération d'une dette considérable qui seule peut les rendre possibles. Quelque paradoxale et improbable que puisse paroître une pareille assertion, j'ose assurer que je n'avance rien qui ne soit dans l'exacte vérité, et l'on va en juger par le peu que les bornes de ce discours me permettront d'en développer.

L'opération de la libération publique doit embrasser la totalité de la dette de l'Angleterre, car si elle n'en embrassoit qu'une partie, il est évident qu'elle opposeroit un obstacle à la libre amélioration de l'intérêt de l'argent, qui dès lors s'arrêteroit nécessairement à un taux plus haut que le cours naturel des choses ne le porteroit dans le cas d'une libération totale, et ce seroit laisser subsister volontairement un très-grand mal national. Si l'on croit qu'il est de l'intérêt de l'Etat d'avoir une dette continuellement subsistante, le gouvernement jouira d'abord assez long-tems de cet avantage avec la dette actuelle, et il n'aura pas à craindre d'en perdre l'occasion par la suite ; parce qu'il est malheureusement plus facile de faire des dettes que de les payer.

Les créanciers publics ne doivent être remboursés ni au pair, ni à un taux fixe au dessous du pair. Le remboursement au pair seroit une prodigalité injusti-

fiable, et le remboursement à un taux fixe au dessous du pair laisseroit l'intérêt de l'argent à ce taux désavantageux, si non pendant toute la durée de l'opération, au moins pendant une longue suite d'années, au grand préjudice des libres progrès de la prospérité générale et même des opérations futures du gouvernement. Les remboursemens de la dette publique doivent s'opérer de manière que d'un côté l'universalité des créanciers les trouve naturels, justes et avantageux, et que de l'autre ils fassent nécessairement baisser l'intérêt de l'argent d'une fraction tous les ans, en tems de guerre comme en tems de paix, jusqu'à ce qu'il soit tombé à 3 p. $\frac{0}{0}$.

Tous les douze ou quinze ans et pendant tout le tems que l'opération de la libération durera, elle doit dégager un million de revenu au profit du gouvernement, et ce million de revenu, ainsi dégagé, doit chaque fois être employé à décharger la nation d'un million de taxes, si l'Etat est en paix, et si l'Etat est en guerre, à servir de base aux emprunts du gouvernement, afin d'épargner à la nation autant de taxes nouvelles et lui procurer dans tous les cas l'avantage consolant de n'en avoir jamais à supporter que de très-moderées et seulement passagères, c'est-à-dire, limitées à un petit nombre d'années.

L'opération de la libération ne doit exiger sur le fond d'amortissement qu'un peu au de là d'un million, et si le fond d'amortissement ne pouvoit pas fournir cette somme en entier, la nation gagneroit infiniment d'offrir de son propre mouvement de la completer par quelques taxes bien choisies. La durée de l'opéra-

tion embrasseroit environ deux générations et le gouvernement se trouveroit lié au remboursement ponctuel et imperturbable des capitaux de la dette, littéralement par la même nature d'engagement qui le lie aujourd'hui au payement ponctuel et imperturbable de l'intérêt ; cette espece d'engagement étant, je crois, le seul capable d'inspirer une parfaite confiance aux créanciers, parce que le gouvernement l'a tenu religieusement dans tous les tems.

Voilà en substance les principales conditions auxquelles la libération de la dette actuelle de l'Angleterre peut s'effectuer. Mais ce seroit rendre à l'Etat et à la nation un service bien imparfait que de se borner, comme ont fait tous ceux qui ont traité ce sujet, à la seule dette présente, sans donner la moindre attention à la dette future. Car dans l'intervalle de la libération de la dette actuelle le gouvernement contracteroit une nouvelle dette, peut-être aussi grande que celle qu'il seroit occupé d'éteindre ; et si cette nouvelle dette étoit contractée dans la maniere ordinaire, il est manifeste que ses conséquences seroient de contreagir sans cesse les bons effets qu'opéreroit naturellement la libération de l'ancienne ; de détruire le bien à mesure que cette opération le feroit ; de tenir la nation pendant deux générations dans un état continuellement languissant, et de la replonger à la troisième dans le même abyme dont on auroit voulu la tirer.

Mais est-il possible d'empêcher que le gouvernement ne contracte une nouvelle dette pendant la libération de l'ancienne ? Si l'Angleterre pouvoit sans

de très-grands inconveniens monter le crédit public sur les principes que je me propose de développer un jour, et qu'il ne fallût pas pour cet effet renverser des établissemens auxquels il seroit infiniment dangereux de toucher dans l'état actuel des choses, je prononcerois avec la plus ferme assurance que oui, et l'on verroit alors une immense différence entre le systême de crédit public que je proposerois et le systême des emprunts, si imparfait, si mal raisonné et sous tous les rapports si fatal aux nations.

Le gouvernement ne peut donc pas éviter de contracter une nouvelle dette en co-existance avec la dette actuelle. Mais ne peut-il pas au moins éviter de la contracter aussi onereuse, aussi permanente et aussi rembousable que l'ancienne ? J'ose prononcer que oui, et je dis qu'il est au pouvoir du gouvernement de créer une nouvelle dette très-grande pendant la durée de la libération de l'ancienne, non seulement sans avoir à la rembourser, mais sans avoir à vouer à sa légitime extinction une obole au de là de la seule annuité perpétuelle qu'il accorderoit aux prêteurs, au simple taux courant de l'intérêt de l'argent dans le moment de chaque emprunt, c'est-à-dire, sans avoir à vouer à cette extinction aucune annuité quelconque accessoire à l'annuité perpétuelle. Comme je suis le premier qui a eu le bonheur de découvrir cet avantage précieux dans l'opération de la libération publique, et qu'à mon grand étonnement il a échappé à tous ceux qui ont publié des écrits sur cette opération, je vais me rendre plus intelligible par un exemple.

Je suppose d'abord l'opération de la libération publique commencée ; car sans ce préalable, l'avantage dont il s'agit deviendroit impossible. Je suppose ensuite que les besoins extraordinaires de l'Etat obligent le gouvernement d'emprunter cinq, dix, vingt, trente millions, la somme étant indifférente. Enfin je suppose que l'emprunt de ces cinq, dix, vingt, trente millions est contracté au pair à 5 p% en annuité perpétuelle, sans rien de plus, et que le gouvernement se réserve la faculté de rembourser les prêteurs à sa volonté.

Je dis que le gouvernement aura le pouvoir de convertir graduellement l'emprunt d'annuité perpétuelle qu'il est dans son origine en une annuité déterminée de 32 ans ; sans faire pour cet effet une obole de dépense au de là de l'annuité perpétuelle de 5 p% ; sans rien prendre sur l'intérêt des prêteurs qui toucheront régulierement 5 p% jusqu'au parfait remboursement de leurs capitaux, et sans rien prendre sur leurs capitaux qui leur seront exactement remboursés au pair ; c'est-à-dire, au moyen de la plus fidelle exécution des conditions stipulées avec les prêteurs, et sans la moindre dépense au de là de ces conditions, l'emprunt perpétuel des cinq, dix, vingt, trente millons se trouvera lui-même graduellement converti pour le gouvernement en une annuité de 32 ans, et s'éteindra par conséquent naturellement.

Si les emprunts du gouvernement se trouvoient contractés à $4\frac{3}{4}$, $4\frac{1}{2}$, $4\frac{1}{4}$, 4, $3\frac{3}{4}$, $3\frac{1}{2}$, $3\frac{1}{4}$ p% en annuité perpétuelle, leur conversion naturelle d'annuité perpétuelle en annuité déterminée, au moyen de la

seule annuité perpétuelle accordée aux prêteurs, auroit lieu comme dans le cas précédent; mais avec cette différence, qu'alors l'annuité déterminée seroit proportionnellement d'autant plus longue que 32 ans, que l'intérêt auquel le gouvernement auroit emprunté se seroit trouvé plus bas, et le seul cas où l'avantage de ces conversions cesseroit de pouvoir avoir lieu, seroit celui où le gouvernement emprunteroit à 3 p $\frac{o}{o}$. Mais avant que l'intérêt de l'argent fût tombé à ce taux, le gouvernement auroit eu le tems de contracter une grande dette de la manière que je viens d'exposer.

L'auteur que je me suis vu obligé de combattre, voudra bien me permettre de lui proposer ce problême à résoudre. Par l'observation que je viens de faire, que les emprunts contractés à 3 p $\frac{o}{o}$ ne deviennent plus susceptibles d'être convertis en annuités déterminées, je crois lui avoir préparé les trois quarts de la solution, et j'espère qu'il ne sera pas long-tems sans se procurer lui-même les preuves démonstratives de la vérité de ce que j'avance. Si contre mon attente il n'y parvenoit pas, je me ferois un vrai plaisir de les lui communiquer au moment où il le désireroit. Au reste je dois le prévenir que j'opère les remboursemens de la dette actuelle, tout simplement par la méthode ordinaire de l'accumulation de l'intérêt composé.

Un plan de libération qui opéreroit le remboursement de la dette publique sur un pied que l'universalité des créanciers accepteroit avec empressement. Qui lieroit à sa fidelle exécution tout à la fois les ministres et le gouvernement; les ministres, par les ressources et les facilités uniques qu'il leur procure-

roit dans leurs opérations, et qu'ils auroient grand soin de se conserver ; le gouvernement, par un engagement auquel il lui deviendroit impossible de manquer sans déclarer la banqueroute. Qui feroit baisser l'inrérêt de l'argent dans une gradation non interrompue. Qui à des époques rapprochées libéreroit continuellement la nation d'une grande proportion de taxes, ou lui épargneroit la même proportion de taxes nouvelles, et ne la mettroit jamais dans le cas d'en supporter que de très-modérées, et seulement pour un court espace de tems. Qui fourniroit au gouvernement les moyens de contracter graduellement une très-grande dette, ou, ce qui est la même chose, de faire face à une grande masse de besoins extraordinaires, sans être obligé de vouer au remboursement de cette dette, que la simple annuité perpétuelle qu'il auroit accordée aux prêteurs au taux courant de l'intérêt de l'argent, dans le moment de chaque emprunt ; un tel plan de libération, si aucune circonstance essentielle dans la situation de l'Angleterre ne m'a échappé, semble ne rien laisser à désirer à l'Etat et à la nation pour le présent et pour l'avenir ; et quand la parfaite consommation d'un pareil plan de libération devroit même exiger un siecle et au-delà, cette longue durée ne présenteroit aucun inconvénient réel, puisque dans tout cet intervalle de tems le soulagement de la nation et les ressources de l'Etat iroient sans cesse en augmentant. Je reviens à mon sujet.

En France l'intérêt légal de l'argent a été fixé à 5 p% en 1665, et depuis ce tems, c'est-à-dire, depuis 120 ans, il n'a point varié ; car je ne compte point

les courtes variations qu'il a éprouvé dans les années qui ont suivi immédiatement ce qu'on appelle le système ; ainsi l'intérêt légal de l'argent a été réduit à 5 p.$\frac{o}{o}$ cinquante ans plutôt en France qu'en Angleterre; mais l'intérêt courant de la France n'a jamais été au-dessous de l'intérêt légal, du moins jamais généralement, si l'on excepte l'intervalle de tems qu'ont duré les désordres du systême.

Voir un Etat comme la France rester plus d'un siecle de suite sans améliorer l'intérêt de l'argent, présente certainement un évenement bien surprenant, et suppose nécessairement un autre évenement très-extraordinaire dont il doit avoir été la conséquence, c'est-à-dire, que pendant 120 ans la prospérité de la France a resté la même sans avancer ni rétrograder sensiblement, ou, ce qui est la même chose, que dans ce long intervalle de tems la prospérité de la France a alternativement avancé et rétrogradé, de maniere que ses progrès et ses déclins se sont continuellement balancés, sans jamais rien laisser de permanent ni en plus ni en moins.

Quelque incroyable que puisse paroître cette supposition, il ne semble pas possible d'en révoquer en doute la vérité ; car si jamais nation n'a pu avancer ni rétrograder d'une manière permanente dans sa prospérité, sans opérer en même tems une baisse ou une hausse dans l'intérêt courant de l'argent, n'est-il pas naturel d'inférer de là qu'une nation chez laquelle l'intérêt courant de l'argent n'a ni baissé ni haussé pendant plus d'un siecle, n'a dû éprouver dans tout cet intervalle de tems aucun changement réel dans sa

prospérité ? Peut-on admettre la vérité du principe sans admettre la vérité de la conséquence.

Où faut-il chercher la cause de ce malheur de la France ? Quelque délicate que puisse être cette question, l'homme, dont les intentions pures n'ont que le bien de l'humanité en vue, doit oser la répondre, et je vais le faire en deux mots, ou plutôt le raisonnement le plus simple va le faire pour moi.

La France a été une des premières nations de l'Europe à s'appliquer complétement le systême de l'Economie politique moderne, première circonstance ; la France possède sans contredit une des plus riches portions de la surface de la terre, et une des meilleures especes d'hommes, seconde circonstance ; il est incontestable qu'il ne manque rien au systême de l'Economie politique moderne, pour le rendre capable d'élever la prospérité d'une nation à la pleine proportion de tous ses avantages naturels, troisième circonstance.

De ces trois circonstances ne résulte-t-il pas évidemment que dans le cours naturel des choses rien n'auroit dû empêcher la France de porter sa prospérité à une parfaite égalité avec ses avantages naturels, et par conséquent de l'élever bien-au-dessus de celle de toutes les autres nations ? Cela n'est pas arrivé, et la France se trouve non-seulement à une prodigieuse distance de sa prospérité possible, mais elle s'est même continuellement trouvée à une grande distance de la prospérité d'une nation voisine, qui s'est appliqué le systême de l'Economie politique moderne plus tard qu'elle, et certainement sur des données inférieures aux siennes.

Que faut-il inférer de là ? Cela semble manifeste ; car si la France ne peut s'en prendre de la médiocrité de sa prospérité, ni à son sol, ni à ses hommes, ni à la science de l'Economie politique, il ne lui reste que de s'en prendre à ses hommes d'Etat, qui nécessairement doivent, ou avoir ignoré les vrais principes de l'Economie politique, ou ne les avoir pas suivis ; ce n'est pas moi qui prononce ce jugement, quoique j'en eusse le courage, si l'intérêt de mes semblables l'eut exigé ; c'est la vérité elle-même qui le prononce, et qui me dispense de le confirmer, comme je le pourrois, par d'innombrables faits anciens et récens.

Ainsi tant que les hommes d'Etat de la France continueront à conduire son Economie politique comme ils ont fait et font encore jusqu'à ce moment, il est impossible que la France puisse se montrer autrement dans l'avenir qu'elle ne s'est montrée dans le passé ; un siecle d'expérience étant plus que suffisant pour justifier cette malheureuse induction. La France aura certainement des périodes de prospérité progressive en dépit des fautes de ses hommes d'Etat, et par sa seule tendance naturelle ; mais elle aura aussi des périodes de prospérité rétrograde, parce que les moindres secousses ébranlent un édifice élevé sur des fondemens mal assurés. Si l'édifice de la prospérité de la France avoit au moins eu le bonheur de rester assis sur le simple sol naturel, il auroit eu une certaine solidité ; mais il a eu le malheur d'être placé sur un fondement artificiel si précaire que tant qu'il y restera il ne sera susceptible ni d'une grande élévation d'une grande résistance.

Il n'y a point de nation en Europe chez laquelle l'Economie politique ait subi et ait dû nécessairement subir autant de changement qu'en France ; il est naturel d'être forcé de toucher souvent à un édifice bâti sur des fondemens vicieux ; mais ce qui est inconcevable, c'est que dans cette multitude de changemens, aucun des hommes d'Etat de la France n'ait su prendre l'édifice en sous œuvre, et en attaquant le mal dans la racine lui porter remede une fois pour toutes. Depuis le premier jusques au dernier ils ont tous été dans l'erreur de croire que c'étoit par sa distribution intérieure que l'édifice péchoit ; et quoique toutes les distributions intérieures possibles ayentété successivement tentées, abandonnées et reprises sans utilité durable, il n'est venu dans l'esprit d'aucun d'eux de chercher le mal où il est réellement ; combien ils auroient épargné de fatigues à la nation ! car le caractèristique des bons principes est de faire sur-le-champ le bien de tous, sans faire le mal de personne.

L'Economie politique n'est pas une science de formes, elle est une science de principes ; et quoique les formes méritent sans contredit l'attention de l'homme d'Etat, la force des vrais principes est si irrésistible qu'ils opéreroient le bien sous les plus mauvaises formes mêmes, tandis que sous les formes les plus parfaites il n'y a que du mal à attendre de principes faux. Si l'Etranger (1), qui pendant quelques années a conduit l'Economie politique de la France, et qui a cherché avec si peu de retenue à forcer l'opinion publique en faveur de ses lumières, avoit été bien péné-

(1) M. Necker.

tré de ce principe et des vrais maux de la France, il n'auroit jamais eu l'idée de vouloir établir sa réputation sur des bouleversemens de formes d'une si foible importance, lorsqu'on les considère comme remedes à ces maux; il auroit commencé par donner des fondemens à l'édifice avant de s'occuper à lui donner un autre extérieur. En pur empirique il n'a administré à la France que des palliatifs, sans toucher un seul instant aux vraies causes du mal, et par conséquent sans empêcher l'action continuelle de ces causes de l'emporter tôt ou tard sur la résistance de ses foibles moyens.

L'Angleterre, depuis la révolution jusques au commencement des troubles de l'Amérique, a continué sans interruption dans un cours de prospérité progressive; et cependant il ne faut pas croire que les hommes d'Etat, qui se sont succédé les uns aux autres dans cet intervalle de tems, ayent tous été des hommes éclairés; dans le nombre il y en a certainement eu d'une capacité médiocre. Mais comment est-il arrivé que leurs fautes n'ayent pas arrêté le cours de la prospérité de l'Angleterre? C'est parce que les bons principes de l'Economie politique, une fois bien enracinés dans une nation, ont la force de supporter les attaques passagères d'homme d'Etat ignorans, dans les mains desquels il est impossible que les nations, les plus heureuses même, puissent éviter de tomber quelques fois.

En France au contraire les hommes d'Etat n'ont jamais été guidés par les vrais principes, à commencer du premier et du plus célèbre parmi eux (1), comme

(1) M. Colbert.

je crois l'avoir prouvé plus haut ; et c'est par cette raison que les mauvaises opérations ont toujours causé plus de mal en France qu'elles n'en auroient fait sous un bon systême, ainsi qu'on le voit manifestement dans le cas de l'intérêt de l'argent ; car depuis 50 ans au moins il n'y a pas une année, pas un mois, pas un jour, pas une heure, s'il est permis de s'exprimer ainsi, où la France n'ait été parfaitement préparée à une baisse dans l'intérêt courant de l'argent, et ne l'eût certainement éprouvée si le cours naturel des choses n'avoit pas été sans cesse contrarié par les erreurs de toute espece des hommes d'Etat, et sur-tout par des opérations de crédit destituées, j'ose dire, de toutes lumières, qu'on s'est permis en France dans tous les tems et jusques à ce moment.

L'opération même par laquelle on a mis en dernier lieu une partie de la dette publique de la France dans un cours de remboursemens, pouvoit-elle seule fournir des moyens infaillibles pour amener une réduction sensible et prompte dans l'intérêt courant de l'argent, sans compter une multitude d'avantages précieux et accessoires à la libération qu'on auroit pu s'en promettre ; même avec beaucoup moins de dépenses. Mais cette opération a été combinée sur des principes si bornés et si vuides des grandes vues qu'elle présentoit pour le bien général que la France n'en tirera pas la millième partie des fruits qu'elle auroit pu en recueillir par une combinaison plus éclairée, et le mal qu'on lui a fait sous une foule de rapports, en ne se formant pas la moindre idée du parti immense qu'on pouvoit tirer d'une occasion aussi heureuse, est inexprimable.

Une dernière circonstance, sous laquelle je veux encore dans ce discours considérer les fausses déterminations de l'homme d'Etat, est la guerre. Sous le système de l'Economie politique moderne, la guerre peut devenir fatale à une nation de deux manières principalement; en interrompant son commerce extérieur et en appauvrissant l'industrie nationale dans la masse de ses capitaux. L'interruption du commerce extérieur est causée par la négligence ou l'incapacité de l'homme d'Etat à protéger ce commerce contre les déprédations de l'ennemi, et l'appauvrissement de l'industrie nationale dans la masse de ses capitaux est causée par les sommes que la nation exporte et dépense sur sa propre richesse nominale hors de son territoire, pour l'entretien de ses forces de terre et de mer.

Lorsque la guerre interrompt le commerce extérieur d'une nation, les commerçans cessent de faire passer des capitaux dans les mains des entrepreneurs de manufactures chez lesquels ils se fournissoient pour la consommation étrangère, les entrepreneurs de manufactures cessent de maintenir les manufacturiers dont les bras étoient occupés à travailler pour cette consommation, et dès ce moment les manufacturiers restent sans travail et par conséquent sans pain; si par une augmentation proportionnée dans le commerce intérieur, l'homme d'Etat ne remplace pas aux commerçans et aux entrepreneurs de manufactures le commerce extérieur interrompu. Mais comme dans presque tous les cas la guerre interrompt le commerce extérieur trop subitement et dans une trop grande proportion, il est clair, d'après les principes que j'ai

établis plus haut que dans presque tous les cas son remplacement par le commerce intérieur devient impraticable et que le malheureux sort des manufacturiers est d'être forcés de mandier leur pain ou de s'expatrier.

Le mal ne se borne pas aux seuls manufacturiers ; il s'étend dans la même proportion sur les laboureurs; car comme le marché des production de la terre se trouve rétréci à la fois par l'interruption du commerce extérieur et par la diminution qu'opére nécessairement dans le commerce intérieur l'anéantissement des facultés des manufacturiers qui n'ont plus d'équivalent à donner en retour de leur subsistance ; les fermiers se voyent forcés de cultiver moins de terres, par conséquent d'employer moins de bras dans leurs travaux, et la misere des laboureurs devient parfaitement semblable à celle des manufacturiers.

Mais le plus grand mal que cause à une nation l'interruption de son commerce extérieur en tems de guerre, est de la réduire à la nécessité d'exporter sa propre richesse nominale, pour fournir aux dépenses qu'exige la guerre dans des territoires étrangers ; car cette exportation de la richesse nominale devient non seulement une source de malheurs pour la nation déjà pendant la guerre, mais elle étend ses conséquences fatales sur la prospérité de la nation bien loin dans l'avenir, comme je vais le faire voir en développant ces conséquence dans leur enchaînement naturel.

Il est manifeste qu'une nation qui exporteroit annuellement une portion de sa richesse nominale, pour faire face aux dépenses de la guerre hors de son terri-

toire, diminueroit tous les ans la masse de cette richesse nominale et nécessairement chaque année dans une proportion plus grande ; car si sur une richesse nominale de deux milliards, par exemple, la nation étoit obligée d'exporter annuellement cent millions il est clair, que ces cent millions formeroient la vingtième partie de la totalité de sa richesse nominale la première année; la dix-neuvième partie la seconde; la dix-huitième partie la troisième ; la dix-septième partie la quatrième et ainsi de suite.

De la diminution dans la masse de la richesse nominale de la nation résulteroit nécessairement une diminution dans les facultés du peuple à payer les taxes. Car sous le système de l'Economie politique moderne qui ne connoit que les seules taxes en argent, les facultés du peuple à payer ce genre de taxes diminuent en raison directe de la diminution qu'éprouve le masse de la richesse nominale, et le même peuple qui étoit capable de payer cinq cent millions en taxes, sur le pied d'une richesse nominale de deux milliards, devient moins capable de payer ces mêmes cinq cent millions, sur le pied d'une richesse nominale de dix-neuf cent millions, dans le rapport de 20 à 19, moins capable de les payer, sur le pied d'une richesse nominale de de dix-huit cent millions, dans le rapport de 20 à 18, moins capable de les payer, sur le pied d'une richesse nominale de dix-sept cent millions, dans le rapport de 20 à 17 et ainsi à proportion; comme je l'expliquerai plus amplement dans le discours que je me propose de vouer aux taxes en général.

Une seconde diminution dans les facultés du peuple

à payer les taxes résulteroit nécessairement de la diminution dans la circulation générale de la nation, par l'interruption du commerce extérieur ; car sous le même système de l'Economie politique moderne les facultés du peuple à payer les taxes diminuent en raison directe de la diminution qu'éprouve la circulation générale, et le même peuple qui, comme dans le cas précédent, étoit capable de payer cinq cent millions en taxes, sur le pied d'une circulation générale de deux milliards, devient moins capable de payer ces mêmes cinq cent millions, sur le pied d'une circulation générale de dix-neuf cent millions, dans le rapport de 20 à 19 ; moins capable de les payer, sur le pied d'une circulation générale de dix-huit cent millions, dans le rapport de 20 à 18; moins capable de les payer, sur le pied d'une circulation générale de dix-sept cent millions, dans le rapport de 20 à 17 et ainsi à proportion, comme je le ferai aussi voir en son tems.

En supposant donc qu'au commencement d'une guerre la richesse nominale et la circulation générale d'une nation seroient de deux milliards; que la nation exporteroit annuellement hors de son territoire cent millions et que l'interruption du commerce extérieur retrancheroit cent millions de la circulation générale, il est clair que les facultés du peuple à payer les seules anciennes taxes diminueroient d'un dixième la première année ; d'un dixème et demi la seconde; d'un cinquième la troisième, d'un quart la quatrième et ainsi de suite, et par sonséquent dans une plus grande proportion, en comptant les nouvelles taxes que la guerre peut occasionner. Cette manière de voir et

de calculer les choses ne pourroit paroitre extraordinaire qu'à ceux qui ignoreroient que cause et effet sont aussi inséparablement et aussi proportionnellement liés ensemble dans l'Economie politique que dans le monde physique, et que poser une diminution, soit dans la richesse nominale, soit dans la circulation générale, soit dans toutes les deux à la fois, est nécessairement poser dans la même proportion une diminution dans les facultés du peuple à payer les taxes.

De la diminution dans les facultés du peuple à payer les taxes résulteroit nécessairement une diminution dans le crédit public; car les opérations du crédit public, de la manière insensée dont ce crédit à été exercé jusqu'ici, consistent dans des emprunts; et comme les emprunts supposent indispensablement dans l'emprunteur, au moins la faculté de payer l'intérêt des capitaux qu'il emprunte, il est clair que le prêteur, du moment où il ne voit plus cette faculté dans l'emprunteur, ou ne la voit plus certaine, cesse de prêter, ou prête plus difficilement. Or comme les facultés d'un Etat à payer l'intérét des capitaux qu'il emprunte et les facultés du peuple à payer les taxes sont la même chose, il est évident qu'il est impossible que le peuple devienne moins capable ou incapable de payer les taxes, sans que l'Etat devienne moins capable ou incapable d'emprunter et par conséquent sans que le crédit public diminue ou s'anéantisse.

De toutes ces conséquences que présente l'interruption du commerce extérieur pendant la guerre; de l'exportation de la richesse nominale; de la diminution de la masse de cette richesse nominale; de la di-

minution dans la circulation générale ; de l'incapacité dans le peuple à payer les taxes et de l'anéantissement du crédit public résulteroit en définitif l'impossibilité dans la nation de continuer la guerre, et par conséquent la nécessité de demander la paix sous les circonstances les plus défavorables.

Dans la guerre de 1755 la France a confirmé, pour ainsi dire, littéralement tout l'enchainement des conséquences sous lesquelles je viens de présenter la guerre, lorsque l'homme d'Etat la conduit sans principes. Dans cette guerre le commerce extérieur de la France, destitué de toute protection, fut totalement interrompu ; la France fut forcée de prendre sur sa propre richesse nominale des sommes considérables pour fournir aux dépenses qu'exigeoient dans des territoires étrangers ses armées, ses flottes et ses alliances ; le peuple devint incapable de payer les taxes ; le crédit public s'anéantit et la France, continuellement affoiblie dans ses ressources, fut enfin réduite à la nécessité de demander la paix et de recevoir la loi de l'ennemi.

Mais la mauvaise paix ne seroit pas tout le mal que l'homme d'Etat auroit fait à sa nation, en ne la maintenant point dans son commerce extérieur pendant la guerre ; la nation seroit nécessairement arrivée à la paix avec moins de richesse nominale qu'elle n'en avoit au commencement de la guerre, c'est-à-dire, avec moins de capitaux ; et comme les capitaux sont tout à la fois les élémens et la mesure de la prospérité des nations, il est évident qu'à la paix la nation se trouveroit avoir rétrogradé dans sa prospérité sur

celle dont elle jouissoit au commencement de la guerre de toute la diminution qu'auroit éprouvé la masse de ses capitaux, ou, ce qui est la même chose, que l'homme d'Etat se trouveroit avoir détruit autant de prospérité pendant la guerre que la nation auroit exporté et dépensé de capitaux dans des territoires étrangers.

De là on voit comment il pourroit arriver à une nation d'exister des siecles de suite, sans avancer ni rétrograder réellement, ou du moins bien sensiblement dans sa prospérité; pour la réduire à ce malheur, ses hommes d'Etat n'auroient qu'à lui faire perdre continuellement en tems de guerre, en tout ou en partie, l'accroissement de prospérité qu'elle auroit acquis en tems de paix.

C'est de cette manière qu'on peut expliquer en partie pourquoi un siecle entier n'a pas été capable de montrer la France avec des progrès solidement suivis dans sa prospérité. Dans les grandes guerres qu'elle a eu à soutenir sous les regnes de ses deux derniers Rois, heureuses ou malheureuses, il n'y en a eu aucune dans laquelle son commerce extérieur n'ait été plus ou moins interrompu; dans laquelle elle n'ait été réduite à la nécessité de dépenser dans des territoires étrangers des sommes plus ou moins considérables sur sa propre richesse nominale, et dans laquelle par conséquent elle n'ait été plus ou moins rétrogradée sur sa prospérité acquise en tems de paix. Car accroissement de territoire et accroissement de prospérité ne sont pas la même chose, et la France auroit pu accroitre son territoire de celui de tout le reste de

l'Europe, sans que pour cela le reste de l'Europe ni elle se fussent trouvés dans un état de plus grande prospérité, plus florissants dans l'agriculture, dans les manufactures et dans la population. Territoire et prospérité non seulement s'acquierrent par des moyens bien différens; mais il est bien rare que ce ne soit pas aux dépens de sa prospérité présente ou future qu'une nation aggrandisse son territoire.

En tems de paix le commerce extérieur contrarie les progrès de la prospérité des nations; en tems de guerre son interruption les détruit. D'un autre côté, si une nation bannissoit de son Economie politique tout commerce extérieur, elle favoriseroit à la vérité sa prospérité dans ses progrès futurs en tems de paix, mais elle la détruiroit dans ses progrès actuels en tems de guerre; que résulte-t-il de là? Que l'homme d'Etat, pour rendre le commerce extérieur le moins fatal possible à sa nation, doit le maintenir invariablement dans tous les tems; alors le mal que ce commerce fait à la prospérité en tems de paix se trouve en quelque façon compensé par le mal dont il la sauve en tems de guerre; car en maintenant le commerce extérieur en tems de guerre, l'homme d'Etat maintient en même tems les balances favorables que ce commerce procure, et cet avantage lui donne les moyens, par un simple changement dans la destination de ces balances favorables, de préserver la prospérité de sa nation de tout déclin pendant la guerre.

En tems de paix la destination des balances favorables est d'augmenter la masse des capitaux de la nation; en tems de guerre leur destination doit être de

prévenir toute diminution dans la masse de ces capitaux, et l'homme d'Etat remplit cet objet, lorsqu'il fait servir les balances favorables aux dépenses que la guerre exige dans des territoires étrangers ; alors la richesse nominale de la nation n'éprouve aucune diminution ; le peuple reste capable de payer les taxès ; le crédit public se maintient invariablement ; la continuité des ressources de la nation la met en état de continuer la guerre, d'attendre que l'ennemi soit forcé de demander la paix, d'en dicter les conditions, et d'y arriver peut-être avec des capitaux, et par conséquent avec plus de prospérité qu'elle n'en avoit avant la guerre.

Pour effectuer cet avantage l'homme d'Etat achete des commerçans les balances favorables, et dans tel pays où ces balances puissent être dûes ; dans tel pays où la guerre puisse exiger des dépenses, il acquiert les moyens de payer par-tout ; parce que les commerçans lui remettent les balances dans la monnoye générale des nations, c'est-à-dire, en lettres de change ; et comme toute balance de commerce favorable suppose le change au dessus du pair dans la nation étrangère, il est clair que l'homme d'Etat peut accorder un bénéfice raisonnable aux commerçans, sans se trouver en définitif leur avoir payê, du moins dans bien des cas, plus qu'il n'auroit reçu d'eux, pourvu qu'il traitât avec eux comme eux-mêmes traitent ensemble par le seul ministère des agens préposés à ce genre de négociation, et qu'il évitât des intermédiaires coûteux, qui ne le serviroient pas mieux qu'il ne peut se servir lui-même.

En se donnant ainsi la faculté de faire face aux dépenses de la guerre dans les territoires étrangers sur la richesse nominale des autres nations, l'homme d'Etat donne en même tems les plus grands encouragemens au commerce extérieur de la sienne ; car les bénéfices que les commerçans se procurent dans leurs négociations avec lui les engagent à multiplier leurs exportations, dans la vue d'avoir des fonds à lui vendre dans les pays étrangers, et de jouir à la fois des profits du commerce et des profits sur leurs traites ; et les produits de ces exportations extraordinaires joints à ceux des balances favorables fournissent à l'homme d'Etat les plus amples ressources, pour soutenir avec facilité le poids de la guerre, sans entamer les capitaux de sa nation.

Un auteur Anglois d'un grand mérite (1) fait voir que sa nation s'est trouvé dans cette heureuse situation pendant la guerre de 1755. Cette guerre a coûté à l'Angleterre quatre-vingt-dix millions de livres sterling, et les deux tiers de cette énorme somme ont été dépensés dans des territoires étrangers. En supposant contre toute vraisemblance que l'Angleterre, au moment où elle est entré en guerre, circuloit chez elle trente millions en especes d'or et d'argent, il est clair, que pour faire face aux dépenses de la guerre hors de son territoire sur sa propre richesse nominale, il auroit fallu que dans l'intervalle des sept années de la guerre la totalité de son numéraire en or et en argent

(1) Le Dr. Adam Smith

eût été exporté et réimporté deux fois. Or non-seulement l'Angleterre n'a pas exporté la moindre partie de sa richesse nominale pendant toute la guerre ; mais on est fondé à croire que la masse de ses especes d'or et d'argent s'est même trouvé plus grande à la paix qu'elle n'avoit été au commencement de la guerre ; preuve incontestable que les balances favorables et les exportations extraordinaires ont plus que suffi pour fournir aux immenses dépenses de la guerre dans toutes les parties du globe.

Cet exemple de l'Angleterre et l'exemple opposé de la France dans la même guerre offrent les preuves les plus convaincantes de tout ce que je viens de dire sur la nécessité de maintenir le commerce extérieur en tems de guerre et sur le bien ou le mal que l'homme d'Etat fait à sa nation en suivant ou en perdant de vue cette vérité. Je terminerai ici les observations par lesquelles je m'étois proposé de montrer sur quelques objets de l'Economie politique moderne, combien les erreurs des hommes d'Etat peuvent devenir funestes aux nations, et je vais continuer ce qui me reste à dire sur le système de l'Economie politique moderne en général.

Une question fondamentale, qui reste encore à résoudre dans l'Economie politique moderne, est de savoir dans quelle proportion le territoire d'une nation doit être réparti entre ses cultivateurs, pour opérer, à système de culture égal, le plus grand produit possible. La plûpart des Ecrivains ont penché pour les petites portions de terre ; mais aucun d'eux n'a considéré ni traité la question dans toute l'étendue de

ses circonstances ; ils se sont contentés de partir d'après les succès qu'ont eu les petites divisions de terres sous le systême d'agriculture absolue des anciens Romains ; mais il semble que dans les saines règles du jugement ces succès n'auroient jamais dû être envisagés comme une raison suffisante, pour appliquer les mêmes divisions à un systême d'Economie politique totalement différent.

Sous le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, la classe des manufacturiers ne peut exister que sur le superflu de subsistance des cultivateurs ; c'est dans la masse de ce superflu de subsistance que consiste toute la nourriture possible des manufacturiers, et ils sont dans l'incapacité physique de multiplier au de là ; car jusqu'au moment où une nation a porté l'agriculture sur toute l'étendue de son territoire au dernier degré de perfection, je bannis toute subsistance étrangère de la nourriture des manufacturiers ; parce qu'une nation est nécessairement dans un état vicieux, et par conséquent hors des vrais principes, lorsqu'elle cherche dans des territoires étrangers une subsistance que son propre territoire est capable de produire.

Ainsi plus le superflu de subsistance des cultivateurs est grand, plus il reste de nourriture pour les manufacturiers, et par conséquent plus les manufacturiers sont capables de multiplier, et moins le superflu de subsistance des cultivateurs est grand, moins il reste de nourriture pour les manufacturiers, et par conséquent moins les manufacturiers sont capables de multiplier.

Or plus le nombre des cultivateurs est grand, à produit égal des terres, moins il reste de superflu de subsistance, et par conséquent de nourriture pour les manufacturiers, et moins le nombre des cultivateurs est grand, à produit égal des terres, plus il reste de superflu de subsistance ; et par conséquent de nourriture pour les manufacturiers.

De même, plus le nombre des animaux destinés aux travaux de la culture est grand, toutes circonstances égales, moins il reste aux cultivateurs de superflu de subsistance, et par conséquent de nourriture pour les manufacturiers ; et moins le nombre des animaux destinés aux travaux de la culture est grand, toutes circonstances égales, plus il reste aux cutivateurs de superflu de subsistance, et par conséquent de nourriture pour les manufacturiers.

C'est sous ces deux circonstances principalement, le nombre des cultivateurs et le nombre des animaax destinés à la culture, que je vais considérer les différentes proportions qu'une nation sous le système d'agriculture rélative, fondé sur un système de manufactures, peut adopter dans la division de ses terres ; j'aurois pu faire entrer dans cet examen d'autres circonstances encore, physiques et morales, mais je crois que les deux que j'ai choisies suffiront pour résoudre la question dont il s'agit.

Dans ce que je vais dire ce ne sera pas le raisonnement seul qui me guidera ; je partirai d'après des faits authentiques, et je suivrai les lumières qu'a répandu sur cette matière le cultivateur le plus éclairé de l'Angleterre et l'Ecrivain sur l'agriculture le plus célèbre

de l'Europe (1). Ce citoyen infatigable a parcouru les fermes de sa patrie de comté en comté, non-seulement en observateur habile, mais en géométre exact, qui a tracé et calculé, sous les plus minutieux rapports, les pratiques et les résultats des pratiques que les terres et les cultivateurs ont présentés à ses yeux d'une extrémité du royaume à l'autre.

En profitant des matériaux que m'offrent ses minutes, toutes rédigées sur les lieux, je diviserai comme lui les fermes d'une nation en trois classes générales, en petites, en moyennes et en grandes ; j'appellerai petites fermes celles qui ne sont cultivées qu'avec une charrue, moyennes fermes celles qui sont cultivées avec deux charrues, et grandes fermes celles qui sont cultivées avec trois charrues ; dans les minutes les grandes fermes embrassent depuis trois jusqu'à six charrues, mais cela est indifférent pour l'objet que je me propose, et je resterai pour un moment à ma division.

Dans les minutes une ferme de 30 acres se trouve cultivée avec une charrue ; elle entretient toute l'année trois chevaux et deux cultivateurs ; savoir, le fermier et un domestique ; une ferme de 55 acres se trouve cultivée avec deux charrues ; elle entretient toute l'année cinq chevaux et trois cultivateurs ; savoir, le fermier et deux domestiques ; une ferme de 88 acres se trouve cultivée avec trois charrues, elle entretient toute l'année six chevaux et quatre cultivateurs ; savoir, le fermier et trois domestiques. Les terres de ces trois classes de fermes supposées des terres

---

(1) M. Arthur Young.

arables, cultivées de la même manière, du même produit annuel par acre et travaillées occasionnellement par un nombre d'ouvriers extraordinaires, proportionnellement égal à la quantité d'acres dans chaque ferme, c'est-à-dire, au nombre de cultivateurs et de chevaux, près toutes les autres circonstances des trois espèces de fermes sont supposées parfaitement égales.

De ces faits il résulte que les petites fermes maintiennent un cultivateur fixe sur 15 acres et un cheval sur 10, les moyennes fermes un cultivateur fixe sur $18\frac{1}{3}$ acres et un cheval sur 11; les grandes fermes un cultivateur fixe sur 22 acres et un cheval sur $14\frac{2}{3}$. C'est la nation de l'Europe qui a fondé sa culture sur les meilleurs principes qui donne et pratique ces proportions; on est donc authorisé à les regarder, si non comme des régles universellement applicables au moins comme les plus proches approximations de ces régles, et certainement comme plus dignes de servir de base au raisonnement que les marches irrégulieres que présentent les pratiques imparfaites que suivent encore dans leur agriculture la plûpart des autres nations. Je vais donc les adopter et en développer les conséquences plus particulièrement dans l'exemple d'une nation dont je supposerai le territoire propre à fournir 30 millions d'acres en terres arables.

En exprimant les proportions ci-dessus en nombres ronds, la nation auroit sous le systême des petites fermes 1,000,000 de fermes de 30 acres chacune, 2,000,000 de cultivateurs fixes et 3,000,000 de chevaux. Sous le systême des moyennes fermes elle auroit 545,000 fermes de 55 acres chacune, 1,635,000 cul-

tivateurs fixes et 2,725,000 chevaux. Sous le systême des grandes fermes elle auroit 341,000 fermes de 88 acres chacune, 1,364,00 cultivateurs fixes et 2,049,000 chevaux;et comme les productions de la terre que consomme pour sa nourriture un cheval peuvent être considérées comme égales en valeur à celles que consomme pour sa nourriture un laboureur, la nation peut être regardé comme ayant 5,000,000 de cultivateurs fixes sous le systême des petites fermes; 4,360,000 sous le systême des moyennes fermes et 3,410,000 sous le systême des grandes fermes.

Sous le systême des grandes fermes la nation auroit donc 950,000 cultivateurs fixes de moins que sous le systême des moyennes fermes; sous le systême des moyennes fermes 640,000 cultivateurs fixes de moins que sous le systême des petites fermes, et sous le systême des grandes fermes 1,590,000 cultivateurs fixes de moins que sous le systême des petites fermes; par conséquent sous le systême des grandes fermes la nation pourroit maintenir 950,000 manufacturiers de plus que sous le systême des moyennes fermes; sous le systême des moyennes fermes 640,000 manufacturiers de plus que sous le systême des petites fermes, et sous le systême des grandes fermes 1,590,000 manufacturiers de plus que sous le systême des petites fermes.

On pourroit dire qu'il est indifférent pour la population d'une nation que ses hommes soyent dans l'agriculture ou dans les manufactures, pourvu que ces hommes existent; cela est vrai, lorsqu'une nation n'est considérée qu'en général; mais cela n'est pas vrai, lorsqu'une nation est considérée sous un sys-

tême d'agriculture rélative, fondé sur un système de manufactures; car il est de l'essence de ce système que le plus grand nombre de manufacturiers possible soit maintenu par le plus petit nombre de cultivateurs possible. Une nation peut, si elle veut, changer son systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême de manufactures en un systême d'agriculture absolue, mais elle ne peut pas attribuer à l'un des deux systêmes les propriétés de l'autre et il n'y a point de milieu; en adoptant le systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême de manufactures, il faut que la nation l'admette dans ses principes ou qu'elle le manque dans ses conséquences.

D'ailleurs les petites et les moyennes fermes exigent non seulement un plus grand nombre de cultivateurs, mais un plus grand nombre de chevaux pour la culture que les grandes fermes; dans l'exemple ci-dessus la différence entre les petites et les grandes fermes est de près d'un million de chevaux, c'est-à-dire, de près d'un tiers dans la totalité; et comme chaque cheval enlève la nourriture et par conséquent l'existence d'un homme, il est évident que sous le systême des grandes fermes l'agriculture devient capable de maintenir une très-grande proportion, non seulement de manufacturiers, mais d'hommes de plus que sous le systême des moyennes et des petites fermes, ou, ce qui est la même chose, que le systême des grandes fermes est tout à la fois plus favorable au systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême de manufactures, et plus favorable à la population en général que le systême des moyennes et des petites fermes.

Dans

Dans les même minutes qui m'ont servi de base, une ferme de 150 acres se trouve cultivée avec quatre charrues, elle entretient toute l'année huit chevaux et neuf cultivateurs; savoir, un fermier et huit domestiques. Une ferme de 160 acres se trouve cultivée avec cinq charrues, elle entretient toute l'année dix chevaux et neuf cultivateurs ; savoir, un fermier et huit domestiques. Une ferme de 240 acres se trouve cultivée avec six charrues, elle entretient toute l'année douze chevaux et dix-sept cultivateurs ; savoir, un fermier et seize domestiques. Si dans chacune de ces trois espèces de fermes on réduit les chevaux en cultivateurs, elles donnent toutes un cultivateur sur huit acres et une fraction, qui est la même proportion que donnent les fermes à trois charrues ; d'où il résulte que les fermes à quatre, à cinq et à six charrues présentent les mêmes avantages sur les fermes à une et à deux charrues que les fermes à trois charrues, et par conséquent que les fermes à trois, à quatre, à cinq et à six charrues doivent être regardé comme formant une même classe.

Dans toutes les trois espèces de fermes, dans les petites, dans les moyennes et dans les grandes, le produit annuel des terres a été supposé proportionnellement égal ; mais c'est contre le témoignage des faits, et l'auteur des minutes a non-seulement trouvé les petites fermes plus mal cultivées que les moyennes, et les moyennes plus mal cultivées que les grandes ; mais il a prouvé par une variété d'observations judicieuses, que cela devoit nécessairement être ainsi ; par conséquent les désavantages des petites et des

moyennes fermes et les avantages des grandes doivent être regardés comme plus considérables encore que les comparaisons ci-dessus ne les ont montrés, de toute la différence dans le produit annuel des terres.

Si les animaux destinés à la culture, au lieu d'être des chevaux étoient des bœufs, la consommation des productions de la terre, individuellement considérée pour chaque animal, seroit moindre, parce que l'expérience prouve que le cheval consomme plus que le bœuf, qui restitue d'ailleurs aux hommes dans sa chair une portion de la nourriture qu'il leur enlève en productions de la terre; mais l'expérience prouve aussi que pour opérer la même culture, il faut nécessairement plus de bœufs que de chevaux; et sans examiner ici si cette augmentation dans le nombre des bœufs nécessaires à la culture se trouveroit compensée ou non compensée par l'avantage que le bœuf présente sur le cheval quant à la nourriture, il est clair que dans tous les cas les fermiers des petites et des moyennes fermes seroient obligés d'en employer une plus grande proportion que les fermiers des grandes fermes.

Quant aux fermes qui ne peuvent être cultivées qu'avec plus de six charrues et que j'appellerai excessives, leur trop grande étendue oppose nécessairement des obstacles à leur bonne culture. L'œil du fermier devient incapable d'embrasser l'ensemble de terres de sa ferme; la multiplicité des détails ne lui permet pas de donner à tous la même attention; les laboureurs mal dirigés et mal surveillés dans leurs travaux les exécutent imparfaitement; le moment im-

portant pour chaque opération peut rarement être bien saisi, et la conséquence de tous ces inconvéniens doit naturellement être une culture incomplète, et par conséquent un produit annuel inférieur à celui des fermes cultivées à trois, à quatre, à cinq et à six charrues.

Voilà ce que l'expérience prononce en Angleterre sur les avantages et les désavantages des petites, des moyennes, des grandes et des excessives divisions de terres. S'il est impossible de rejeter des lumières puisées dans la source la plus certaine des connoissances humaines, il est incontestable que par le système des fermes à trois, à quatre, à cinq et à six charrues une nation, sous un système d'agriculture rélative, fondé sur un système de manufactures, se procure tout à la fois une plus grande masse de subsistance pour elle en général, et un plus grand superflu de subsistance pour ses manufacturiers en particulier, que par le système des fermes à une, à deux et à plus de six charrues, et qu'elle perdroit considérablement à donner aux petites et aux moyennes divisions de terres la préférence sur les grandes.

A cet exposé des avantages que l'expérience accorde aux grandes divisions de terres sous le système de l'Economie politique moderne, je vais ajouter quelques observations, pour faire voir combien dans tous les cas ces divisions sont essentielles à ce système, et combien les partisans des petites divisions de terres ont peu approfondi les grandes circonstances qui caractérisent deux systêmes d'agriculture aussi différens que le sont le système d'agriculture absolue et le système

d'agriculture rélative, fondé sur un systême de manufactures. Je serai forcé d'anticiper un peu sur ce que je me propose de dire un jour dans le discours que je vouerai aux taxes, mais la place m'a paru l'exiger.

Sous le systême d'agriculture absolue chaque homme pourvoit à ses besoins lui-même, et ne dépend à cet égard de personne, comme personne ne dépend de lui. Dans cette indépendance où sont les hommes les uns des autres pour leurs besoins, il y a peu de circulation et par conséquent peu d'argent, et sous ce systême le souverain est dans l'impossibilité absolue de pouvoir imposer sur les peuples d'autres taxes que des taxes en nature, c'est-à-dire, en productions de la terre et en services personnels.

Il n'en est pas de même sous le systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême de manufactures; sous ce systême l'homme ne pourvoit plus à ses besoins lui-même, mais dépend à cet égard des autres, comme les autres dépendent de lui, et tous sont obligés de se payer réciproquement leurs services. Dans cette dépendance universelle où sont les hommes les uns des autres pour leurs besoins, la circulation et l'argent deviennent des conditions indispensables; par conséquent sous ce systême le souverain a non-seulement le pouvoir d'établir des taxes en argent, mais il est forcé de le faire et de renoncer aux contributions en nature. Car comme les hommes ne peuvent plus se procurer leurs besoins qu'en se payant les uns les autres en argent, il ne leur seroit pas possible de servir le souverain ni de lui rien fournir, s'il ne leur don-

noit pas en retour le même équivalent qu'ils sont obligés de se donner les uns aux autres, et sans lequel il leur seroit impossible de pourvoir à leurs besoins.

L'étendue que le souverain est capable de donner aux taxes sous le systême de l'Economie politique moderne, ou, ce qui est la même chose, l'étendue qu'il est capable de donner au revenu public est en raison directe de l'étendue de la circulation générale de sa nation, comme je le prouverai démonstrativement dans son tems, et comme l'expérience le prouve universellement. Car par-tout où l'on verra des taxes et un revenu public considérables, on verra une grande circulation, et par-tout où l'on verra une foible circulation, on verra des taxes et un revenu public modiques, et les exceptions à ce principe ne peuvent avoir de fondement que dans la modération ou dans l'avidité des souverains.

Or l'étendue de la circulation générale d'une nation peut être considérée comme en raison directe de l'étendue de la population de ses manufacturiers. Car dans le cours naturel des choses, le numéraire d'une nation circule des mains des consommateurs dans les mains des manufacturiers, et des mains des manufacturiers dans les mains des cultivateurs, ou, ce qui est la même chose, les manufacturiers d'une nation peuvent être considérés comme le canal par lequel circule son numéraire ; et de là résulte que plus ce canal sera étendu, c'est-à-dire, plus la population des manufacturiers sera considérable, plus la circulation générale de la nation sera grande. Ce principe a encore l'expérience pour garant parfait de sa vérité ; car par-

tout où l'on verra des manufactures florissantes, on verra une grande circulation, et par-tout où l'on verra une foible circulation, on verra peu de manufactures.

Il est donc manifeste que l'étendue que le souverain est capable de donner aux taxes et par conséquent au revenu public, sous le système de l'Economie politique moderne, est dans chaque nation en raison directe de la population de ses manafacturiers, et cette conséquence, qui résulte naturellement des principes que je viens d'établir, se trouve encore confirmée par l'expérience ; car plus les taxes et le revenu public seront considérables dans une nation, plus on verra la population de ses manufacturiers grande, et moins la population des manufacturiers d'une nation sera grande, moins on verra ses taxes et son revenu public considérables.

Le partage des terres peut affecter la population des manufacturiers dans trois proportions différentes ; il peut faire consommer aux cultivateurs plus que la moitié, la moitié, ou moins que la moitié de la subsistance totale. Dans le premier cas, les manufacturiers ne seroient pas susceptibles d'une aussi grande population que dans le second cas, et dans le second cas d'une aussi grande population que dans le troisieme cas ; par conséquent dans le premier cas les taxes et le revenu public ne seroient pas susceptibles d'une aussi grande étendue que dans le second cas, et dans le second cas d'une aussi grande étendue que dans le troisième cas.

Or le premier cas seroit celui du partage des terres en petites portions ; le second celui du partage des

terres en portions moyennes, le troisième celui du partage des terres en grandes portions. Il est donc évident que le partage des terres en grandes portions tient essentiellement à la perfection du système d'agriculture rélative, fondé sur un système de manufactures, et que sous ce système les nations ne pourroient donner la préférence au partage des terres en petites ou en moyennes portions, sans sacrifier proportionnellement leur revenu et par conséquent leur puissance.

L'Ecrivain Anglois (1) que j'ai déjà cité à l'occasion de la libération publique a inferé la dépopulation de l'Angleterre de la dépopulation de ses campagnes et la dépopulation de ses campagnes de l'abolition des petites portions de terres. La dernière de ces deux conclusions est certainement de toute verité, mais la première est inadmissible, parce qu'elle est fausse; car il n'est pas vrai que l'Angleterre ait dû nécessairement se dépeupler, parce que ses campagnes se sont dépeuplées, et si, comme cet Ecrivain le prétend, l'Angleterre décline réellement dans sa population, c'est dans des circonstances totalement différentes de celles qui a si mal à propos imaginées qu'il faut en chercher la raison.

Il est, je crois, impossible de ne pas accorder que l'agriculture s'est progressivement perfectionnée en Angleterre, et qu'à raison de cette perfection elle a graduellement exigé moins de bras pour opérer les mêmes produits; d'ailleurs dans l'imperfection même

---

(1) Le Dr. Price.

de l'agriculture l'expérience prouve que sur toutes les terres d'une fertilité seulement ordinaire chaque famille de cultivateurs est capable de produire le double de sa subsistance. Ainsi l'Angleterre peut avoir aujourd'hui ces campagnes la moitié moins peuplées qu'elles ne l'étoient dans le tems de la réformation et même au-dessous de cette proportion, sans que cette dépopulation des campagnes ait dû nécessairement opérer la moindre diminution dans sa subsistance et par conséquent dans sa population.

L'Ecrivain que j'ai en vue a certainement eu raison de juger sur les nombreuses mazures de villages qu'on rencontre dans les campagnes de l'Angleterre et sur les Eglises disproportionnées aujourd'hui par leur vaste capacité à la petitesse des paroisses où elles sont établies que les campagnes de l'Angleterre ont dû être considérablement plus peuplées autres fois qu'elles ne le sont actuellement ; mais il a eu tout autant de tort d'inférer la dépopulation de l'Angleterre des mazures de villages et des grandes Eglises dans les campagnes, qu'il en auroit de vouloir inférer une grande population en Pologne et en Russie des vastes Eglises et des grands et nombreux villages qu'offrent aux yeux les campagnes de ces deux Etats. S'il s'étoit contenté d'inférer des circonstances sur lesquelles il s'est appuyé qu'il y avoit autres fois une plus grande population dans les campagnes, son raisonnement auroit été parfaitement juste ; mais il est devenu totalement faux du moment où il a inféré de là qu'il y avoit autres fois une plus grande population dans la nation.

Ce qu'une prodigieuse multitude de bras, sous le systême féodal et encore long-tems après, produisent et consommoient pour ainsi dire tout entier eux-mêmes, des bras bien moins nombreux le produisoient aujourd'hui et ne le consomment qu'en partie. Or si le superflu de subsistances des cultivateurs actuels est consommé par une classe d'hommes qui n'existoit point, ou qui n'existoit que dans une très-foible proportion dans le tems où les campagnes étoient peaucoup plus peuplées, c'est-à-dire, s'il est consommé aujourd'hui par de manufacturiers, comment est-il possible que la population de l'Angleterre ait pu souffrir de la dépopulation des campagnes ? Est-ce que les hommes pour passer des terres dans les villes, ou, ce qui est la même chose, pour être nourris dans les villes au lieu de l'être dans lss villages, cessent de faire partie de la population ? Est-ce que trois millions d'hommes dans les villes et trois millions d'hommes dans les campagnes ne forment pas une aussi grande population que cinq millions d'hommes dans les campagnes et un million d'hommes dans les villes ?

Pour que la saine raison eût pu permettre d'inférer la dépopulation de l'Angleterre de la dépopulation de ses campagnes, il auroit fallu de toute nécessité prouver l'une ou l'autre de ces deux choses ; ou que la masse de subsistance que produit aujourd'hui un plus petit nombre de cultivateur, n'est pas aussi grande que celle que produisoit autre fois un plus grand nombre ; ou que le superflu de subsistance des cultivateurs actuels, faute d'hommes suffisans dans la nation pour le consommer, est exporté en grande proportion à l'étranger.

Or une multitude de circonstances prouvent, je crois, démonstrativement que la masse de subsistance de l'Angleterre est plus grande aujourd'hui que lors de la grande population des campagnes ; mais pour faire sentir l'erreur de l'Ecrivain en question, je n'ai besoin de la supposer qu'égale dans les deux tems, et jusqu'à ce que cet Ecrivain ait été capable de faire voir le contraire de la derniere au moins de ces deux assertions, il n'a aucun droit de la contester. Quant aux exportations faites à l'étranger sur le superflu de subsistance des cultivateurs actuels, il est plus que probable que depuis un siecle elles n'ont pas excédé année commune quinze jours de la subsistance annuelle de la nation et peut-être par dix jours, vu l'irrégularité des saisons et les importations fréquentes de subsistance qui ont eu lieu depuis vingt-cinq ans.

On doit donc regarder comme certain que l'Angleterre consomme aujourd'hui sous la population réduite de ses cultivateurs au moins autant de subsistance qu'elle en consommoit autre fois sous la grande population de ses campagnes ; et comme la subsistance qu'une nation consomme est la mesure la plus naturelle et la plus approximante de sa population, il est clair que c'est par cette circonstance qu'il faut définitivement apprécier la population des nations ; par conséquent l'Angleterre doit être regardée aujourd'hui au moins comme aussi peuplée qu'elle l'étoit dans le tems de la réformation, et si cela n'étoit pas, ce ne seroit pas, comme je l'ai déjà dit, à l'abolition des petites portions de terres que l'Ecrivain regrette

tant, ni à la dépopulation des campagnes sur laquelle il gémit si amérement, qu'il faudroit s'en prendre, mais à des raisons d'une tout autre nature, et que ce discours ne me permet pas de développer dans toute leur étendue.

Dans les grands remèdes que l'Ecrivain, qui vient de m'occuper, a offert avec tant d'ardeur à sa patrie, il a montré beaucoup de zèle pour le bien public; mais par-tout ses remèdes auroient été pires que les maux, et probablement sans qu'il s'en soit douté. J'ai fait voir que ses moyens de libération de la dette publique, ponctuellement exécutés comme il l'avoit exigé et comme il avoit tant insisté auprès du gouvernement qu'ils le fussent, auroient été la plus affreuse calamité sur la nation, et il ne me seroit pas difficile de lui faire voir que ses idées confuses sur l'agriculture et sur la division des terres conduiroient en droite ligne à l'ancien système féodal, ce système ignorant, barbare et cruel, sous lequel les peuples de l'Europe ont gémi si long-tems dans l'avilissement le plus révoltant.

On n'a jamais voulu comprendre qu'un homme qui sur une petite portion de terres parviendroit par la plus complete culture à se maintenir lui et sa famille de manière à ne dépendre de personne et à n'avoir personne à dépendre de lui, appartiendroit au systême d'aglicultare absolue et seroit une excrescence et un monstre sous le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, puisque ni l'Etat ni les individus ne recevroient de lui aucun service, ou ce qui est la même chose, puisque toute cir-

culation se trouveroit anéantie avec un tel homme ; et il est évident, comme l'a si bien observé le plus profond de tous les Ecrivains Anglois sur l'Econimie politique (1), que ni l'Etat ni les individus ne pourroient sentir le moindre vuide ni éprouver le moindre inconvenient, quand un tremblement de terre feroit disparoitre totalement un pareil homme avec sa famille et sa portion de terre.

La population est l'objet principal de ce discours et la grande circonstance sous laquelle je me suis proposé de considérer l'espèce humaine ; il ne m'a pas été difficile de faire voir dans quel ordre et jusques à quel degré la multiplication des peuples s'opère sous le systême d'une nourriture naturelle, sous celui d'une nourriture mixte et sous celui d'une nourriture artificielle, lorsque cette dernière espèce de nourriture est le produit de l'agriculture absolue et de l'agriculture relative, fondée sur un systême d'esclavage, parce que sous tous ces systêmes de nourriture l'espèce humaine ne s'écarte point, ou peu, de la régularité des loix de la nature. Mais il ne m'auroit pas été possible de développer clairement la marche de la population sous le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, si je ne m'étois pas arrêté un peu sur les principes, les vices et les abus de ce systême, le moins naturel et le plus irrégulier de tous les systêmes de nourriture de l'espèce humaine. A présent je crois pouvoir suivre mon objet, et je vais le faire avec toute l'attention dont je puis être capable.

Sous le systême d'agriculture absolue le cultivateur

(1) Le Chev. James Stuart.

n'a point de superflu de subsistance à produire; il ne travaille la terre que pour ses seuls besoins et n'a rien à partager avec personne, parce qu'il est lui-même le propriétaire de la terre qu'il cultive. Sous le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême d'esclavage, l'esclave est forcé de produire un surperflu de subsistance pour les besoins du propriétaire de la terre qu'il cultive, et ce n'est qu'à cette condition qu'il jouit de sa propre subsistance; mais la seule obligation est de produire ce superflu de subsistance et le propriétaire de la terre consent de le recevoir de ses mains en nature. Sous le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, le fermier est obligé comme l'esclave de produire un superflu de subsistance pour les besoins du propriétaire de la terre qu'il cultive et ce n'est également qu'à cette condition qu'il peut obtenir sa propre subsistance; mais son obligation ne se borne pas comme celle de l'esclave à la simple production de ce superflu de subsistance; le propriétaire de la terre ne veut le recevoir de ses mains qu'en argent, et cette différence dans la manière dont l'esclave et le fermier sont tenus de fournir aux besoins de leurs maîtres, en opère une grande dans la marche et les progrès de l'agriculture et de la population sous les deux systêmes.

Le superflu de subsistance destiné aux besoins du propriétaire de la terre sous le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême d'esclavage, est illimité, et communément tout ce que les forces du malheureux esclave sont capables de produire au de là de ses plus simples besoins. Mais sous le systême d'agriculture re-

lative, fondé sur un système de manufactures, le superflu de subsistance destiné aux besoins du propriétaire de la terre, forme une portion déterminée dans le produit du travail du fermier et laisse toujours au fermier dans la totalité de ce produit une part plus ou moins grande au de là de ses stricts besoins. On verra par des raisons qui se manifesteront naturellement dans le développement de ce sujet que cette portion déterminée qui appartient au propriétaire de la terre dans le produit du travail du fermier et qui s'appelle la rente de la terre, varie dans ses proportions et dépend, comme l'intérêt de l'argent, le profit des entrepreneurs et le salaire des ouvriers, des degrés de prospérité des nations.

Pour que le fermier puisse être en état de payer au propriétaire de la terre la rente stipulée entre eux, il faut nécessairement qu'il puisse être en état de convertir son superflu de subsistance en argent, et cette conversion ne peut s'éffectuer qu'autant qu'il trouve des hommes qui ayent besoin de subsistance et qui ayent de l'argent pour la payer. S'il ne trouve que peu d'hommes qui ayent besoin de subsistance et qui ayent de l'argent pour la payer, il ne demandera à la terre que peu de superflu, parce que s'il en produisoit beaucoup, il en perdroit une partie et aviliroit le prix du reste. Mais s'il trouve beaucoup d'hommes qui ayent besoin de subsistance et qui ayent de l'argent pour la payer, il demandera à la terre beaucoup de superflu, parce qu'il sera sûr de pouvoir le convertir facilement et avantageusement en argent, ou, ce qui est la même chose, le superflu de subsistance que le fermier deman-

dera à la terre sera dans tous les cas en raison directe de la consommation facile et avantageuse qu'il pourra s'en procurer.

Comme la rente de la terre forme une portion déterminée dans le produit du travail du fermier, ou plus strictement dans le superflu de sa subsistance, il est clair que sa proportion suivra exactement la proportion du superflu de subsistance que le fermier aura intérêt de produire, c'est-à-dire, qu'elle sera modique, si le fermier ne trouve à convertir en argent qu'un superflu de subsistance modique et grande, si le fermier trouve à convertir en argent un grand superflu de subsistance, ou, ce qui est la même chose, la rente que le fermier sera en état de payer au propriétaire de la terre sera dans tous les cas en raison directe de la grandeur du superflu de subsistance dont il pourra se procurer la consommation.

Ce même superflu de subsistance dont les cultivateurs seront en état de se procurer la consommation, sera aussi dans tous les cas la mesure de leur population réelle, c'est-à-dire, la population réelle des cultivateurs sera dans tous les cas en raison directe du superflu de subsitance dont ils seront en état de se procurer la consommation. Car ce superflu de subsistance sera nécessairement ou supérieur, ou égal, ou inférieur à celui que leur nombre actuel sera capable de produire; dans le premier cas la terre demandera plus de bras, le nombre des mariages s'accroitra tous les ans, tous les ans de nouvelles terres seront défrichées, de plus grands capitaux seront voués à la cultivation des anciennes, et la population réelle

des cultivateurs augmentera ; dans le second cas, la terre ne demandera que les même bras, le nombre des mariages restera le même tous les ans, tous les ans on ne cultivera que les mêmes terres, on ne vouera que les mêmes capitaux à leur cultivation, et la population réelle des cultivateurs restera invariablement la même ; dans le troisième cas, la terre demandera moins de bras, le nombre des mariages décroîtra tous les ans, tous les ans on cultivera moins de terres, on vouera moins de capitaux à la cultivation de celles qui ne seront pas abandonnées, et la population réelle des cultivateurs diminuera.

L'expérience prouve que sous le système d'agriculture rélative la moitié d'une nation est capable de fournir par son travail à la subsistance de la nation entiere, ou, ce qui est la même chose, que chaque famille de cultivateurs est capable de produire le double de sa subsistance ; et quoique cette proportion puisse varier infiniment, et à raison des différens degrés de perfection de la culture, et à raison des differens degrés de fertilité de la terre, pour faciliter le raisonnement, je l'adopterai comme proportion moyenne entre toutes celles que l'agriculture peut admettre ; les conséquences que j'en tirerai seront également applicables à toute autre hypothèse, seulement la permanence, l'augmentation et la diminution de la population réelle des cultivateurs auroient lieu et s'opèreroient dans d'autres proportions.

Par famille de cultivateurs j'entends tout homme fermier, laboureur ou autre, qui voue annuellement son travail à la culture de la terre ; car je lui suppose constamment

constamment une famille, quoique ce ne soit pas toujours le cas, et que le produit de son travail particulier est suffisant pour nourrir deux familles, c'est-à-dire, une famille au de là de la sienne, de sorte que si un fermier employoit annuellement à la culture de sa ferme dix hommes, ces dix hommes et lui représenteroient onze familles, et dans ma supposition le produit de leur travail seroit capable de nourrir vingt-deux familles.

Comme le développement de la population sous le systême de l'Economie politique moderne tient intimement aux principes que je viens d'établir, je ne crois pas inutile de les éclaircir par un exemple, en partant de l'hypothèse que j'ai adoptée, c'est-à-dire, de la supposition que chaque famille de cultivateurs est capable de produire le double de sa subsistance. Pour cet effet je supposerai le territoire d'une nation cultivé par deux millions de famille, et qne chaque famille, les unes comptées dans les autres, consomme par an six septiers de grains, ce qui fait douze millions de septiers par an pour les deux millions de familles.

Les deux millions de familles étant capables de produire annuellement vingt-quatre millions de septiers de grains, si elles trouvent tous les ans une consommation de douze millions de septiers au de là de leur propre consommation, leur population réelle se maintiendra sur le même pied, parce que la production de ce superflu de douze millions de septiers de grains n'exigera tous les ans que les bras des deux millions de familles. Mais si au lieu de douze millions de sep-

tiers de grains les deux millions de familles trouvoient à vendre graduellement jusqu'à dix-huit millions de septiers, leur population réelle augmenteroit graduellement juqu'à trois millions de familles, parce que la production de ce superflu de dix-huit millions de septiers de grains exigeroit un million de familles de plus. Enfin si les deux millions de familles se trouvoient graduellement réduites à ne plus pouvoir vendre que six millions de septiers de grains au lieu de douze millions, leur population réelle diminueroit graduellement jusqu'à un million de familles, parce que la production de ce superflu de six millions de septiers de grains n'exigeroit plus qu'un million de familles.

Les principes généraux qui résultent de cet exemple et de l'hypothèse qui lui a servi de fondement sont : que tant que les cultivateurs d'une nation sous un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufacctures, ne produiront et auront continuellement intérêt à ne produire que le double de leur subsistance, leur population réelle restera la même ; que tant qu'ils produiront et auront continuellement intérêt à produire plus que le double de leur subsistance, leur population réelle augmentera ; que tant qu'ils ne produiront et auront continuellement intérêt à ne produire que moins que le double de leur subsistance, leur population réelle diminuera ; enfin que dans les cas d'augmentation et de diminution dans la population réelle des cultivateurs, cette augmentation et cette diminution de population seront constamment égales à la partie de subsistance que les cultivateurs trouve-

ront à vendre de plus ou de moins au de là du double de leur propre subsistance.

L'incontestable évidence de ces principes ne sera-t-elle pas capable de réunir enfin l'opinion des hommes sur un des points les plus importans de l'Economie politique moderne ? Est-il possible de demander des preuves plus claires pour se convaincre, que dans toute nation montée sur un système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, le travail des cultivateurs, leur population réelle, la rente des terres et les progrès de l'agriculture dépendent d'une manière absolue de l'étendue de la consommation que les cultivateurs sont en état de se procurer de leur superflu de subsistance ; que tout ce qui tend à augmenter ou à diminuer le nombre des consommateurs de ce superflu de subsistance des cultivateurs, tend à augmenter ou à diminuer leur travail, leur population réelle, la rente des terres et l'agriculture, et de là combien est insensée et fatale à l'agriculture la conduite des nations qui apportent des limitations au commerce des grains, et sur-tout de celles qui renferment le marché du cultivateur pour ainsi dire dans les limites de son champ, en lui interdisant le transport dn son superflu de subsistance, non-seulement hors de leurs territoires, mais dans l'intérieur même de leurs territoires d'une partie à l'autre.

Trois classes générales de consommateurs se présentent aux cultivateurs d'une nation sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, pour la consommation de leur superflu de subsitance ; les consommateurs étrangers, les consom-

mateurs nationaux proprement dits, et les manufacturiers nationaux. Il faut voir dans quelle proportion ces trois classes de consommateurs sont capables de consommer le superflu de subsistance des cultivateurs, et par conséquent d'encourager l'agriculture et la population des nations ; je commencerai par les consommateurs étrangers.

Parmi les nations de l'Europe, il y en a qui ont plus de subsistance qu'elles ne consomment ; il y en a qui en ont assez, et il y en a qui en manquent ; ce sont les nations de la première classe qui fournissent à celles de la dernière leurs complémens de subsistance, mais c'est en concurrence les unes avec les autres, et tant que cette concurrence subsistera, la part de chacune dans cet approvisionnement se trouvera nécessairement limitée par celles de toutes les autres. On a des preuves que l'Angleterre qui, depuis un siecle n'a cessé de donner les plus grands encouragemens à l'agriculture, et qui certainement a surpassé le reste de l'Europe dans la pratique de cet art, n'a pu exporter annuellement en grains de toute espèce, et une année comptée dans l'autre, que le montant de quinze jours de sa propre consommation annuelle, et ces quinze jours de consommation de l'Angleterre ne seroient pas cinq jours de consommation de la France.

D'après ce fait authentique, n'est-on pas fondé de croire que les autres nations de l'Europe, qui ordinairement ont plus de grains qu'elles ne consomment, n'exportent pas annuellement toutes ensemble en grains de toute espèce plus de onze fois le montant de l'exportation annuelle de l'Angleterre, et si cela est pro-

bable, à combien peu se réduiroit année commune l'approvisionnement des nations de l'Europe qui manquent de grains ? Tout au plus à la foible quantité de six mois de consommation de l'Angleterre, ou de deux mois de consommation de la France. Dans ce calcu ne sont pas compris, comme de raison, les grains que l'Europe peut recevoir de l'Amérique et de l'Afrique.

On a de la peine à concevoir comment il s'est trouvé des hommes qui aient pu se persuader et même publier dans leurs écrits, qu'il y avoit des nations en Europe dont les récoltes dans les bonnes années produisoient deux, trois, quatre, cinq, six et même jusqu'à sept ans de subsistance pour leurs habitans; comme ce dernier énorme multiple a été avancé de l'Angleterre ! tandis qu'il est plus que probable que jamais nation en Europe n'a produit dans ses plus abondantes récoltes au de là de dix-huit mois de subsistance complète pour ses habitans.

Que deviendroit l'agriculture de la France et de l'Angleterre, si pendant quelques années de suite ces deux Etats se trouvoient surchargés d'un superflu de six mois de subsistance ? L'impossibilité de trouver à placer dans le dehors une quantité de subsistance si fort au-dessus de leur part ordinaire dans l'approvisionnement des nations de l'Europe, jetteroit nécessairement leurs cultivateurs dans un si grand découragement, qu'elles se trouveroient bientôt réduites au strict nécessaire, et peut-être même au dessous.

Les nations de l'Europe ne verroient donc que des encouragemens bien foibles pour leur agriculture, et leur population dans la consommation du superflu de

subsistance de leurs cultivateurs par des consommateurs étrangers, si ces encouragemens n'étoient calculés que sur la stricte proportion de cette consommation. Mais ce n'est pas de cette manière que la liberté du commerce extérieur des grains encourage l'agriculture et la population d'une nation ; c'est en affranchissant les cultivatenrs de la nécessité de chercher à ajuster leurs travaux, et leur superflu de subsistance à une masse de besoins fixe et limitée, et en leur permettant de donner constamment et sans risque à ces travaux et à ce superflu de subsistance une étendue illimitée.

Car lorsque l'intérêt commande au cultivateur de prendre garde de ne pas produire trop de grains, il n'y en a jamais assez dans la nation, et l'expérience la plus invariable prouve que le déficit est toujours en raison directe de l'étendue de l'interdiction apportée à la libre circulation des grains, c'est-à-dire, qu'il est grand lorsque le cultivateur n'a pas la liberté d'exporter ses grains à l'étranger, et très-grand, lorsqu'à l'interdiction du commerce extérieur se joint l'interdiction du commerce intérieur d'une province à l'autre.

Les consommateurs d'une nation proprement dits ne consomment pas le superflu de subsistance des cultivateurs en raison de leur argent, et individuellement considérés ils ne consomment pas plus de subsistance que les manufacturiers et les laboureurs ; car si l'on pesoit ce que consomme en nourriture le consommateur le plus recherché dans le luxe de la table avec ce que consomme un laboureur ou un manufacturier, lorsqu'ils sont nourris complètement, on ne trouveroit

pas une différence sensible dans la quantité, et la subsistance du consommateur ne différeroit de celle du manufacturier et du laboureur que dans la qualité.

Le superflu de subsistance que les cultivateurs sous un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, sont en état de convertir en argent directement avec les consommateurs, n'est donc qu'une partie de celui que l'argent des consommateurs pourront payer et faire naître ; et si les cultivateurs n'avoient pas d'autre moyen pour arriver à l'argent des consommateurs, ce moyen ne seroit jamais capable de leur faire produire un grand superflu de subsistance, et par conséquent de donner des encouragemens bien considérables à leurs travaux, à leur population et à l'agriculture en général.

Mais les besoins de la nourriture ne sont pas les seuls besoins des consommateurs ; ils s'en créent d'une autre espèce, et pour satisfaire ces besoins ils sont forcés de se détacher d'une autre portion de leur argent ; une classe d'hommes se forme tout exprès pour les servir dans ce nouveau genre de besoins ; c'est la classe des manufacturiers; et comme cette classe d'hommes est par elle-même destituée de toute subsistance, il faut nécessairement qu'elle porte l'argent qu'elle reçoit des consommateurs en retour de ses services, chez les cultivateurs pour acheter d'eux sa subsistance. De cette manière les cultivateurs arrivent à l'argent des consommateurs directement et indirectement, et leurs travaux, leur population et l'agriculture en général reçoivent de ce double commerce des encouragemens que jamais le

simple commerce direct avec les consommateurs n'auroit été capable d'opérer.

Voilà tout le mécanisme du systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures. Les consommateurs, en se créant des besoins superflus, créent nécessairement des manufacturiers pour fournir à ces besoins; les manufacturiers créent nécessairement des cultivateurs et de la subsistance pour assurer leur nourriture; et comme les besoins superflus de l'homme ne sont pas, comme ceux de la nature, limités, mais sans bornes, il est évident que la classe des manufacturiers peut être multipliée dans une nation, au point de multiplier à son tour les cultivateurs et la subsistance jusques à la dernière portion de nourriture que le territoire de la nation, cultivé dans le plus haut degré de perfection, est capable de produire.

Il est donc manifeste que ce n'est que dans la classe des manufacturiers que les cultivateurs, sous le systême de l'Économie politique moderne, peuvent trouver les grands consommateurs de leur superflu de subsistance; par conséquent que ce n'est qae dans cette classe que les nations sous ce systême doivent chercher le grand développement de leur population, et que ni la classe des consommateurs nationaux, ni celle des consommateurs étrangers, même réunies ensemble, ne seroient capables d'élever leur population à un degré considérable. Je ne citerai qu'un seul fait pour prouver cette dernière vérité, c'est l'exemple de la Pologne; cette nation, qui n'a point ou presque point de manufacturiers, et dont le su-

perflu de subsistance est depuis long-tems consommé, pour ainsi dire, tout entier par ses consommateurs nationaux et par des consommateurs étrangers, n'a peut-être pas le tiers des hommes que son territoire pourroit nourrir, et l'on ne s'apperçoit pas que sous un systême d'Economie politique aussi imparfait, elle fasse les moindres progrès dans sa population.

Un Ecrivain Anglois (1) du siècle passé a comparé la population des nations à une piramide; en appliquant cette belle comparaison aux nations sous le systême de l'Economie politique moderne, la partie inférieure de la piramide représente les cultivateurs; la partie supérieure, les consommateurs, et la partie intermédiaire, les manufacturiers. Les dimensions de ces trois grandes parties, qui forment ensemble la piramide de la population et les proportions qui résultent de ces dimensions, varient infiniment, et il n'y a probablement pas deux nations qui sur ce point ayent une parfaite ressemblance entre elles, parce que il n'y en a pas deux qui pratiquent le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, au même degré, et jusqu'ici les nations de l'Europe ont trop négligé de constater chez elles ces dimensions et ces proportions, pour qu'il soit possible de démêler dans le tout une proportion moyenne. Cependant voici quelques vérités générales.

Lorsqu'une nation exporte annuellement des grains à l'étranger, la population de ses cultivateurs doit surpasser la totalité de celle de ses consommateurs et manufacturiers de tout le surplus de subsistance

(1) Le Chev. William Temple.

année commune exporté. Lorsqu'une nation interdit l'exportation des grains à ses cultivateurs, leur population doit être inférieure à la totalité de celle des consommateurs et manufacturiers de tout le déficit de subsistance nécessairement occasionné par l'effet de cette interdiction et année commune importé. Enfin lorsqu'une nation interdit à-la-fois à ses cultivateurs le commerce extérieur et le commerce intérieur des grains, le déficit de subsistance, occasionné par l'effet de cette double interdiction, doit laisser une très-grande différence entre la population des cultivateurs et la totalité de celle des consommateurs et manufacturiers.

Ces principes sont fondés, comme il est aisé de voir, sur la supposition que chaque famille de cultivateurs produit ordinairement le double de sa subsistance, hypothèse que j'ai adoptée plus haut, parce que je la crois plus généralement applicable aux terres de l'Europe qu'aucune autre hypothèse. Dans les cas ci-dessus la différence entre la population des cultivateurs et la totalité de celle des consommateurs et manufacturiers, deviendroit moins grande, si les familles de cultivateurs produisoient ordinairement plus que le double de leur subsistance, et plus grande si elles produisoient ordinairement moins.

La Pologne et l'Angleterre exportent depuis longtems des grains à l'étranger; la première des deux nations non seulement en plus grande quantité, mais en plus grande proportion relativement à son produit total que la dernière. La population de leurs cultivateurs doit donc s'élever au-dessus de celle de la

totalité de leurs consommateurs et manufacturiers dans la proportion du terme moyen de leurs exportations, et par conséquent dans une proportion plus grande en Pologne qu'en Angleterre. Mais quoique le terme moyen des exportations de grains de l'Angleterre n'ait pas passé la vingt-sixième partie de la totalité de sa consommation annuelle, il doit toujours avoir opéré un vingt-sixième de familles de cultivateurs de plus que les besoins des familles de consommateurs et de manufacturiers n'auroient exigé.

Les cultivateurs de la France ne sont plus aujourd'hui que sous l'interdiction du commerce extérieur des grains. Car, lorsque la liberté d'exporter des grains à l'étranger est incertaine et entièrement dépendante du jugement et de la volonté de l'homme d'Etat, lorsqu'il juge par lui-même, ou de la volonté et du jugement de ceux qu'il laisse juger pour lui, comme ce paroit être le cas de la France, il est impossible de l'appeller liberté de commerce, parce qu'elle laisse le cultivateur pour ainsi dire dans les mêmes craintes, dans les mêmes risques et par conséquent dans le même découragement qu'une interdiction totale; et tant que la France suivra une mesure aussi imparfaite, elle peut être sûre que ses importations de grains de l'étranger excéderont ses exportations, et que la population de ses cultivateurs restera au-dessous de celle de la totalité de ses consommateurs et manufacturiers de la quantité de grains qu'elle se trouvera avoir importée année commune.

En Espagne et en Portugal, où le système des interdictions circonscrit les travaux de l'agriculture

dans les bornes les plus étroites, la population des cultivateurs doit être fort inférieure à la totalité de celle des consommateurs et manufacturiers, et les faits l'attestent manifestement. Car les quantités de grains année commune, importées en Espagne et en Portugal, sont considérables; et comme elles sont la représentation exacte du déficit de subsistance des deux nations, il faut nécessairement que le nombre de leurs cultivateurs soit considérablement disproportionné au nombre total de leurs consommateurs et manufacturiers.

De toutes les nations de l'Europe la Hollande est celle qui montre le plus grand déficit de subsistance et par conséquent la plus petite proportion entre la population des cultivateurs et la totalité de celle des consommateurs et manufacturiers; mais ces deux circonstances ne résultent pas en Hollande du découragement donné à l'agriculture par le système d'interdiction dans la libre circulation des grains; elles résultent de l'incapacité physique où est la Hollande, de faire produire des grains à ses terres, et je n'ai cité cet exemple que pour donner une preuve de plus, que dans tous les cas le déficit de subsistance des nations est la mesure de la différence entre la population de leurs cultivateurs et la totalité de celle de leurs consommateurs et manufacturiers.

Des trois grandes parties qui composent la population des nations sous le système de l'Economie politique moderne, deux sont des quantités variables et la troisième peut être considérée comme une quantité quasi constante. Les deux parties variables sont la

population des manufacturiers et celle des cultivateurs, et la partie qui peut être considérée comme une quantité quasi constante, est la population des consommateurs. La première de ces deux assertions est évidente par elle-même et confirmée par l'exemple de toutes les nations; car il n'y en a aucune chez laquelle la population des manufacturiers ne varie continuellement, et comme chacune de ses variations détermine nécessairement une variation égale dans la population des cultivateurs, il est clair que la population des cultivateurs est aussi variable que celle des manufacturiers.

Quant à la population des consommateurs, voici les raisons sur lesquelles je me fonde, pour la regarder comme une quantité quasi constante. Si dans les progrès de la prospérité d'une nation les consommateurs destinoient continuellement une partie plus grande de leur argent à la subsistance proprement dite, dans l'ordre naturel de la multiplication des hommes, leur population augmenteroit progressivement avec celle de la nation. Mais on voit presque généralement, que ce n'est pas la partie de leur argent destinée à la subsistance proprement dite, que les consommateurs augmentent dans les progrès de leur prospérité, mais celle destinée à leurs besoins superflus, c'est-à-dire, à leur luxe; et comme l'expérience a prouvé dans tous les tems et chez toutes les nations, que le luxe énerve dans l'homme le pouvoir de procréer en raison directe de son étendue, il semble naturel de penser que l'augmentation des dépenses des consommateurs, au lieu de favoriser leur

multiplication, doit se trouver continuellement compensée par la diminution dans leur pouvoir de procréer, et que par conséquent leur population doit rester une quantité quasi constante.

Je pourrois m'étendre beaucoup davantage sur la nature et les effets du luxe dans l'Economie politique moderne; mais comme ce sujet considéré sous tous ses rapports, moraux et physiques, est d'une très-grande étendue, je le réserverai pour une autre occasion, et je me contenterai d'observer ici que quoique le luxe soit préjudiciable à la population des consommateurs, il ne l'est point du tout à la population d'une nation sous le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, parce qu'il n'y a pas un seul homme de perdu pour cela. L'argent que les consommateurs vouent à leurs besoins superflus auroit, il est vrai, favorisé leur population, s'ils l'avoient voué à leur subsistance proprement dite, mais pas dans une proportion plus grande qu'il ne favorise la population des manufacturiers et des cultivateurs, lorsqu'ils le vouent à leurs besoins superflus, et toute la différence que peuvent opèrer dans une nation ces deux destinations de l'argent des consommateurs, c'est de donner à la nation deux espèces d'hommes différentes.

Si les nations sous le systême de l'Economie poltiique moderne n'exportoient ni n'importoient jamais de subsistance, ou si dans chacune les quantités de subsistance exportées ou importées restoient continuellement les mêmes, le rapport entre la population des manufacturiers et celle des cultivateurs pourroit être

regardé comme un rapport constant. Car la population des consommateurs étant une quantité quasi constante, et chaque variation dans la population des manufacturiers en opérant nécessairement une sembable dans la population des cultivateurs, chaque nation trouveroit dans tous les tems la population de ses manufacturiers dans le même rapport avec celle de ses cultivateurs, et la seule différence que ce rapport présenteroit seroit dans la grandeur de ses termes.

Il n'en est pas de même du rapport entre la population des manufacturiers et celle des consommateurs; ce rapport est par sa nature infiniment variable, et dans toutes ses variations il devient la mesure de la population des nations. Car comme la population des cultivateurs se proportionne continuellement à celle des manufacturiers et que la population des consommateurs peut être regardée comme une quantité quasi constante, il est clair que la population des manufacturiers d'une nation détermine sa population totale; et comme cette même population des manufacturiers détermine aussi le rapport entre elle et la population des consommateurs, il est évident que ce rapport détermine aussi la population totale d'une nation, et c'est par cette raison que je l'appellerai rapport caractèristique de la population des nations sous le systême d'agriculture relative fondé sur un systême de manufactures.

Il n'y a pas une seule nation en Europe chez laquelle la population ne soit réglée sur ce rapport caractèristique; pas une seule dont la po-

pulation absolue et relative ne puisse être jugée sur ce rapport ; dans toutes on trouvera la population médiocre, lorsque ce rapport sera médiocre et grand, lorsque ce rapport sera grand ; dans toutes on verra la population diminuer, lorsque ce rapport diminuera, et augmenter, lorsque ce rapport augmentera ; et comme la population réelle d'une nation est la mesure la plus certaine de sa prospérité, il est évident que le rapport caractèrissique de la population des nations est aussi le rapport caractèristique de leur prospérité.

Les nations sous le systême de l'Economie politique moderne ont donc un moyen bien simple, pour juger dans tous les tems de leur population et de leur prospérité et s'assurer, si elles avancent, si elles retrogradent, ou si elles sont arrêtées dans ces deux grandes circonstances ; elles n'ont besoin pour cela que de constater d'époque en époque la population de leurs manufacturiers ; car les variations dans cette population particulière leur indiqueront dans la plus grande approximation les variations dans leur population générale et par conséquent dans leur prospérité. Ce moyen facile, puisqu'il n'éxige que le dénombrement d'une seule classe d'homme a l'avantage d'être bien plus fidelle que ces calculs fondés sur les morts et les naissances qui jusqu'ici n'ont offert aucune proportion certaine et qui même dans une proportion certaine ne pourroient jamais donner que des résultats incertains, puisqu'ils confondroient dans tous les cas la population apparente avec la papulation réelle et par

conséquent

conséquent la prospérité rétrograde avec la prospérité progressive ; au lieu que la population des manufacturiers ne laisseroit jamais aucun doute sur des vérités d'une aussi haute importance.

Les nations de l'Europe sont certainement à blâmer d'avoir resté jusqu'ici sans chercher à connoître et à suivre continuellement leur situation sur un simptôme certain et les hommes d'Etat d'avoir eu la présomption d'imaginer qu'une circonstance aussi compliquée pouvoit se juger au simple coup d'œil. De quelle conséquence n'est-il pas pour une nation de savoir si elle est dans un état de prospérité progressive, arrêtée ou rétrograde, et combien les apparences ne peuvent-elles pas être et long-tems rester trompeuses sur ce point ? Comment l'homme d'Etat peut-il adapter ses mesures au bonheur de sa nation, lorsqu'il ignore quel genre de mesures la situation de sa nation peut exiger ? Le même régime va-t-il à un homme en santé, à un homme prêt à tomber malade et à un homme malade ? L'homme d'Etat doit-il conduire sa nation sur les mêmes principes, lorsqu'elle avance, lorsqu'elle est arrêtée, ou lorsqu'elle rétrograde dans sa prospérité?

Je ne m'arrêterai pas davantage sur ce sujet dans ce moment, parce que je me propose de le traiter plus amplement à sa propre place, où j'essayerai de tracer sous la forme d'un tableau très-simple un moyen qui mettra les souverains à même de connoître sans cesse la vraie situation de leurs peuples, d'apprécier pour ainsi dire à l'œil la conduite des hommes d'Etat auxquels ils confieroient leur Eco-

nomie politique, et d'effrayer par un contrôle aussi redoutable les hommes ignorans qui sans scrupule et sans pudeur osent se présenter aux grandes places et briguer le pouvoir de rendre des millions de leurs semblables malheureux.

Pour se former une idée claire et facile du jeu des grandes causes qui concourent à la population des nations sous le système de l'Economie politique moderne et de la part que chacune d'elles y a, il faut se représenter cette population sous l'image d'une machine composée d'un principe actif et de deux rouages, et considérer la classe des consommateurs comme le principe actif, et les deux classes de manufacturiers et de cultivateurs comme les rouages de la machine.

Le principe actif de la machine de la population agit sur cette machine de la même manière que tout principe actif dans la mécanique agit sur une machine ordinaire. Dans ce dernier cas le principe actif exerce son action sur le rouage avec lequel il se trouve immédiatement combiné ; ce premier rouage communique l'action du principe actif à un second rouage, celui-ci à un troisième et ainsi de suite, jusqu'à ce que toute la machine ait reçu son plein mouvement, et c'est ainsi que le principe actif de la machine de la population donne le mouvement au rouage des manufacturiers sur lequel il agit immédiatement et que le rouage des manufacturiers communique ce mouvement au rouage des cultivateurs auquel il est étroitement lié.

Mais le principe actif de la machine de la popula-

tion a cela de particulier et de différent du principe actif des machines ordinaires, qu'en même tems qu'il met les rouages de la machine en mouvement, il les agrandit ou rétrécit en proportion exacte du degré de puissance avec lequel il agit sur eux. Ainsi une nation chez laquelle la puissance du principe actif de la machine de la population augmente continuellement, doit nécessairement arriver au maximum de sa population réelle ; une nation, chez laquelle la puissance du principe actif de la machine de la population se maintient constamment au même degré, doit rester invariablement avec la même population réelle ; et une nation chez laquelle la puissance du principe actif de la machine de la population diminue continuellement, doit nécessairement arriver au minimum de sa population réelle.

La Chine, après avoir marché sans interruption dans le premier de ces trois modes de population, est arrivée au second, et paroît s'y maintenir sans variation. Mais jusques ici les nations de l'Europe, quoique gouvernées sur les principes du même systême d'Economie politique, n'ont pas été capables de marcher parfaitement sur les traces de cette nation. Depuis le tems que ces nations se sont appliqué ce systême, pas une n'a pu atteindre à la moitié seulement de sa population possible ; pas une n'a même pu exister fort long-tems, sans tomber d'un mode de population supérieur à un mode de population inférieur ; d'une population progressive à une population arrêtée, d'une population arrêtée à une population rétrograde ; et il n'est pas encore bien certain si les

siècles, en se suivant, ajoutent sensiblement à la population de l'Europe, et si ce que quelques nations gagnent en population n'est pas continuellement compensé, ou presque compensé par ce que d'autres perdent.

Quelle est donc la cause d'un malheur aussi grand pour les progrès de la multiplication de l'espèce humaine dans la partie la plus éclairée de la terre ? En général, le cahos qui regne encore dans l'Economie politique des nations de l'Europe, et en particulier le faux systême de ces nations de vouloir opèrer leur population et leur prospérité plutôt par des moyens dont l'activité est indépendante de leur pouvoir que par des moyens qui leur appartiennent d'une maniere absolue et dont l'efficacité leur seroit invariablement assurée dans tous les tems.

Ce sont ces erreurs des nations de l'Europe dans la conduite de leur Economie politique que je me propose avec l'assistance divine de développer successivement. Dans ce discours mon seul objet a été de tracer la marche générale de la population de l'espèce humaine sous ses différens systêmes de nourriture; mais dans des discours particuliers que je vouerai graduellement à tous les grands objets de l'Economie politique moderne, je traiterai spécialement des causes qui affectent en bien ou en mal la population et la prospérité des nations qui se gouvernent sous ce systême et en marchant ainsi pas à pas et de principe en principe, je serai peut-être assez heureux pour ouvrir les yeux aux hommes d'Etat sur les fausses routes dans lesquelles, pour le malheur des peuples ils n'ont cessés de s'éga-

rer jusqu'ici. D'après ce plan je continuerai dans ce discours à me renfermer dans les plus grandes généralités.

Lorsque la machine de la population se trouve arrêtée ou contrariée dans son mouvement naturel, c'est toujours dans le principe actif qu'il faut en chercher la dernière raison. Mais le principe actif de la machine de la population, comme celui de toute autre machine, peut-être affecté de deux manières defférentes directement et indirectement; il est affecté directement, lorsqu'un obstacle quelconque frappe immédiatement sur sa puissance; il est affecté indirectement, lorsque l'obstacle frappe sur les rouages de la machine, à laquelle il est appliqué.

Le principe actif de la machine de la population est affecté directement dans sa puissance, lorsque la classe des consommateurs d'une nation est portée à thésaurriser et à enfouir son argent, au lieu de le dépenser; lorsqu'elle seroit disposée à le dépenser; mais ne le peut ou ne l'ose, soit parce que des loix somptuaires l'en empêchent, soit parce qu'elle craint de donner au fisc prise sur son argent en le mettant au jour; enfin lorsqu'elle dépense son argent de préférence en manufactures étrangères. Dans tous ces cas, si l'homme d'Etat ne sait pas porter remède au mal, le principe actif de la machine de la population n'exercera que peu de puissance et ne donnera par conséquent que peu de mouvement et peu d'étendue au rouage des manufacturiers; le rouage des manufacturiers ne communiquera que peu de mouvement et peu d'étendue au

rouage des cultivateurs, et la population de la nation qui existera sous de pareilles circonstances restera nécessairement médiocre.

La puissance du principe actif de la machine de la population est affectée indirectement dans le rouage des manufacturiers, lorsque les manufactures ne sont pas encouragées; lorsqu'elles sont soumises à trop de gênes et de restrictions; lorsqu'elles sont chargées de taxes injudicieusement choisies ou assises sans proportion. Dans les deux premiers cas le rouage des manufacturiers, embarrassé dans son mouvement, ne répond et n'obéit qu'imparfaitement à l'action du principe actif; les consommateurs imparfaitement servis par les manufacturiers ne dépensent avec eux qu'une partie de leur argent, et gardent le reste non employé dans leurs mains, ou le dépensent en manufactures étrangères, et arrêtent dans la même proportion le développement et les progrès de la population. Dans le troisième cas les taxes imposées sur les manufactures sans discernement ou sans mesure en occasionnent, comme je l'ai fait voir plus haut, la cherté et la falsification; la cherté des manufactures diminue leur consommation, et leur falsification provoque la recherche et la consommation des manufactures étrangères; par conséquent la puissance du principe actif de la machine de la population s'affoiblit de toute manière, les rouages se rétrécissent et la nation retrograde proportionnellement dans sa population et dans sa prospérité.

Les taxes sur les manufactures paroissent être la grande source dans laquelle le ministre actuel des fi-

nances de l'Angleterre (1) se propose de puiser à l'avenir les moyens de l'Etat, et le cri général des hommes éclairés n'a pas été capable de lui dessiller les yeux sur les conséquences d'un système aussi pernicieux. Novice encore dans l'Economie politique, parce que les principes de cette science ne sont point innés dans l'homme, et qu'il n'a eu le tems de les acquérir, ni par la méditation ni par l'expérience, ses foibles lumières ne lui ont pas permis de voir dans les citoyens patriotiques, qui se sont élevés contre ses mesures, les fidelles interprêtes de ces principes, et il s'est persuadé que leur cri n'étoit que celui de la faction et de l'intérêt personnel.

Mais moi, qu'il ne peut soupçonner ni d'esprit de faction ni d'intérêt personnel, j'ose lui tenir le même langage, et lui dire avec la fermeté et le courage que m'inspire le bien de mes semblables, dans telle contrée où je les trouve rassemblés, parce que par-tout ils sont mes frères ; que de tous les moyens de ruiner les manufactures, l'agriculture, le commerce et la prospérité d'une nation, il n'y en a pas de plus infaillible et de plus prompt que le système qu'il a commencé à pratiquer, sur-tout lorsqu'un système aussi fatal frappe sur une nation dont la situation exige les plus grands ménagemens.

Nation éclairée et respectable ! Anglois, vous qui avez su si glorieusement vous maintenir dans la dignité de l'homme si généralement avilie sur tout le reste de la terre ; vous qui avez été pour les nations

---

(1) M. Pitt.

de l'Europe l'école des bons principes de l'Economie politique, comment avez-vous pu vous égarer vous-mêmes dans vos idées sur cette science ? Comment avez-vous pu vous enflammer d'opinion et de confiance pour un jeune homme, et vous flatter qu'il seroit capable de vous sauver des maux que des évènemens malheureux ont amenés sur vous si promptement ? Il vous a montré le talent de l'éloquence dans un degré rare, et vous avez cru voir en lui dans le même degré l'amour de la patrie ; mais le talent de l'éloquence et l'amour de la patrie sont-ils la science de l'Economie politique, et cette science, la plus difficile de toutes celles que l'esprit humain peut embrasser, est-elle l'inséparable apanage du grand orateur et du bon citoyen ?

Le don de la parole et l'amour des hommes vous auroient-ils paru des qualifications suffisantes dans un jeune médecin sans théorie et sans pratique, pour lui confier exclusivement le sort des malades dans un hôpital ? Le don de la parole et l'amour des hommes vous auroient-ils paru des qualifications suffisantes dans un jeune pilote sans théorie et sans pratique, pour lui confier exclusivement le sort des passagers dans une navigation difficile ? Non certainement, et personne de vous n'auroit voulu choisir ainsi son médecin dans une maladie grave, ni son pilote sur une mer périlleuse ; cependant c'est ainsi que vous avez voulu que fût choisi l'arbitre de votre destinée, de la prospérité publique, de la vôtre et de celle de vos enfans.

Mais ce n'est pas le tout ; vous avez fait pis encore ; au lieu du jeune homme qui a réuni vos vœux et

vos acclamations, vous vous êtes donnés pour ministres des hommes que vous n'avez jamais été dans l'intention d'avoir pour tels et que vous auriez peut-être abhorrés si on vous les avoit proposés. Car comme le défaut de lumières dans celui de votre choix l'a mis dans l'inévitable nécessité de recourir aux lumières des autres, vous l'avez exposé au risque d'être dirigé dans sa conduite à votre égard par des hommes peut-encore moins éclairés que lui; par des hommes qui dans l'obscurité n'auroient point à répondre de votre confiance, ni à rougir de l'abus indirect qu'ils en feroient, et peut-être par des hommes assez dépravés pour n'avoir en vue que leur propre intérêt et jamais le vôtre. Du moins voilà les malheureuses conséquences qu'on n'a vu que trop souvent résulter chez d'autres nations du choix de ministres destitués de lumières propres, et il seroit bien difficile de se persuader que les choses fussent autrement chez vous.

Si au lieu d'être une nation gouvernée sous un système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, vous aviez eu le malheur d'être une nation montée sur les principes d'une constitution purement militaire, et que le tems eût amené un relachement dans les ressorts de cette constitution, dans la discipline et dans l'esprit général, je conçois parfaitement qu'un jeune homme auroit pu être capable de porter remède à vos maux et de vous rappeller à votre primitive vigueur, parce que l'homme peut apporter avec lui au monde les qualités qui forment le grand homme de guerre, et l'histoire nous a tracé l'exemple de plus d'un jeune Héros qui a été le sau-

veur de sa patrie dans le genre de maux que peut éprouver une nation militaire.

Mais ce n'est pas là votre cas. Nul homme ne vient au monde avec la connoissance des principes de l'Economie politique, comme nul homme ne vient au monde avec la connoissance des principes de la haute géométrie; l'une et l'autre des deux sciences exigent une étude longue et profonde, et l'Economie politique une bien plus longue et profonde que la haute géométrie, parce qu'elle est une science de rapports vagues et continuellement variables, et par conséquent infiniment plus difficiles à saisir et à combiner que les rapports fixes et déterminés des nombres et des lignes.

Le jeune homme que vous vous êtes donné pour ministre auroit certainement appris les principes de l'Economie politique aussi bien et peut-être mieux que personne par les dons que la nature lui a fait; mais il ne les a pas appris comme toutes ses œuvres vous l'ont manifesté, et la manière dont il voudroit les apprendre ne peut pas vous convenir : vous n'êtes pas en état de laisser faire des apprentissages sur vous; il vous faut des hommes tout appris. Vos maux sont sérieux, et quoique je les regarde tous comme parfaitement remédiables, les fausses et impropres pratiques qu'on cherche à leur appliquer, bien loin de les guérir ne font qu'en aggraver journellement le poids sur vous. Encore si cette aggravation de vos maux vous ouvroit une perspective consolante de soulagemens pour l'avenir, la raison la rendroit supportable; mais c'est à pure perte pour l'avenir que vous souffrez de plus en plus dans le présent, et

j'ose vous assurer, ou rien n'est vrai dans l'Economie politique que sous la continuation des mesures du présent systême vos maux finiroient par ne plus admettre d'autres remèdes que des remèdes violents et par conséquent funestes.

La puissance du principe actif de la machine de la population est affectée indirectement dans le rouage des cultivateurs, par les mêmes raisons qu'elle l'est dans celui des manufacturiers, c'es-à-dire, lorsque l'agriculture n'est point encouragée; lorsque la circulation des productions de la terre est assujettie à des gênes et à des restrictions; lorsque les cultivateurs gémissent sous un faux systême de taxation. Dans tous ces cas le rouage des cultivateurs n'obéit point à toute l'action, et ne développe point toute l'étendue que le rouage des manufacturiers voudroit lui communiquer et cette résistance dans le rouage des cultivateurs empêche à son tour le rouage des manufacturiers de recevoir toute l'action et de développer toute l'étendue que voudroit lui donner le principe actif, ou, ce qui est la même chose, les cultivateurs découragés dans leurs travaux ne multiplient point leur superflu de subsistance proportionnellement à la multiplication des manufacturiers; les manufacturiers contrariés dans le cours naturel de leur multiplication, parce qu'il est impossible qu'il y ait plus d'hommes que de subsistance, ne multiplient point leurs bras proportionnellement à la demande des consommateurs; les consommateurs, incomplettement servis par les manufacturiers nationaux, cherchent le complément de leurs besoins chez les manufacturiers étrangers, ou gardent leur argent

dans leurs coffres, et la machine de la population défective dans toutes ses parties devient incapable d'opérer de grands effets.

Je suis naturellement appellé ici à une digression de mon sujet dont j'aurois bien désiré pouvoir me dispenser ; mais le même devoir qui me porte à faire part à mes semblables des foibles connoissances que je puis avoir acquises dans une science qui intéresse si fort leur bonheur, et à laquelle je me suis consacré tout entier le jour et la nuit, m'oblige de chercher à les mettre à l'abri des erreurs de ceux qui voudroient leur en imposer, ou qui faute d'être mieux instruits les tromperoient de bonne foi.

C'est à vous, Etranger, (1) qui avez dirigé les finances de la France, et dont j'ai déjà eu occasion de dire un mot, que je m'adresse ; vous appartenez à l'une ou à l'autre des deux classes d'hommes que je viens de mentionner, et que ma conscience me force de combattre. Je ne déciderai point à laquelle; les personnes éclairées et libres de partialité prononceront d'après la courte analyse que je vais faire de vos lumières et de vos principes. Dans ce que je dirai je ne me servirai pas comme vous d'expressions recherchées; je n'en aurois pas le talent, mon langage sera simple, et quelqu'incorrect qu'il puisse être, j'espère qu'on l'entendra.

Le grand principe que vous avez fixé à l'agriculture et à la police des grains en France est de permettre la sortie des grains lorsqu'il y en auroit de trop ; de la défendre lorsqu'il n'y en auroit que ce qu'il faut ; de

(1) M. Necker.

faire venir des grains de l'étranger lorsqu'il n'y en auroit pas assez, et d'attendre dans le plus parfait calme celle des trois chances qu'il plairoit au hasard d'amener ; et sur quoi avez-vous fondé une combinaison aussi lumineuse ? Sur ce que la mesure et la mollesse des mouvemens d'une administration aussi délicate que celle de la France n'en peuvent pas admettre d'autre. Quel absurde et inintelligible galimatias ! Pour couvrir votre ignorance, vous avez la témérité de prononcer que la France n'est pas susceptible des bons principes de l'Economie politique dans la partie même la plus essentielle de cette science ; et pour ne pas vous montrer incapable d'appliquer ces principes à la France, il faut que vous l'accusiez cette malheureuse France d'être incapable de les recevoir.

Savez-vous ce que c'est qu'une administration délicate dans le sens que vous voudriez le faire entendre ? Une administration ignorante et fondée sur des principes faux ; car une administration éclairée et fondée sur des principes vrais est une administration forte. Savez-vous ce que c'est que de ne pas croire la France susceptible de tous les bons principes de l'Economie politique ? C'est ne connoître ni la France ni les bons principes ; car dans l'universalité de ces principes il n'y en a pas un seul qui ne soit aussi parfaitement applicable à la France qu'à toute autre nation de la terre.

Je crois avoir développé dans ce discours les seuls vrais principes que les nations doivent suivre dans leur agriculture, si elles veulent la porter à toute l'étendue dont elle peut être susceptible, et des hommes célèbres avoient présenté ces principes avant moi. Il etoit donc non-seulement inutile de vous les répéter

ici ; mais peut être difficile de vous les faire concevoir ; puisque vous avez existé si long-tems sans les comprendre, malgré la présomption que vous avez eu de vouloir les enseigner aux autres dans un ouvrage que vous avez osé publier à ce sujet. Je ne chercherai pas non plus à accréditer ces principes dans votre esprit, en vous citant les bons effets qu'ils opèrent depuis un siècle en Angleterre ; vous me diriez sans doute qu'il étoit tout simple qu'ils convinssent à la discordance et à la rudesse des mouvemens d'une administration aussi grossière que celle de cet Etat. Enfin je ne tenterai pas, pour vous convertir, d'appeller à mon secours les témoignages de tant d'hommes plus éclairés que vous et moi, qui ont démontré l'infaillibilité de ces principes ; vous traiteriez ces témoignages avec mépris, et vous me répondriez que ces hommes éclairés n'étoient que des doctrinaires exagérés qui ne tenoient dans leurs mains que l'étendard de l'erreur ; je vais donc quitter ce sujet et passer à un autre.

A vous entendre, les connoissances les plus profondes dans l'Economie politique se trouvent réunies chez vous au plus sublime et au plus pur caractère moral. On ne lit presque aucune page dans vos écrits où vous n'ayez soin de l'insinuer et d'en rappeller le souvenir au lecteur. Mais ce n'est pas à votre moral que j'en veux, ce n'est pas mon affaire, c'est à vous à y voir ; la seule observation cependant que je vous demanderai la permission de vous faire, c'est que jamais ni les tems anciens, ni les tems modernes n'ont montré un vrai homme de bien qui se soit vanté autant que vous de l'être, et que vous êtes par conséquent le premier hom-

me de bien de votre espèce. Ce n'est que vos lumières que je veux discuter, parce que c'est sous ce rapport seul que vous tombez dans le ressort des fonctions que je dois et que j'ai vouées pour ma vie au bien de mes semblables.

Si ce que vous avez fait en France, pendant que vous avez été à la tête des finances de cet Etat, vous a confirmé, comme il paroît, dans l'opinion que vous vous étiez formé de vos hautes qualifications pour la place que vous avez occupé, je crois que je vous prouverai que vous auriez été tout aussi capable d'exécuter tout ce que vous avez fait, quand vous auriez été le plus ignorant de tous les hommes dans l'Economie politique. Trois circonstances ont dû concourir pour vous mettre en état de réussir dans toutes vos opérations par un travail purement mécanique. Il falloit qu'il existât en France beaucoup d'abus, beaucoup de prodigalités, beaucoup de places et de manutentions superflus dans les finances. Il falloit que vous eussiez la volonté de réformer ces abus, ces prodigalités, ces places et ces manutentions superflues. Il falloit que la volonté du souverain donnât l'efficacité à la vôtre.

Or les abus et les prodigalités dans les finances vous ont offert une riche moisson, et encore plus facile à faire que celle des champs; car un simple trait de plume renforcé de votre inflexibilité et passé sur les articles que vous aviez envie de gagner dans les états de dépenses qu'on vous présentoit, faisoit toute l'affaire. La suppression des places et des manutentions superflues et l'établissement d'une nouvelle manutention plus circonscrite, quoique pas tout-à-fait aussi sim-

ples que la moisson des abus et des prodigalités, n'en étoient pas moins des opérations mécaniques dans lesquelles vous avez d'ailleurs été grandement assisté par des personnes qu'une longue pratique dans ce genre avoit mis en état de vous tracer les routes et de vous applanir les difficultés.

Quant à votre volonté pour les réformes de toute espèce, elle devoit être la volonté la plus déterminée que jamais ministre ait été capable de montrer en France. Sans connexions, sans alliances, sans parens, sans-amis, sans patrie et jouissant d'une fortune immense et indépendante, vous n'aviez pas à craindre de faire tomber les coups ni les contre-coups de vos opérations sur rien de ce qui vous touchoit. Enfin, les vertus du souverain, la simplicité de ses mœurs, son esprit d'ordre et d'économie vous assuroit le plus entier concours de sa volonté à la vôtre, et en armant ainsi vos bras d'une force irrésistible, il vous dispensoit de toute force dans la tête.

Je vous demande et je demande à tous les hommes capables de juger sans prévention, si, dans l'exposé que je viens de faire, je n'ai pas gardé la fidélité la plus exacte à la vérité; et si vous êtes forcé d'en convenir, n'est-il pas évident qu'au milieu de tous les changemens que vous avez faits en France, votre esprit auroit pu être une table parfaitement rase et vuide de toute notion des grands principes de l'Economie politique, et qu'avec le concours et la facilité des mêmes trois circonstances qui ont donné l'être à toutes vos opérations, le ministre des finances le plus borné auroit été tout aussi capable que vous d'exécuter tout ce

que

que vous avez fait ? Il faudroit que je me trompasse bien fort dans ma manière de voir, si tout cela n'étoit pas vrai.

Dans ce que je viens de dire, je n'ai point entendu décider du mérite de vos opérations considérées en elles-mêmes, sans examen, je veux bien supposer que dans leur genre elles ont été toutes bonnes et utiles à la France ; j'ai seulement voulu faire voir qu'elles n'ont pas exigé la millionième partie des lumières superieures et pour ainsi dire exclusives à tout le reste des hommes que vous voudriez vous donner aux yeux de la France, de l'Europe et de la Terre entière, si vous le pouviez. Toutes vos œuvres se sont bornées à raccommoder un peu les rouages d'une machine qui pèche essentiellement dans la puissance active de son ressort ; et dans tous ces raccommodages vous n'avez pas songé un seul instant à toucher à ce défaut capital, parce que vous ne vous en êtes pas formé la moindre idée ; et ne dites pas que vous y seriez venu, si l'on vous en avoit laissé le tems, vous ne diriez pas la vérité.

Car dans vos écrits, que j'ai eu la patience de lire avec la même attention que j'aurois voué à de bons ouvrages, vous n'avez pas manifesté la plus légère trace de connoissance de la vraie cause des maux de la France ; pas la plus legère trace de connoissance des principes fondamentaux de l'Economie politique. Par-tout on ne rencontre que des persònnalités pénibles à traverser ; des périodes diffuses sur des lieux communs ; des formes laborieusement travaillées pour rectifier des déterminations presque indifférentes en

elles-mêmes ; des idées fausses ou vagues et cumulées les unes sur les autres en un tas si informe qu'on cherche en vain à y déterrer un seul principe clair et net. Sur quelques objets vous avez bien hazardé de dire le contre, mais avec la prudence de laisser au lecteur à trouver la solution; en un mot, il y a entre vos Ecrits et ce bel ensemble de principes qui caractérise le vrai génie de l'Economie politique une distance infinie, et il est plus que probable que vous avez dit tout ce que vous saviez.

Ce sont là, je crois, des raisons déjà bien fortes pour être authorisé de penser que dans les choses véritablement essentielles vous n'auriez jamais été plus loin que vous n'avez été. Mais en voici une nouvelle preuve; si vous aviez été dans l'intention ou capable de frapper sur le vice radical de l'Economie politique de la France, vous n'auriez certainement pas commencé par concentrer tous vos travaux et toutes les facultés de votre esprit dans le genre de raccommodage que vous avez fait aux rouages de la machine; vous auriez senti clairement que les changemens dans le ressort auroient exigé dans les rouages des changemens bien différens de ceux que vous avez faits, et vous n'auriez pas été assez insensé de faire des choses tout exprès pour les défaire et vous fatiguer et fatiguer la France si mal à propos.

Vous avez mis le revenu de la France non seulement au niveau, mais au-dessus des dépenses; quelque avantageuse qu'ait pû être cette opération à la France, elle a été l'effet immédiat devos réformes, et cet effet auroit eu nécessairement lieu quand vous auriez cessé

d'exister au même instant où vos réformes se sont trouvé consommées ; car il est impossible qu'une diminution absolue dans les dépenses n'opère pas une augmentation relative dans le revenu. Or si la diminution absolue dans les dépenses de la France n'a pas exigé de votre part la moindre connoissance solide des grands principes de l'Economie politique, n'est-il pas de toute évidence que l'augmentation relative du revenu de la France n'a pas dû en exiger davantage ? Pourquoi donc vanter avec tant d'ostentation et présenter comme un résultat de lumières pour ainsi dire surnaturelles l'effet physique d'une cause, laquelle n'a eu besoin pour être que de votre volonté.

Dans toute nation gouvernée sous le systême de l'Economie politique moderne et dans laquelle les dépenses publiques excèdent le revenu, il y a deux méthodes de rétablir l'ordre dans les finances et d'élever le revenu au-dessus des dépenses ; la première, par la diminution absolue des dépenses ; la seconde, par l'augmentation absolue du revenu. La première de ces deux méthodes est celle de l'homme ordinaire, parce qu'elle est purement mécanique, et par conséquent à la portée de toutes les capacités ; c'est celle que vous avez suivie en France. La seconde est celle de l'homme éclairé, parce qu'elle puise l'augmentation du revenu public dans l'augmentation du revenu des particuliers et exige, par conséquent tout à la fois, une connoissance profonde des vrais principes de l'Economie politique et le talent d'appliquer ces principes.

Pourquoi n'avez-vous pas donné la préférence à la

dernière des deux méthodes ? Auriez-vous craint de faire languir l'amour-propre ? Vous auriez certainement eu tort ; car je vous garantis et je démontrerois, si c'étoit ici le lieu, aussi rigoureusement que peut être démontrée la vérité géométrique la plus certaine, qu'il n'existe point d'Etat sur la terre dans lequel le revenu public et le revenu des particuliers soyent susceptibles d'être augmentés ensemble et plus facilement et plus promptement qu'en France.

Je ne veux pas dire qu'on doive laisser subsister des abus dans les dépenses ; dans toutes les circonstances d'une nation, heureuses et malheureuses, l'homme d'Etat doit se faire une religion de n'en jamais introduire ou laisser subsister. Mais il est naturel de croire que l'homme qui ne cherche l'augmentation du revenu public que dans la diminution des dépenses doit voir beaucoup plus d'abus que n'en verroit l'homme qui chercheroit l'augmentation du revenu public dans l'augmentation du revenu des particuliers, et je n'ai nul doute que ce n'ait été votre cas.

Vous avez témoigné les plus grands regrets que la guerre vous ait empêché de remettre des taxes à la nation ; mais une remise de taxes à la nation de votre part auroit-elle été une preuve de la supériorité de vos lumières ? Où l'auriez-vous puisée cette remise de taxes ? N'est-ce pas dans une source qui ne vous auroit coûté à créer qu'un simple acte de volonté et pas le moindre de l'entendement ? Mais je va plus loin ; ces regrets que vous avez tant manifestés, de n'avoir pu soulager de taxes la nation, offrent une preuve non équivoque de l'imperfection de vos con-

noissances dans la science de l'Economie politique, et encore ici vous ne vous seriez montré qu'un homme très-ordinaire ; car de tous les usages qu'on pouvoit faire du surplus du revenu de la France le moins convenable et le moins avantageux sans contredit à l'Etat et à la nation auroit été celui qui vous tenoit tant à cœur.

Lorsqu'une nation est encore loin de la prospété dont elle est susceptible, comme l'est certainement la France, la méthode la plus éclairée, la plus naturelle et la plus efficace de la soulager en taxes est d'augmenter sa prospérité ; car augmenter la prospérité d'une nation est incontestablement augmenter ses facultés à payer les taxes, et dans les mains d'un homme d'Etat capable nul moyen au monde n'est plus propre à faciliter et à accélérer une révolution aussi heureuse qu'un surplus dans le revenu public. Mais dans toutes vos opérations vous avez toujours évité les méthodes qui exigeoient de la capacité ; car il ne falloit assurément pas de grands efforts de génie pour donner au surplus du revenu de la France la destination que vous aviez projettée ; et par dessus ce parfait soulagement de l'esprit, votre amour-propre avoit encore la certitude de moissonner les applaudissemens facile, d'une multitude qui ne sait apprécier son bonheur que sur le moment présent.

J'ai dit plus haut que la France, sur le pied de sa population actuelle, devroit jouir d'un revenu public net de près d'un milliard et demi ; par conséquent presque triple de celui dont elle jouit dans ce moment, et j'ai certainement dit la vérité ; par-

ce que l'Angleterre jouit proportionnellement de ce revenu, et que la France étoit plutôt faite pour en jouir que l'Angleterre. Mais je suis infiniment loin d'approuver ce systême inhumain qui porte les nations de l'Europe à multiplier les taxes sans mesures sur les peuples. Mon intention n'a été que de faire voir que le véritable et le plus consolant de tous les moyens de soulager une nation des taxes qu'elle paye est d'augmenter ses facultés à les payer, c'est-à-dire, d'augmenter sa prospérité. Car s'il plaît à la Divine Providence de me conserver la vie et la santé, je montrerai aux nations de l'Europe, quand l'ordre des choses m'y aménera, le moyen de fournir à toutes leurs dépenses ordinaires et extraordinaire, quelques immenses et indéfinies que pussent être ces dernières, avec une somme de taxes raisonnablement limitée pour toujours et sans que jamais les peuples pussent être dans le cas d'en payer davantage, quand même leurs facultés leur permettroient d'en supporter sans inconvénient le double et le triple.

Vous vous êtes glorifié d'avoir su fournir aux dépenses de la guerre sans accroître le poids des taxes sur la nation. Mais si les produits de vos réformes et les extinctions continuellement progressives des annuités viagères ont offert à vos anticipations et à vos emprunts des bases suffisantes, où est la science, et n'auriez-vous pas été un homme coupable de demander des contributions aux peuples sans nécessité? Pourquoi donc presénter sans cesse les conséquences naturelles de vos réformes comme des traits de génie? Mais il faut voir si

vous avez à vous glorifier davantage de vos lumières dans la manière dont vous prétendez avoir perfectionné ce que vous appellez le crédit public de la France.

Pour fournir aux dépenses de la guerre, vous avez fait des anticipations et des emprunts. Il ne me seroit pas difficile de vous prouver d'un côté que les anticipations sur le revenu public sont tout aussi inconsistantes avec les bons principes de l'Economie politique que le sont avec une conduite sage les anticipations d'un particulier sur son revenu, et de l'autre que vos emprunts ont été peu dignes d'un homme éclairé. Mais je veux laisser et les anticipations et les emprunts sans blâme et les supposer des opérations parfaitement bonnes pour ne considérer que les effets qui peuvent en avoir résulté en faveur du crédit public de la France.

Vous avez donné suffisamment à entendre que c'est dans votre crédit personnel et dans votre caractère moral qu'il faut chercher la vraie cause du succès de vos anticipations et de vos emprunts pendant la guerre, et que, sans cet avantage, il auroit été difficile de servir la France comme vous avez fait. Il est incontestable que votre ancien état; la grande fortune que vous y avez acquis, l'habitude que vous y aviez contracté de faire pour votre compte particulier des marchés d'argent considérables et les relations qu'il vous a procuré avec les premières maisons de commerce et de finance ont dû faciliter vos opérations publiques.

Mais le crédit particulier d'un individu placé à la tête

des finances d'un Etat est-il le crédit public de cet Etat ? L'opposition de ces deux espèces de crédit n'est-elle pas indiquée par les mots mêmes qui servent à les exprimer et d'après vous même le crédit public de la France ne devoit-il pas disparoître du moment, où les finances de cet Etat ne se trouveroint plus dans les mains d'un homme comme vous, ou ce que vous paroissez avoir regardé comme la même chose, d'un homme tel que vous avez peint dans vos Ecrits.

C'est précisément parce qu'en France le crédit public dépend malheureusement du caractère moral et du crédit personnel de chaque ministre des finances qu'il n'y a point de crédit en France et que tout n'y est que pur crédit ou pur discrédit particulier. Voyez l'Angleterre; depuis un siècle il y a eu certainement à la tête des finances de cet Etat des hommes de toutes sortes de caractères, et quant à la probité et quant à la capacité; car dans ce pays le choix des hommes pour les grandes places se décide à peu près comme par-tout ailleurs. Cependant sous cette variété de caractères le crédit public s'est maintenu dans toutes les circonstances; parce qu'il avoit une base indépendante du caractère des hommes, et que les hommes étoient forcés malgré eux de fonder et de bâtir leurs opérations sur cette base.

Ne me dites pas que la base du crédit public de l'Angleterre tient nécessairement à la constitution du gouvernement de cet Etat, et qu'il ne seroit pas possible de donner une base aussi solide au crédit public de la France; en répétant ce lieu commun, vous me confirmeriez de plus en plus dans le peu d'opinion que

m'ont déjà donné de vos idées sur le crédit public vos opérations et vos Ecrits; car je suis forcé de dire que dans tous vos discours sur cet objet, dans vos innombrables phrases, je n'ai pas trouvé un mot qui ait pu me persuader que vous en ayez eu une notion claire.

Au lieu de considérer le crédit public intrinsèquement et comme il résulte des vrais principes de l'Economie politique, vous n'avez su le considérer qu'extrinsèquement et comme vous avez imaginé qu'il pourroit résulter de cette multitude de qualités grandes, moyennes et petites; bonnes, indifférentes et misérables que vous avez exigé dans l'homme qui doit l'exercer. Quelle base chimérique ! à de pareilles conditions n'auroit-il pas été plus naturel et plus franc de votre part, au lieu de prétendre si mal à propos d'avoir perfectionné le crédit public de la France, d'avouer tout de suite que vous croyez le crédit public impossible en France et que vous regardez cet Etat nécessairement condamné à n'exister que sur le crédit précaire des ministres de ses finances.

Dans le discours que je vouerai, s'il plaît à Dieu, au crédit en général et que j'ai déjà annoncé plus haut, vous apprendrez, j'espère, que la France, malgré la différence dans la constitution de son gouvernement, est non seulement susceptible d'un crédit public aussi solide, aussi étendu et aussi peu dépendant du caractère moral des hommes que l'Angleterre, mais plus étendu et plus parfait même que celui dont jouit cet Etat; parce que dans l'ordre actuel des choses le crédit public de l'Angleterrre est, comme je l'ai déjà dit, fondé sur des établissemens et sur des rapports qui

tiennent si intimement à tous les intérêts publics et particuliers qu'il seroit difficile d'y toucher et de les modifier sur le pied que la perfection du crédit public de cet Etat exigeroit ; au lieu que rien ne peut empêcher la France, qu'on peut certainement regarder comme un corps tout neuf du côté du crédit public, de le recevoir sur-le-champ dans sa plus grande perfection.

Il me resteroit bien des choses à dire, si je voulois tracer l'imperfection de toutes les opérations que vous avez fait et que vous aviez projetté de faire en France. Mais j'ai déjà trop long-tems perdu de vue le sujet principal de mon discours, et je vais finir cette digression par une dernière observation sur votre conduite et votre administration. Ce n'est plus le bien que vous n'avez fait, faute d'avoir su le faire, c'est le mal que vous avez fait en pleine connoissance de cause que j'ai à vous reprocher, et je vous avoue que sous ce point de vue vous vous montrez à mes yeux tout à la fois infidelle à la confiance du souverain que vous serviez et infidelle à vos protestations de zèle et de pureté d'intention pour le bien public.

Ce mal que vous avez fait, ou, ce qui est la même chose, que vous avez laissé subsister, est l'abominable établissement de ce qu'on appelle la loterie royale de France ; cet exécrable jeu qui tous les mois deux fois se branche dans toute l'étendue du royaume pour aller empoisonner d'illusions l'esprit des citoyens ; détourner leur attention et leurs fonds de leurs devoirs et de leurs professions ; porter le désordre et la ruine dans leurs fortunes ; les provoquer au vol, aux

infidélités de toute espèce, au désespoir et au suicide; voilà les maux dont vous vous êtes rendu coupable et responsable devant Dieu et les hommes, pour n'avoir pas anéanti le plus infame et le plus pernicieux de tous les moyens de lever des contributions sur les peuples.

Ce n'est pas là tout encore. Quelles mains avez-vous employé pour verser ainsi vingt-quatre fois par an le poison d'une calamité sur tout le peuple François. Les propres mains du souverain, d'un Roi juste qui a sévi avec tant de sagesse et de fermeté contre les excès du jeu particulier; c'est à ce Roi que vous avez laissé faire le scandaleux rôle de banquier du plus horrible et du plus inégal de tous les jeux d'hazard; tandis que dans toute l'Europe, où ce malheureux fléau s'est introduit, les souverains ont eu soin au moins d'en écarter l'odieux de leurs personnes. Aviez-vous jamais fixé son attention sur le cruel personnage que vous lui faisiez jouer vis-à-vis son peuple? Il ne m'est pas possible de le croire, et par conséquent de ne pas vous regarder comme un homme qui, après avoir trahi les devoirs de la morale en laissant subsister un établissement qui en renverse tous les principes, a trahi ceux envers le souverain, en le laissant placé dans un rapport qu'il auroit abhorré, s'il l'avoit connu sous toutes ses circonstances.

Ne m'alléguez, je vous prie, aucune des frivoles et aux yeux de l'homme éclairé, méprisables raisons sur lesquelles on a cherché à justifier l'établissement de la loterie royale de France; ce n'est pas d'ignorant que je vous traiterois alors, mais d'homme de la

plus mauvaise foi ; parce que, malgré vos connoissances superficielles dans l'Economie politique, vous en saviez assez pour être aussi convaincu que moi de l'absurdité de ses raisons. Il n'est donc pas possible de douter un instant que vous n'ayez agi directement contre les témoignages de votre conscience, et je veux croire que cette conscience a eu beaucoup de part dans la grande attention que vous avez donné aux prisons et aux hôpitaux de la France.

Croyez-vous que l'Angleterre n'auroit pas su aussi bien que la France établir chez elle la loterie dont il s'agit, si elle avoit cru y entrevoir des avantages ou des inconveniens réels à ne pas l'avoir ; mais elle n'a vu dans un pareil établissement que les conséquences les plus révoltantes. La loterie même qu'elle pratique quelques fois dans les besoins extraordinaires de l'Etat, quoique fondée sur les principes les plus équitables, puisque le gouvernement rend en lots tout ce qu'il reçoit en mises, et qu'il se contente pour tout profit d'une très-courte jouissance de l'argent sans intérêt, cette loterie, juste même, est regardée par tous les Anglois éclairés, et avec raison, comme un très-grand mal ; car une nation montée sur un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, pèche manifestement contre les tout premiers principes de ce systême, lorsqu'elle ouvre elle-même aux citoyens des débouchés par lesquels ils peuvent détourner leurs fonds de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, sur-tout lorsque ces débouchés sont en même tems, comme celui que présente la loterie royale de France, destructeurs de la morale publique.

Si en arrivant à la tête des finances de la France vous aviez trouvé une vingtaine d'abus aussi énormes, mais aussi lucratifs dans votre manière de voir que la loterie royale de France, vous les auriez donc tous laissé subsister, et vous ne vous seriez attaché qu'à la suppression des abus, prétendus ou vrâis, qui auroient laissé de l'argent vacant, ou, ce qui est la même chose, qui vous auroient fourni des matériaux pour élever l'édifice de votre gloire, dans le genre de gloire que vous cherchiez; il n'est presque pas possible d'en douter.

Car sans parler de l'extrême facilité que vous auriez eu dans un Etat comme la France, de remplacer, s'il s'il avoit été nécessaire, huit ou dix misérables millions que vous offroit annuellement la loterie royale de France; du moment où le revenu de la France s'est trouvé supérieur aux dépenses, on vous a bien vu manifester les plus vif désir de profiter de ce surplus pour remettre des taxes à la nation; mais pendant toute votre existence dans le ministère des finances, on ne vous a jamais vu montrer le moindre désir de compenser par ce surplus du revenu la plus oppressive et la plus criminelle de toutes les taxes. Une pareille conduite de votre part n'authorise-t-elle pas de penser que ce n'est pas l'applaudissement des hommes éclairés et des gens de bien, mais l'applaudissement de la bonne et ignorante multitude que vous cherchiez.

Voilà tout ce que les limites de ce discours m'ont permis de dire sur vos opérations et sur vos Ecrits. Si ma manière libre de m'exprimer vous offense, prenez-vous-en à la veriré que je crois avoir religieusement

suivie. Vous devez sentir qu'ayant osé la dire comme j'ai fait en Angleterre, je n'ai pas dû craindre davantage de la professer avec vous, et j'espère qu'il ne m'arrivera de la vie de ne pas oser la dire sans ménagemens, lorsqu'elle intéressera le bonheur de mes semblables dans la cause où je leur ai consacré mes foibles services. Si j'avois eu le malheur de la blesser à votre égard, faites-le-moi voir et je vous ferai voir à mon tour quel pouvoir elle a sur moi.

Au reste, quand je vous ai refusé la connoissance des grands principes de l'Economie politique, je n'ai point entendu présenter vos opérations comme mauvaises; considérées comme opérations communes, mon intention a seulement été de montrer qu'il en auroit fallu d'infiniment différentes pour mettre la France sur le pied où vous avez si mal à propos imaginé de l'avoir placée. Je ne dis pas non plus que la France eût été moins heureuse sous votre administration, si elle avoit duré, que sous aucune de celles qui l'ont précédé ou suivi, je ne dirois pas la verité, et vous avez sans contredit été fort supérieur à cette foule d'hommes ordinaires qui ont dirigé les mêmes finances.

Mais la France auroit été administrée mille ans sous le tissu de vos formes et les rognures de vos économics, sous vos foibles et dans toute la signification du mot empiriques principes, que mille ans elle auroit resté à une très-grande distance de la prospérité dont elle est susceptible; parce que il est impossible qu'une machine aille plus fort que son principe actif n'a de puissance, et que vous n'avez pas été plus habile que les autres à dégager la puissance du principe actif de l'Economie

politique de la France des grands vices qui l'énervent et ne lui permettent d'exercer qu'une partie des forces énormes qu'elle seroit capable de développer dans la parfaite liberté de son jeu.

On a beau creuser des Canaux et des Ports, encourager le travail et l'industrie par des avances, faire des traités de commerce avantageux, se ménager un Trésor royal abondant. Aucun ministre des finances de la France ne prétendra sans doute vouloir surpasser dans ce genre de déterminations la prodigieuse activité de celui qui les a précédé tous et dont l'administration la plus brillante sans contredit de toutes celles que l'Europe ait montrée chez aucune nation, a cependant si peu fait pour le solide bonheur de la France. Ce n'est pas seulement pour le présent, c'est aussi pour l'avenir qu'il faut faire, et dans tout ce que l'on fait on est bien loin de là. Ce n'est pas sur les principes d'une vraie prospérité, ce n'est que sur les pratiques d'une prospérité apparente qu'on conduit l'Economie politique de la France; l'édifice reste assis sur le sable, et par conséquent exposé au danger des moindres accidens que le tems amène.

Quant à vos Ecrits, je n'y ai eu en vue que vos doctrines; et quoique les bornes de ce discours ne m'ayent pas permis de les passer en revue l'une après l'autre, soyez sûr que je n'en serois pas moins en état de vous prouver que le chapitre entier de ces doctrines n'est qu'un amas confus de phrases sans véritable instruction; de discussions superficielles et détachées de tout principe solide; de déraisonnemens même honteux sur plus d'un objet. Les faits de toute

espèce que vos Ecrits renferment n'ont point été de mon ressort ; s'ils sont vrais, comme on doit naturellement le croire, ils sont intéressans. Mettre au jour les finances d'un Etat, comme la France, sous les deux grands rapports du revenu et de la dépense est sans contredit curieux pour toutes les nations de l'Europe.

C'est par cette raison que votre ouvrage a été traduit en Angleterre, et que le traducteur a fait sentir dans son annonce que chaque membre du Parlement devroit en avoir un exemplaire dans ses mains. Ce n'est assurément pas votre science que les Anglois ont admiré ; ils ont à cet égard trop d'avances sur vous, et si le parti de l'opposition vous a plus d'une fois exalté en plein Parlement, ce n'étoit certainement pas parce que l'Angleterre avoit besoin de vos lumières, car celles du ministre (1), qui dirigeoit alors les finances de cet Etat, valoient bien les vôtres ; mais parce qu'on avoit besoin de vos réformes, qu'on regardoit comme dignes d'imitation, bien plus pour opérer une diminution dans le crédit du souverain et dans son influence sur les délibérations publiques que pour en opérer une dans les dépenses de l'Etat.

Dans une nation sous un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, on peut, comme dans l'homme, distinguer trois âges ; la jeunesse, l'âge fait et la vieillesse. La nation est dans la jeunesse, lorsqu'elle est dans un état de prospérité continuellement progressive ; elle est dans l'âge

(1) Lord North.

fait,

fait, lorsqu'elle est dans un état de prospérité arrêtée ; elle est dans la vieillesse, lorsqu'elle est dans un état de prospérité continuellement rétrograde. Mais la nation a sur l'homme cette grande préregative qu'arrivée à l'âge fait il est en son pouvoir d'éviter la vieillesse et de renouveller sa jeunesse.

L'âge fait d'une nation sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, peut se diviser en âge fait naturel et en âge fait prématuré ; l'âge fait de la nation est naturel, lorsqu'il a été précédé de la plus complette jeunesse possible, c'est-à-dire, lorsque la nation n'y est arrivée qu'après s'être élevée dans l'agriculture, dans les manufactures et dans la population aux derniers termes de toute augmentation possible. L'âge fait de la nation est prématuré, lorsqu'il n'a pas été précédé de la plus complette jeunesse possible, c'est-à-dire, lorsque la nation y est arrivée avant de s'être élevée dans l'agriculture, dans les manufactures et dans la population aux derniers termes de toute augmentation possible.

Dans le cours naturel des choses, c'est-à-dire, dans la stricte et inviolable observation des vrais principes d'un système d'agriculture relativé, fondé sur un système de manufactures, une nation arrive à l'âge fait, précisément comme l'homme bien constitué y arrive dans le cours naturel et reglé de sa vie, par la plus complette jeunesse possible. Sous ce régime naturel la machine de la population, continuellement libre dans tous ses mouvemens et parfaitement semblable au corps humain dans la croissance, se développe et se dilate d'elle-même progressivement dans tous ses orga-

nes, dans son principe actif et dans ses rouages, et ne cesse de s'agrandir qu'elle n'ait enfin porté la nation à toute la subsistance et à toute la population dont son territoire pouvoit être susceptible.

Car voici alors l'heureuse marche de la nation, à la prendre de l'instant de sa naissance. Les consommateurs, ou, ce qui est ici la même chose, les propriétaires des terres, en se donnant les premiers besoins superflus, font nécessairement naître des manufacturiers pour les servir dans ces besoins; ces premiers manufacturiers font nécessairement naître un superflu de subsistance au de là des besoins des cultivateurs et des propriétaires des terres, et ce premier superflu de subsistance opère nécesssairement un premier accroissement dans les rentes des consommateurs, et par conséquent dans leurs facultés à dépenser.

Après le premier accroissement dans leurs rentes, les consommateurs augmentent proportionnellement leurs dépenses; cette augmentation dans leurs dépenses multiplie proportionnellement les manufacturiers au de là de leur premier nombre; les manufacturiers multipliés au de là de leur premier nombre augmentent proportionnellement le premier superflu de subsistance, et le premier superflu de subsistance augmenté opère nécessairement un second accroissement dans les rentes des consommateurs et par conséquent dans leurs facultés à dépenser.

De même après le second accroissement de leurs rentes, les consommateurs augmentent de nouveau leurs dépenses; cette nouvelle augmentation dans leurs dépenses augmente de nouveau les manufacturiers; les

manufacturiers augmentent de nouveau le superflu de subsistance, et le superflu de subsistance de nouveau augmenté opère nécessairement un nouvel accroissement dans les rentes des consommateurs et par conséquentdans leurs facultés à dépenser, et c'est dans cet enchaînement heureux qu'une nation parvient tôt ou tard à son âge fait naturel, c'est-à-dire, à toute sa subsistance et à toute sa population possibles.

Dans ce développement de sa population une nation n'a besoin ni de la co-opération du commerce extérieur, ni de la multiplication progressive de ses pièces de métal; ses seules forces intérieures et une quantité raisonnable de pièces de métal lui suffisent pour cet effet. Car le numéraire d'une nation et ses pièces de métal ne sont pas nécessairement la même chose; ils ne sont la même chose que lorsqu'une nation n'opère sa circulation que par la machine de circulation simple; mais ils sont fort différens, lorsqu'une nation opère sa circulation par la machine de circulation composée. Dans ce dernier cas une nation peut non seulement opérer une grande circulation avec une médiocre quantité de pièces de métal, comme je l'ai fait voir plus haut; mais elle peut opérer une circulation pour ainsi dire indéfinie avec la même quantité de pièces de métal, comme j'espère le faire voir un jour.

L'opinion vulgaire que l'augmentation de la prospérité d'une nation occasionne nécessairement une augmentation proportionnée dans le prix des choses, s'élévera sans doute contre la marche naturelle de la population que je viens de tracer. On dira que l'augmentation des rentes des consommateurs, dans les

progrès de la prospérité d'une nation, ne doit point être envisagée comme une augmentation réelle, mais seulement nominale dans leurs facultés à dépenser, ou, ce qui est la même chose, on regardera cette augmentation dans les rentes des consommateurs comme continuellement compensée par l'augmentation dans le prix des choses et par conséquent comme incapable de donner aux manufactures, à l'agriculture et à la population les encouragemens progressifs que je lui attribue.

Ce n'est pas ici la place de combattre à fond et de déraciner de l'Economie politique une erreur si universellement accréditée; cette tâche est réservée au discours que j'ai annoncé plus haut, lorsque j'ai parlé de l'intime connexion qu'il y a entre le taux de l'intérêt de l'argent et le rapport caractèristique du salaire au profit des manufactures. Parce qu'on a vu le prix commun des choses tripler en Europe depuis la découverte des mines de l'Amérique; parce qu'on voit l'augmentation du prix des choses suivre, pour ainsi dire, immédiatement l'augmentation des richesses numéraires chez les nations qui avancent dans leur prospérité, on a conclu que dans toute nation le prix des choses se proportionnoit nécessairement à la masse des richesses numéraires.

Mais c'est à la honte des hommes d'Etat que l'expérience est devenue ainsi le faux garant d'un principe contraire à la raison. Ce n'est pas l'augmentation des richesses numéraires en Europe qui a causé l'augmentation du prix des choses; le prix des choses n'a augmenté en Europe que parce que les choses ne se sont

pas multipliées en proportion de la multiplication des richesses numéraires, et ce n'est qu'aux fausses déterminations de toute espèce des hommes d'Etat qu'un mal aussi grand doit être attribué. Car à tel degré qu'une nation puisse graduellement multiplier la masse de ses richesses numéraires, si ses hommes d'Etat ont l'attention et le talent de multiplier dans la même proportion la masse des choses, c'est-à-dire, le travail et l'industrie, comme dans les vrais principes de l'Economie politique cela peut et doit être, le prix des choses n'augmentera point; et ce n'est que parce que nulle part en Europe la masse des choses, c'est-à-dire, le travail et l'industrie n'ont répondu parfaitement à la multiplication des richesses numéraires que le prix des choses a augmenté généralement.

La masse des richesses numéraires peut être considérée comme la représentation, et la mesure du luxe des consommateurs, ou, ce qui est la même chose, comme la représentation et la mesure de la demande que forment les consommateurs pour des manufactures, et la masse des manufactures et la provision préparée par les manufacturiers pour répondre à ce luxe et à cette demande; car je suppose la masse totale des richesses numéraires d'une nation continuellement en pleine circulation, parce que cela doit être, et que c'est toujours la faute de l'homme d'Etat lorsque cela n'est pas. Tant que la provision des manufacturiers se proportionnera exactement à la demande des consommateurs, le prix des choses ne variera point; mais toutes les fois que la demande des consommateurs surpassera la provision des manufacturiers, ou la provision des manu-

facturiers la demande des consommateurs, le prix des choses variera nécessairement, augmentera dans le premier cas et diminuera dans le second.

Or le prix des choses n'a augmenté en Europe, depuis la découverte des mines de l'Amérique, que parce que la provision des manufacturiers n'a jamais répondu complettement aux richesses numéraires que ces mines ont graduellement versées en Europe, c'est-à-dire, n'a jamais répondu complettement à la demande des consommateurs; et cela est arrivé, parce que, comme je l'ai déjà dit, l'Economie politique des nations de l'Europe n'a jamais été conduite sur les vrais principes, et que le faux systême de ces nations a sans cesse contrarié le développement et les progrès de leur industrie nationale, et par conséquent de l'industrie générale de l'Europe. Quand je traiterai ce sujet intéressant et que j'aurai analysé les différentes causes qui ont concouru et qui concourent encore à tenir l'industrie au dessous des richesses numéraires, et par conséquent à augmenter le prix des choses, on verra évidemment que c'est encore à la trop grande proportion du commerce extérieur que l'Europe doit ce mal.

Lorsqu'une nation sous un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufacture, arrive à un âge fait prématuré, c'est une preuve infaillible que sa jeunesse a été conduite sur un mauvais régime, ou que la machine de sa population a été mal organisée, soit dans son principe actif, soit dans ses rouages, soit dans toutes ses parties à la fois; car sans cela il n'y auroit eu aucune raison pourquoi sa jeunesse ne se seroit pas imperturbablement prolon-

gée jusques à l'âge fait naturel. De ce malheureux sort sont menacées toutes les nations de l'Europe sans en excepter aucune. Le mécanisme vicieux de leurs machines de population ne peut permettre à aucune de se flatter de jouir d'une jeunesse complette ; et de la manière qu'elles marchent, elles doivent s'attendre de se voir arrêtées dans le cours de leur prospérité les unes après les autres, bien long-tems avant que leur agriculture, leurs manufactures et leur population ayent eu le tems d'arriver aux derniers termes de toute augmentation possible.

Une nation mal organisée dans la machine de sa population ne peut pas marcher régulièrement dans le développement de sa prospérité, parce qu'elle ne peut pas gouverner à son gré le principe actif de la machine, et il n'y a point de regles certaines à prescrire à la marche d'une telle nation. Mais une nation bien organisée dans la machine de sa population est capable de développer sa prospérité dans tel ordre qu'il lui plaît. Dans une situation aussi heureuse elle auroit le plus grand intérêt de ne jamais hâter sa jeunesse, mais de chercher au contraire à n'avancer dans son agriculture, dans ses manufactures et dans sa population que par des accroissemens pour ainsi dire imperceptibles ; afin de mieux assurer sa marche, de la rendre moins susceptible d'être contrariée ou interrompue par les évènemens et d'arriver à sa complette prospérité, c'est-à-dire, à l'âge fait naturel le plus tard possible. Car des progrès considérables et rapides dans la prospérité sont infiniment plus difficiles à maintenir que des progrès modérés et lents, et la

moindre diminution dans la prospérité d'une nation devient pour elle une calamité.

Dans la perfection de la conduite des hommes d'Etat la prospérité complette d'une nation devroit être considérée comme un tout, à la formation successive duquel chaque génération devroit coopérer et avoir sa part. Les générations devroient augmenter leur prospérité les unes sur les autres dans une même proportion, c'est-à-dire, chaque génération devroit augmenter sa prospérité sur celle de la génération qui l'auroit précédée dans la même proportion que la génération qui l'auroit précédée, auroit augmenté sa prospérité sur celle de la génération à laquelle elle auroit succédé; et plus le nombre des générations qui auroient ainsi coopéré et participé au développement complet de la prospérité d'une nation auroit été grand, plus la vie de la nation auroit été longue et heureuse. Mais où sont les hommes d'Etat, quand on leur supposeroit même la capacité nécessaire, assez pénétrés de leurs devoirs et de l'effrayante tâche que ces devoirs leur imposent pour s'occuper du bonheur des générations à venir, et ne jamais sacrifier la vie future d'une nation au court espace de tems qu'ils la tiennent dans leurs mains ?

Une nation sous un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, peut-elle jamais être dans le cas de donner des encouragemens extrordinaires aux mariages ? Dans l'opinion générale cette question paroîtra sans doute déplacée ; mais on va voir qu'elle ne l'est point dans les vrais principes, et c'est à eux seuls qu'il appartient de la décider.

Comme une nation sous le système de l'Economie politique moderne est susceptible de trois modes de prospérité distincts, d'une prospérité progressive, d'une prospérité arrêtée et d'une prospérité rétrograde ; je vais examiner quels effets opéreroit nécessairement dans chacun de ces trois modes de prospérité la conduite de l'homme d'Etat qui encourageroit les mariages par des moyens extraordinaires.

Dans l'état de prospérité progressive les capitaux excèdent les bras, et cet excès des capitaux sur les bras est la mesure de l'aisance des ouvriers, c'est-à-dire, du bien-être dont les ouvriers jouissent au de là du nécessaire. Or deux cas sont possibles ; ou les capitaux n'excèdent les bras que dans une proportion modérée, ou ils les excèdent dans une proportion considérable. Si les capitaux n'excèdent les bras que dans une proportion modérée, l'aisance des ouvriers ou leur bien-être au de là du nécessaire ne sera que raisonnable ; et encourager dans ce cas les mariages, ou, ce qui est la même chose, la multiplication des bras, seroit manifestement vouloir dérober aux ouvriers leur foible aisance ; les réduire peut-être au dessous du nécessaire ; augmenter à leurs dépens les profits des entrepreneurs ; diminuer le rapport caractèristique du salaire au profit des manufactures ; augmenter l'intérêt de l'argent et faire rétrograder la nation dans sa prospérité. Je demande si une mesure qui auroit des conséquences aussi fatales ne seroit pas une mesure insensée ?

Si les capitaux excédoient les bras dans une proportion considérable. il n'y a point de souverain au

monde qui fût assez riche pour être en état d'encourager les mariages extraordinairement au même degré, qu'ils le seroient naturellement par la grande aisance qu'une situation aussi heureuse procureroit aux ouvriers. Un auteur Anglois (1) bien digne de foi assure que dans l'Amérique septentrionale, déjà avant l'établissement de son indépendance, chaque enfant dans les classes inférieures d'hommes valoit à ses parens, avant qu'il fût en âge de quitter la maison paternelle, cent livres sterling de profit clair et net, c'est-à-dire, déduction faite de toute dépense. Où est le souverain dont le revenu pût suffire pour récompenser ainsi les mariages ; et cet exemple ne prouve-t-il pas évidemment avec quel empressement les hommes doivent naturellement être portés à se marier dans le mode d'une prospérité fortement progressive, et combien il seroit superflu de les y encourager par des moyens artificiels.

Le ministre célèbre (2) qui dans le siècle passé a jetté les fondemens de l'Economie politique de la France, et que j'ai déja cité plusieurs fois, a eu doublement tort, lorsqu'il a cherché a encourager les mariages par des moyens extraordinaires. D'abord il a fait une chose superflue ; car la France étant alors dans un état de prospérité assez fortement progressive, les mariages se seroient multipliés d'eux-mêmes et dans une proportion plus naturelle et plus adaptée aux progrès de la prospérité que n'auroient pu l'opérer des mesures artificielles. Ensuite il a fait une chose absurde;

(1) Le Dr. Adam Smith.

(2) Mr. Colbert.

car décourager d'un côté la multiplication de la subsistance des hommes par un faux système de législation dans l'agriculture, et de l'autre vouloir encourager la multiplication des hommes par des moyens forcés, est manifestement contraire à la saine raison.

Dans l'état d'une prospérité arrêtée l'ouvrier n'a que le nécessaire, et dans l'état d'une prospérité rétrograde il est dans la misère. Encourager les mariages par des moyens forcés tendroit donc directement, dans le premier des deux modes de prospérité, à réduire les ouvriers du nécessaire à la misère, et dans le second de la misère à l'impossibilité de subsister, c'est-à-dire, tendroit directement à leur faire le même mal, que j'ai fait voir plus haut, qu'ils éprouveroient dans le cas d'une diminution dans leur sort, par des taxes sur les nécessités de la vie; car multiplier les bras c'est diminuer les salaires des ouvriers, et par conséquent faire périr les ouvriers de misère, si avant la multiplication des bras leurs salaires leur procuroient à peine l'existance.

Si les raisonnemens que je viens de faire sont, comme je le crois, d'une évidence, à laquelle il est impossible de se refuser, ils établissent dans l'Economie politique moderne un principe peu connu, ou du-moins peu observé jusqu'ici, c'est-à-dire, que l'homme d'Etat ne doit jamais encourager les mariages par des moyens extraordinaires, dans tel mode de prospérité, où sa nation puisse se trouver et que lor qu'il s'écarte de ce principe, sa détermination devient nécessairement ou superflue, ou insensée, ou inhumain. L'unique méthode que lui dictent les vraies principe

pour la multiplication des mariages, la plus infaillible et la plus puissante de toutes, c'est de mettre et de maintenir sa nation dans un cours de prospérité progressive ; cela fait - il peut en toute confiance laisser agir les causes naturelles et être certain que les hommes sauront bien se marier sans lui, dans une proportion infiniment plus juste qu'il ne seroit capable de leur tracer et avec une inclination spontanée bien supérieure à l'inclination artificielle qu'il chercheroit à leur inspirer.

La conduite opposée qu'ont tenue sur ce point les nations de l'Europe et la persuation, où ont été et sont encore généralement les hommes d'Etat, que les mariages doivent être encouragés dans tous les tems et par tous les moyens possibles, offrent une nouvelle preuve, combien il règne encore d'obscurité dans l'Economie politique et combien il est essentiel de développer les vrais principes de cette science, pour les substituer enfin à ce fatal et cruel empirisme, dans lequel, pour le malheur de l'humanité, les hommes d'Etat se sont contentés jusqu'ici de puiser leurs lumières.

Lorsque la prospérité d'une nation s'arrête ou commence à rétrograder, la gêne et la misère deviennent le partage des classes inférieures d'hommes, et dans cette situation malheureuse la raison leur donne un éloignement salutaire pour le mariage ; comme dans la maladie la nature donne à l'homme un éloignement salutaire pour les alimens ; et de tous les symptômes du déclin de la prospérité d'une nation il n'y en a, je crois, aucun, qui soit moins équivoque et

plus probable qu'une diminution dans les mariages des manufacturiers et des cultivateurs. Car dans ces classes simples l'homme ne résiste point volontairement au vœu de la nature et lorsqu'il ne lui obéit pas, il faut que des motifs plus forts que son penchant l'en empêchent, c'est-à-dire, lorsqu'il ne se marie pas, il faut qu'il soit forcé au célibat par l'impossibilité absolue de maintenir une famille; cependant c'est presque toujours dans de pareilles circonstances que les hommes d'Etat ont cherché à encourager les mariages et les Ecrivains sur l'Economie politique à conseiller les taxes sur les célibataires.

D'un autre côté je crois que dans les principes de l'Economie politique moderne la diminution dans les mariages des consommateurs peut être regardée comme un symptôme probable des progrès de la prospérité d'une nation et, j'ose même ajouter, comme une circonstance favorable à ces progrès. Car en général le consommateur ne reste célibataire que dans l'unique vue de multiplier ses besoins superflus et par conséquent son luxe, et en général le consommateur qui se marie, porte l'économie dans ses dépenses et circonscrit son luxe dans des limites raisonnables, ou ce qui est la même chose, en général le consommateur célibataire dépense tout son revenu et le consommamarié ne dépense qu'une partie du sien, et de la résulte qu'a fortunes égales le consommateur célibataire fait naitre et vivre plus de manufacturiers et de cultivateurs que le consommateur marié. Or comme la prospérité d'une nation sous un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, se mesure par

la population de ses manufacturiers et de ses cultivateurs, il est clair, que sous ce systême le consommateur célibataire coopére en général à la prospérité d'une nation dans une proportion plus forte que le consommateur marié.

Dans ce que je viens de dire du luxe, je n'ai considéré les choses que comme on les voit lorsqu'elles ne se présentent que sous le seul rapport de causes et d'effets ; je ne dis point que sous tous les rapports il seroit plus avantageux à une nation sous le systême de l'Economie politique moderne de n'avoir que des consommateurs célibataires ; je dirois une grande absurdité et je dirois de plus une chose moralement impossible ; car à tel degré qu'une nation puisse porter son luxe, elle aura toujours plus de consommateurs mariés que de consommateurs célibataires. Mon intention n'a point été de suivre le luxe dans ses conséquences morales ; je me propose de le faire dans une autre occasion, comme je l'ai déja dit. Il n'y a peut-être point d'idée plus vague dans l'esprit de l'homme que celle du luxe, et c'est la raison pour-quoi ce sujet a été si imparfaitement traité jusqu'ici. Dans le tems je ferai tous mes efforts pour le tracer dans ses vrais principes ; dans l'universalité de ses circonstances ; dans ses avantages et dans ses désavantages ; ici j'ai seulement voulu montrer son étroite connexion avec le systême de l'Economie politique moderne et sans prendre sur moi dans ce moment d'être ni son avocat ni son censeur.

Que le luxe soit envisagé et proscrit par la morale et par la religion, comme un vice en lui-même et comme la source de tous les autres vices, je n'en suis pas

moins obligé de le représenter comme une condition essentielle dans l'Economie politique moderne. Car le fait incontestable est que sans le luxe ce syistême ne pourroit ni exister, ni opérér le développement de la population et la prospérité des nations. Il est certainement au pouvoir des nations de renoncer à ce systême et de se monter soit sur un systême d'agriculture absolue, soit un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême d'esclavage; mais tant qu'elles resteront montées sur un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, il faut non-seulement qu'elles tolérent le luxe, mais qu'elles le favorisent par tous les moyens possibles; qu'elles le regardent comme la puissance créatrice des hommes et des choses; en un mot, qu'elles n'espérent leur plus grande population et leur plus grande prospérité que du plus grand luxe.

Car pour donner au mot luxe un sens fixe et bannir cette multitude d'idées différentes que les hommes s'en forment, je le prends dans sa signification la plus étendue, c'est-à-dire, je compose le luxe de tous les besoins généralement quelconques que l'homme se donne au-dela de ceux de la nature; s'il n'étoit pas pris dans ce sens, il seroit impossible de déterminer où il commenceroit et la ligne de démarcation qui le sépareroit du nécessaire, varieroit autant que l'opinion des hommes.

Si l'on pouvoit supposer qu'une nation florissante sous le systême de l'Economie politique moderne, la France, par exemple, prit tout-à-coup la résolution et réussit par des moyens irrésistibles à bannir de

chez elle le luxe, dès cet instant le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, se trouveroit anéanti chez elle et elle retourneroit naturellement soit au systême d'agriculture absolue, soit au systême d'agriculture relative, fondé sur un systême d'esclavage, ou, ce qui est la même chose, à l'ancien systême féodal ; comme un jardin, que le travail et l'industrie de l'homme auroit enrichi des fleurs les plus rares et des fruitsles plus exquis, retourneroit nécessairement de lui-même anx fleurs et aux fruits de la nature, s'il cessoit d'être travaillé dans les principes d'un systême de culture artificiel.

Les mêmes raisons qui défendent à l'homme d'Etat d'encourager extraordiñairement les mariages lui défendent aussi de chercher à attirer par des encouragemens extraordinaires des étrangers dans sa nation, lorsque ces étrangers ne seront ni des consommateurs, ni des hommes capables d'introduire dans la nation des nouveaux genres d'industrie ou de perfectionner les anciens. Car il est manifeste que des étrangers qui n'apporteroient à la nation que leurs bras, diminueroient le bien-être des manufacturiers et des cultivateurs nationaux dans l'état d'une prospérité modérément progressive, les priveroient du nécessaire dans l'état d'une prospérité arrêtée et aggraveroient leur misère dans l'état d'une prospérité rétrograde.

Dans l'état même d'une prospérité fortement progressive une nation seroit á blâmer de recourir à des encouragemens extraordinaires pour attirer chez elle des bras étrangers. Car pourquoi ne pas laisser venir ces bras d'eux-mêmes du fond national, c'est-à-dire,

de

de la multiplication des mariages qu'opèreroit nécessairement l'excessive aisance des classes inférieures d'hommes ; et pourquoi dans une machine sur laquelle le principe actif développeroit la plus grande puissance vouloir encore pousser aux rouages, au risque de forcer le mécanisme et de troubler l'économie de la machine ?

Introduire des bras étrangers dans une nation à prospérité fortement progressive ne peut avoir d'autre objet que celui de tempérer les trop rapides progrès dans la prospérité. Mais pourquoi vouloir anticiper ce qui arriveroit de lui-même naturellement ? Le malheur est que le commerce extérieur commande toute l'Economie politique des nations de l'Europe et les écarte de tous les côtés des vrais principes pour les égarer dans un labyrinthe de fausses routes.

Un objet intéressant à considérer dans l'Economie politique moderne est l'introduction des machines dans les travaux des hommes et le rapport qu'elles ont avec la population et la prospérité des nations. Je n'ai trouvé cet objet nulle part ramené à ses premiers principes ; et comme il a été traité aussi vaguement que l'ont été la plûpart des autres objets de l'Economie politique, les machines ont eu le sort qu'elles devoient naturellement avoir, celui de partager les opinions, d'avoir des partisans et des adversaires.

L'effet immédiat d'une machine introduite dans les travaux des hommes est de rendre un petit nombre de bras capables d'exécuter la même masse de travail que ne pouvoient exécuter avant l'usage de la machine qu'un grand nombre, et par conséquent de mettre des

bras hors de travail. Plus le nombre des hommes que les machines mettent hors de travail est grand, plus elles sont estimées parfaites ; voilà leur désavantage ; leur avantage est de diminuer le prix des choses et de favoriser la consommation. Je ne les envisagerai que sous le premier de ces deux rapports, me réservant de les considérer sous le dernier dans une autre place.

Dans les vrais principes de l'Economie politique moderne l'ouvrier doit continuellement jouir d'une aisance au-delà du nécesssaire, parce que dans les vrais principes de l'Economie politique moderne une nation doit continuellement être dans un état de prospérité progressive ; et pour se maintenir invariablement dans cet état, il faut que ses capitaux excèdent continuellement ses bras. Lorsque les bras sont égaux aux capitaux, l'ouvrier n'a que le nécessaire et le nécessaire lui manque, lorsque les bras excèdent les capitaux ; ainsi tout ce qui tend à multiplier les bras au pair ou au-dessus des capitaux tend à affecter le bien-être des ouvriers et par conséquent celui d'une nation.

Les encouragemens extraordinaires donnés aux mariages et aux bras étrangers tendent à opérer une augmentation de bras absolue et les machine opèrent une augmentation de bras relative ; mais les effets de l'une et de l'autre de ces deux espèces d'augmentations de bras sont les mêmes, et les machines doivent être considérées comme augmentant réellement les bras de toute la quantité qu'elles mettent hors de travail. Ainsi tout ce que j'ai dit contre les encouragemens extraordinaires donnés aux mariages ou aux bras étrangers dans une nation à prospérité arrêtée ou

rétrograde, s'applique sans exception aux machines, et l'homme d'Etat qui favoriseroit l'introduction des machines dans les travaux d'une nation à prospérité arrêtée ou rétrograde, commettroit manifestement un acte barbare et homicide.

Mais l'introduction des machines dans les travaux des hommes, bien loin d'être préjudiciable doit au contraire être regardée comme essentielle au bien-être d'une nation à prospérité progressive. Car d'un côté les machines multiplient la richesse réelle au-delà des forces humaines et portent la consommation au-delà de ses limites naturelles; deux circonstances précieuses dans l'Economie politique moderne et de l'autre l'homme d'Etat a la faculté de diriger à son gré leur introduction dans les travaux des hommes, ou, ce qui est la même chose, il est le maître absolu d'opérer par leur moyen telle augmentation relative dans les bras qu'il lui plait, dans telle proportion qu'il juge convenable et sans avoir à craindre de passer les justes bornes; comme dans le cas des encouragemens extraordinaires donnés aux mariages ou aux bras étrangers qui n'admettent ni calcul ni proportion et qu'il est impossible d'assujettir aux précautions que le parfait maintien de la prospérité d'une nation exige.

Dans l'état d'une prospérité progressive il n'y a pas assez de bras, et c'est ce vuide dans les bras qui donne une marge pour les machines, c'est-à-dire, qui rend l'introduction des machines compatible avec la situation d'une nation à prospérité progressive. Dans l'état d'une prospérité arrêtée ou rétrograde au contraire,

il y a assez ou trop de bras, par conséquent point de marge pour les machines, et c'est ce qui rend leur introduction incompatible avec la situation d'une nation à prospérité arrêtée ou rétrograde. Mais dans quelle proportion l'homme d'Etat doit-il permettre l'introduction des machines dans les travaux d'une nation à prospérité progressive ?

Les machines peuvent être introduites dans les travaux d'une nation sous trois proportions différentes ; elles peuvent mettre hors de travail un plus grand nombre de bras que ne marquoit le vuide dans les bras de la nation ; elles peuvent mettre hors de travail un nombre de bras égal à ce vuide, ou enfin un plus petit nombre. Dans le premier cas les bras se trouveroient relativement multipliés au-delà des capitaux et les ouvriers seroient réduits au dessous du nécessaire ; dans le second cas les bras se trouveroient relativement multipliés au pair des capitaux et les ouvriers seroient réduits au nécessaire ; dans le troisième cas les bras se trouveroient relativement multipliés au-dessous des capitaux et les ouvriers conserveroient une aisance au-delà du nécessaire. Cette courte analyse trace à l'homme d'Etat clairement la proportion dans laquelle il doit favoriser l'introduction des machines dans les travaux d'une nation à prospétité progressive ; c'est de ne jamais permettre que les machines réduisent les ouvriers au nécessaire, à plus forte raison au-dessous, ou, ce qui est la même chose, de ne jamais permettre que les machines mettent autant ou plus de bras hors de travail, qu'il n'en manquoit dans la nation.

Dans l'état d'une prospérité modérément progressive le vuide dans les bras est modéré ; dans l'état d'une prospérité fortement progressive il est considérable ; dans le premier cas l'homme d'Etat auroit bien vîte épuisé ou excédé la marge que laisse aux machines le vuide dans les bras, s'il ne se conduisoit pas à cet égard avec la plus grande circonspection, c'est-à-dire, s'il laissoit introduire trop de machines à la fois, ou des machines trop étendues. Mais dans le second cas il peut et doit même favoriser l'introduction des machines dans une forte proportion. Car une population trop fortement progressive est dans tous les cas une situation dangereuse et l'homme d'Etat ne peut pas rendre un plus essentiel service à sa nation, ni plus solidement assurer son bonheur qu'en la maintenant sans cesse dans un cours de population modérément progressif ; moyen que lui offrira dans tous les tems la multiplication des machines, pourvu qu'il en use judicieusement, c'est-à-dire, qu'il ait l'attention de laisser constamment un juste vuide dans les bras.

Dans le cours naturel des choses l'introduction des machines dans les travaux des hommes a lieu assez exactement dans l'ordre que je viens d'établir et la raison en est évidente. La construction et l'établissement des machines obligent à des dépenses considérables, et exigent non-seulement que les fermiers et les entrepreneurs de manufactures ayent la disposition de fonds surabondans, mais qu'ils soyent de plus en situation de pouvoir supporter la rentrée lente et tardive de ces fonds. Or dans l'état

d'une prospérité rétrograde les fermiers et les entrepreneurs de manufactures manquent de capitaux ; dans l'état d'une prospérité arrêtée ils n'ont que les capitaux strictement nécessaires, et dans l'état d'une prospérité modérément progressive leur aisance n'est que raisonnable ; par conséquent dans les deux premiers modes de prospérité ils sont heureusement hors d'état d'introduire des machines dans leur travaux, et dans le troisième leurs facultés ne leur permettent d'en introduire que peu à la fois.

Ce n'est que dans l'état d'une prosperité fortement progressive que les fermiers et les entrepreneurs de manufactures commandent pour ainsi-dire tous les capitaux qu'ils veulent et deviennent par conséquent capables d'introduire et de multiplier les machines dans tous leurs travaux ; et c'est de cette circonstance que les nations à prospérité fortement progressive dérivent l'avantage de pouvoir vendre leurs manufactures à beaucoup meilleur marché, malgré la cherté de leur main-d'œuvre que ne peuvent vendre les leurs, malgré le bas prix de leur main-d'œuvre, les nations qui se trouvent dans des modes de prospérité inférieurs.

Il n'y a, je crois, point de nation en Europe qui ait porté la machinerie dans toutes les branches du travail, dans l'agriculture et dans les manufactures, plus loin que l'Angleterre, et peut-être a-t-elle excédé sur ce point les justes bornes. Il ne m'a pas été possible de rassembler sur un objet aussi compliqué de détails, des renseignemens suffisans pour oser hazarder mon jugement. Mais si d'un côté il étoit bien

constaté que l'énorme nombre des pauvres et des vagabonds de l'Angleterre fût en plus grande partie composé de manufacturiers sans travail, ou d'enfans de manufacturiers, et de l'autre que les manufactures de l'Angleterre fussent aujourd'hui aussi florissantes qu'elles l'étoient avant les troubles de l'Amérique; ces deux circonstances réunies offriroient une preuve non équivoque que les machines auroient été trop multipliées dans les manufactures, c'est-à-dire, auroient mis plus de bras hors de travail que le degré de prospérité de l'Angleterre ne pouvoit le comporter. Le gouvernement Anglois est parfaitement à même d'éclaircir le fait; mais je crains bien que les malheureux intérêts du commerce extérieur ne lui fassent regarder cette vérification d'un œil indifférent.

Il y a infiniment moins d'inconvéniens de multiplier les machines au-delà de leur juste proportion dans l'agriculture que dans les manufactures. Les bras mis hors de travail dans l'agriculture peuvent trouver de l'occupation dans les manufactures qui présentent une multitude de travaux faciles à exécuter avec les simples bras; mais les bras mis hors de travail dans les manufactures ne peuvent pas trouver de l'occupation dans l'agriculture; car dès l'instant qu'ils seroient mis hors de travail dans les manufactures, il y auroit déjà sans eux trop de bras dans l'agriculture, ou, ce qui est la même chose, dès l'instant qu'ils seroient mis hors de travail dans les manufactures, la population des manufacturiers se trouveroit diminuée; et comme cette diminution dans la population des manufacturiers

opèreroient nécessairement une diminution dans la consommation des productions de la terre, il est clair que les fermiers se trouveroient forcés de cultiver moins de terres, et par conséquent d'employer moins de bras dans leurs travaux.

Ceux qui ont avancé que l'introduction de la charrue dans l'agriculture étoit un mal, ont dit une chose bien absurde dans l'Economie politique moderne et ont eu des notions bien confuses du système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures. Car pour peu qu'on approfondisse ce système, il est impossible de ne pas se convaincre que sa perfection est dans chaque nation en raison inverse et de la population de ses cultivateurs, c'est-à-dire, que plus il faut de cultivateurs pour nourrir le même nombre de manufacturiers, moins ce système est parfait, et que moins il faut de cultivateurs pour nourrir le même nombre de manufacturiers, plus ce système est parfait, et de là que plus on muliple les machines dans l'agriculture, plus on donne de perfection à ce système. Cette verité sera développée dans la suite plus complettement que je n'ai pu le faire dans ce discours, et j'espère prouver évidemment qu'une nation qui avec le quart seulement de sa population totale dans les terres parviendroit à opèrer la même cultivation et les mêmes produits qu'elle opère aujourd'hui avec la moitié à peu près de sa population totale, comme en général c'est le cas des nations de l'Europe, doubleroit son revenu et sa puissance.

L'Europe entière est gouvernée depuis long-tems sur les principes d'un système d'agriculture relative,

fondé sur un systême de manufactures, et l'on diroit que les Ecrivains sur l'Economie politique qui ont cherché à éclairer les hommes d'Etat l'ont parfaitement ignoré jusqu'ici, à les voir perpétuellement mettre en avant des maximes et des principes qui appartiennent à des systêmes d'Economie politique totalement différens de celui que les nations de l'Europe ont adopté, c'est-à-dire, à les voir perpétuellement donner des préceptes dans un systême, pendant que l'Europe en suit un autre.

Car tous en général, si l'on excepte un petit nombre d'Ecrivains Anglois, se sont absolument écartés dans leurs doctrines du systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, les uns en méprisant les manufactures et donnant tout à l'agriculture; les autres en méprisant l'agriculture et donnant tout aux manufactures, sans jamais voir ces deux grands moyens dans leur dépendance et dans leur puissance mutuelles, ni leur donner à chacun dans le développement de la population et de la prospérité des nations la part que le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, leur assigne et veut qu'ils ayent. Mon contentement seroit bien grand si j'avois eu le bonheur de présenter ce systême dans sa vraie nature et si les notions que j'en ai donné étoient trouvées assez justes pour arrêter enfin le cours de tant de publications tronquées, mal raisonnées et propres seulement à troubler et à égarer de plus en plus les hommes d'Etat.

Dans le peu que je viens de dire des machines, je crois les avoir présenté dans leurs vrais principes, dans

leurs vrais effets et dans le vrai ordre dans lequel les nations doivent les introduire dans leur Economie politique, si elles veulent les faire co-opérer à l'augmentation de leur richesse réelle sans nuire à leur population. J'ai regardé leur introduction dans les travaux des hommes, non seulement comme précieuse, mais j'en ai fait un devoir à l'homme d'Etat; d'abord pour tempérer les trop rapides et par conséquent trop dangereux progrès dans la population, et ensuite pour opérer la plus grande richesse réelle possible.

Une nation qui arriveroit à l'âge fait naturel, c'est-à-dire, à sa complete prospérité avec le seul secours des bras de ses hommes, possèderoit à cette époque infiniment moins de richesse réelle, qu'elle n'anroit pu se donner par l'immense quantité de machines, qu'un long cours de prospérité lui auroit permis d'introduire graduellement dans ses travaux, sans se trouver pour cela avec une population plus considérable. Car les machines ne prennent pas nécessairement sur la population, parce qu'elles ne prennent rien sur la subsistance; et lorsque leur introduction dans les travaux d'une nation est reglée sur les principes que j'ai établis, elles ne font que ralentir les progrès de la population sans jamais les arrêter et par conséquent sans empêcher une nation de porter sa population à toute l'étendue que son territoire seroit capable de maintenir.

L'expérience a enseigné aux hommes un moyen de multiplier la richesse réelle semblable dans ses effets aux machines, mais sans avoir les mêmes inconveniens et par conséquent sans exiger les mêmes précautions; c'est la division du travail. Ce moyen augmente dans

l'homme les pouvoirs productifs et le rend capable d'exécuter dans le même tems une masse de travail beaucoup plus grande qu'il ne seroit capable d'exécuter sans cela. Voilà en quoi la division du travail ressemble aux machines; elle en diffère, en ce qu'elle ne met pas nécessairement des hommes hors de travail.

Pour se former une idée de ce moyen, il faut se représenter le travail comme une opération complexe qui dans son ensemble embrasse un nombre plus ou moins considérable d'opérations plus simples, liées entre elles et dont l'exécution successive forme l'exécution totale du travail. Lorsque ces opérations simples sont susceptibles d'être détachées les unes des autres de manière à pouvoir être exécutées séparément et par des bras différens, le travail est divisible, dans le cas contraire il ne l'est point; et plus le nombre des opérations simples qui peuvent être ainsi détachées les unes des autres dans le travail total est grand, plus leur séparation augmente les pouvoirs productifs et par conséquent les produits du travail.

Le travail général des hommes peut être considéré comme un tout qui dans son ensemble embrasse l'universalité des matières premières dans les trois règnes de la nature; et d'après cette idée, j'appellerai division du travail la séparation du travail général en arts et métiers, et subdivision du travail la séparation des arts et métiers en leurs opérations simples. Dans la division du travail les hommes se partagent entre eux les matières premières dans les trois règnes de la nature, non seulement selon leurs différentes espèces, mais selon les différentes espèces de travaux, dont les mêmes es-

pèces de matières premières sont susceptibles ; et dans ce partage, ou, ce qui est la même chose, dans cette division du travail, il régne une aussi grande variété parmi les nations qu'on en voit régner dans les degrés de leur prospérité.

Jusqu'ici on n'a point cherché à découvrir dans quelle proportion la division et la subdivision du travail en augmentent les pouvoirs productifs dans tous les cas ; et il est probable qu'une proportion universellement applicable à tous les genres de travaux et à toutes espèces de matières premières seroit impossible à trouver. Dans certains travaux les effets de la division et de la subdivision du travail sont presque incroyables; dans d'autres ils sont moins grands; mais dans tous l'expérience les montre considérables. Pour donner une idée de ces effets, je vais faire une fiction ; je vais supposer qu'en général les pouvoirs productifs du travail augmentent en raison arithmétique de la division et de la subdivision, c'est-à-dire, qu'ils augmentent comme le nombre des arts et métiers, dans lesquels le travail général est divisé, s'il n'y a que division, et comme le nombre des opérations simples dans lesquelles les arts et métiers sont subdivisés, s'il y a subdivision. Dans cette supposition, je n'exagère rien, et je suis persuadé que dans leurs moindres effets la division et la subdivision du travail excèdent cette proportion.

Je suppose quatre nations, A, B, C, D; toutes les quatre montées sur un système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures et embrassant toutes les quatre dans leur travail général précisément les mêmes espèces de matières premières

et les mêmes sortes de manufactures. Dans la nation A le travail général se trouve divisé en 500 arts et métiers ; dans la nation B en 1000 ; dans la nation C en 1500 et dans la nation D en 2000. D'après cette division du travail et la proportion que j'ai établie, les quantités de manufactures, que les quatre nations deviendroient capables d'exécuter dans le même tems et à nombre égal de bras, seroient donc comme 1, 2, 3, 4 ; ou, ce qui est la même chose, dans le même tems, et avec le même nombre de bras la nation B deviendroit capable d'exécuter une quantité de manufactures double, la nation C triple et la nation D quadruple de celle que seroit capable d'exécuter la nation A.

Je suppose ensuite les arts et métiers des quatre nations subdivisés ; savoir, dans la nation A en quatre opérations plus simples, dans la nation B en six, dans la nation C en huit et dans la nation D en dix, en comptant les métiers les uns dans les autres. D'après cette subdivision du travail et la proportion que j'ai établie, les quantités de manufactures, que les quatre nations deviendroient capables d'exécuter dans le même tems et à nombre égal de bras, seroient donc comme 1, 3, 6, 10 ; ou, ce qui est la même chose, dans le même tems et avec le même nombre de bras, la nation B deviendroit capable d'exécuter une quantité de manufactures triple ; la nation C sextuple et la nation Ddécuple de celle que seroit capable d'exécuter la nation A.

Quelle prodigieuse différence que peut opérer dans les pouvoirs productifs et dans les produits du travail

une circonstance aussi simple que la division du travail ! Pourquoi donc les nations n'ont-elles pas toutes cherché à multiplier leur richesse réelle par un moyen aussi facile et aussi précieux ? C'est parce que ce moyen suppose nécessairement le secours d'une multitude d'instrumens et d'outils dont l'acquisition dispendieuse exige dans les mains des entrepreneurs des fonds surabondans, et c'est par cette raison qu'on ne voit la division et la subdivision du travail se développer et s'étendre que chez les nations à prospérité progressive ; graduellement et dans une proportion modérée chez les nations à prospérité modérément progressive ; rapidement et dans la plus grande proportion chez les nations à prospérité fortement progressive.

La division et la subdivision du travail ont une connexion si intime avec la prospérité qu'on peut pour ainsi dire apprécier les degrés de cette prospérité par les degrés dans la division et la subdivision du travail. Car en général plus on verra le travail d'une nation divisé et subdivisé, plus on la trouvera avancée dans sa prospérité ; et moins on verra le travail d'une nation divisé et subdivisé, moins on la trouvera avancée dans sa prospérité.

Cette regle s'applique également aux différentes provinces d'une même nation. Car lorsque dans une province on voit peu de division dans le travail, c'est-à-dire, lorsqu'on voit le même ouvrier exercer à la fois plusieurs métiers, soit en travaillant plusieurs espèces de matières premières, soit en travaillant une même espèce de matière première dans différens genres de

manufactures, on peut prononcer avec la plus grande probabilité que cette province jouit du peu de prospérité, ou, ce qui est la même, de peu de capitaux; comme lorsqu'on voit une grande division et subdivision dans le travail d'une province on peut prononcer avec confiance que cette province jouit de beaucoup de prospérité et par conséquent de beaucoup de capitaux; et c'est d'après ce principe qu'on peut expliquer pourquoi le travail est généralement moins divisé dans les bourgs et dans les villages que dans les villes, et moins divisé dans les villes ordinaires que dans les villes d'industrie et de commerce.

Cet avantage de la division et de la subdivision du travail ajouté à celui des machines donne aux nations à prospérité fortement progressive une si grande supériorité sur toutes les autres nations pour la perfection et le bas prix de leurs manufactures, qu'il est impossible qu'elles puissent à cet égard être rivalisées par aucune; et il n'y a peut-être pas de preuve plus convaincante des misérables progrès que l'Europe a fait dans son industrie depuis la découverte des mines de l'Amérique, que d'y voir le prix commun des choses triplé depuis cette époque; tandis que dans la vraie marche du système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, ce prix auroit dû au contraire diminuer universellement sur toutes choses comme fortuitement il a diminué sur quelques-unes.

Mais la division et la subdivision du travail qui opèrent des effets si surprenans sur les pouvoirs productifs ne sont proprement praticables que dans les manufactures, comme l'a parfaitement bien observé

l'auteur Anglois célèbre (1) que j'ai déjà eu occasion de citer plus d'une fois. Les opérations simples qui composent l'opération complexe de la culture sont déjà naturellement si bien détachées les unes des autres, que dans tous les tems et chez toutes les nations pauvres et riches elles ont été travaillées séparément, soit par les mêmes, soit par différens bras; et la nature de l'agriculture ne permet guères de porter cette division plus loin, ou du moins d'espérer qu'une plus grande division pût servir à l'augmentation des pouvoirs productifs; et c'est manifestement par cette raison que les nations riches qui ont un si grand avantage sur les nations pauvres pour la qualité et le prix de leurs manufactures, n'en ont aucun sur elles pour la qualité et le prix de leurs grains.

Le principe de la division du travail met dans tout son jour la nécessité où sont les individus d'une nation sous un système d'agriculture absolue de vivre dans la plus grande simplicité. Sous ce système chaque famille est non seulement obligée de pourvoir elle-même à toutes ses manufactures de première nécessité, mais d'y pourvoir dans l'indivision du travail, c'est-à-dire, sous le désavantage des plus foibles pouvoirs productifs et des plus foibles produits; parce qu'elle ne peut réclamer à cet égard la co-opération du travail de personne. Car du moment où l'on poseroit sous le système d'agriculture absolue une seule famille qui voueroit son travail aux manufactures, dans la vue d'échanger les produits de son travail

(1) Le Dr. Adam Smith.

contre

contre de la subsistance, on renverseroit ce systême pour lui substituer le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures qui n'auroit plus besoin alors que du tems pour se développer graduellement dans toute son étendue; et c'est pour n'avoir pas saisi les deux systêmes dans leurs vraies essences que la plûpart des Ecrivains sur l'Economie politique les ont confondus ensemble, et ont posé si mal à propos des manufacturiers proprement dits sous le systême d'agriculture absolue.

Les erreurs des hommes d'Etat ne sont pas les seuls maux auxquels sont exposées les nations; elles peuvent en éprouver par des événemens que dans bien des cas il n'est pas au pouvoir des hommes d'Etat de prévenir, et que dans d'autres il ne leur est pas même possible de prévoir. De ce nombre sont la famine, la peste, les inondations, les grandes incendies, les tremblemens de terre, les dévastations par la guerre. Je ne crois pas inutile d'examiner les effets que des calamités de cette nature peuvent produire sur la population et la prospérité des nations sous le systême de l'Economie politique moderne, et je vais le faire très succintement.

Je diviserai ces grands événemens en deux classes générales; en événemens qui enlevent des bras, c'est-à-dire, qui dépeuplent, et en événemens qui enlevent des capitaux, c'est-à-dire, qui appauvrissent. Lorsque j'aurai fait voir les effets de ces deux espèces d'événemens sur la population et la prospérité des nations, les conséquences de ceux qui dépeuplent et appauvrissent à la fois se manifes-

teront d'elles-mêmes. Ce que je vais dire se trouvera probablement encore contraire à l'opinion générale ; mais lorsque je crois avoir les vrais principes pour guides, il m'est impossible de ne pas suivre leurs traces. Au reste il est clair que ce que je vais dériver de ces principes, ainsi que tout ce que j'en ai dérivé jusqu'ici, ne peut être applicable qu'aux nations qui les observeroient inviolablement ; car je n'ai point de théorêmes pour les nations qui dans le désordre de leur Economie politique s'en écartent et les blessent.

Lorsque les événemens qui dépeuplent arrivent à une nation, il faut nécessairement qu'ils la trouvent dans l'une de ces trois situations ; dans l'état d'une prospérité rétrograde ; dans l'état d'une prospérité arrêtée, ou dans l'état d'une prospérité progressive ; ou, ce qui est la même chose il faut nécessairement qu'ils la trouvent avec une surabondance de bras et les classes inférieures de ses hommes dans la misère ; avec les bras qu'il faut, mais les classes inférieures de ses hommes réduites au strict nécessaire, ou avec un manque de bras et les classes inférieures de ses hommes dans l'aisance.

Si les événemens qui dépeuplent arrivent à une nation dans l'état d'une prospérité rétrograde, les classes inférieures de ses hommes ont la chance, ou de voir leur misère diminuer, ou d'atteindre au nécessaire, ou de parvenir même à l'aisance. Le premier de ces trois sorts deviendroit leur partage, si l'événement n'avoit pas enlevé autant de bras qu'il y en auroit eu de trop dans la nation ;

le second, s'il en avoit enlevé autant ; le troisième, s'il en avoit enlevé davantage. Mais lorsque les événemens qui dépeuplent arrivent à une nation à prospérité arrêtée et affectent sa population dans un degré sensible, l'aisance devient le partage des classes inférieure de ses hommes.

Dans le cours ordinaire des choses les événemens, qui dépeuplent, affectent la population rarement dans une proportion assez forte pour procurer aux classes inférieures d'une nation à prospérité rétrograde ou arrêtée une grande aisance, c'est-à-dire, pour élever la nation à un état de prospérité fortement progressive. Dans ce cas ces événemens se bornent presque toujours, ou à adoucir la misère de ceux qu'ils laissent survivre, ou à leur donner le nécessaire, ou tout au plus une aisance raisonnable ; et dans le moindre de ces effets, il n'est pas possible de ne pas les regarder comme salutaires à une nation. Mais ils ne se présentent pas sous un point de vue aussi avantageux, lorsqu'ils arrivent à des nations à prospérité progressive ; car dans ces circonstances ils peuvent non-seulement cesser d'être salutaires, mais devenir préjudiciables.

J'ai dit, et plus j'irai en avant dans le développement des vrais principes de l'Economie politique moderne, plus on verra qu'il est de l'intérêt d'une nation de contenir sans cesse les progrès de sa prospérité dans des bornes raisonnables, et de ne jamais les laisser devenir trop fortement progressifs. Or les événemens qui dépeuplent, exposent une une nation à prospérité progressive à cet inconvé-

nient. Car d'une prospérité modérement progressive ils peuvent la porter à une prospérité fortement progressive, et d'une prospérité fortement progressive à une prospérité encore plus fortement progressive, et ces révolutions dans la prospérité d'une nation, déjà dangereuses en elles-mêmes, deviendroient encore plus funestes, parce qu'elles arriveroient subitement.

De ces courtes observations sur la manière dont les événemens qui dépeuplent peuvent affecter la prospérité des nations sous le systême de l'Economie politique moderne, il résulte clairement que ces événemens, de telle espèce qu'ils puissent être, sont avantageux aux nations à prospérité arrêtée et rétrograde; désavantageux aux nations à prospérité modérément progressive, et bien plus désavantageux encore aux nations à prospérité fortement progressive. Je les appelles avantageux dans le premier cas, parce qu'ils procurent aux classes inférieures des hommes d'une nation, c'est-à-dire, aux trois quart de sa population, ou une aisance raisonnable, ou le nécessaire, ou au-moins un soulagement dans leur misère, et je les appelle désavantageux dans les deux autres cas; parce qu'ils procurent aux classes inférieures des hommes d'une nation, c'est-à-dire, aux trois quart de sa population une aisance trop grande et imcompatible avec la marche facile et le maintien imperturbable du systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures.

Les effets que produisent les événemens qui appovrissent sont bien différens de ceux qui produisent les événemens qui dépeuplent. Les dernièrs causent

une diminution absolue et les premiers une augmentation relative dans les bras d'une nation ; par conséquent les deux espèces d'événemens opèrent des effets totalement opposés. Les événemens qui dépeuplent peuvent élever une nation de l'état d'une prospérité rétrograde à l'état d'une prospérité progressive, et les événemens qui appauvrissent peuvent faire descendre une nation de l'état d'une prospérité progressive à l'état d'une prospérité retrograde.

Car il est évident qu'une nation qui perd des capitaux, perd la faculté d'employer le même nombre de bras sur le pied du même traitement, c'est-à-dire, des mêmes salaires qu'elle leur accordoit avant la diminution des capitaux ; par conséquent suivant que les événemens qui appauvrissent, lui arrivent dans l'état d'une prospérité rétrograde, arrêtée ou progressive, les classes inférieures de ses hommes deviennent proportionnellement plus misérables, ou tombent proportionnellement du nécessaire à la misère, ou de l'aisance au nécessaire.

Les événemens qui dépeuplent et appauvrissent à la fois peuvent affecter la prospérité des nations de trois manières différentes. Ils peuvent enlever plus de capitaux que de bras, autant de capitaux que de bras, ou moins de capitaux que de bras. Dans le premier cas une nation déclineroit proportionnellement dans le mode de sa prospérité, tel qu'il pût être ; dans le second cas elle se conserveroit dans le même mode de prospérité, mais dans un degré inférieur ; dans le troisième cas elle avance.

roit proportionnellement dans le mode de sa prospérité tel qu'il pût être ; et voilà en dernière analyse les effets que doit nécessairement opérer la guerre sur la prospérité des nations.

Il existe en Europe un Roi (1) dont le nom se perpétuera dans les fastes de la guerre et qui tient ses peuples sans cesse sous la double circonstance d'un événement qui dépeuple et d'un événement qui appauvrit. Un système militaire forcé dans ses proportions a mis ce Roi en état d'étendre sa domination par des conquêtes, et la conservation de ces conquêtes lui rend le maintien de ce même système indipensable.

Forcer un système militaire excessif sur un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, est certainement déjà un mal ; mais subordonner servilement, comme fait ce Roi, le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, au systême militaire est le plus grand de tous les maux. C'est tout à la fois rendre le systême accessoire infiniment plus préjudiciable au systême principal et le systême principal infiniment moins utile au systême accessoire. L'amour du bien m'engage de faire quelques observations sur un systême d'Economie politique aussi extraordinaire.

Ce Roi met régulièrement le quart de la population de ses peuples à part, pour en faire la pépinière de son armée et y prendre les hommes dans le besoin. En cela il ne fait que ce que font les autres puissances de l'Europe et en général moins méthodiquement, et par conséquent moins bien que lui ; et si les besoins de son armée se trouvent trop

(1) Le Roi de Prusse.

disproportionnés avec la population de ses peuples; il sait parfaitement bien faire concourir à ces besoins la population des autres nations et ne prendre sur la sienne que ce qu'il faut.

Ainsi de ce côté ce Roi ne porte aucun trouble dans son Economie politique; et dans tel mode de prospérité où ses Etats puissent être, la dépopulation causée par l'armée ne peut avoir aucun inconvénient réel; puisque dans le mode d'une prospérité arrêtée ou rétrograde elle seroit même un bien d'après ce que je viens de dire sur les événemens qui dépeuplent, et que dans le mode d'une prospérité progressive elle seroit trop peu considérable et trop graduelle, pour pouvoir opérer une différence sensible.

Ce même Roi met régulièrement tous les ans une portion de la richesse nominale de ses peuples à part, pour l'enfouir dans ses trésors et la tenir prête pour les dépenses futures de la guerre et c'est par cet endroit, qu'il blesse son Economie politique de la manière, j'ose dire, la plus meurtrière. Il est le seul Roi en Europe qui ait conservé l'usage gothique et barbare des trésors, et je regarde comme un devoir de lui ouvrir les yeux sur les conséquences d'un système de finances aussi peu éclairé et aussi contraire à son bien et à celui de ses peuples.

Ce Roi regardera certainement comme une vérité évidente par elle-même et par conséquent incontestable, que s'il en enlevoit à ses peuples la totalité de leur richesse nominale, c'est-à-dire, la totalité de leurs capitaux, il anéantiroit dès ce moment

toute industrie et tout commerce parmi eux, puisque la circulation ne s'opère dans ses Etats que par la machine de la circulation simple. Or une simple règle de trois lui apprendra combien d'industrie et de commerce il anéantit par les capitaux qu'il enlève annuellement à la circulation. Car si la totalité des capitaux enlevés à la circulation anéantissoit la totalité de l'industrie et du commerce, une telle proportion de capitaux enlevés à la circulation doit nécessairement anéantir une telle proportion d'industrie et de commerce.

On ne peut pas avoir une preuve plus manifeste que les peuples de ce Roi ont continué sans interruption dans un cours de prospérité progressive, malgré l'enlèvement continuel d'une grande proportion de leurs capitaux, que de ne les avoir pas vu réduits à la dernière misère. Car deux conséquences résultent de là immédiatement; la première, que les capitaux enlevés à la circulation n'ont été pris que sur les produits des balances favorables du commerce extérieur; la seconde, qu'année commune ces capitaux enlevés à la circulation n'ont point absorbé totalement les produits de ces balances, puisque s'il les avoient absorbés, les peuples auroient continuellement été dans un état de prospérité arrêtée, et s'ils les avoient plus qu'absorbés dans un état de prospérité rétrograde et par conséquent incapables de continuer à payer les mêmes taxes et de maitenir le Roi dans le même revenu.

Mais il n'en est pas moins vrai qu'en arrêtant continuellement les progrès de la circulation ce

Roi arrête dans la même proportion les progrès de l'industrie, de la population, du revenu public et par conséquent de la prospérité de ses peuples et de sa puissance. Sans doute qu'il se persuade qu'il n'a pas le choix des moyens et qu'un système de finances aussi funeste devient d'une nécessité inévitable dans sa situation; mais j'oserois lui dire qu'il seroit dans la plus grande erreur, et qu'un système de finances et en général d'Economie politique qui laisseroit aux progrès de la prospérité de ses peuples et à ceux de sa puissance le plus libre cours est non-seulement possible, mais facile, simple et entièrement en son pouvoir. Je vais même plus loin, je dis que dans ce moment il n'y a point d'Etat en Europe capable d'avancer l'agriculture, les manufactures et la population avec autant de certitude et de succès que le peut ce Roi, parce qu'il n'y a point d'Etat en Europe qui jouisse comme lui de l'avantage précieux d'un grand surplus dans le revenu public.

Ce n'est pas ici la place d'indiquer le moyen qu'il faudroit substituer à cette fatale soustraction des capitaux de la circulation, et la destination qu'il faudroit donner à ces capitaux, pour les faire coopérer d'une manière puissante aux progrès de la prospérité générale, au lieu de les tenir d'une manière si injustifiable morts dans des coffres. Ce moyen sera développé dans un autre discours où j'espère faire voir qu'il ne manque rien à ce Roi, pour le mettre en état de rendre ses peuples infiniment plus heureux et sa puissance beaucoup plus

étendue, beaucoup plus solide et par conséquent plus parfaite et plus indépendante qu'elle n'est. Car il a beau amasser des trésors, cet expédient appauvrira son revenu et celui de ses peuples à pure perte, et ne le sortira jamais en Europe de la classe désavantageuse de puissance imparfaite et dépendante, dans le sens où je prends ce mot et comme je vais l'expliquer.

Sous le système de l'Economie politique moderne la puissance des nations est composée de deux élémens, des hommes et de l'argent; et sous ce point de vue on peut la distinguer en puissance parfaite et en puissance imparfaite; elle est parfaite, lorsqu'elle est composée de deux élémens qui la constituent, des hommes et de l'argent; elle est imparfaite, lorsqu'elle n'est composée que de l'un des deux élémens qui la constituent, ou des hommes, ou de l'argent. La puissance parfaite peut être considérée comme un puissance indépendante; parce qu'elle ne tient ses élémens que d'elle seule; la puissance imparfaite au contraire doit être regardée comme une puissance dépendante, parce qu'il faut nécessairement qu'elle tienne l'un de ces deux élémens, les hommes ou l'argent, d'une autre puissance.

La seule puissance proprement parfaite et indépendante en Europe est la France, parce qu'elle a les hommes et l'argent. L'Espagne n'est encore jusqu'ici qu'une puissance quasi parfaite et indépendante; elle a les hommes et l'argent, mais pas dans une assez grande proportion. L'Angleterre, la Hollande, la Prusse, la Russie sont des puissances imparfaites et

dépendantes, parce qu'elles n'ont pas à la fois, ou du moins dans une proportion égale, les hommes et l'argent; l'Angleterre et la Hollande ont l'argent sans hommes; la Prusse et la Russie ont les hommes sans argent, et dans une guerre générale ces nations sont forcées de dépendre les unes des autres, c'est-à-dire, de chercher le complettement de leur puissance les unes chez les autres.

Une nation qui sous le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, se trouveroit arrivée à l'âge fait naturel, c'est-à-dire, qui auroit porté sa population à la pleine proportion de toute la subsistance dont son territoire cultivé dans le dernier degré de perfection auroit été susceptible, s'exposeroit à une misère non interrompue si elle ne prenoit pas les mesures nécessaires pour prévenir une existence aussi fatale. Car comme le maintien de sa population exigeroit rigoureusement tous les ans les plus complettes recoltes, les moindre irrégularités dans le cours des saisons améneroient avec elles la famine, et il seroit moralement impossible que dans une pareille position la nation n'eût pas continuellement à souffrir ce fléau dans un dégré plus ou moins sensible.

Les maux de la nation s'accroitroient même au de là de cette mesure. Car l'excès de procréation porteroit graduellement sa population au de là de ses limites naturelles, et dès lors les plus abondantes recoltes mêmes cesseroient de pouvoir suffire à sa subsistance. La famine deviendroit son état habituel, et dans le cours naturel des choses rien ne pourroit la délivre d'une situation aussi affreuse que le plus violent de

tous les maux; une famine générale assez puissante pour lui enlever non seulement toute l'excès de sa procréation, mais une partie même de sa population réelle.

Le premier moyen que la nation pourroit employer pour se maintenir dans l'abondance à l'âge fait naturel seroit celui de multiplier ses manufactures au de là de ses propres besoins et d'en échanger le superflu avec d'autres nations contre de la subsistance. Ce moyen multiplieroit en même tems sa population au de là du degré auquel ses seules forces intérieures lui auroient permis de la porter, et il n'y a peut-être pas de nation en Europe qui à force de multiplier les machines, et de diviser et subdiviser le travail ne devient capable de fournir à elle seule toutes les autres nations de manufactures.

Mais comme ce moyen placeroit nécessairement les deux plus essentielles parties de la nouvelle machine de la population, le principe actif et le rouage des cultivateurs, hors des mains de l'homme d'Etat, il est évident qu'il ne seroit pas au pouvoir de la nation de donner à sa marche extérieure la même régularité et la même certitude dont est susceptible une marche intérieure, et que sans les plus grandes précautions elles se prépareroit dans une situation aussi dépendante des maux infiniment plus grands que ceux qu'elle auroit voulu éviter.

La subsistance que la nation recevroit en retour de ses manufactures augmenteroit proportionnellement sa population au de là de celle que son territoire seroit capable de nourrir; dès lors sa population pourroit être

considérée comme composée de deux parties distinctes ; de celle qui seroit maintenue sur la subsistance domestique, et de celle qui ne pourroit être maintenue que sur une subsistance étrangère.

Dans cet ordre des choses la partie de la population qui seroit maintenue sur la subsistance domestique ne seroit jamais en état de venir au secours de la partie qui seroit nourrie sur une subsistance étrangère, parce qu'elle n'auroit jamais assez de subsistance pour elle même ; mais la partie de la population qui seroit nourrie sur une subsistance étrangère seroit en état de venir au secours de celle qui seroit nourrie sur la subsistance domestique, tant que ses propres besoins n'absorberoient pas toute la subsistance qu'elle recevroit des nations étrangères en retour de ses manufactures ; et si jusqu'au moment où les nations étrangères auroient épuisé tout le superflu de subsistance que leur agriculture auroit pu leur procurer, rien n'avoit troublé la marche du commerce extérieur, il est incontestable que sous tous les rapports ce commerce auroit été avantageux à la nation.

Mais au premier manque de subsistance qu'une variation défavorable, soit dans le commerce extérieur, soit dans le produit des recoltes des autres nations, feroit éprouver à la partie de la population qui se maintiendroit sur une subsistance étrangère, la calamité à laquelle cette circonstance réduiroit la nation surpasseroit toutes celles qu'elle auroit pu souffrir, si elle s'étoit abstenue du commerce extérieur. La subsistance territoriale de la nation déjà insuffisante pour le maintien de la partie de la population à laquelle

elle seroit destinée, deviendroit cependant l'unique ressource de la partie de la population qui n'auroit pas reçu sa suffisance de subsistance des autres nations; la famine et la désolation s'accroitroient en raison de ce déficit de subsistance et la même calamité se répéteroit proportionnellement sur la nation, à chaque renouvellement des mêmes variations, soit dans le commerce extérieur, soit dans le produit des recoltes des autres nations.

Ces risques effrayans auxquels le commerce extérieur exposeroit continuellement une nation arrivée à l'âge fait naturel qui voudroit faire de ce commerce un moyen du subsistance et de population au de là de sa subsistance et de sa population territoriales, seroient pour elle une raison puissante pour chercher à se mettre à l'abri des suites fatales de sa situation par un moyen plus naturel, plus certain et plus prompt, et ce moyen seroit celui de former des colonies d'une proportion convenable de sa population. Quoique sur le pied de leur Economie politique actuelle, les nations de l'Europe soyent incapables de s'élever à l'âge fait naturel et qu'il semble par conséquent inutile de tracer les régles générales sur lesquelles il conviendroit à une nation arrivée à cet âge de fonder ses colonies, il est possible que l'Europe suive un jour de meilleurs principes et je vais dire un mot à ce sujet.

Une nation arrivée sous le systême de l'Economie politique moderne à l'âge fait naturel auroit deux régles essentielles à observer dans la formation d'une colonie; la première, de composer sa colonie d'une proportion assez considérable de sa population, pour

s'exempter pendant long-tems de la nécessité de recourir au même expédient ; la seconde, de donner à la colonie dans une proportion raisonnable plus de bras que de capitaux, afin de se conserver elle-même avec plus de capitaux que de bras ; par l'observation de ces deux principes, la nation se renouvelleroit dans la jouissance d'une longue jeunesse et la colonie se sépareroit de la Mère patrie avec tous les moyens nécessaires pour devenir promptement une nation florissante.

La colonie emporteroit avec elle plus de bras que de capitaux par deux raisons ; la première, parce que cette répartition laisseroit la nation dans le mode de prospérité le plus parfait, c'est-à-dire, dans le mode d'une prospérité modérément progressive ; la seconde, parce que la colonie qui seroit supposée s'établir dans un pays nouveau auroit besoin de plus de bras que de capitaux. Les bras, tant ceux de la nation que ceux de la colonie, seroient composés d'une juste proportion de manufacturiers et de cultivateurs et les capitaux seroient représentés par les fermiers, les entrepreneurs de manufactures et les commerçans.

Une taxe générale seroit levée dans les principes d'une parfaite égalité sur la partie de la population qui resteroit à la nation, et le produit de cette taxe seroit destiné aux fraix de l'expédition de la colonie. Au moyen de cette contribution, qui ne pourroit jamais être onéreuse et qui d'ailleurs n'auroit lieu qu'une seule fois, la nation se racheteroit d'une situation infiniment malheureuse et se procureroit le renouvellement précieux de sa jeunesse ; et la colonie arriveroit à sa destination sans être dans la nécessité d'entamer

ses capitaux. La nation fonderoit la colonie, soit dans une parfaite indépendance de son authorité, comme l'ancienne Grèce avoit établi les siennes ; soit dans une douce dépendance , comme la saine raison l'exigeroit pour une partie de l'Empire qui se trouveroit dans un grand éloignement du centre de la domination.

Quelle prodigieuse différence pour le bien , l'honneur et les progrès de l'espèce humaine , entre cette manière de fonder des colonies et la manière désordonnée et barbare que les nations de l'Europe ont pratiquée , ou plutôt ont laissé pratiquer au hazard, sans justice et sans humanité , par des associations de brigands et de scélérats abandonnés à eux-mêmes et dirigés par leur seule férocité. Si depuis deux à trois siècles que l'Europe est graduellement sortie de l'état purement agricole pour embrasser le systême d'agriculture relative , fondé sur un systême de manufactures , elle n'avoit pas eu le malheur de dénaturer ce systême, plus d'une nation auroit déjà eu l'avantage d'être arrivée à l'âge fait naturel et d'avoir été en état de fonder des colonies dans les principes que je viens de tracer. Cette petite partie de la terre se seroit donné la gloire de peupler successivement tout ce qui reste inhabité ou mal habité sur le globe , et de coopérer d'une manière si conforme aux vues de la providence à la multiplication et au bonheur de l'espèce humaine.

Ce que malheureusement l'Europe n'a pas pu , plus malheureusement encore , la Chine ne l'a pas voulu. Cette nation arrivée depuis tant de siècles à l'âge fait

naturel

naturel et regorgeant sans cesse de population, n'a jamais eu l'idée ou du moins l'humanité de profiter des innombrables et fertiles isles que lui offroit de toute part l'immense Océan pacifique, et dans le nombre desquelles une seule, la nouvelle Hollande, auroit été suffisante pour recevoir peut-être pendant vingt siècles les colonies que la nécessité auroit pu l'obliger de fonder graduellement. La nature frémit de l'expédient que la Chine a substitué à un moyen aussi facile et aussi glorieux, et on regrette que la providence ait prodigué ses dons avec tant de profusion à une nation qui en fait un usage si exécrable.

La Chine se met à l'abri des maux qui deviennent, comme je l'ai fait voir, les conséquences immédiates de l'âge fait naturel d'une nation; d'un côté par l'horrible meurtre des enfans qu'elle tolère, et de l'autre par les famines particulières qu'elle éprouve sans interruption, tantôt dans une province, tantôt dans une autre, et que j'ai prouvé être inévitables dans une nation arrivée à sa complette population. Ainsi c'est en détruisant sans cesse le surabondant de sa population et en envoyant tous les ans des colonies dans l'autre monde, que la Chine maintient sa population depuis tant de siècles à peu près au pair de sa subsistance, et qu'elle sera en état de la maintenir à ce taux à perpétuité.

Une nation arrivée sous le système de l'Economie politique moderne à l'âge fait prématuré, c'est-à-dire, à l'état d'une prospérité arrêtée, éprouve proportionnellement les mêmes maux d'une nation arrivée à l'âge fait naturel; mais avec cette différence, que

pour se délivrer de ces maux elle n'a pas besoin de fonder des colonies du surabondant de sa population. Elle n'a besoin pour recouvrer sa jeunesse et se mettre dans un cours de prospérité progressive, que d'un homme d'Etat capable de découvrir les vices qui auroient arrêté la machine de la population dans les progrès de son mouvement et y porter remède. Car une nation arrivée à un âge fait prématuré se trouve nécessairement avec une agriculture imparfaite, ou, ce qui est la même chose, avec une subsistance inférieure à celle que son territoire seroit capable de produire. Or tant qu'il reste à une nation de la subsistance à créer, il lui reste le pouvoir de créer des hommes, par conséquent de multiplier sa population; et lorsqu'une nation ne se donne pas toute la subsistance et tous les hommes dont son territoire est susceptible, l'unique conclusion qu'il faut tirer de là, c'est que la capacité de l'homme d'Etat n'est point en proportion avec la grandeur de sa tâche.

CONCLUSION.

JE vais finir ce discours par quelques observations générales sur la population de l'espèce humaine. Si les principes sur lesquels j'ai fondé cette doctrine sont vrais, comme j'ose le croire, on doit regarder comme également vrai le peu que je vais dire encore, et qui est une conséquence naturelle de tout ce qui a précédé.

Si tous les peuples de la terre vivoient dans l'état de nature, c'est-à-dire, dans l'état des peuples chasseurs, le produit général de la terre en végétaux, en

animaux et en hommes seroit de tous ceux dont la terre est susceptible le plus petit possible. De siècle en siècle et tant que le globe de la terre subsisteroit, le terme moyen de la masse des végétaux, celui de la quantité des animaux et celui de la population de l'espèce humaine resteroient invariablement les mêmes, abstraction faite des grandes révolutions que la surface de la terre peut subir. Sous leurs différens climats les végétaux, les animaux et les hommes ne varieroient jamais ni dans leurs formes, ni dans leurs grandeurs, ni dans leurs couleurs, ni dans la moindre de leurs circonstances. La nature ne seroit jamais un seul instant sans le reconnoître dans l'universalité de ses ouvrages, et un Etre qui d'une autre planette pourroit tous les siècles une fois venir inspecter la terre, la trouveroit perpétuellement dans le même état avec les mêmes espèces et la même quantité de végétaux; avec les mêmes espèces et la même quantité d'animaux; avec les mêmes espèces et la même quantité d'hommes.

Si tous les peuples de la terre vivoient dans l'état de peuples pasteurs, le produit général de la terre en végétaux, en aninaux et en hommes seroit beaucoup plus considérable que dans l'état des peuples chasseurs. Les végétaux, les animaux et les hommes ne ressembleroient plus parfaitement aux végétaux, aux animaux et aux hommes de la nature, et la terre présenteroit un aspect sensiblement différent. Mais comme les végétaux continueroient à être l'ouvrage de la nature qui seulement alors voueroit plus de force à les développer, la plus grande régularité régneroit néces-

sairement dans leur production et de siècle en siècle le terme moyen de leur masse, celui de la quantité des animaux qu'il nourriroient et celui de la population de l'espèce humaine qui se nourriroit sur les animaux, resteroient invariablement les mêmes.

Si tous les peuples de la terre vivoient dans l'état de peuples cultivateurs, le produit général de la terre en végétaux, en animaux et en hommes seroit beaucoup plus considérable que dans l'état des peuples pasteurs, même sous le système de culture le plus imparfait, et sous le système de culture le plus parfait, il seroit de tous ceux dont la terre est susceptible le plus grand possible. Dans ce dernier mode de l'espèce humaine, c'est-à-dire, dans le mode de peuples cultivateurs, les végétaux, les animaux et les hommes se trouveroient totalement changés de leur état originaire et la nature ne se reconnoîtroit plus dans ses ouvrages. Mais le terme moyen de la masse des végétaux, celui de la quantité des animaux et celui de la population de l'espèce humaine ne resteroient pas fixes comme dans l'état des peuples chasseurs et dans celui des peuples pasteurs, ils varieroient autant que varieroient les degrés de perfection sous lesquels la terre seroit cultivée.

Il est impossible de trouver par le raisonnement dans quelle proportion la population des peuples pasteurs surpasse celle des peuples chasseurs; la population des peuples cultivateurs, celle des peuples pasteurs; et la population des peuples cultivateurs sous le système de culture la plus parfaite, celle des peuples cultivateurs sous le système de culture

le plus imparfait, l'expérience seule auroit pu sur cela donner des notions probables. Mais jusqu'ici on n'a point cherché à faire cette découverte, quoique les peuples chasseurs de l'Amérique septentrionale eussent pu en devenir le moyen, et qu'il n'eût été ni fort dispendieux, ni fort difficile de faire passer graduellement, soit par la persuasion, soit par la contrainte, une de leurs moindres peuplades de l'état de peuple chasseur à l'état de peuple pasteur, et de l'état de peuple pasteur à l'état de peuple cultivateur sous un système d'agriculture absolue. Le dénombrement exact de la population dans les trois états auroit donné dans la plus grande approximation les degrés de population des trois systêmes de nourriture de l'espèce humaine. Mais l'idée de mettre un pareil moyen en exécution n'est venue à aucune nation, parce que malheureusement l'humanité seule auroit pu gagner à cela.

Si le règne minéral, au lieu d'avoir été voué par la nature à des besoins distincts de ceux de la nourriture, avoit été destiné, comme le règne végétal et le règne animal, à la subsistance des hommes; ou si la nature avoit ajouté aux deux règnes de subsistance dont elle a gratifié l'espèce humaine un troisième règne aussi fondamental que le règne végétal, il est évident que les peuples de la terre auroient été capables d'élever leur population bien au-dessus de celle dont ils sont susceptibles dans l'état des peuples cultivateurs. Mais comme toutes les combinaisons de la nature sont calculées dans les plus exactes proportions, on doit

regarder comme probable que ce nouveau règne de subsistance auroit été de trop ; et que sous le systême de culture le plus parfait le règne végétal fourniroit, tant immédiatement par lui-même que médiatement par le règne animal, précisément à toute la population que la terre, eu égard à l'étendue de sa surface et aux convenances indispensables de l'espèce humaine, pourroit contenir.

Tel systême d'agriculture que l'espèce humaine peut embrasser, le systême d'agriculture rélative, fondé sur un systême d'esclavage, ou le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, à culture et à frugalité égales la population de la terre seroit la même dans tous les cas, et aucun des trois systêmes n'auroit à cet égard le moindre avantage sur les autres. Car sous les deux systêmes d'agriculture relative le travail d'une partie de l'espèce humaine seroit capable de produire la même masse de subsistance qu'opèreroit le travail de toute l'espèce humaine sous le systême d'agriculture absolue ; et comme la population se mesure sur la subsistance, il est clair que la terre ne pourroit pas être plus peuplée sous l'un des trois systêmes que sous les autres.

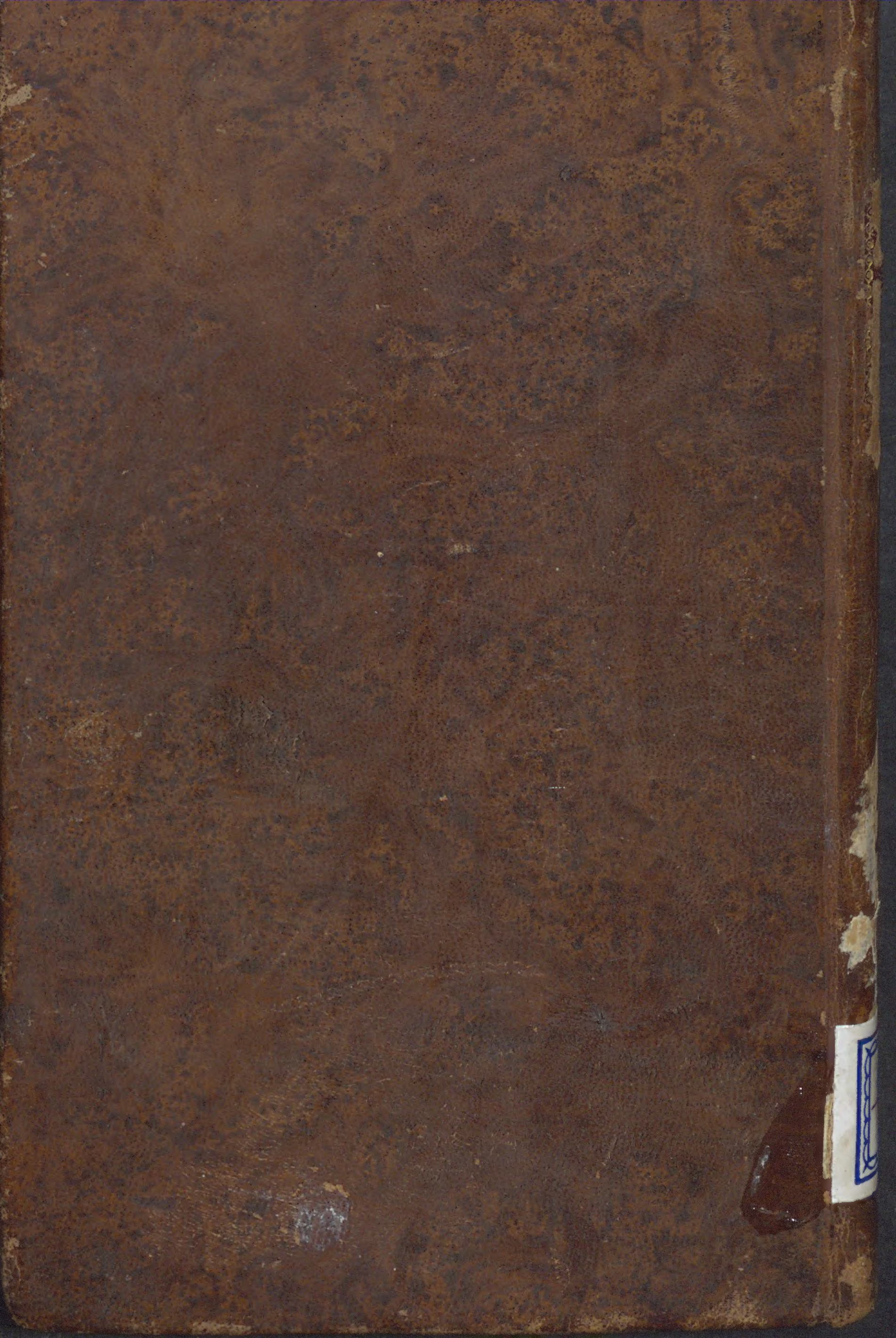
Mais si sous le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures ou sous le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême d'esclavage dans lequel la partie libre voueroit son travail aux manufactures, l'espèce humaine pouvoit ouvrir un commerce avec une autre planette et changer avec elle le superflu de ses manufactures con-

tre de la subsistance, alors sous ces deux systêmes la terre deviendroit susceptible d'une plus grande population que sous le systême d'agriculture absolue, sous lequel l'espèce humaine seroit incapable d'entreprendre un pareil commerce, parce qu'elle n'auroit rien ou presque rien de superflu à échanger. C'est d'après ce principe que dans l'état actuel des peuples de la terre une nation devient capable de donner à sa population une étendue beaucoup plus grande sous le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, qu'il ne seroit en son pouvoir de lui donner sous le systême d'agriculture absolue.

FIN.








271
F. D.
84